

PROCHE-ORIENT Les négociations directes entre Syriens et Israéliens vont reprendre, « dans les jours qui viennent », à Washington, a annoncé, mardi 14 mars, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, au terme de difficiles entretiens à Damas. Les conversations, dans un premier temps, seront menées à un niveau subalterne par les

ambassadeurs d'Israël et de Syrie dans la capitale fédérale américaine. Si elles progressent, elles se poursuivront entre les chefs militaires des deux pays, qui s'étaient

déjà réunis en décembre à Washington. En attendant, les Israéliens, qui semblent plus pressés que les Syriens d'aboutir à un accord, étudient différentes phases d'un retrait du

Golan, occupé depuis 1967. Une première étape pourrait être l'évacuation d'une zone où habitent des Druzes syriens et où ne se trouve aucune implantation israélienne.

Reprise conditionnelle des négociations entre Israël et la Syrie

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a dû négocier longuement, à Damas, pour arracher l'organisation de conversations préalables au seul niveau des ambassadeurs

DAMAS
de notre envoyé spécial
C'est à l'arraché que le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a obtenu ce qu'il cherchait : une reprise des négociations directes syro-israéliennes. Mais il s'agit du minimum de ce qu'il souhaitait et, après plusieurs accords dans ses démarches, cela augure mal de la suite des pourparlers. Ceux-ci, placés « sous les auspices et le patronage des Etats-Unis », ne reprendront, « dans les prochains jours », à Washington, qu'au seul niveau des ambassadeurs.

Ce n'est qu'en « temps opportun » et après une tournée dans la région de Dennis Ross, adjoint de M. Christopher pour le Proche-Orient, afin de « réexaminer les questions de sécurité » et de « préparer le terrain à des progrès ultérieurs », que « les experts militaires et les chefs d'Etat-major » - qui se sont déjà réunis, le 22 décembre 1994, à Washington - entreront en lice.

Il aura donc fallu à M. Christopher sept heures d'entretiens avec le président syrien, Hafez El Assad, et presque autant avec les dirigeants israéliens, pour en revenir à un schéma déjà vu. Et encore, pour les Syriens, les conversations entre militaires demeurent soumises à un progrès des discussions entre ambassadeurs.

Les conditions de l'annonce de cette reprise, après de longues heures pendant lesquelles M. Christopher, dans son hôtel de Damas, a dû parlementer au téléphone avec les dirigeants syriens et israéliens, font croire que le secrétaire d'Etat a quelque peu forcé la main des premiers - et cela pourrait laisser des traces alors que les Etats-Unis sont appelés à jouer un rôle plus grand dans ces négociations.

Visiblement les dirigeants syriens attendaient un signe d'apaisement israélien que M. Christopher s'était peut-être fait fort d'obtenir. Or, au contraire, dans un discours à la Knesset, M. Rabin a pris soin de souligner qu'« Israël n'avait pratiquement fait aucune concession importante ». Un communiqué de la présidence syrienne, publié, dans la nuit, après l'annonce de M. Christopher, a précisé que, si l'accord a été obtenu pour une reprise des négociations au niveau des ambassadeurs, « ce n'est qu'à la lumière des résultats de leurs conversations que se-

ront envisagées les prochaines étapes », c'est-à-dire les discussions entre militaires.

L'essentiel des conversations de M. Christopher à Damas aura été consacré aux arrangements de sécurité entre la Syrie et Israël dans le cas d'une évacuation du Golan, qui, pour les Syriens, ne peut être que totale. Selon un haut responsable américain, c'est la première fois que M. Christopher discute avec le président syrien et avec « autant de détails » de ces arrangements qui sont

fondamentaux pour les deux parties. Après l'échec de la rencontre entre les deux chefs d'Etat-major, en décembre, ce n'est pas un hasard si ce sujet a pris tant d'importance. Si la Syrie est prête à discuter des modalités techniques : zone de démilitarisation à mettre en place de chaque côté, système d'alerte avancé - qui exclut pour Damas toute présence israélienne sur son sol -, échanges d'informations sur les mouvements de troupes à la frontière et redéploiement de certaines

forces, elle n'accepte pas de soumettre sa sécurité « stratégique » à l'approbation d'Israël.

Cette différence de conception expliquerait l'échec de la rencontre de décembre, au cours de laquelle le général israélien Ehoud Barak aurait exposé - en termes très fermes, durs selon des sources américaines - une conception globale et stratégique de la sécurité, alors que son interlocuteur syrien n'était là que pour discuter des arrangements techniques le long de la frontière. Le président

Assad a donc sans doute voulu préciser avec M. Christopher les points qu'il acceptait de négocier.

« Nous avons besoin d'avancer, les deux [gouvernements] sont d'accord pour estimer que le temps presse », a affirmé M. Christopher. Reste qu'il presse davantage pour Israël et les Etats-Unis, qui ont des échéances électorales, que pour la Syrie. Et Damas l'a répété à plusieurs reprises : « la Syrie ne fera aucune concession sur ses droits et sa dignité » pour signer une paix qui faciliterait la ré-

lection éventuelle de M. Rabin. Pour Damas, les règles de la négociation sont claires et demeurent les mêmes : restitution de territoire contre la paix. Dans ce cadre, affirme le ministre syrien de l'Information, Mohamad Salameh, « nous allons continuer à faciliter les démarches américaines en faveur de la paix, mais que personne ne s'attende à ce que nous fassions des concessions sur nos droits ».

Françoise Chénier

Jérusalem envisage un retrait du Golan en deux temps

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Saluée avec « satisfaction » par le gouvernement israélien, la reprise annoncée des négociations officielles avec la Syrie, entre les ambassadeurs des deux pays à Washington, ne se situera donc pas immédiatement « au niveau élevé » souhaité par l'Etat juif. C'est un demi-succès pour la diplomatie américaine, et Warren Christopher a prévu de renvoyer dans la région, d'ici quelques semaines, l'un de ses adjoints.

A la demande d'Israël, pour qui des arrangements de sécurité solides doivent précéder tout retrait - même partiel - de son armée sur le plateau du Golan, les Américains souhaitent surtout organiser une nouvelle rencontre entre les chefs d'Etat-major des deux armées. La précédente, qui avait demandé des mois de préparation et une dizaine de rendez-vous discrets entre les ambassadeurs alors que les négociations étaient officiellement suspendues depuis février 1994, a eu lieu le 22 décembre dans la capitale américaine.

« DEMANDES INACCEPTABLES »

Ce jour-là, pour la première fois depuis la naissance d'Israël, les grands patrons des deux armées, qui ne s'étaient rencontrés ni pour négocier l'armistice en 1948, ni même pour mettre au point le cessez-le-feu après la guerre de 1973, s'étaient retrouvés face à face, avec des diplomates américains pour témoins. La discussion fut sans lendemain, l'israélien, selon Damas, ayant formulé des « demandes inacceptables ». Selon

lon des fuites reproduites, ces derniers jours, dans la presse israélienne, le général Ehoud Barak - auquel le général Amnon Shabak a succédé au début de cette année à la tête de l'armée - aurait notamment proposé qu'à chaque kilomètre carré démilitarisé du côté israélien en correspondrait neuf du côté syrien. C'est ce que le premier ministre, Itzhak Rabin, appelle des « concessions » mutuelles mais non symétriques. Pour rejeter cette demande, la Syrie a notamment fait valoir que sa capitale, Damas, se situe à une cinquantaine de kilomètres du Golan.

Israël demande aussi une réduction notable des forces armées régulières syriennes et une restructuration qui les ramèneraient peu à peu au niveau des siennes. Selon les experts militaires, la Syrie compte 300 000 soldats, plus 100 000 de réserve, au lieu de 134 000 côté israélien, auxquels s'ajoutent 365 000 réservistes. Aux yeux du président Assad, les réductions devraient d'abord toucher les forces aériennes, où Israël dispose d'un avantage décisif, et non l'armée de terre.

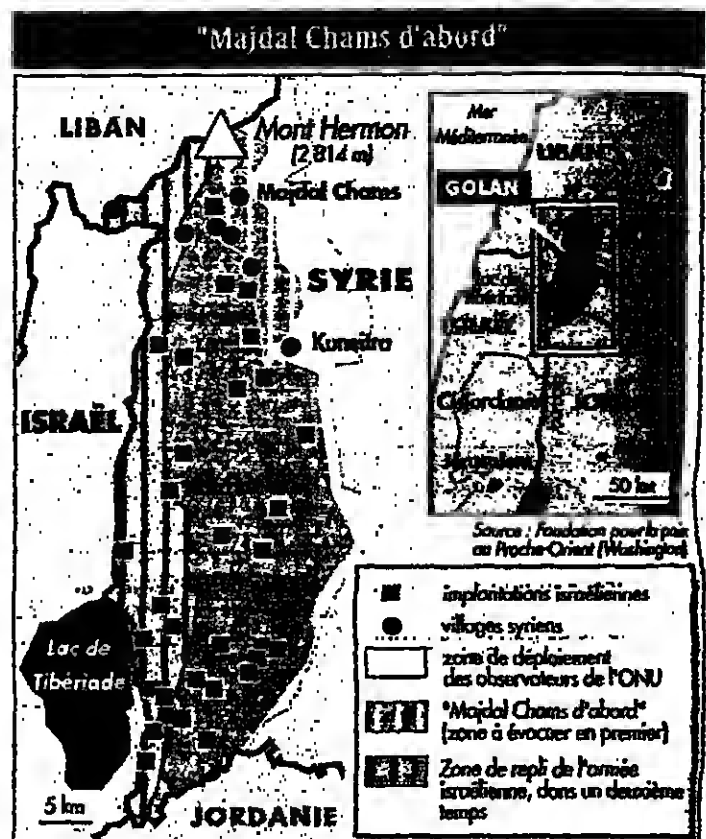
Outre la « profondeur stratégique » que les mille kilomètres carrés du Golan occupé lui fournit, Israël dispose aussi d'un poste d'observation sans équivalent sur les mouvements militaires syriens. En son point le plus élevé, le Golan culmine à 1 200 mètres au-dessus de la grande plaine syrienne où est bâtie Damas. Dans l'extrême nord, sur le mont Hermon, Israël a installé plusieurs stations électroniques d'alarme, qui, en cas de retrait, devraient, selon M. Rabin, rester en

place. En échange, Israël aurait proposé que la Syrie dispose, elle aussi, de systèmes d'alarme sur le plateau, et M. Rabin serait même disposé, selon certaines sources, à laisser s'installer une station syrienne de surveillance en territoire israélien, en Galilée. Mais, même si la présence d'une force américaine de maintien de la paix, réclamée par Israël, sur un Golan démilitarisé, était acceptée par la Syrie, M. Rabin demande que des soldats israéliens restent sur le plateau pour occuper des appareils de surveillance. Pas question de dépendre à cent pour cent d'une force étrangère, même alliée.

DU MILITAIRE AU POLITIQUE

Une fois ces questions purement militaires réglées, restera à prendre les décisions politiques. Fidèle à la tactique qui lui a réussi avec les Palestiniens - la fameuse option « Gaza-Jéricho d'abord » - le premier ministre a proposé l'option « Majdal Chams d'abord », du nom d'une localité du Golan autour de laquelle sont concentrés les 15 000 Druzes syriens qui refusèrent de quitter leurs terres en 1967. L'évacuation de cette zone, en échange de laquelle la Syrie devrait accepter la construction de « routes » relations de paix avec l'Etat juif, serait suivie, trois ans plus tard, d'un retrait, négociable, d'une plus grande partie du reste du plateau.

Avantage de cette approche pour M. Rabin : aucune des trente-trois colonies juives (15 000 habitants) que les gouvernements successifs ont installées sur le plateau depuis vingt-huit ans n'a été implantée



dans cette zone. Or, s'ils avaient nagère la réputation d'être plutôt majoritairement travaillistes et progressistes, les colons du Golan, sous la houlette de la droite et d'une partie des députés de la majorité en rébellion ouverte contre l'idée même d'abandonner le Golan, se sont singulièrement radicalisés. Toujours classé « zone de développe-

ment prioritaire », le Golan, « annexé » en 1981, devra - M. Rabin l'a promis - faire l'objet d'un référendum national, préalablement à une restitution de tout ou partie de sa superficie. Rien, en l'état actuel de la conjoncture politique israélienne, ne laisse présager du résultat.

Patrice Claude

Les compagnies pétrolières américaines ne pourront plus conclure d'accord avec l'Iran

WASHINGTON

de notre correspondant
L'administration américaine a décidé, mardi 14 mars, d'interdire aux sociétés et aux ressortissants américains de participer au « développement des ressources pétrolières » de l'Iran. Cette décision de Bill Clinton a été prise après la conclusion, début mars, d'un important accord entre une filiale de la société Conoco, elle-même contrôlée par le groupe pétrochimique Dupont de Nemours, et la Compagnie pétrolière nationale iranienne (NIOC), pour le développement de deux gisements offshore de Sini, au sud-ouest du détroit d'Ormuz. Bien que non liée juridiquement par le décret présidentiel, la direction de la compagnie basée à Houston a aussitôt annoncé son intention de dénoncer cet accord.

Souhaitant obtenir la « coopération » de ses alliés afin d'envoyer, « de manière unie, un message clair et sans équivoque à l'Iran », Washington demande aux principaux partenaires commerciaux de l'Iran de prendre des mesures similaires. La Maison Blanche a rappelé que l'Iran apporte « un soutien au terrorisme international », s'efforce de « saper le processus de paix au Proche-Orient », enfin, tente de se doter « d'armes de destruction massive et des moyens de les lancer ».

Conclu au terme de trois ans de

négociations, devant la compagnie française Total, ce contrat prévoyait 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) d'investissements par la société texane, et aurait permis de combler en partie le manque crucial de devises de Téhéran. Une production de brut de 120 000 barils/jour était envisagée par cet accord, le plus important conclu entre une société américaine et l'Iran depuis la rupture des relations entre les deux pays, en 1980.

Les recettes du pétrole

Dans son projet de budget pour 1995-1996, adopté, dimanche 12 mars, par le Parlement, le gouvernement iranien prévoit que les recettes d'exportations pétrolières atteindront 13,7 milliards de dollars (69 milliards de francs), soit un milliard de dollars de mieux que l'exercice précédent. Le pétrole constitue la principale source de revenus pour le budget général (55 milliards de dollars au taux officiel flottant). Le gouvernement a prévu d'augmenter de près de 50 % les subventions aux produits de première nécessité. Mais cela ira de pair avec un fort relèvement du prix des produits pétroliers.

L'administration était prise dans une grave contradiction entre sa politique d'isolement à l'égard de l'Iran, et les intérêts des compagnies pétrolières américaines. Par le biais de leurs filiales, celles-ci ont acheté pour près de 4 milliards de dollars de pétrole iranien en 1994, soit le quart de la production iranienne. Les Etats-Unis sont ainsi, paradoxalement, le plus gros acheteur de brut iranien, bien que celui-ci, conformément à la loi américaine, ne soit pas, officiellement, importé aux Etats-Unis : il est raffiné en Europe avant d'être réexporté.

Le gouvernement démocrate a probablement pris les devants dans cette affaire, les républicains ayant déposé une proposition de loi interdisant aux sociétés américaines de conclure le moindre marché avec l'Iran. Le président Clinton a cependant maintenu une « ligne dure » avec Téhéran depuis deux ans, tentant de convaincre plusieurs pays, notamment l'Allemagne et le Japon, de cesser leur aide financière au régime de Téhéran. La « question iranienne » reste, d'autre part, une pomme de discorde dans les relations russo-américaines, Washington demandant à Moscou de renoncer à son projet de construire quatre réacteurs nucléaires en Iran.

Laurent Zecchini

80 rebelles ont été tués par l'armée sierra-léonaise

QUATRE-VINGTS rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) ont été tués pendant le week-end par l'armée, au cours d'une opération lancée dans la région des Malal Hills, située à 115 kilomètres à l'est de Freetown. Cinq soldats sont morts au cours des combats, a-t-on appris, lundi 13 mars, de source militaire. C'est dans cette zone forestière qu'est supposée se trouver la base du RUF où seraient retenus des étrangers, prisonniers

des rebelles. La rébellion sierra-léonaise a confirmé, mardi, avoir « sous sa protection » 16 des 17 étrangers disparus dans le pays depuis le 9 novembre 1994 (six Britanniques, six Italiens, deux Suisses, un Allemand et un Brésilien).

Dans un entretien téléphonique avec le bureau de l'AEP à Abidjan, le porte-parole du RUF, Alimamy Sankoh, a déclaré que son organisation n'était pas responsable de la capture,

le 4 janvier, près de Kenema, situé à 240 kilomètres à l'est de Freetown, de Roger Graf, un citoyen suisse.

Le RUF affirme s'être emparé d'eux « pour les protéger » contre l'armée gouvernementale, et se déclare prêt à les remettre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dès qu'un arrangement fiable aura été conclu, qui permette leur transfert hors du pays en toute sécurité. - (AFP, Reuters.)

Un ancien maire de Bujumbura a été enlevé au Burundi

LE COLONEL Lucien Sakubu, un ancien maire de Bujumbura, a été enlevé par des inconnus, lundi 13 mars, dans la banlieue de la capitale burundaise, a-t-on appris de source policière. Selon un de ses employés, qui se trouvait avec lui au moment de l'enlèvement et a pu prendre la fuite, le colonel Sakubu se rendait dans sa propriété de Kinama, située au nord de la capitale, lorsque deux hommes à vélo ont fait des zigzags pour l'obliger à s'arrêter. Ils sont montés dans sa voiture et l'ont contraint à se diriger vers Kamenge, quartier du nord de Bujumbura, peuplé de Hutus, l'éthnie majoritaire. Le colonel Sakubu, de l'éthnie minoritaire tutsi, est conseiller au cabinet du mi-

nistre de l'intérieur et de la sécurité publique.

Comme les assassinats de personnalités, les enlèvements sont courants depuis plus d'un an au Burundi. Un officier supérieur, le lieutenant-colonel Bernard Kabwari, avait été kidnappé, il y a un an, et n'a jamais été retrouvé. Une maison de détention et un petit cimetière avaient été découverts, fin janvier, par les forces de l'ordre dans le quartier de Kamenge.

RAPATRIEMENTS ENVISAGÉS

Le président Sylvestre Ntibantunganya a déclaré, mardi, que les assassins du ministre de l'énergie et des mines, Ernest Kaboshemeye, étaient « d'anciens militaires ». « Ce sont des professionnels et cet assassinat

était « préparé depuis au moins trois mois », a précisé le chef de l'Etat, lors d'une conférence de presse à Bruxelles, où il fait une visite officielle. Cet assassinat, qui « s'inscrit plus dans le cadre de la crise au Burundi que dans la perspective d'un coup d'Etat », ne remet pas en cause le processus démocratique, a-t-il assuré.

D'autre part, des mesures ont été prises par les ambassades de France, d'Italie et de Belgique, pour prévoir un éventuel rapatriement de leurs ressortissants « en cas d'urgence », a annoncé, mardi, le ministre italien des affaires étrangères. Rome a recommandé à ses nationaux de quitter « temporairement » le Burundi. - (AFP, Reuters.)

هكذا من لاصح

L'ordre islamique règne dans le sud de l'Afghanistan

Les « taliban » ont fait de Kandahar leur capitale

KANDAHAR
de notre envoyée spéciale
Sur l'herbe des jardins du gouverneur, sont assis en cercle des jeunes gens euturbannés, kalachnikov en bandoulière. Ces « étudiants en religion » ont afflué vers Kandahar, principale ville du pays pashtoun et cœur du mouvement talib. Par pleines camionnettes, ils ont quitté leurs provinces du Sud et du Sud-Ouest pour rencontrer les dignitaires. Ici, dans le quartier de Shahr-i-Nuwa, à deux pas de la grande mosquée, la direction des « étudiants-soldats » a installé son quartier général, sa *wallayat*, marquant ainsi son autorité sur l'administration temporaire de la cité, après une prise de pouvoir vieille de quatre mois.

La trentaine de dirigeants qui siègent au conseil supérieur du mouvement talib, sont originaires de Kandahar. La ville fait donc figure de capitale religieuse pour les talibans. N'entre pas qui veut dans cette *wallayat*, gardée par des guerriers farouches. La sécurité est-elle la raison du mystère entretenu autour de la direction talib ? Celle-ci ne se dévoile que fort peu. Aussi la grande prière de l'Aïd a-t-elle revêtu, début mars, un lustre inédit puisqu'elle fut la première célébrée sous la domination talib, en présence de celui que tous reconnaissent comme leur chef, le mollah Mohammad Omar Akhundzadah. La célébration terminée, celui-ci est parti vers son village proche continuer les réjouissances en famille.

Dans la *wallayat* désertée sont restés les « *number two* » et « *number three* », ainsi les qualifie le poste de garde, à savoir les commandants Rabbani et Mohammad Hassan. Tous sont jeunes, la trentaine. Ils sont pashtouns, originaires de la province de Kandahar. Depuis six mois, « Mollah Omar » a refusé tout entretien avec la presse occidentale. Seul au Kandahar, à en, pour la BBC, le privilège de le rencontrer.

De diverses sources, on distille de rares éléments de sa biographie. Mollah Omar serait âgé de trente-quatre ans. Il aurait perdu un œil lors de combats contre les Russes, dans le djihad

Beaucoup se disent cependant incertains de l'avenir. D'aucuns espèrent que le rigorisme des nouveaux venus s'adoucira sous les contraintes de la réalité.

A Kandahar, pourtant, il n'en est rien. La ville est soumise, de jour comme de nuit (avec le couvre-feu), à une sévère surveillance militaire. Rien n'échappe aux patrouilles qui circulent dans des jeeps *Vulgar* récupérées de l'armée rouge. Sept exécutions et deux amputations ont été pratiquées en place publique au nom de la loi islamique (*charia*). Les jeunes adeptes du football ont été priés de laisser leur short au vestiaire pour jouer en *pertoga*, long pantalon pashtoun traditionnel. Les mélomanes en sont pour leurs frais, la musique non religieuse étant interdite.

Rien n'échappe aux patrouilles militaires.

Sept amputations et deux exécutions ont été pratiquées en place publique au nom de la *charia*

Les femmes ne circulent plus dans la rue, sans autorisation, et sous l'obligatoire *trachador*. Les talibans ont fait savoir qu'ils envisageaient de fermer pour un temps les écoles de filles. « *Mieux vaut faire le gros dos et se tenir tranquille* », commente un Tadjik de passage, ancien fonctionnaire du gouvernement pro-communiste.

En ville, la chape policière semble, pour le moment, d'autant mieux tolérée que les souffrances du passé récent restent vives. Pour le commun des mortels, ici, toutes les factions qui, il y a peu, se battaient pour contrôler la rue, sont à mettre dans le même sac. Exactions, pillages, viols, incendies de maisons : à peine le Janlat, parti du président Rabbani, se voit-il

Téhéran veut renvoyer 500 000 réfugiés afghans

L'Iran a prévu de rapatrier en Afghanistan, d'ici à mars 1996, quelque 500 000 réfugiés de ce pays, a annoncé mardi 14 mars un responsable de ce pays. Ahmad Hossaini a déclaré que le Haut-Commissariat des Nations unies (HCR) a accordé un budget de 12 millions de dollars pour payer le rapatriement. Près d'un million de réfugiés afghans ont déjà quitté l'Iran depuis la chute du régime communiste de Kaboul en 1992. Il en reste actuellement plus de 1,5 million, selon M. Hossaini.

Par ailleurs, Téhéran a accusé les talibans (étudiants en religion) afghans d'être responsables de la poursuite de la guerre dans le pays voisin. Dans une interview au *Tehran Times*, le ministre des affaires étrangères, M. Velayati, a exprimé lundi 13 mars la « préoccupation » de l'Iran face aux récents combats à Kaboul, qui ont abouti notamment à l'élimination de la capitale afghane du mouvement chifte pro-iranien Wahdat, dont le chef, Ali Mazari, aux mains des talibans, a été tué. — (AFP)

(guerre, sainte), à laquelle il a pris part. Puis il se serait confiné dans les études religieuses, préparant discrètement son irruption sur la scène politique afghane.

Son second accepte le principe d'une rencontre avec les journalistes présents à Kandahar... mais, « *faute de temps* », il n'accorde en réalité aucun entretien. Seul le « *numéro trois* » s'est donc confié à la BBC en langue pashtoun, très écoutée dans le pays. Propos très durs, selon le celui qui les a recueillis. En substance, aux yeux de Mohammad Hassan, les négociations, tant avec le président Rabbani qu'avec l'ONU, « *ne servent à rien* ».

Quoi qu'il en soit, dans ces campagnes du Sud afghan, la rigueur fondamentaliste est l'unique référence. Les habitants semblent se réjouir, dans l'ensemble, de l'arrivée de talibans qui ont apporté paix et sécurité.

Danielle Rouard

Man Mohan Adhikari, premier ministre népalais

« Un gouvernement marxiste est logique dans l'histoire du Népal »

De passage pour quarante-huit heures en France, M. Adhikari, premier ministre népalais depuis un peu plus de cent jours, a précisé pour

Le Monde les raisons qui, selon lui, expliquent l'élection d'une majorité relative de députés communistes au Parlement de son pays le 15 no-

vembre, puis sa désignation par le roi Birendra comme chef d'un gouvernement minoritaire monocolor marxiste-léniniste.

EN VISITE privée en France à son retour du sommet des Nations unies sur le développement, à Copenhague, Man Mohan Adhikari, soixante-quatre ans (« *dont quinze en prison, tant pour avoir lutté en Inde pour l'indépendance de ce pays que pour avoir combattu ou Népal contre l'autocratie et pour la démocratie* »), est le premier chef d'un parti communiste marxiste-léniniste (PCN-UML) à avoir été porté au pouvoir à l'issue d'élections libres dans un pays indépendant : le Népal, vingt millions d'habitants, seul « *royaume hindou* » de la planète, situé au cœur de l'Himalaya.

Dans un entretien accordé au Monde, M. Adhikari a d'abord cherché, à sa manière donc, à convaincre qu'il n'a rien d'un *boute-feu*. Pourquoi le Népal s'est-il doté d'un gouvernement marxiste alors que le communisme venait de s'effondrer en URSS et en Europe de l'Est ? « *Je dirais que c'est dans la logique de notre histoire de pays sortant du féodalisme, dont une partie des terres est aux mains de propriétaires absents, tandis*

que le reste est cultivé par des paysans sans titre », explique-t-il.

« *Mais nous sommes réalistes : nous adaptons les principes du marxisme — bien plutôt, d'ailleurs, que du léninisme — aux données du moment, ajoute-t-il. Nous pensons ainsi que nos paysans devraient s'associer en coopératives, non en *kolkhozes* ! La réforme agraire ne se fera d'ailleurs pas sans le consensus des autres partis ou Parlement, où nous n'avons qu'une majorité relative. Notre première aspiration c'est, au demeurant, la démocratie. Une démocratie moins à la façon « *Westminster* » que fondée, précisément, sur un consensus nécessaire entre la majorité et l'opposition.* »

SOCIAL-DÉMOCRATIE ?

Quelles orientations économiques souhaite-t-il imprimer à son action ? « *Nous croyons fondamentalement que nous devons construire une économie mixte, dit-il. Nous faisons donc, en particulier, appel aux capitalistes étrangers pour qu'ils viennent travailler chez nous en co-entreprises (joint-ventures).*

Nous leur accordons tous les avantages qu'ils peuvent trouver ailleurs en matière de rapatriement de capitaux et de bénéfices, d'avantages fiscaux, etc. L'important pour nous est de nous initier par ce biais aux technologies et méthodes de gestion contemporaines.

Ne serait-ce pas à un programme social-démocrate ? « *Je connais mal la social-démocratie, admet-il, mais ou fond c'est possible ! En fait, si nous avons gardé notre appellation marxiste-léniniste c'est parce qu'elle est bien connue au Népal. Après tout, nous n'avons rien fait par le passé, tant s'en faut, qui nous donne à en rougir !* »

Le voisin indien n'est-il pas inquiet de l'installation d'un régime communiste à sa porte — en bons termes, de surcroît, avec la Chine ?

« *Le vice-premier ministre Madav Nepal* [le secrétaire général et vrai « *patron* » du PCN-UML] s'y est déjà rendu, et je dois moi-même y aller en mai, précise M. Adhikari. Nous y avons fait connaître nettement nos points de vue, mais nous avons enregistré, aussi, leurs préoccupations de

sécurité, qui sont très légitimes. Quant à notre voisin chinois, tous les gouvernements népalais ont eu avec lui de bonnes relations. Nous continuons, naturellement, et cela indépendamment de la couleur politique de nos gouvernements.

M. Adhikari n'est-il pas préoccupé de voir la principale source de devises du Népal, l'exportation des tapis, en train de périr ? « *Nous avons eu des problèmes avec nos tapis, dont la production est achetée en presque totalité par des firmes d'Allemagne, qui ensuite les commercialisent. Or un film a été projeté dans ce pays, il y a quelque temps, qui dénonçait le travail des enfants dans nos fabriques. Le précédent gouvernement a bien réagi, en subordonnant les licences d'exportation à des vérifications publiques sérieuses concernant ce problème. Nous avons, bien entendu, adopté la même ligne de conduite. Mais le mal était fait, et il faut à présent remonter la pente.* »

Propos recueillis par Jean-Pierre Clerc

“LA CHUTE DES CHEVEUX N'EST PAS UNE CATASTROPHE”

dit l'inventeur Edward Ivary

La recherche de l'excellence a été son challenge depuis 25 ans.

3 Techniques Uniques et Brevetées pour Hommes & Femmes

Les techniques exclusives et brevetées d'Edward Ivary représentent la solution à tous vos problèmes de cheveux. Célébrés par des personnalités à la recherche de perfection, les résultats hors pair sont garantis aussi bien dans les traitements avec chirurgie que ceux qui s'en dispensent. Chaque intervention est une œuvre d'art.

Parmi les techniques les plus utilisées, il faut retenir 3 méthodes :

LA MICROCAPILLOGRAPHIE

La Microcapillographie est un examen de vos cheveux et de votre cuir chevelu. Il s'agit d'un examen préventif qui permet d'établir un programme de soin personnalisé. Le coût de cet examen et du traitement de 6 mois s'élève à FF12.500.

LA TECHNIQUE DES MICROPOINTS INTRADERMIQUES

Une intervention chirurgicale qui remplace la totalité de votre chevelure initiale avec des cheveux d'addition naturels.

LES MICROCYLINDRES : LA SOLUTION MAGIQUE

En 10 heures, vous rajeunissez de 10 ans. La technique magique de Microcylindres, une intervention indolore non chirurgicale, vous fait retrouver l'intégralité de votre chevelure et un beau volume naturel.



L'intervention peut aussi être réalisée progressivement pendant 6 mois afin de simuler une repousse spontanée.

Le coût moyen de l'intervention varie entre FF80.000 et FF200.000.

Enfin quant aux méthodes traditionnelles moins récentes, comme la micro-greffe ou la simple réduction tensive, elles sont également pratiquées.

Si vous le souhaitez, nos Spécialistes peuvent se déplacer dans le monde entier pour effectuer la consultation ou réaliser l'intervention.



Le jour de l'intervention, on aperçoit le tracé de la future repousse.



Après 8 heures d'intervention.

IVARI

Centre International Capillaire
Depuis 1969

PARIS Siège Social 26 Place Vendôme, 75001 Paris, France Tel. (1) 42.86.82.00 Fax (1) 42.60.09.33

NEW YORK Trump Tower 725 Fifth Ave., 25th Floor New York, NY 10022 Tel. (212) 755.45.55 Fax (212) 755.44.45

BEVERLY HILLS 145 South Rodeo Drive Beverly Hills, CA 90210 Tel. (310) 274.1515 Fax (310) 274.7525

Dialogue de sourds à la conférence sur la paix en Tchétchénie

Le représentant du président tchétchène Djokhar Doudaev a dû faire un scandale pour obtenir la parole. L'armée russe poursuit son offensive militaire

MOSCOU
de notre correspondant
Lors de la conférence sur la paix en Tchétchénie, qui s'est ouverte mardi 14 mars à Moscou, Piotr Kossow, désigné comme médiateur par les deux parties, a dénoncé les mystérieux coups de téléphone venus de Moscou qui ont fait capoter les précédentes négociations de paix. M. Kossow sait de quoi il parle : c'est lui qui avait été chargé de mettre en œuvre les rares et courtes trêves intervenues depuis le début de la guerre en Tchétchénie il y a trois mois.

Piotr Kossow a notamment participé à la réunion, début mars, entre le représentant de Boris Eltsine à Grozny et le mufti tchétchène, délégué par le président Djokhar Doudaev. « Des que les militaires (russes) souhaitent une prolongation des trêves, un coup de téléphone vient tout compromettre », raconte-t-il. La dernière fois, ce fut un ordre de tirer sur le chef d'état-major tchétchène s'il tentait de franchir les lignes russes pour se rendre aux négociations en Ingouchie.

Mardi, à la tribune de la conférence moscovite, M. Kossow n'a

pas désigné les auteurs de ces coups de fil. En aparté, des négociateurs ont cependant mis en cause le ministre de l'Intérieur, Viktor Erine, coordinateur officiel des opérations militaires russes, et Sergueï Chakhràï, le vice-premier ministre chargé des nationalités, accusé d'être un des principaux instigateurs de la guerre. Toutefois, le Kremlin, qui doit faire preuve devant le FMI et l'Europe d'une volonté de régler pacifiquement le conflit, a tout fait pour « récupérer » cette première grande conférence contre la guerre, résultat de deux mois d'efforts de divers militants sincères, dont le délégué russe aux droits de l'homme, Sergueï Kovalev.

BOMBARDEMENTS

Un message de soutien de Boris Eltsine fut lu à la tribune devant quelques centaines d'invités dont des ambassadeurs. Mais le représentant à Moscou du président Doudaev dut faire un scandale et une fausse sortie pour obtenir la parole. Car ce qu'il avait à dire tranchait avec l'image d'extrémisme belliqueux que le Kremlin a réussi à coller au président tchétchène. Son re-

présentant a d'ailleurs réaffirmé la position de Grozny en lisant un texte de Djokhar Doudaev, paru il y a une semaine dans le *Washington Post* : « Nous ne sommes pas des séparatistes, nous ne voulons pas une indépendance complète, nous ne sommes pas des criminels et nous n'avons pas commencé cette guerre. » Nous voulons, dit le président tchétchène, vivre en paix avec la Russie après la conclusion d'un cessez-le-feu sans conditions, la création de zones de sécurité avec corridors humanitaires, des négociations directes et des élections en 1995, le tout en présence d'observateurs et de médiateurs internationaux.

Or, au moment même où était lu le message de soutien de Boris Eltsine aux pacifistes de la conférence, le président russe recevait, des mains de son premier ministre, un « nouveau » plan de paix qui, sur le fond, n'est guère différent des autres après trois mois d'une guerre censée être gagnée en dix jours. Ce plan commence toujours par la nécessité de « désarmer les bandes armées illégales » en Tchétchénie. Sur le terrain, les bombardements de l'aviation et de l'artillerie russes se sont poursuivis, mardi, et des attaques seraient imminentes contre de nouvelles localités tchétchènes : Argoun, déjà totalement détruite après trois mois de pilonnages, puis Goudermes et Chali. Onze canons du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont encore été bloqués, mardi, par les Russes, au lendemain du passage d'un unique véhicule apportant pour la première fois depuis trois semaines du matériel médical aux hôpitaux tchétchèes démunis.

Sophie Shihab

Le nombre des « casques bleus » devrait être réduit de moitié en Croatie

La Forpronu prépare son redéploiement pour de nouvelles missions

A Zagreb, siège de la Forpronu, et à Bruxelles, au PC de l'OTAN, les états-majors « planchent » sur le remaniement du dispositif « onusien » en Croatie. Il s'agit de ré-

duire le nombre des « casques bleus » et de renforcer leurs missions. Sans mandat précis du Conseil de sécurité de l'ONU, l'opération prend des allures de « casse-tête ».



SI, POUR LE MOMENT, toute perspective d'un repli précipité de la Forpronu de Croatie et de Bosnie est exclue, les états-majors concernés, à l'OTAN et dans les pays ayant fourni des « casques bleus », cherchent à fixer les modalités pratiques d'un remaniement du dispositif onusien en ex-Yougoslavie. Dans l'attente de nouvelles résolutions, qui devront être soumises au Conseil de sécurité de l'ONU, la difficulté de l'exercice tient au fait qu'on veut à la fois diminuer les effectifs de « casques bleus » — notamment en Croatie — et renforcer leurs missions. Ce qui sème la confusion dans les états-majors de planification.

En Croatie, la Forpronu compte actuellement « quelque » 15 200 hommes, soit treize bataillons répartis en quatre secteurs distincts : le secteur nord (autour de Vojnik), le secteur sud (autour de Gracac), le secteur ouest (autour de Pakrac) et le secteur est (autour de Osijek). La capitale de la Croatie, Zagreb, est aussi le PC principal de l'ensemble de la force de l'ONU, d'où sont commandés les dix-sept bataillons de Bosnie (23 600 hommes) et les deux bataillons de la Macédoine (1 120 hommes). La France est présente dans le dispositif croate à hauteur de 1 100 hommes : 850 à Zagreb, au sein d'un bataillon logistique, et 250 autres à Split, où ils mettent en œuvre dix hélicoptères de transport de VIP et de fret.

INTANGIBILITÉ DES FRONTIÈRES

A la suite de la rencontre, à Copenhague, entre le vice-président des États-Unis, Al Gore, et le président de la Croatie, Franjo Tudjman, un accord de principe a été acquis. D'abord, M. Tudjman est revenu sur son projet d'exiger le départ de la Forpronu à partir du 31 mars : il voudrait néanmoins la ramener à 5 000 « casques bleus ».

uniquement recrutés en Europe de l'Ouest. Ensuite, la force de l'ONU change de nature : sa nouvelle configuration devra souligner l'intangibilité de la frontière entre la Croatie, d'une part, la Serbie et la Bosnie, d'autre part.

Outre l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution qui fixera les enjeux diplomatiques d'un nouveau mandat, ce double engagement suppose, sur le plan militaire, une négociation sur le nombre des « casques bleus » qui seront maintenus en Croatie, leur implantation, la définition de leurs moyens et sur l'organisation du commandement.

DE 6 000 À 8 000 HOMMES

Si, en effet, les effectifs doivent être réduits, comme l'a réclamé le président Tudjman, combien d'hommes composeront finalement, au total, la nouvelle force des Nations unies en Croatie ? Pour y surveiller ou pour y garantir quoi ? Devra-t-on se satisfaire d'un déploiement symbolique de détachements voués au contrôle des frontières ou combiner cette mission avec des éléments plus lourds implantés en Croatie et en Krajina tenus par les Serbes ? Cette nouvelle troupe internationale — à la condition que les pays fournisseurs de « casques bleus » arrivent à une attitude commune — demeurera-t-elle placée, comme les Français l'ont imaginé, sous l'autorité du général Bernard Janvier, le « patron » de la Forpronu depuis le début de mars, ou devra-t-on prévoir de créer un autre commandement subordonné à Zagreb, à l'image de ce qui existe déjà avec le « BH Command » (commandement des forces en Bosnie-Herzégovine), basé à Sarajevo, pour les « casques bleus » de Bosnie ?

Autant d'interrogations, à partir desquelles le nouveau déploiement

onusien sera modulé autour, dit-on, de 6 000 à 8 000 hommes, soit la moitié du dispositif présent aujourd'hui en Croatie. A l'origine, l'ONU aurait souhaité en conserver quelque 10 000. Le maintien d'une partie du dispositif est jugé nécessaire parce que c'est de Croatie (à Zagreb et à Split) que l'ONU assure la logistique de ses opérations en Bosnie.

Pour l'instant, les États-Unis, qui ont déjà déployé un hôpital militaire, ont fait savoir qu'ils étaient prêts à dépêcher en Croatie un « contingent très réduit » de techniciens américains — il s'agit de transmetteurs (signals) — pour aider à ce réaménagement de la Forpronu.

L'ÉCHÉANCE DE FIN AVRIL

En attendant le résultat des conversations en cours sur la Croatie, la Forpronu doit se préparer à une autre échéance marquée, à compter du 30 avril, par la fin du cessez-le-feu en Bosnie. Une reprise des hostilités ou — ce qui demeure en suspens — une levée de l'embargo international sur les armes pourraient inciter des pays à retirer leurs « casques bleus ». Dans cette hypothèse d'un retrait de la Forpronu de Bosnie, l'OTAN a été chargée de planifier les opérations. Ce travail est en cours et il doit déboucher à la mi-mars. Ce qui a été acquis, à Bruxelles, c'est que les commandements alliés seront rendus responsables de l'ensemble de la mission au point de la nécessité d'avoir un « état-major unifié ».

Les contingents nationaux de la Forpronu seront complétés pour former des unités prêtes, s'il le fallait, au combat dans le cas d'un repli — en toute sécurité — des « casques bleus » et de leurs matériels (pas moins de 1 500 blindés, 5 000 véhicules et 9 000 containers). Ce soutien venu de l'extérieur serait de l'ordre de 50 000 hommes, dont 4 000 à 4 500 Français supplémentaires, pour une durée de quatre à cinq mois.

Le commandement de cette opération, dite d'extraterritoire des « casques bleus », ne sera pas soumis à la procédure dite de la double clé OTAN-Forpronu. Il serait confié à un officier général américain, l'amiral Leighton Smith, le « patron » du secteur sud de l'OTAN à Naples. La France a exigé — et obtenu — que l'amiral Smith ait pour adjoint le général Janvier, plus particulièrement nommé responsable des opérations terrestres. Ce n'est pas là une entorse à la pratique habituelle de la France, qui a toujours marqué ses distances vis-à-vis des commandements intégrés. Le général Janvier a déjà eu à travailler, dans le Golfe en 1991, selon des règles d'engagement inspirées de celles de l'OTAN.

Jacques Isnard

François Léotard a rendu hommage aux neuf soldats français tués près de Sarajevo

SARAJEVO
de notre correspondant
La cérémonie fut brève, dans un hangar de l'aéroport de Sarajevo. Neuf cercueils, une garde d'honneur, des trompettes, et le ministre de la défense, François Léotard, arrivés quelques minutes auparavant à Sarajevo. Les quatre « casques bleus » blessés sont évacués au même moment vers la France, les civils sont délicatement transportés vers un avion cargo, sous la neige et le vent qui balaie l'aéroport. Les corps devaient être rapatriés à Paris mercredi 15 mars au soir.

L'accident s'est produit sur une piste enneigée du mont Igman, au sud-ouest de la capitale bosnienne. Un véhicule blindé a dérapé sur une plaque de verglas et plongé dans un ravin miné, impossible à atteindre par la route. La Forpronu a formellement confirmé qu'il s'agissait d'un accident, et que le véhicule n'a été victime d'aucun tir. Trois hélicoptères se sont donc relays durant

près de dix heures afin d'extraire les blessés et les morts du précipice, à l'aide d'un filin. Huit soldats sont décédés dans l'accident, un neuvième est mort plus tard à l'hôpital militaire de la Forpronu.

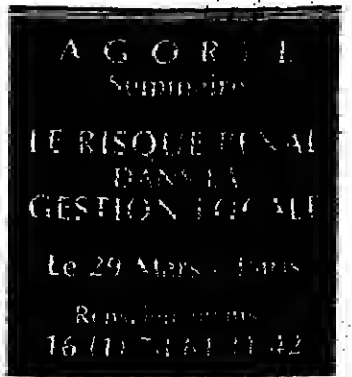
VOLONTAIRES

Ces soldats français appartenaient à un régiment de génie chargé, à Sarajevo, d'aider le bataillon de troupes de montagne à accomplir sa mission dans la « zone déminée » d'Igman. Parmi les soldats tués, sept effectuaient leur service militaire, volontaires pour servir en ex-Yougoslavie. Leur mort porte à trente et un le nombre de militaires français tués dans l'ex-Yougoslavie depuis le début du conflit, à l'été 1991.

« Cet accident pourrait inciter à penser à certains que ces missions doivent être abandonnées, or, les soldats français ici, sous l'égide de l'ONU, accomplissent leur travail dans un esprit de paix », a déclaré François Léotard à l'issue de

l'hommage rendu aux « casques bleus » tués. « Cette présence est nécessaire pour séparer les belligérants. Il ne faut pas tirer d'accidents de cette nature la conclusion que nous devrions partir ou faire baisser notre effort, à poursuivre le ministre. Ce que fait la Forpronu est nécessaire, il faut que nos compatriotes le comprennent. »

Rémy Ourdan



République de Guinée Ministère de l'Énergie et de l'Environnement ENELGUI

Avis d'appel d'offres (AAO)

AMÉNAGEMENT HYDRO-ÉLECTRIQUE DE GARAFIRI LOTS N° 7, 8 et 12

1. Le gouvernement de la République de Guinée a sollicité de la Caisse Française de Développement (CFD) un crédit en francs français pour contribuer au financement de l'aménagement hydro-électrique de Garafiri sur le Konkouré et prévoit d'utiliser le montant accordé au titre de ce crédit pour effectuer des paiements autorisés au titre du Lot 7 - Alternateurs, du marché du « Lot 8 - Installation Électrique Générale » et du marché du « Lot 12 - Postes 110 kV ».

L'appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises répondant aux critères d'éligibilité de la CFD. Les biens et les services fournis par les soumissionnaires devront présenter au moins 51 % de valeur ajoutée d'origine française, d'un pays membre de la zone franc ou de la République de Guinée. Les entreprises qui le souhaitent peuvent se grouper pour présenter une soumission pour plusieurs lots.

2. ENELGUI invite les soumissionnaires à présenter leurs soumissions sous pli fermé pour les études, la construction et l'achèvement des ouvrages et travaux suivants.

LOT 7 - ALTERNATEURS :

- trois alternateurs à axe vertical de 31,5 MVA - 5,65 kV, vitesse de rotation 272,72 tours/minute,
- trois systèmes d'excitation avec régulation de tension.

LOT 8 - INSTALLATION ÉLECTRIQUE GÉNÉRALE :

- équipements moyenne tension des groupes,
- auxiliaires à courants alternatif et continu de l'ouvrage,
- contrôle-commande des équipements et téléphonie,
- circuits d'eau et d'égout,
- ventilation et climatisation,
- équipements de l'atelier, du magasin et le matériel de secourisme.

LOT 12 - POSTES 110 kV :

- créations des postes (y compris génie civil) de Garafiri (110 kV/20 kV, 2 jeux de barres et 7 traverses 110 kV), de Mamou (110 kV/30 kV, 1 jeu de barres et 2 traverses 110 kV), de Kuidia (110 kV/15-20 kV, 1 jeu de barres et 3 traverses 110 kV),
- extension des postes (y compris génie civil) des Grandes Chutes (1 jeu de barres et 5 traverses 110 kV) et de Matoto (1 jeu de barres et 3 traverses 110 kV).

3. A partir du 15 mars 1995, les soumissionnaires peuvent obtenir des renseignements complémentaires, examiner et acquiescer le dossier d'appel d'offres à l'adresse du consultant :

COYNE ET BELLIER - ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

9, allée des Barbannières

92632 GENNEVILLIERS CEDEX FRANCE

Tél. : 33-1-41-85-03-69 - Fax : 33-1-41-85-03-74 - Téléc. : COYBE 616-615 F

4. Les soumissionnaires intéressés peuvent acheter un jeu complet de chaque dossier d'appel d'offres, sur présentation d'une demande écrite au service ci-dessus et moyennant paiement par dossier d'un montant non remboursable de 2 500 francs français.

5. Avec son offre, le soumissionnaire devra constituer un cautionnement provisoire, établi au profit du Ministère de l'Énergie et de l'Environnement, d'une valeur de trois pour cent (3 %) du montant de la soumission.

6. Les offres seront déposées au plus tard, le 31 mai 1995 à 11 heures, au Ministère de l'Énergie et de l'Environnement à Conakry. Les plis seront ouverts immédiatement en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaiteraient assister à l'ouverture des plis.

04870015210

Fidel Castro à contre-emploi devant les patrons français

Le dirigeant cubain n'a guère trouvé d'arguments pour les convaincre d'investir dans son île

Le président cubain a poursuivi, mardi 14 mars, sa visite « privée » à Paris, sur fond de polémique dans la classe politique française. Fidel Castro

s'est adressé à quelque trois cents membres du CNPF. Hormis un déjeuner privé avec M^{me} Mitterrand, son programme de mercredi restait incertain.

Jeudi, M. Castro devait se rendre à Chailley (Yonne) à l'invitation de Gérard Bourgois, le « roi du poulet », fidèle fournisseur de Cuba.

LE PRÉSIDENT CUBAIN a tenté, mardi 14 mars à Paris, une conversion périlleuse devant un auditoire dont les codes et les centres d'intérêt lui étaient manifestement étrangers. Les quelque trois cents hommes d'affaires du CNPF ne s'attendaient certes pas qu'un révolutionnaire communiste, au crépuscule de sa carrière, excelle instantanément dans l'art un tantinet racoleur de vendre le potentiel économique de son pays aux capitalistes étrangers, dont il doit maintenant attirer les devises.

Venus par curiosité, dans leur majorité, voir de plus près un « monument de l'histoire », ils avaient en tête l'image d'un tribun tonitruant, capable de tenir en haleine des foules entières sans qu'elles voient le temps passer. Mais le grand orateur (1,90 m environ) avait cette fois, comme depuis le début de sa visite à Paris, la voix souvent faible et fatiguée ; sa prestation de une heure pile sans notes – était décousue et affectée, en dépit d'efforts répétés pour dériver ses « chers amis patrons français » qui savent résister aux pressions américaines.

Devoit ces businessmen, M. Castro n'a pas évoqué la situation économique de l'île ni ses perspectives. Pas un chiffre cité à ce chapitre, pas un mot des douloureuses mesures récemment adoptées pour assainir les finances publiques et diminuer le déficit budgétaire. Était-il bien

utile, en revanche, d'assurer que le plein emploi régnait dans l'île, quand le gouvernement cubain réduit de façon drastique les effectifs de la fonction publique ? Était-il nécessaire d'y vanter l'existence de mouvements de grève, expliquée par l'esprit de « collaboration » de la population ? Outre l'inévitable couplet sur les méfaits de l'embargo américain contre Cuba, qui « sera levé tôt ou tard », les hommes d'affaires français n'ont eu droit qu'à

« rires » de son pays. « Marx nous a appris à ne pas être dogmatique », a-t-il précisé. Les orthodoxes du communisme seront rassurés : le leader maximo a affirmé qu'il « était trop tard », à son âge (soixante-bois ans), pour apprendre le capitalisme.

À défaut, M. Castro se laissa aller à quelques digressions qui se voulaient humoristiques. Le plus célèbre des barbudos, blanchi sous le harnois, s'est réjoui d'avoir économisé, chaque jour

dante pour visiter les invalides – longue pose devant le tombeau de Napoléon – et le Louvre, guidé par l'ancien ministre de la culture Jack Lang, qui s'est réjoui de la venue à Paris du leader de la révolution cubaine.

Initialement prévu pour trois jours, son séjour a déjà été prolongé de vingt-quatre heures (jusqu'à jeudi) et pourrait l'être davantage, le leader frappé d'ostéisme dans de nombreuses capitales espérant – sans grand succès jusqu'à présent – pouvoir rencontrer d'autres personnalités politiques françaises. M. Castro a déjà démontré qu'il pouvait s'extasier dans les pays étrangers où il se plaît, au grand dam des services de sécurité locaux : il resta plus de quarante jours dans l'ex-URSS en 1993.

Tandis qu'il participait, mardi en fin de journée, à une réception donnée à la Maison de l'Amérique latine, une soixante d'exilés cubains et de défenseurs des droits de l'homme écoutaient, à deux pas de là, dans une salle de l'Assemblée nationale, la lecture d'un texte poignant d'un « balsero » rescapé. Le 13 juillet dernier, le bateau dans lequel il avait pris place avec les siens et de nombreux réfugiés fut attaqué en haute mer par des bâtiments de la marine cubaine et sombra. Il y eut quarante-deux noyés, dont vingt et un enfants.

Martine Jacot

Polémique entre chiraquiens et balladuriers

« Les visites privées ont pour caractéristique qu'en général, ce sont des visites amicales. Moi, je n'ai pas rencontré M. Castro. » Le premier ministre Edouard Balladur a ainsi marqué sa différence, mardi 14 mars, au lendemain du déjeuner « officiel » du président cubain à l'Élysée et de sa visite à l'Assemblée nationale. Plusieurs balladuriers s'en sont pris au chiraquien Philippe Séguin, accusé par Ladislav Poniatowski (PR) d'avoir « commis une gaffe » en recevant M. Castro, « une honte pour la France ». A gauche, où la gêne le dispute souvent à la prudence, M^{me} Jospin et Emmanuel ont dit ne pas avoir de « scrupules » à qualifier le régime cubain de « dictature ».

deux courtes vérités : « Nous avons besoin d'efficacité et de rentabilité pour développer l'économie nationale (...), nous avons démontré que nous ne sommes pas de bons gestionnaires. »

Le président cubain a évoqué la possibilité pour les investisseurs étrangers de détenir jusqu'à 100 % du capital d'entreprises cubaines, si cela pouvait servir les « inté-

rets » de son pays. « Marx nous a appris à ne pas être dogmatique », a-t-il précisé. Les orthodoxes du communisme seront rassurés : le leader maximo a affirmé qu'il « était trop tard », à son âge (soixante-bois ans), pour apprendre le capitalisme.

Européens et Canadiens sont prêts à reprendre les discussions sur la pêche

L'équipage du chalutier espagnol l'« Estai » peut quitter Terre-Neuve

LE CANADA, l'Espagne et la Commission européenne ont entamé, mardi 14 mars, des discussions pour éviter que « la bataille du turbot », déclenchée par l'arraisonnement par la marine canadienne d'un chalutier espagnol sur le « nez » des grands bancs de Terre-Neuve, en eaux internationales, ne dégénère.

Après avoir comparu pour une audience préliminaire devant le tribunal de Saint-Jean de Terre-Neuve, où son bateau est immobilisé à quai depuis dimanche, le patron de l'« Estai », Enrique Davila Gonzalez, a été autorisé par les autorités locales à rentrer en Espagne avec les 25 membres de son équipage. Une décision était attendue mercredi à propos du chalutier lui-même, dont l'Union européenne exige la restitution.

Le patron-pêcheur avait été inculpé de pêche illégale, de refus

d'obtempérer, de désobéissance à un officier du ministère canadien des pêches. Les Canadiens l'accusent d'avoir réalisé des prises trop petites.

Les Espagnols sont accusés de tenir une double comptabilité de leurs prises

Le ministre canadien de la pêche, Brian Tobin, a en outre affirmé mardi que les pêcheurs espagnols tenaient à bord une double comptabilité pour camoufler l'ampleur de leurs prises. L'action canadienne a été déclenchée

après l'adoption, début mars par le Parlement canadien, d'une loi autorisant l'arraisonnement de bâtiments soupçonnés de faire des prises non autorisées ou de dépasser les quotas autorisés. Les pays européens estiment que le Canada n'a pas à s'arroger le droit de faire la police dans les eaux internationales.

A Strasbourg, le Parlement européen a manifesté sa réprobation en annulant une visite que devait lui rendre une délégation parlementaire canadienne. Dans les coulisses, le ministre délégué français aux affaires européennes, Alain Lamassouire, ancien député de Bayonne, a qualifié l'arraisonnement d'« acte de piraterie inacceptable ».

Le gouvernement espagnol a encore haussé le ton, menaçant d'imposer des visas pour les Canadiens, de rompre toutes relations,

y compris commerciales, avec Ottawa. Les armateurs espagnols ont donné l'ordre aux 17 autres bâtiments de la flottille dont faisait partie l'« Estai » de reprendre la pêche au large de Terre-Neuve, une décision qualifiée de « provocation » par le ministre canadien de la pêche.

Les dirigeants de la Commission de Bruxelles, qui continuaient d'exiger que l'« Estai » et son équipage soient relâchés en préalable à toute négociation, s'efforçaient néanmoins, mardi, avec Madrid et Ottawa, de trouver une manière d'engager la discussion. Une réunion d'urgence de l'organisation des pêcheurs de l'Atlantique nord est envisagée. Tenant une conférence de presse, le commissaire italien chargé de la pêche, Emma Bonino, et son collègue britannique chargé des relations commerciales, Leon Brittan, ont tenté de ramener l'affaire à un niveau plus technique, en réfutant, avec l'aide d'experts halieutiques, les accusations des Canadiens contre les pêcheurs espagnols. (AFP/Reuter.)

De nouveaux heurts se sont produits à Ankara et dans sa banlieue

DEUX PERSONNES ont été tuées, mardi 14 mars à Istanbul, par l'embrasement d'une voiture atteinte par des cocktails Molotov. L'explosion s'est produite dans le quartier de Gazi, théâtre depuis deux jours de violentes émeutes. Plusieurs centaines d'alevis (musulmans d'origine chilte très attachés à la laïcité) étaient de nouveau rassemblés pour protester contre les affrontements avec les forces de l'ordre, qui ont fait, selon un dernier bilan, vingt-trois morts depuis dimanche à la suite de l'attentat contre la communauté alevie. Les gendarmes étaient toujours déployés dans le quartier, alors que les manifestants bravaient le couvre-feu en vigueur depuis lundi.

Les émeutes se sont propagées à Ankara, la capitale turque, où la police anti-émeutes a répondu à coups de matraque, de canon à eau et avec des chiens, à la foule qui lui lançait des pierres. Le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, a par ailleurs annoncé mardi sa volonté d'amnistier certains crimes ou délits, y compris les délits d'opi-

nion, et de protéger les Turcs contre les tortures et les violations des droits de l'homme.

Cette annonce intervient quelques jours après une déclaration du ministre de la justice, Mehmet Mogultay, selon laquelle les changements législatifs étaient en préparation. Cent treize personnes, dont des journalistes, éditeurs, artistes et députés, étaient en prison à la mi-février pour délit d'opinion, selon l'Association des droits de l'homme (IDH) de Turquie.

RÉFORMES DANS LE SUD-EST

Cocernant l'état d'urgence dans le Sud-Est anatolien, que le Parlement turc a reconduit pour la 23^e fois, mardi, dans les dix provinces où l'armée combat depuis dix ans les séparatistes kurdes, le premier ministre a estimé que les réformes qu'elle envisageait devaient conduire à la « levée progressive » de cette mesure dans la région. M^{me} Ciller a estimé : « Les forces de l'ordre apportent de plus en plus de stabilité » dans cette zone, théâtre depuis dix ans d'affrontements avec le Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK, séparatiste). La plupart des mesures annoncées par le premier ministre turc figurent dans le pacte de coalition droite-gauche qu'elle dirige mais n'ont pu jusqu'à présent être menées à bien. (AFP/Reuter.)

■ ALBANIE : Tirana et Athènes se sont déclarés résolus à régler leurs différends par le dialogue, au cours de la visite, mardi 14 mars dans la capitale albanaise, du chef de la diplomatie grecque, Carolos Papoulias. C'est le premier contact à ce niveau après onze mois de crise entre les deux pays. « Il existe une volonté commune de régler les désaccords par le dialogue », a dit le président albanais, Sali Berisha, à l'issue d'un tête-à-tête d'une demi-heure avec M. Papoulias, mardi après-midi.

Le ministre grec – qui s'était entretenu la veille avec son homologue albanais, Alfred Sereqi – a déclaré avoir retiré de sa rencontre avec M. Berisha « des messages qui donnent de l'espoir » et a estimé que « toutes les possibilités existent pour aller de l'avant et ne pas faire marche arrière ». (AFP)

Washington révèle un complot manqué contre Saddam Hussein

UN GÉNÉRAL IRAKIEN du cadre de réserve, Wafig Samarraï, a échoué, au début du mois, dans une tentative de renverser le président Saddam Hussein, a rapporté mardi 14 mars le New York Times en se référant aux services de renseignements américains. Le général Samarraï, chef du renseignement militaire irakien lors de la guerre du Golfe, s'est enfui, il y a quelques jours, en Arabie saoudite, après son échec, a ajouté le journal. Selon de hauts responsables américains, le général s'était efforcé, en vain, d'obtenir la participation conjuguée des Kurdes du nord de l'Irak et celui des chites du sud du pays. Selon le New York Times, le but était, après des attaques venant du nord et du sud, de renverser le régime grâce à l'intervention de troupes de Talrit, ville natale du président irakien. Mais ces troupes et les Kurdes « se sont gardés de toute implication », tout comme la Garde républicaine qui n'a pas fait défection, a indiqué un responsable du Pentagone. (AFP)

Une organisation militante hindouiste arrive au pouvoir à Bombay

LE SHIV SENA, une organisation hindouiste dirigée par Bal Thackeray, personnalité charismatique controversée et violemment anti-musulmane, est arrivée, mardi 14 mars, au pouvoir dans le plus riche Etat de l'Union indienne, le Maharashtra, dont la capitale est Bombay. Le gouverneur a confié la tâche de former le cabinet au Numéro deux du Shiv SENA, Manohar Joshi. M. Thackeray, qui n'a pas voulu de fonction officielle mais n'a pas caché qu'il serait le « patron ». Allié à la principale formation d'opposition au plan national, le BJP (Parti national hindou), le Shiv SENA a infligé une défaite cuisante au parti du Congrès du premier ministre Narasimha Rao, en lui arrachant l'Etat le plus industrialisé du pays. Le Congrès, qui n'avait jamais perdu le Maharashtra depuis l'indépendance en 1947, n'a eu que 81 sièges dans l'Assemblée régionale, qui en compte 268. Il demeure la principale formation, mais la coalition hindouiste a emporté 138 sièges : 73 au Shiv SENA et 65 au BJP. Le poste de vice-premier ministre revient au BJP. (AFP)

AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : le ministre de la Justice, Janet Reno, a demandé, mardi 14 mars, la nomination d'un procureur spécial pour déterminer si le secrétaire au logement, Henry Cisneros, a menti au FBI sur les sommes qu'il a versées à une ancienne maîtresse. (AFP)

■ ARGENTINE : Renault investira environ 2,5 milliards de francs au cours des quatre prochaines années pour moderniser l'usine de Cordoba qui fabrique sous licence les véhicules de sa marque. (Corresp.)

■ BRÉSIL : l'ancien dictateur Bolvien Luis Garcia Meza, extradé par le Brésil, mardi 14 mars, est arrivé dans la nuit à La Paz afin d'y purger une peine de trente ans de prison pour crimes et divers autres délits. (AFP)

■ MEXIQUE : le gouvernement mexicain a affirmé, mardi 14 mars, que la suppression des ordres d'arrestation à l'encontre des dirigeants zapatistes et le retrait de l'armée de la zone de conflit avaient pour objectif de faciliter les négociations de paix dans le Chiapas. L'armée mexicaine devrait se retirer de « tous les points » militaires de la zone de conflit. Des « patrouilles restreintes » continueront toutefois de stationner dans la zone. (AFP)

EUROPE

■ GRANDE-BRETAGNE : Londres a décidé le retrait de 700 soldats stationnés en Irlande du Nord. Cette mesure est la première de ce type depuis l'annonce en septembre et octobre de cessez-le-feu par les catholiques de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et les groupes paramilitaires protestants. (Reuter.)

■ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : Radio Free Europe a commencé à diffuser une partie de ses programmes depuis son nouveau siège à Prague, a annoncé, lundi 13 mars, un porte-parole de la radio américaine. Elle émettait, depuis 1951, vers l'ancien bloc soviétique à partir de Munich. (AFP)

■ GEORGIE : Zviad Gamsakhourdia, l'ancien président géorgien mort en 1993, ne se serait pas suicidé mais aurait été assassiné par ses gardes du corps, selon sa femme, Manana Artchvadze. (Reuter.)

AFRIQUE

■ ALGÉRIE : Ferruchio Frauchini, un technicien italien, porté disparu en juillet 1994, a bien été enlevé et assassiné, ont annoncé les autorités algériennes à l'ambassade d'Italie à Alger. Son corps n'a toutefois pas été retrouvé. (AFP)

ASIE

■ CORÉE DU NORD : le Parti libéral démocrate japonais (PLD), principale composante de la majorité à Tokyo, a décidé mardi 14 mars de reporter l'envoi d'une mission parlementaire en Corée du Nord, qui aurait confirmé une reprise des discussions entre les deux pays, interrompues en 1992. (Corresp.)

COMMERCE

■ OMC : les membres de l'Organisation mondiale du commerce n'ont pu se mettre d'accord mardi soir 14 mars sur le choix de la personnalité qui dirigera l'OMC. Les États-Unis ont demandé un délai de réflexion supplémentaire, bien que le mandat de l'actuel directeur général intérimaire, l'Irlandais Peter Sutherland se termine mercredi à minuit. Deux candidats restent en lice : l'Italien Renato Ruggiero, soutenu par l'Union européenne, et le Sud Coréen Kim Sul-Chu. (AFP)

“Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve”

MAROC
L'ÉBLOUISSEMENT DES SENS

MARRAKECH 950 F

BARCELONE	840 F
OSLO	1 090 F
ATHENES	1 100 F
LES ANTILLES	2 430 F
LA REUNION	3 490 F
NOUMEA	5 500 F

• vols aller retour
• départ de Paris
• à certaines dates
• hors taxes
• 160 agences en France
• (1) 41 41 58 58
• 3615 NF

NOUVELLES FRONTIÈRES

Tout le monde s'y retrouve

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 16 MARS 1995

CONGRÈS La quarante-neuvième congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), réuni à Epinal, prend une importance particulière en période

de campagne présidentielle. Majoritairement à droite, les agriculteurs sont sollicités par trois candidats issus de la majorité et par l'extrême droite, qui n'obtient que des scores

marginaux dans ce groupe social. RPR, Jacques Chirac bénéficie d'un avantage historique chez les agriculteurs, qui n'ont pas oublié son action, il y a plus de vingt ans, au mi-

nistère de l'agriculture. Philippe Séguin, maire d'Epinal, dans l'entretien qu'il nous a accordé, critique les effets du GATT sur la politique agricole européenne. ● PRODUCTION. Alors

que le revenu agricole a recommencé à croître en 1994, les agriculteurs se préoccupent surtout de la maîtrise de la transformation et de la commercialisation de leurs produits.

Jacques Chirac conserve l'avantage dans l'électorat agricole

Très majoritairement attachés à la droite, les paysans vont devoir choisir entre le maire de Paris, le premier ministre et Philippe de Villiers. « Leur » ministre des années 1972-1974 jouit parmi eux d'un prestige intact

C'EST UNE AFFAIRE entendue, que tous les sondages et enquêtes confirment année après année : les agriculteurs votent majoritairement - 67 % à 85 % selon les scrutins - à droite et au centre droit. Le cahier spécial que consacre le Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française) aux « attitudes politiques des agriculteurs » le démontre abondamment une nouvelle fois. Catholique, attaché à la notion de patrie, plutôt plus âgé que la moyenne nationale des Français, le paysan se classe naturellement dans le camp de l'actuelle majorité.

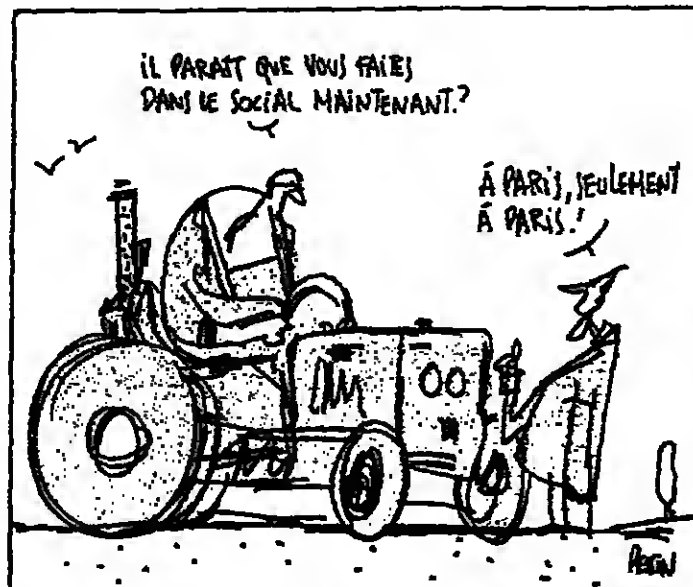
Il n'en reste pas moins que, dans les circonstances présentes, le paysage risque de se trouver quelque peu brouillé, dans la mesure où les candidats de droite à l'élection présidentielle abondent et où le dernier gouvernement socialiste a laissé un souvenir particulièrement mauvais chez les céréaliers, les éleveurs ou les producteurs de fruits et légumes, ainsi que chez les dirigeants de la FNSEA ou des chambres d'agriculture.

Les évolutions spécifiques du monde agricole (diminution du nombre d'exploitations, soud - notamment chez les jeunes - d'appa-

raître comme des chefs d'entreprise familiarisés avec les techniques modernes de la gestion, concentration foncière et financière au profit des grandes exploitations, part de plus en plus importante des primes dans le revenu par rapport au produit de la vente sur les marchés, intervention quasi permanente des financeurs et des contraintes communautaires, importance de la notion de ruralité, qui tend à grignoter celle, traditionnelle, d'agriculture) sont de nature à infléchir le comportement de l'électorat. Contrairement à la situation des années 70-80, 40 % de la population active vivant en milieu rural est aujourd'hui ouvrière, ce qui modifie la sociologie électorale des circonscriptions concernées.

LES « GROS »

L'inclination à voter pour la droite s'accroît avec l'âge de l'agriculteur, l'importance de la pratique religieuse et la taille de la ferme. « Elle atteint un niveau record chez les « gros » agriculteurs, à la tête d'exploitations de 50 hectares et plus, dans le secteur des grandes cultures et de l'élevage de bovins, tandis que le niveau de vote pour la gauche,



principalement socialiste, s'élève chez les petits et moyens agriculteurs, les viticulteurs, les éleveurs de moutons et de volaille et chez les paysans proches de la Confédération paysanne », explique Nomma Mayer, politologue. Cet ancrage à droite a surtout

profité, ces derniers temps, au RPR et à Jacques Chirac plutôt qu'à l'UDF. Cette tendance tient à la fois à l'enracinement du mouvement gaulliste dans les campagnes depuis les fondations de 1960 et 1962 et au souvenir tenace qu'a la-

sé M. Chirac, plus de vingt ans après, de son passage au ministère de l'agriculture et du développement rural de 1972 à 1974. Le fait d'avoir désigné Christian Jacob, ancien président du CNJA et député européen, comme son principal lieutenant agricole (après avoir fait, entre 1986 et 1988, de François Guillaume, ancien président de la FNSEA, son ministre de l'agriculture) est naturellement de nature à flatter l'électorat et à démontrer que les intérêts de la paysannerie ne seront pas négligés si M. Chirac s'installe à l'Élysée.

L'EFFORT DU GOUVERNEMENT

Quant au Froot national, il semble « mordre » peu sur le monde agricole puisqu'un récent sondage a montré que 60 % des paysans voient dans ce parti et son chef un « danger pour la démocratie » et que, s'ils devaient choisir, en dernière analyse, entre un candidat socialiste et un candidat d'extrême droite, ils seraient quatre fois plus nombreux à opter pour le premier. Cette capacité à résister à Jean-Marie Le Pen s'explique par « la relation privilégiée des agriculteurs avec le gaullisme, à leur cohésion sociale,

à la force du syndicalisme et à l'influence modératrice de l'Eglise catholique », estime Nomma Mayer.

En revanche, les thèses défendues par Philippe de Villiers, notamment lorsque le député de Vendée (le département où Luc Guyau, président de la FNSEA, est exploitant et où il vient d'accéder à la présidence de la chambre d'agriculture) fustige les dérives technocratiques de Bruxelles, rencontrent beaucoup d'écho dans les campagnes. Les paysans sont la seule catégorie socioprofessionnelle où la liste Villiers aux élections européennes de 1994 a fait jeu égal avec la liste UDF-RPR, recueillant 37 % de leurs suffrages (contre 38 % à la liste Baudis).

Alors que Lionel Jospin semble avoir renoncé à la reconquête, même à la marge, de l'électorat des campagnes (son programme ignore quasiment l'agriculture), la question est de savoir à qui - de MM. Balladur, Chirac ou Villiers - vont aller en priorité leurs suffrages. Même si M. Chirac part avec quelques longueurs de sympathie d'avance, surtout si l'on prend en compte non pas seulement les exploitants proprement dits, mais toutes les composantes d'un ménage dont le chef est agriculteur, il faut admettre que le gouvernement Balladur a mis, ces derniers mois, les bords doubles. La loi de modernisation qu'a fait voter Jean Puch, au début de l'année, comprend des mesures fiscales, sociales, financières et juridiques qui ont été jugées comme positives par les organisations syndicales et professionnelles. Leur coût, pour le budget de l'Etat, avoisine 10 milliards de francs.

Quant à l'Europe, qui fait plutôt peur - sauf au CNJA et aux adhérents de la Confédération paysanne -, parce que les agriculteurs craignent confusément qu'elle ne détruise l'identité de la France et ses valeurs, il serait exagéré de dire que depuis la réforme de la PAC, en mai 1992, la situation a empiré : les primes ont largement compensé les baisses de prix garantis et ont été versées dans les délais prévus ; les stocks de beurre, de viande, de lait ont baissé. Demeure, cependant, une troublante ambivalence de l'opinion agricole à l'égard de l'Europe.

Propos recueillis par François Grosrichard

F. Gr.

Philippe Séguin, président (RPR) de l'Assemblée nationale

« Les principes fondateurs de la politique agricole commune sont battus en brèche »

« Jean Puech a fait voter une loi de modernisation de l'agriculture, publiée il y a quelques semaines au Journal officiel, qui met à jour le statut juridique des exploitations et favorise l'installation des jeunes, notamment. Estimez-vous qu'il s'agit d'une « grande loi », qui balise bien l'avenir de l'agriculture d'ici à l'an 2000 ?

« La conclusion du cycle de l'Uruguay par la signature des accords de Marrakech remet fondamentalement en question la politique agricole commune (PAC), de façon plus radicale encore que la réforme de 1992. En effet, la réforme de la PAC, tout en se préparant, par la mise en place de mécanismes nouveaux, à accompagner l'insertion de l'agriculture européenne dans une économie mondialisée, réaffirme son attachement aux principes fondateurs de la politique agricole commune. Mais que restera-t-elle, en pratique, de la préférence communautaire, de l'unicité de prix, voire de la solidarité financière ? Ces notions sont d'ores et déjà battues en brèche. Des ré-

flexions récentes, émanant des sphères bruxelloises, le confirment.

« Dans un cadre européen marqué par une telle ambiguïté, était-il possible d'aller au-delà de la loi de modernisation agricole, telle qu'elle vient d'être votée ? Probablement pas. Il était cependant nécessaire de prendre des mesures immédiates, tant en faveur de l'installation des jeunes que pour l'allègement des charges sur le plan social. Je me réjouis particulièrement des avancées obtenues lors de la discussion parlementaire sur l'impôt foncier sur le non-bâti. Toutefois, l'essentiel reste à faire. Comme en 1960 et 1962, lors du vote des grandes lois d'orientation, la nation doit affirmer haut et clair ce qu'elle attend de son agriculture et de ses agriculteurs et fixer les cadres et les moyens qui permettront au monde agricole d'y répondre. Cela n'attendra pas l'an 2000.

« Trois ans après la réforme de la PAC, peut-on dire que l'agriculture française soit renforcée, ou, au contraire, affaiblie de la nouvelle donne européenne ?

« Comment mesurer les forces et les faiblesses de l'agriculture française ? Si l'on se réfère au nombre des actifs agricoles, il ne cesse de décroître d'année en année, comme décroît la part de l'agriculture dans la valeur ajoutée. Que peut demander à son agriculture un pays marqué comme le nôtre par le chômage massif ? Créer des richesses, offrir de l'activité et de l'emploi. Je note simplement que si ces priorités étaient sous-jacentes à la réforme de la PAC - ce qu'à vrai dire, j'ignore -, celle-ci n'aurait pas encore produit ses effets.

« L'OCDE vient de publier une étude qui montre que d'ici l'an 2000, les Etats-Unis devraient gagner des parts de marché dans les exportations mondiales de bétail au détriment de l'Union européenne. Cette perspective représente-t-elle pour la France et pour l'Europe un risque grave ?

« Les Etats-Unis devraient, en effet, voir leur part dans les exportations mondiales de bétail augmenter à 48 %, tandis que celle de la

Communauté européenne diminuerait jusqu'à 18 % d'ici à l'an 2000. Si l'on considère que les deux seuls autres pays significatifs sur le marché du bétail sont le Canada et l'Australie, on peut se demander si un produit aussi stratégique que le bétail obéit à un modèle purement économique. Là où les experts de l'OCDE attendent de la réduction du protectionnisme et des distorsions des échanges une croissance économique plus élevée, j'ai tendance, moi, à considérer les rapports de puissance.

« N'oublions pas que l'aide alimentaire est aussi une arme politique, aujourd'hui comme hier. N'oublions pas les politiques d'embargo. Une position dominante sur le marché, une habile politique de stockage confèrent l'hégémonie alimentaire. Nous devons garder les moyens de notre indépendance, ce qui nous permettra peut-être de démentir les perspectives de l'OCDE. »

La FNSEA s'emploie à renforcer son influence économique

S'IL N'Y AVAIT l'enjeu de la conquête des suffrages paysans, peu d'éléments saillants seraient de nature à faire du 49^e congrès de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), du mardi 14 au jeudi 16 mars à Epinal, un chapitre particulièrement

30 000 syndicats locaux

● **Création** : ancêtre des groupements professionnels agricoles, dont le premier a vu le jour en 1883 dans le Loir-et-Cher, la FNSEA a été créée en 1946. En quarante-neuf ans, elle n'aura connu que neuf présidents, Luc Guyau ayant été élu en juin 1992 à la tête d'un bureau de trente-trois membres. Il est assisté de Gérard Lapie, secrétaire général, et de Michel Teyssedou, secrétaire général adjoint.

● **Organisation** : la FNSEA regroupe trente mille syndicats d'exploitants locaux (dans les communes ou les cantons), quatre-vingt-quatre unions ou fédérations départementales et trente-huit associations spécialisées (bovins, lait, bétail, planteurs de chicorée à café, éleveurs de chiens ou de visons, etc.).

● **Ressources** : le budget de la FNSEA, d'environ 60 millions de francs, est alimenté à 80 % par les cotisations de ses membres. Le reste provient d'aides publiques et de la rémunération de travaux et services.

dense de la chronique agricole.

Les campagnes affichent un calme olympien (mis à part la manifestation de Toulouse, mardi, à l'occasion de la réunion des ministres des Quinze) ; les primes européennes sont versées dans les délais ; le président, Luc Guyau, n'est pas soumis à réélection ; l'effort - au demeurant faible - des syndicats majoritaires lors des élections aux chambres d'agriculture n'a provoqué de véritables déceptions que dans le Finistère, le Calvados, la Lozère et la Loire-Atlantique ; les éleveurs, les cultivateurs et les retraités, ainsi que les veuves, ont reçu du gouvernement une loi de modernisation qui contient beaucoup de mesures concrètes ; le revenu a recommencé à progresser en 1994.

Seules la période présidentielle et le message au congrès du nouveau commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, vont donner du piquant et de l'inattendu à la grande-messe annuelle au cours de laquelle, traditionnellement, le ministre vient « sentir » la détermination ou la lassitude de sa « clientèle ».

LA GRANDE DISTRIBUTION

Cette fois-ci, Jean Puech fera, bien entendu, un bilan de son action rue de Varenne depuis trois ans et, vu la nécessité urgente de redonner une dynamique à la candidature de son champion, Edouard Balladur, « lâchera » vrai-

semblément quelques cadeaux additionnels.

P plutôt qu'un thème politique, la FNSEA a choisi de proposer à la réflexion de ses troupes un sujet économique mobilisateur : « Les agriculteurs à la conquête de la valeur ajoutée ». La cible économique est, par nature, plus consensuelle, puisqu'il s'agit d'explorer toutes les voies de la diversification (cultures industrielles, tourisme à la ferme, vente directe de produits du terroir, entretien de l'espace) et de désigner à la vindicte un « ennemi commun » qui a, depuis vingt ans, subtilisé aux producteurs l'essentiel de la valeur ajoutée de la filière, à savoir le commerce et, plus particulièrement, la grande distribution, notamment pour les produits frais : viande, fruits, légumes. Depuis quarante ans, les prix agricoles à la production ont diminué de 50 %, en francs constants, alors que les prix alimentaires sont restés stables.

La FNSEA entend aussi démontrer que ses membres sont désormais plongés dans une économie de plus en plus ouverte sur le monde, où la performance est la clé du succès et la condition de la survie. D'où, dans le rapport moral que présenteront Gérard Lapie et Michel Teyssedou, secrétaire général et secrétaire général adjoint, un vocabulaire dynamique, d'autant plus remarquable qu'il n'est pas facile, comme ils l'écrivent eux-mêmes, « de sortir de cette culture

quantitative qui a tant marqué trente ans de modernisation ». Les dirigeants de la FNSEA prennent conscience qu'il est impératif d'« inventer un vocabulaire syndical différent ». « Nos mots d'ordre ne doivent plus être : accroissement des volumes et des rendements, prix, primes, restitutions à l'exportation, estimation des coûts, valorisation commerciale, qualité, adaptation quantitative, cahier des charges, marketing, partenariat, relation client-fournisseur. »

Un accord-cadre a été conclu, il y a quelques jours, entre organisations de producteurs, de transformateurs et de distributeurs, cherchant notamment à réglementer les périodes et les conditions de « ventes en promotion ». C'est une avancée positive, mais la FNSEA voudrait aussi que les coopératives, qui se comportent souvent selon une logique capitaliste et financière comparable à celle des grands groupes, s'ouvrent davantage, comme c'était leur vocation d'origine à « leurs fondateurs, c'est-à-dire les producteurs eux-mêmes ». La loi Madelin de 1994 comporte une incitation fiscale à souscrire des parts de capital dans l'industrie. Il faudrait, indique la FNSEA, l'adapter au monde agricole, ce qui permettrait aux paysans de s'associer à des industriels de l'agroalimentaire, coopératifs ou privés.

F. Gr.

Les effectifs de la profession sont en diminution

ILS ÉTAIENT 1 650 000 agriculteurs exploitants en 1975. Ils sont seulement 998 000 en 1990, auxquels il faudrait ajouter, pour avoir une idée plus précise des « bras » employés, quelque 280 000 salariés. Comme dans les autres pays développés, la chute des effectifs au travail dans les champs, les vignes, les prairies ou les ateliers d'élevage intensif continue. Elle s'est, même, accélérée au cours de la période 1982-1990.

Le Gers reste le seul département où les agriculteurs dépassent nettement 20 % de la population active, alors que, en 1975, quatorze départements étaient dans ce cas, indique Jean-Michel Floch, de l'Insee, dans une étude que vient de publier *Economie et finances agricoles*, la revue de la Caisse nationale du Crédit agricole, dans son numéro de janvier-février 1995.

CHUTE EN ZONE MONTAGNEUSE

Ce reflux général n'est pas homogène sur tout le territoire. Il est assez faible dans la Marne, le Gard ou l'Aube, mais dépasse 7 % par an en Savoie ou dans l'Ain, départements d'élevage particulièrement affectés par l'entrée en vigueur, il y a dix ans, des quotas laitiers. En une décennie, la moitié des exploitants ont quitté la profession dans cette zone de montagne. Globalement, la chute globale des effectifs

agricoles concerne essentiellement le nord des Alpes, la Haute- et la Basse-Normandie (particulièrement la Manche), la Bretagne et les Pays de la Loire.

Une analyse plus fine permet d'aboutir au constat que les départs sont d'autant plus nombreux que les exploitations recensées sont petites. En revanche, les zones de grandes cultures (céréaliers ou oléagineux) sont moins frappées. Si l'on ne prend que la catégorie spécifique des effectifs employés dans les grandes exploitations, on note des progressions très sensibles dans certains départements, surtout situés dans l'Ouest, comme l'Ille-et-Vilaine (+150 %) et le Morbihan (+93 %), tandis que les agricultrices sont nombreuses dans la population agricole de certains départements.

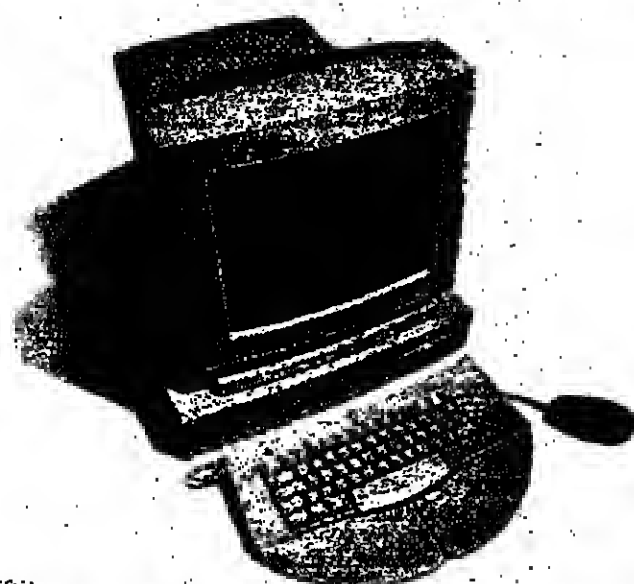
La chute des effectifs va continuer jusqu'à la fin du siècle, mais à un rythme moins rapide qu'entre 1982 et 1990. On estime à 700 000 environ le nombre d'agriculteurs exploitants en 1998, dont 463 000 hommes et 237 000 femmes. Quatre régions, selon les experts de l'Insee, verront leur population continuer à fondre vite : Île-de-France, la Basse-Normandie, Midi-Pyrénées et l'Aquitaine.

F. Gr.

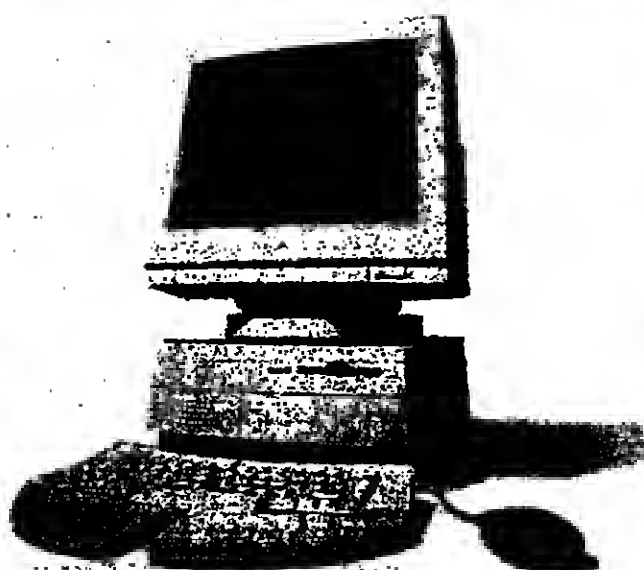
مركز من الامم المتحدة

MAIS QUE FAIT LA POLICE?

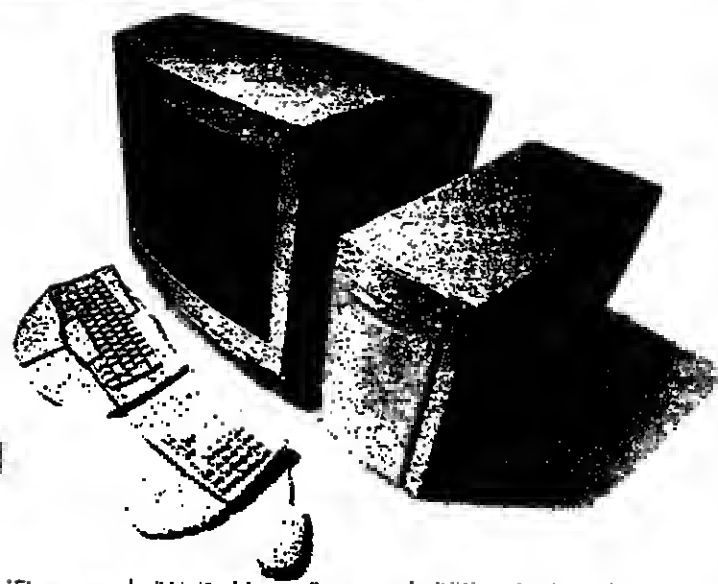
Beaucoup d'écoutes téléphoniques, apparemment...
Chez IC, nous préférons vous brancher sur l'informatique,
en vous proposant le meilleur d'Apple aux meilleurs prix IC
et ce jusqu'au 31 mars 1995. Vous devriez déjà être chez IC!



PowerMacintosh 6 100/66. 8/350 Mo.
+ Clavier Apple Design. **10 690 Fht.** 12 678 Fht.



PowerMacintosh 7 100/80. 8/350 Mo.
Clavier Apple Design. **15 990 Fht.** 18 964 Fht.



PowerMacintosh 8 100/110. 16 Mo/2 Go/CD.
Clavier Apple Design. **36 690 Fht.** 43 514 Fht.

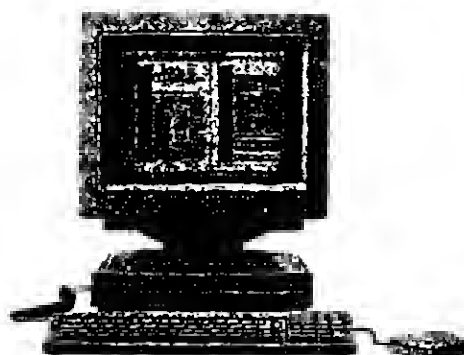
Options communes aux PowerMacintosh: Moniteur 14" Apple Trinitron. **2 290 Fht.** 2 716 Fht.
Moniteur 15" Apple Multisynchrone. **2 390 Fht.** 2 835 Fht. Moniteur 17" Apple Multisynchrone. **5 390 Fht.** 6 393 Fht.



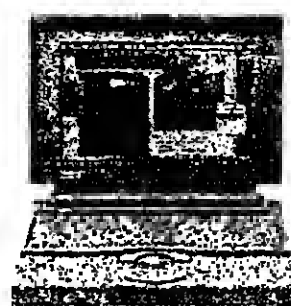
Powerbook 540C + Fax Modem II.
12/500 Mo. + Soc Apple.
26 790 Fht. 31 773 Fht.



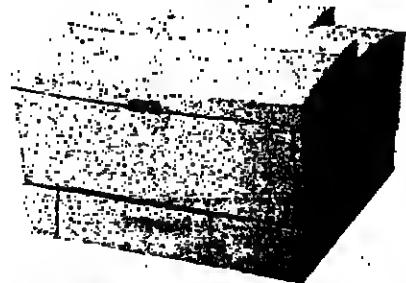
Macintosh Performa 460. 4/80 Mo.
Moniteur Performa Plus. Clavier Apple Design.
ClarixWorks 2.1, At Ease 2.0, Tous Comptes
Foits, Echonge PC, Oxyd Magnum.
5 135. 6 090 Fht.



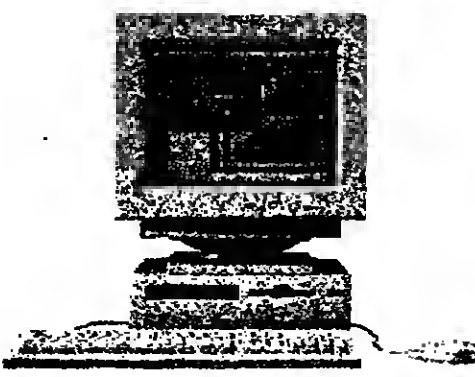
Macintosh LC 475. 4/250 Mo.
Moniteur Performa Plus. Clavier Apple Design.
ClarixWorks 2.1. **5 860 Fht.** 6 950 Fht.
Avec Moniteur 14" Apple Trinitron.
6 147 Fht. 7 290 Fht.



Powerbook 150. 4/120 Mo.
+ ClarixWorks 2.1.
6 315 Fht. 7 490 Fht.



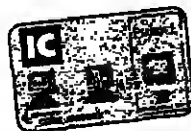
LaserWriter 360.
600 DPI. 10 PPM. Pour Mac et PC.
8 604 Fht. 10 204 Fht.



Macintosh LC 630. 8/350 Mo/CD. + Moniteur couleur 14" Performa Plus.
Clavier Apple Design. **9 435 Fht.** 11 190 Fht.
Option: avec Moniteur 14" Apple Trinitron. (+400 Fht).
Option: avec Moniteur 15" Multisynchrone Apple. (+1 400 Fht).



LaserWriter 16/600 + Fax.
600 DPI. 16 PPM. Paris Ethernet, LocalTalk,
Parallèle. Protocoles AppleTalk, Novell et TCP/IP.
15 290 Fht. 18 134 Fht.



Avec la carte IC Pluriel, payez en 10 fois. Exemple: pour 10 000 F payez 10 fois 1 000 F après un apport personnel de 689,25 F.

IC BEAUBOURG OUVERT LE SAMEDI 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 44 78 26 26 • IC MICRO VALLEY 7 RUE SAINT-ÉLIE 75015 PARIS (1) 40 58 00 00
IC VENDÔME 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS (1) 42 86 90 90 • IC LAFAYETTE 100 RUE LAFAYETTE 75010 PARIS (1) 45 23 34 84 • IC NEUILLY OUVERT LE SAMEDI
48 AVENUE CHARLES DE GAULLE 92200 NEUILLY (1) 46 37 17 17 • IC MARSEILLE 94 AVENUE DU PRADO 91 37 25 03 • IC AIX EN PROVENCE 33 BD DE LA REPUBLIQUE 42 38 28 08
IC AVIGNON 12 BD RASPAIL 90 82 22 22 • IC MONTPELLIER ANTIGONE 450 RUE LEON BLUM 67 15 94 94 • IC TOULOUSE 25 RUE OZENNE 61 25 62 32 • IC NANTES 3 ALLÉE DES
TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 40 47 08 62 • IC RENNES 11 PLACE DE BRETAGNE 99 67 21 00 • IC LYON 47 COURS DE LA LIBERTÉ 78 62 38 38
IC ESCOM STRASBOURG 12 RUE DE LA 1^{re} ARMÉE 88 21 27 00 • IC ESCOM METZ 44 RUE HAUTE SEILLE 87 74 28 34 • IC ESCOM COLMAR 4a RUE GOLBERY 89 24 55 77



LES MEILLEURES MARQUES ONT UN SPECIALISTE

Détails, conditions, délais de livraison, devis et devis sont garantis d'origine Apple. Photos non contractuelles. Offres valables jusqu'au 31 mars et dans la limite des stocks disponibles. Après acceptation du dossier par l'assurance Coût total du crédit 10 689,25 F soit un TEG de 15,84% au 1er mars 95.

Edouard Balladur estime à Montpellier que sa « campagne est à un tournant »

Ses partisans comptent sur « l'effet 7 sur 7 » pour donner un nouvel élan à sa candidature

Lors d'un meeting à Montpellier, mardi 14 mars, Edouard Balladur a consacré un long développement aux problèmes des rapatriés, nombreux

dans la région, et a renouvelé sa proposition d'instaurer des quotas sur les listes électorales pour accroître la représentation des femmes

dans les assemblées politiques. Les partisans du premier ministre comptent sur « l'effet 7 sur 7 » pour redynamiser la campagne du candidat.

MONTPELLIER
de notre envoyée spéciale
Depuis deux jours, les partisans d'Edouard Balladur ont trouvé une formule magique : « l'effet 7 sur 7 ». A les en croire, une brise printanière a soufflé, dimanche 12 mars, sur le plateau de TF 1. Cette brise-là serait annonciatrice d'un élan nouveau, qui conjurerait les vents mauvais et leverait les avis de tempête sur leur candidat. Ils le répètent à l'envi, pour mieux s'en convaincre. C'est donc regonflé à « l'effet 7 sur 7 » que le premier ministre s'est présenté, mardi 14 mars, au Parc des expositions de Montpellier, où l'attendaient près de trois mille personnes, autour d'une paille.

« L'effet 7 sur 7 » est un phénomène climatologique étrange, qui dégage une chaleur que l'on croyait perdue chez les élus locaux et les personnalités chargées d'accueillir, dans leur région, le premier ministre. Cette chaleur se communique au public, puis gagne le candidat lui-même. Elle se manifeste par des signes inattendus, comme une patience et détente dénotant des tables, et entraîne même une modification étonnante du comportement, comme l'escalade périlleuse d'une chaise par M. Balladur pour mieux saluer ses invités. Après le doute et la lassitude qui avaient semblé le gagner, la semaine passée, en raison des révélations concernant ses relations avec la société GSI et le montant de son

patrimoine, M. Balladur est apparu, mardi, déterminé à se battre. « Notre campagne connaît un tournant », a-t-il lui-même affirmé à Montpellier.

Ce changement était manifeste dans son discours. Oublié, le chapitre entier consacré à la défense et à l'illustration de son bilan de gou-

vernement. Si M. Balladur affirme pouvoir « parler la tête haute » de l'action accomplie depuis deux ans à Matignon, c'est pour ajouter aussitôt qu'il a l'ambition de proposer « un nouvel avenir » aux Français, « qui n'est pas la répétition du passé ni la continuation de ce qui existe ». Allégué, le récit détaillé de son

programme de candidat, au profit d'un calendrier précis et rapide des changements qu'il entend proposer au pays, dès le mois de juin, s'il est élu président de la République. Modérée, l'évocation churchillienne des « efforts » qui restent à accomplir au pays pour retrouver une croissance durable. M. Balladur

question de la représentation des femmes dans les assemblées politiques, en renouvelant sa proposition d'instaurer des quotas sur les listes électorales. Quant à son adversaire RPR, il a lui aussi fait les frais de « l'effet 7 sur 7 ». Affirmant que « la constance » devait être la qualité première du futur président de la République, M. Balladur a observé : « Il ne faudra pas changer à tout instant, saisir les modes qui passent », et il a ironisé sur ceux qui « oublient ce qu'ils ont dit hier et ce qu'ils disent aujourd'hui pour penser à ce qu'ils diront demain ». Aux électeurs, le premier ministre a suggéré « une bonne façon de juger les hommes publics : c'est de voir ceux qui se demandent ce qui se passera des années après qu'ils auront quitté le pouvoir ». « Moi, 2010, ça m'intéresse ! », a-t-il lancé.

A propos du ton aigre pris par la campagne électorale, M. Balladur a indiqué : « Ne faisons pas un rêve. Nous sommes sur terre et nous ne sommes pas des anges, mais enfin, nous sommes plus ou moins diaboliques... » La salle, ravie, a plébiscité « l'effet 7 sur 7 » produit sur son candidat. Un des membres de l'équipe de campagne de M. Balladur confiait : « Ça commence vraiment à ressembler à un meeting RPR ». Dans sa bouche, c'était un compliment.

Pascal Robert-Diard

Jacques Chirac doute de la capacité de l'Union européenne à contrebalancer le pouvoir économique des Etats-Unis

MEAUX

Renouer avec les valeurs de la République, retrouver le chemin de l'emploi, réaffirmer la primauté du politique : le discours est parfaitement rodé, la méthode de campagne invariable, et le candidat imperturbable. Devant pareil constat, l'ancien champion olympique Guy Druet en a même fait ce vœu, mardi 14 mars, en accueillant Jacques Chirac à Meaux, après la visite d'une petite entreprise : il faudrait que « la sérénité » affichée par l'ancien président du RPR devienne « contagieuse ». Car, pour l'avenir, a précisé celui qui est devenu député (RPR) de Seine-et-Marne et maire de Coulommiers, « l'union demeure la priorité de la victoire ».

Guy Druet en ouverture, le chanteur Yves Duteil, maire de Précy-sur-Marne, pour entonner, en final, la Marseillaise et l'académicien député Alain Peyrefitte au premier rang des personnalités : Jacques Chirac aime ce compagnonnage subtilement dosé. « La politique, obstruée et désincarnée, gouvernée par les statistiques, est, en

réalité, dommageable pour la France », a-t-il affirmé, en guise d'introduction, devant quelque trois mille personnes. « Il y a aujourd'hui une très grande majorité de Français qui veulent une France plus grande et une société plus juste. Une France plus dynamique et une société plus généreuse. Une France plus sûre et une société plus ouverte », a précisé M. Chirac, avant de lancer cet avertissement : « Une politique qui se bornerait à gérer l'omnipotence de notre économie et l'effacement de nos solidarités risquerait de provoquer de grands désordres ».

« TOUT REDEVIENT POSSIBLE »

Deux jours avant la présentation de son programme européen, le maire de Paris a esquissé sa vision d'une Europe, qui devrait être « une véritable puissance économique, dotée d'un statut monétaire à l'égard de l'extérieur et d'armes commerciales comparables à celles de [ses] concurrents ». S'appuyant sur l'agriculture, M. Chirac a enfoncé le clou : « Ce serait une immense erreur politique, une immense erreur de ju-

gement que d'abandonner le pouvoir vert aux Etats-Unis. Nous ne pouvons pas laisser le dollar régner en maître sur l'économie mondiale et prendre notre agriculture en otage. L'Union économique et monétaire ne serait qu'une bien modeste protection, si l'économie mondiale restait dominée par les manipulations des taux de change, qui font peser une lourde menace sur la croissance internationale ».

Pour M. Chirac, « la société française est un éternel compromis entre le conservatisme et l'esprit de réforme ». Soudain prudent, il annonce que « depuis quinze ans trop de réformes ont été différées pour que, d'un coup, s'accomplisse le miracle du changement ». Sur la cohabitation qui s'achève, il a même précisé qu'« d'évidence la période n'était pas favorable aux projets d'envergure et aux vrais changements ». En revanche, espère le candidat, « dans moins de cinquante-cinq jours, tout redeviendra ouvert, tout redeviendra possible ».

Jean-Louis Saux

Cache-cache des candidats avec les face-à-face télévisés

ALORS DISTANCÉ dans les sondages, Jacques Chirac avait proposé, au début de l'année, un face-à-face télévisé au premier ministre. Edouard Balladur avait décliné la proposition mais, aujourd'hui à la traîne, c'est désormais lui qui souhaite débattre, avant le premier tour, avec son principal concurrent de la majorité. Nicolas Sarkozy, son porte-parole, et Nicolas Bazire, son directeur de campagne, l'ont, l'un et l'autre, confirmé mardi 14 mars.

Savourant sa revanche, l'équipe de campagne de M. Chirac, par la voix de son porte-parole, François Baroin, a fait savoir, que c'était « trop tôt ou trop tard ». Quant à Lionel Jospin, son mandataire national, Claude Estier, a indiqué, mardi, qu'il avait donné son « accord de principe » pour débattre à la télévision avec M. Balladur et M. Chirac, « soit séparément, soit ensemble ». Enfin, Bruno Mégret, directeur de la campagne du président du Front national, a indiqué que M. Le Pen était également disponible pour de tels débats télévisés.

Première réunion publique commune de MM. Millon et Séguin

CHARLES MILLON, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et Philippe Séguin (RPR), président de l'Assemblée nationale, se sont retrouvés à Lisieux (Calvados), mardi 14 mars, en compagnie de Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, pour défendre en commun la candidature de Jacques Chirac. M. Millon a justifié sa présence en indiquant qu'il partage avec M. Séguin « la même conception de la politique, la même analyse de la situation et le même sentiment d'urgence face à une cohésion sociale qui se fragilise ». M. Séguin a mis en garde le bon utilité de personnes venues assister à la réunion publique contre tout triomphalisme : « Même si bien des indices sont encourageants, même si notre candidat fait une campagne en tous points remarquable, [...] même si le rassemblement autour de Jacques Chirac ne cesse de s'élargir et de se renforcer, ne nous laissons pas aller à l'euphorie, ne relâchons pas notre effort, ne cédon pas à la facilité. Rien n'est fait, rien n'est joué ».

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **SONDAGE.** Un sondage Louis Harris a paru dans VSD (réalisé les 10 et 11 mars auprès de 1 007 personnes dont 50 % ont déclaré ne pas encore avoir d'intention de vote définitive) place Jacques Chirac en tête du premier tour de l'élection présidentielle avec 28 % (+11 points) des intentions de vote, devant Lionel Jospin à 21 % (-2) et Edouard Balladur à 18 % (-5,5). Au second tour, M. Chirac l'emporterait avec 59 % (+6) contre 41 % (-6) pour M. Jospin et avec 64 % (+17) contre 36 % (-17) au premier ministre. En cas de duel avec le candidat socialiste, M. Balladur l'emporterait avec 53 % (-1) contre 47 % (+1).

■ **OUVERTURE.** Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et Hervé de Charette, ministre du logement et délégué général des clubs giscardiens Perspectives et Réalités, ont rejoint le comité politique de campagne de Jacques Chirac.

■ **RENFORT.** Le conseil politique de campagne de Lionel Jospin a été renforcé par la participation de responsables du Mouvement des citoyens, Georges Sarre et Béatrice Patrie, et de Convergences Ecologie Solidarité, Noël Mamère et Andrée Buchmann. L'ancien communiste Pierre Juquin a aussi rejoint ce conseil politique. Selon l'entourage de M. Jospin, d'autres personnalités, telles que Robert Badinter et Bernard Kouchner, participeront à la campagne « sous des formes appropriées ».

DÉPÊCHES

■ **CORSE :** le défilé à Bastia de quatre cents entrepreneurs a témoigné du succès de la journée « ille morte » organisée en Corse, mardi 14 mars. Les organisations socioprofessionnelles ont prévu une nouvelle manifestation régionale à Ajaccio, jeudi 16 mars. Elles entendent obtenir une aide de l'Etat pour pallier les effets de la grève, et faire pression sur les deux syndicats qui sont le fer de lance d'une grève toujours suivie à proportion de 50 %, la CGT et Force ouvrière. La CGT, FO et la FSU, qui les a rejoints lundi 13 mars, appellent leurs militants à défilé de nouveau à Bastia jeudi 16 mars. — (Corresp.)

■ **MARSEILLE :** Bernard Tapie se déclare prêt à soutenir Lucien Weygand (PS), président du conseil général des Bouches-du-Rhône, aux élections municipales à Marseille, si lui-même n'est pas en situation d'être candidat. Dans un entretien accordé à VSD, M. Tapie ajoute que s'il demeure éligible, il « sera candidat avec Lucien Weygand naturellement ».

■ **VENDREDI :** après six mois d'interruption pour cause de difficultés financières, l'hebdomadaire du PS, Vendredi, reparait dans une nouvelle formule, avec une pagination réduite de moitié et une rédaction amputée qui proteste contre « cette liquidation ».

Le déficit de l'Etat s'est aggravé de près de 10 milliards de francs en 1994

Contrairement aux engagements du premier ministre, les dépenses ont crû plus vite que les prix

LE MINISTRE DU BUDGET, Nicolas Sarkozy, devait présenter, mercredi 15 mars, devant le conseil des ministres une communication sur l'exécution du budget de 1994. Officiellement, le bilan est satisfaisant, puisque le déficit a baissé, mais, si l'on ne tient pas compte des artifices de présentation, le constat est inverse : malgré la reprise économique, le déficit de l'Etat s'est aggravé par rapport à 1993, l'année noire de la récession.

Habituellement, un chiffre, celui du déficit, résume à lui seul un budget qui vient de se clore. Si l'on retient cette référence, le gouvernement a tout lieu d'être satisfait. Dans la loi de finances initiale, il avait été prévu qu'il serait ramené à 301,4 milliards de francs en 1994, après 315,6 milliards de francs en 1993. L'objectif a été atteint, et même mieux que cela : le déficit s'est finalement établi à 299,1 milliards de francs. Edouard Balladur, qui souhaite le ramener à 275,1 milliards de francs en 1995, pourra donc souligner qu'il a tenu ses engagements.

Cependant, au travers du bilan établi par M. Sarkozy, on devine la limite de la démonstration. D'abord, les recettes de privatisations ont grandement facilité le « bouclage » de ce budget. En

venant des actifs publics, l'Etat a engrangé 61,8 milliards de francs en 1994, dont 33,7 milliards de francs pour la privatisation d'Elf, 18,8 milliards pour l'UAP, 6,4 milliards pour Renault, 0,5 milliard pour un reliquat d'opération de cession de Rhône-Poulenc et 0,4 milliard dans le cas de la BNP et de diverses autres opérations.

CONCLUSION EMBARRASSANTE

Sur ces montants, 1,3 milliard de francs a été versé aux banques, au titre des commissions de privatisation, et 10,7 milliards ont été affectés aux dotations en capital des entreprises publiques, dont 2,5 milliards pour Bull, 6,6 milliards pour Air France, 1,2 milliard pour la CGM et 1,3 milliard pour diverses entreprises. La somme restante, soit 50 milliards, a été affectée au budget général. Si l'on s'en tient aux critères du traité de Maastricht, il faut donc comptabiliser cette somme dans le déficit. M. Sarkozy ne l'a pas fait.

Ce que les experts budgétaires appellent le besoin de financement de l'Etat — c'est-à-dire le véritable déficit au sens de Maastricht — s'établit, en réalité, à 349,1 milliards de francs. Le redressement est donc beaucoup moins spectaculaire que le gouvernement ne veut bien le dire. Pis

que cela : si l'on s'en tient toujours aux normes de calcul européennes, on s'aperçoit qu'il s'est même aggravé. En 1993, le déficit budgétaire était certes supérieur (315,6 milliards de francs), mais les recettes de privatisations ont atteint 47 milliards de francs, dont 21 milliards ont été affectés aux dotations en capital des entreprises publiques et 26 milliards versés au budget. Cette année-là, le besoin de financement de l'Etat a donc atteint 341 milliards de francs. La conclusion est donc embarrassante pour le gouvernement : malgré la sortie de récession, il a laissé les comptes de l'Etat, d'une année sur l'autre, se détériorer de près de 10 milliards de francs.

PAS DE MIRACLE

L'exécution du volet dépenses incite à la même conclusion. La loi quinquennale sur les finances publiques prévoyait expressément de « stabiliser la dépenses en francs constants dès 1994 ». Cet objectif s'est révélé hors de portée. Il a fallu déboursé 5 milliards de francs de plus que prévu pour les opérations extérieures (Rwanda, Yougoslavie), 6 milliards pour l'allocation de rentrée scolaire, 5 milliards pour les collectivités locales ou encore 6 milliards de

francs pour compenser les effets de la dévaluation du franc CFA. Bref, de 1 496,2 milliards en 1993 les dépenses du budget général ont fait un bond à 1 551,7 milliards en 1994. La progression des dépenses a donc atteint 3,7 %, soit

La transparence budgétaire de M. Sarkozy

A la différence de la plupart des grands pays développés et, notamment, de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, la France ne dispose pas, jusqu'à présent, d'indicateurs budgétaires réguliers. Après le débat parlementaire de l'automne, le gouvernement pouvait faire, en exécution, ce qu'il voulait, avec des décrets d'avance ou des décrets d'annulation, et l'on ne connaissait qu'après de longs mois de retard, une fois l'exercice clos, la réalité des comptes.

Les ministres du budget successifs ont souvent été soupçonnés d'arranger les chiffres. M. Sarkozy avait ainsi été mis en cause, lors du débat budgétaire de 1994, sur la sincérité des comptes. Il a donc décidé d'instaurer une nouvelle procédure. Tous les trois mois, dans un premier temps, puis tous les mois d'ici à la fin de l'année, un tableau de bord sera rendu public, dans un souci de transparence, retraçant l'exécution du budget, dans toutes ses composantes (recettes, dépenses, déficit).

2,1 points de plus que l'inflation (1,6 %).

A cela il y a bien sûr des excuses. Le gouvernement peut faire valoir qu'il a réintégré dans les comptes budgétaires des dépenses qui, l'année précédente, n'y figuraient pas, comme les sommes fournies à l'Unedic ou certaines dépenses so-

progressé de 2,5 %, contre une prévision de 1,4 % lors de l'élaboration de ce budget, les recettes d'impôt ont certes augmenté, mais très modérément : les rentrées de TVA sont passées de 504,9 milliards de francs en 1993 à 540,5 milliards en 1994 ; dans le même temps, l'impôt sur les socié-

tés a progressé de 101,7 à 113,3 milliards ; l'impôt sur le revenu, lui, a fléchi de 309,8 milliards à 295,6 milliards. Au total, les recettes globales du budget sont passées de 1 202,8 à 1 276,2 milliards de francs.

Le bilan budgétaire de 1994 est morose. Il souligne qu'on ne peut guère attendre de miracle du retour de la croissance et que la France continuera longtemps de traîner comme un boulet le gigantesque manque à gagner suscité par la récession. Une dernière statistique en porte témoignage : la charge de la dette s'est brutalement emballée au cours de ces dernières années, passant de 174 milliards de francs en 1992 à 190 milliards en 1993 (+9,2 %), puis à 208,3 milliards en 1994 (+9,6 %).

Le gouvernement a donc tardé à mettre la reprise à profit pour redresser les comptes publics. Il apparaît aussi qu'entre la baisse drastique des déficits indissociable si l'on veut respecter les échéances du calendrier européen, la baisse des impôts promise par de nombreux candidats et le financement des dépenses nouvelles annoncées il faudra immanquablement faire des choix.

Laurent Mauduit



مركزاً من راسل

Ile-de-France : 10 000 F pour les logements remis sur le marché

La région et l'Etat ont signé une convention

LES PROPRIETAIRES d'Ile-de-France qui remettent en location d'ici au 31 décembre un logement vacant recevront une prime de 10 000 francs. Le conseil régional d'Ile-de-France, qui avait arrêté ce principe (Le Monde du 21 février), a annoncé, mardi 14 mars, qu'il consacrait 10 millions à cette action, au terme d'une convention signée avec l'Etat. Un millier de logements peuvent être touchés cette année.

Seuls bénéficieront de cette mesure les bailleurs-personnes physiques possédant au plus trois logements locatifs. Sont visés les logements inoccupés depuis le 31 décembre 1993 au moins, n'ayant pas été assujettis en 1994 à la taxe d'habitation et ne devant pas l'être au titre de 1995. Ils devront être loués comme résidence principale, avoir au moins 20 mètres carrés et faire l'objet d'un bail relevant de la loi du 6 juillet 1989 (régime général). Il est formellement interdit au

bailleur de louer le logement en question à un membre de sa famille. Pour souligner sa volonté d'aider les démunis, le conseil régional a décidé de consacrer la moitié de son enveloppe - soit 5 millions - aux propriétaires qui loueront à des personnes défavorisées par l'intermédiaire d'organismes agréés par l'Etat.

Ces organismes pourront eux-mêmes bénéficier de la prime de 15 000 francs que l'Etat, à l'échelon national, a décidé de verser aux associations à caractère social s'engageant dans cette action, à condition qu'elles se portent locataires ou garantes pour au moins trois ans. L'Etat a prévu une enveloppe de 15 millions de francs, ce qui ouvre un potentiel de 1 000 logements en 1995. Les logements concernés doivent être situés dans une agglomération de plus de 200 000 habitants ou en Ile-de-France.

R. V.

Les régions maritimes de l'Union européenne veulent intensifier leur coopération

Les Arcs atlantique et méditerranéen viennent de se réunir

La coopération entre les régions de l'Union européenne s'organise, à l'initiative notamment de la Commission des régions périphériques ma-

ritimes (CRPM). A la mi-mars, deux de ses sous-commissions, celle de la Méditerranée et celle de l'Atlantique, se sont réunies. Les échanges d'ex-

périences en matière d'environnement semblent émerger comme un des intérêts communs majeurs de toutes ces régions.

COÏMBRA

de notre envoyé spécial

De mauvaises nouvelles venues de la mer ont apporté un soulagement supplémentaire aux membres de l'Arc atlantique réunis en assemblée générale à Coimbra, au Portugal, les 9 et 10 mars. Le conflit entre le gouvernement canadien et la flotte de pêche communautaire a permis à la trentaine de régions de la zone océanique européenne d'afficher une indignation commune dans un domaine - les quotas de capture - qui constitue d'ordinaire pour elles une source de discorde. Voilà qui ne pouvait que raviver la volonté de ce club de collectivités territoriales (dont cinq régions françaises) d'organiser une conférence transatlantique, probablement à Saint-Jacques-de-Compostelle, en 1996. « La zone atlantique est en déclin. Nos homologues américains se tournent vers l'Ouest, nous regardons vers l'Est avec inquiétude. Il est

temps de nous rencontrer », a estimé Jean-Pierre Raffarin (UDF-PR), président de l'Arc atlantique et du conseil régional de Poitou-Charentes.

Les Portugais et les Espagnols, principaux bénéficiaires, avec les Grecs, de la politique régionale de l'Union, ont des raisons particulières de se préoccuper de l'arrivée de « concurrents » plus démunis qu'eux sur le terrain de la chasse aux financements émanant de Bruxelles. « Nous ne sommes pas contre eux, mais il nous faut garder l'acquis communautaire », se contente de commenter Manolo Fraga Iribarne, président de la communauté autonome espagnole de Galice. Mais le « lobby » de l'Atlantique se fait de plus en plus actif en raison de l'indéfectibilité de l'entrée des pays de l'Europe centrale dans l'Union.

La rencontre de Coimbra réunissait justement, pour la première fois, des élus locaux, des membres

du Parlement de Strasbourg et quelques représentants des milieux socio-économiques. Le bureau de l'Arc atlantique s'était déjà réuni au bon souvenir des responsables français qui président actuellement aux destinées de l'Union, le 10 février à Paris. M. Raffarin, qui plaide aussi la cause des régions littorales en tant que député européen, aurait obtenu, entre autres, l'assurance de voir préciser un projet de ligne TGV entre Dax et Vitoria, au Pays basque espagnol, tronçon d'un futur axe Paris-Madrid, via... Poitiers. Il restera à convaincre les ministres européens de l'aménagement du territoire qui se réunissent à Strasbourg les 30 et 31 mars.

UN PLAN STRATÉGIQUE

Mais, de l'Ecosse à l'Andalousie, la cohésion de bientôt trente-deux régions, avec l'adhésion de la Navarre et de Castille et Leon, ne peut pas reposer uniquement sur une position défensive. L'Arc atlantique, créé en 1989, a besoin de projets pour se fédérer, autrement dit d'argent. La Commission de Bruxelles lui a déjà accordé huit millions d'euros de cofinancements, qui ont essentiellement servi à lancer des études dans les domaines du tourisme, des transferts de technologie, des transports et de l'environnement. A la surprise des pionniers de l'Arc atlantique, ce dernier secteur se révèle un cré-

neau particulièrement productif de la coopération interrégionale.

Voté en décembre 1994, le renouvellement du programme Atlantique doit bénéficier de cinq millions d'euros (un euro vaut environ 6,50 francs) pendant cinq ans. L'assemblée générale de Coimbra a été l'occasion d'adopter un plan stratégique pour cette période. Relativement précis pour un document de ce type, il propose un catalogue élargi de la mise en réseaux, déjà engagée, de technopoles, d'établissements d'enseignement supérieur, voire de ports de plaisance, à l'organisation d'événements culturels ou à la création de pistes cyclables. Il envisage aussi, par exemple, un programme de culture des humeurs pour en repeupler l'océan.

« Notre objectif est bien sûr d'aller vers des programmes lourds, confie M. Raffarin. Il nous faudrait 50 millions d'euros par an pour la protection de nos zones humides, pour développer nos lignes maritimes, aériennes... » En attendant, l'Arc atlantique se montre assez discret sur ses premières réalisations. Mais, souligne-t-il, à sa décharge, la Commission européenne, qui suit pourtant de près cette vaste expérience de coopération interrégionale, n'a pas, jusqu'à présent, fait preuve d'empressément pour verser sa quote-part.

Martine Valo

COMMENTAIRE

COCCASSERIE ÉLECTORALE

Si le sujet s'y prêtait, l'histoire de la prime de 10 000 francs aux logements vacants ferait sourire : quand le ministre du logement, Hervé de Charette, a proposé, en novembre 1994, à Édouard Balladur de distribuer une prime de ce montant à tous les propriétaires qui remettraient en location vacant, il n'a pas été écouté. Proposée une deuxième fois au lendemain de l'occupation de la rue du Dragon par des mai-lagés, l'idée de M. de Charette n'a pas été retenue. Plus de succès auprès de son premier ministre, devenu entre-temps candidat à la présidence de la République. Le ministre du loge-

ment avait même dû essuyer les railleries de Nicolas Sarkozy, proche parmi les proches d'Édouard Balladur.

Aujourd'hui, son projet voit le jour... grâce au conseil régional d'Ile-de-France, chef de Michel Giraud, un des ministres RPR à s'être prononcé en faveur de M. Balladur. Les choses sont d'autant plus curieuses que la convention entre l'Etat et la région est annoncée trois jours seulement après le ralliement à Jacques Chirac des très giscardiens Clubs Perspectives et Réalités, dont Hervé de Charette est le délégué général. En bref, un giscardien converti au chiraquisme s'empare dans le sillage d'un balladurien ouvrant l'argent en Chiraque.

Françoise Vayssie

Méditerranée : priorité à l'environnement

LA SIXIÈME COMMISSION interméditerranéenne, qui s'est réunie, les 9 et 10 mars, à Marseille, a décidé la création d'un Centre des régions méditerranéennes pour l'environnement (CREE). Le siège de cette nouvelle structure devrait être installé à Athènes et son secrétariat général à Montpellier.

Composé de membres de droit (les régions de l'Union européenne riveraines de la Méditerranée) et de membres actifs ou associés (collectivités, universités, centres de recherche, agences techniques), ce centre sera présidé par Jacques Blanc, président (UDF-PR) de la région Languedoc-Roussillon et du comité des régions de l'Union européenne, qui en a été l'inspira-

teur. Son objectif est de mettre en commun des connaissances, expériences et projets de ses membres en matière d'environnement par le biais d'une dizaine de commissions de travail qui définiront les actions à engager et leur financement au coup par coup.

« Il ne s'agit pas d'une machine administrative », a précisé M. Blanc, mais d'une structure de coopération interrégionale qui agira en partenariat avec les institutions de l'Union européenne et les organismes internationaux présents en Méditerranée, tel le Plan des Nations unies pour la Méditerranée. La première assemblée générale du CREE se tiendra à Barcelone, le 7 juin. (Corresp. rég.)

Brest veut être la « porte océane » de l'Europe

BREST

de notre correspondant
Le maire de Brest et président de la communauté urbaine, Pierre Maille (PS), a signé, le 8 mars, une « charte d'objectifs » avec l'Etat à laquelle sont associés la région Bretagne, le conseil général du Finistère et la chambre de commerce et d'industrie. Toulouse, Nantes, Lille, Strasbourg, Lyon, Rennes et Saint-Nazaire se sont engagées dans une démarche similaire. Il s'agit, dans le cadre de l'aménagement du territoire, de définir les priorités à atteindre pour les grands pôles régionaux, à échéance de dix ans. Le cas de Brest est intéressant car cette ville, qui regroupe avec ses communes satellites 220 000 habitants, est très excentrée, à la périphérie de l'Europe. En outre, son activité reposant pour une grande part sur la présence militaire, directement ou par le jeu de la sous-traitance, lui confère un statut économique à part.

Le port du Ponant veut exploiter cette situation en devenant « porte de l'Europe », « ville européenne de la mer » et « pôle touristique et culturel de l'Ouest breton ouvert sur l'Europe ». Brest, est-il écrit dans la

charte, doit renforcer son rôle-clé en France dans le domaine naval militaire et la recherche océanographique. Son avenir est lié par ailleurs au développement de sa « fonction aéroportuaire » et de son port de commerce, avec l'idée d'y développer les escales de paquebots compte tenu de la vogue que connaît ce type de loisirs.

Brest, enfin, possède une carte à jouer avec le tourisme culturel et scientifique lié à la mer. Tout comme avec les activités spécifiquement nautiques. La charte préconise en particulier le développement d'Océanopolis (qui est un centre de culture scientifique et technique), la création d'un musée des ponts et ouvrages maritimes, le renforcement du Centre national de voile de haut niveau. Un crédit d'étude de 2,5 millions de francs va être affecté à la charte. Les signataires se sont engagés « dans le cadre de leurs compétences respectives et sous réserve de leurs procédures budgétaires propres à mettre en œuvre les moyens et financements nécessaires à la réalisation des objectifs retenus ».

Gabriel Simon

Le Fonds d'art contemporain de Bourgogne dénoncé pour sa mauvaise gestion

DIJON

de notre correspondant

La liste des critiques de la chambre des comptes de Bourgogne sur la gestion du Fonds régional d'art contemporain (FRAC) de Bourgogne a été gérée par les conseillers régionaux conviés par leur président, Jean-François Bazin (RPR), à écouter, vendredi 10 mars, ce rapport peu flatteur portant sur les exercices 1989 à 1993. Seul Pierre Jaboulet-Vercherre, président du groupe Front national et ancien administrateur du FRAC, a reconnu les « dérives » de gestion et demandé que l'on profite de ce contrôle « pour vendre les œuvres ». Créé en 1982 pour promouvoir l'art contemporain, le FRAC de Bourgogne, géré et financé à parité par l'Etat et le conseil régional (un

peu plus de 1 million de francs de budget en 1993), semble avoir été victime d'un problème de personnel, insoluble depuis cinq ans, et d'un laxisme des administrateurs. La chambre des comptes n'a pas relevé de malversations mais elle observe que « depuis 1992 la comptabilité est imparfaitement tenue ». Aucun état informatif aux comptes en 1993. Il n'a pas été davantage établi de procès-verbal pour certaines assemblées générales, ni de compte-rendu de nombreuses réunions du comité technique. L'association a même passé outre l'obligation de réunir l'assemblée générale pour statuer sur les comptes 1992.

A ces « lacunes » s'ajoute l'absence d'une véritable politique

muséographique. Depuis 1990, le FRAC n'a procédé à aucune acquisition ni organisé la moindre exposition en dehors de Dijon. Un choix « volontaire », se défendent les administrateurs, mais que la chambre régionale des comptes estime « contraire » à « l'un des objectifs assignés à cette institution » qui était d'assurer « la diffusion la plus large » aux arts plastiques. De plus, les magistrats relèvent « certaines légèretés et insuffisances dans le recensement des œuvres ». Ils constatent, pour un certain nombre d'entre elles, l'absence des noms et adresses des donateurs, de la date d'acquisition ou du prix d'achat, sans compter qu'aucun « fichier sérieux » n'assure le suivi de la circulation des œuvres.

Sans doute l'absence de direc-

teur depuis 1989 est-elle en partie responsable de la situation. Les appels à candidature sont restés infructueux. L'association, qui possède un lieu permanent d'exposition de 500 mètres carrés à Dijon et environ 200 œuvres d'artistes d'une dizaine de pays, fonctionne tant bien que mal depuis cinq ans avec quatre permanents dont une responsable administrative. Pour l'heure, les deux partenaires du FRAC n'ont pas manifesté leur intention de corriger le tir. L'actuel président de l'association, Jean-Paul Guy, un industriel de Saône-et-Loire amateur d'art, s'est, quant à lui, engagé auprès de la chambre des comptes à rectifier les erreurs de gestion.

Chris Maisiat



7h25

Alain Duhamel

L'analyse du matin :
quand on l'écoute,
on comprend tout.

EUROPE 1

PRESIDENTIELLE 95, VOTEZ EUROPE 1

INSTRUCTION Pierre Suard, PDG d'Alcatel Alsthom, a été entendu, mardi 14 mars, par le juge d'instruction Jean-Marie d'Huy, qui, le 10 mars, l'avait mis en examen et

placé sous un contrôle judiciaire lui interdisant de gérer son groupe. **INTERROGÉ** sur les travaux effectués à son domicile, M. Suard se dit, selon son avocat, « excédé et scan-

dalisé » par la manière dont cette instruction est menée. La veille, le 13 mars, Françoise Sampermans, PDG de la Générale occidentale, avait été entendue par les policiers

du SRPJ de Versailles. **LE JOUR** MÊME où Pierre Suard était entendu, le conseiller Renaud Van Ruymbeke perquisitionnait au siège parisien de GEC-Alsthom. Le magistrat

rennais cherche à découvrir le motif du versement à Michel Rey, le PDG de la Sages, d'une commission de 2,8 millions de francs par la société GEC-Alsthom.

Le groupe Alcatel est sous les feux croisés de la justice

Tandis que le juge d'Huy continue d'enquêter sur les surfacturations au détriment de France Télécom et sur les biens personnels de M. Suard, le conseiller Van Ruymbeke s'intéresse aux liens entre GEC-Alsthom et la Sages

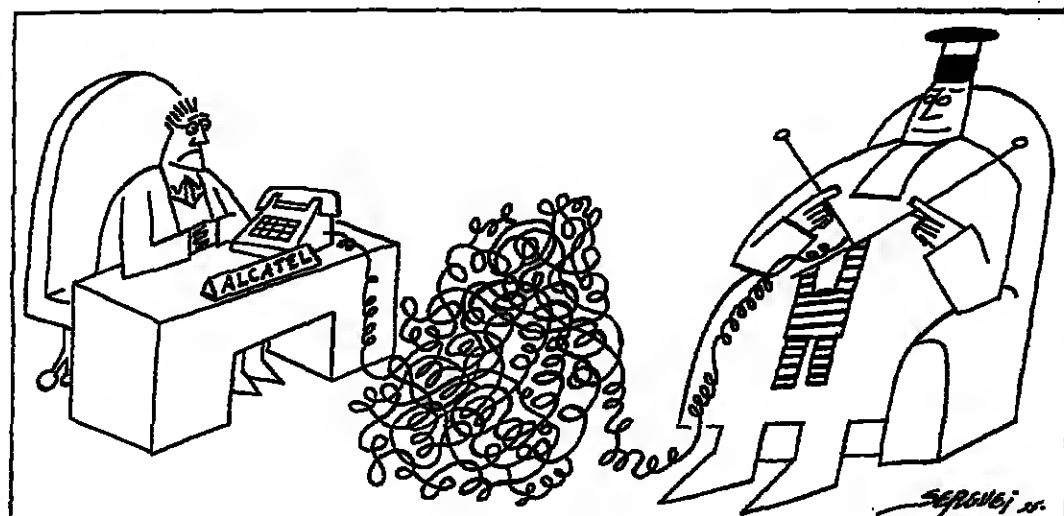
LE CONSEILLER Renaud Van Ruymbeke, qui cherche à élucider les circonstances dans lesquelles l'ancien PDG de la Sages Michel Rey a obtenu une commission de 2,8 millions de francs, a perquisitionné, mardi 14 mars, au siège parisien de GEC-Alsthom, filiale d'Alcatel Alsthom. Cette initiative faisait suite aux perquisitions effectuées la veille par le magistrat rennais à Nantes, et plus particulièrement dans le bureau du maire (PS) Jean-Marc Ayraut. Elle a précédé de quelques heures l'audition - dans un autre dossier - de Pierre Suard, le PDG du groupe auquel appartient GEC-Alsthom.

C'est vers 9 h 30 que le magistrat rennais s'est présenté, accompagné de deux officiers de police judiciaire et de sa greffière au siège de GEC-Alsthom, filiale d'Alcatel Alsthom et de la General Electric Company, spécialisée dans les transports ferroviaires. Les enquêteurs rennais ont passé le reste de la journée à vérifier des documents et à saisir des pièces au service de la comptabilité de l'entreprise. En fin d'après-midi, ils sont repartis à Rennes, où le juge va éplucher les documents saisis à Nantes, puis à Paris, selon un scénario désormais bien rodé. Voilà, trois ans que M. Van Ruymbeke, au fil des « affaires » qu'il instruit, débarque dans la capitale dans la capitale - au PS, à la Sages, à la Cogedim, à Saint-Gobain -, fait sa moisson de dossiers et s'en retourne pour les étudier.

MASSYCO ET COSSYMA

Que venait chercher chez GEC-Alsthom ce magistrat qui s'est fait une réputation de champion de la lutte anti-corruption en instruisant, à gauche comme à droite, des affaires politico-financières ? Dans la soirée, on indiquait, chez GEC-Alsthom, n'avoir « aucun commentaire à faire ». Pour le groupe Alcatel, le coup est dur. La perquisition tombe au pire moment, le directeur de GEC-Alsthom, Pierre Bilger, étant souvent présenté comme un successeur possible de Pierre Suard. L'iniquité est d'autant plus grande que Renaud Van Ruymbeke a déjà mis au jour des versements de filiales d'Alcatel sur des comptes parisiens liés au Parti républicain et que les agendas saisis par le conseiller rennais chez le banquier Alain Cellier - le partenaire et ami de Gérard Longuet qui gère ce réseau de comptes au Luxembourg - font apparaître qu'il rencontrait régulièrement Pierre Bilger.

L'objet de la perquisition est tout ce qu'il y a de plus simple : le magistrat cherche à découvrir le motif du versement à Michel Rey, ex-PDG



de la SAGES, d'une commission de 2,8 millions de francs, en octobre 1990, par la société GEC-Alsthom. C'est pour la même raison qu'il avait conduit, la veille, à Nantes, une perquisition. C'est l'examen d'un compte bancaire suisse qui a mis le magistrat sur la piste. L'an dernier, alors qu'il cherchait la trace d'un dessous-de-table de 6 millions de francs perçu par Michel Rey à l'occasion de la vente de son appartement parisien au Parti républicain, le conseiller Van Ruymbeke avait mis la main, avec l'aide de la justice

helvétique, sur deux comptes ouverts par Michel Rey dans une banque de Genève et baptisés Massyco et Cossy. Des noms qui évoquent Massy, une commune de l'Essonne dont le maire, Claude Germon, inculpé dans le dossier Sages, est un vieil ami de Michel Rey. Le 6 juillet 1992, Renaud Van Ruymbeke indiquait dans une note au parquet de Rennes que les sociétés de Michel Rey « ont facturé des sommes conséquentes à des entreprises pour des marchés conclus sur la commune de Massy : plus de 13 mil-

lions de francs de commissions ».

Dans le compte Massyco, le conseiller retrouve sans peine les 6 millions du dessous-de-table, versés en deux temps par une banque luxembourgeoise. Il tombe également sur un virement de 2,8 millions de francs. Une somme créditée, le 9 octobre 1990, via une société offshore irlandaise, Bayview Investment. Entendu par le magistrat rennais en novembre et en décembre 1994, Michel Rey explique qu'il s'agit là d'une commission qui lui a été versée par GEC-Alsthom

« à l'occasion d'une vente de matériel ferroviaire à des acheteurs hollandais ». (Le Monde du 20 décembre 1994). Il précise qu'il s'agissait d'un contrat de plus de 1 milliard de francs. En France et aux Pays-Bas, divers articles de presse attestent de la réalité de ce marché, dont profite aussi le constructeur allemand Talbot.

A l'époque du versement, GEC-Alsthom est abonnée, comme des dizaines d'autres sociétés, aux services de la Sages. Pour une somme forfaitaire de 10 000 francs par mois, le bureau d'études veillait en principe à ses intérêts auprès des collectivités locales. Il n'est donc pas étonnant de retrouver Michel Rey en position d'intermédiaire dans cette affaire. Pour faciliter les vérifications, il donne le nom de celui avec qui il traite chez GEC-Alsthom, Michel Olivier, adjoint au directeur de la division des transports. Surprise : ce dernier, entendu le 17 janvier, donne une version complètement différente de cette affaire.

Selon M. Olivier, la commission perçue par Michel Rey en Suisse est liée au marché des tramways de la ville de Nantes. Elle fait suite à la signature, le 2 août 1990, d'un contrat de 204 millions de francs entre Michel Olivier, représentant GEC-Alsthom, et le président de la société d'économie mixte des transports en commun de l'agglomération nan-

taise (Semitan), Alain Chenard, ancien maire (PS) de Nantes. Le contrat prévoyait la livraison de wagons et de matériels pour la ligne n°2 du tramway nantais. Dans la comptabilité de GEC-Alsthom, la commission avait été intégrée dans les frais de gestion. Selon M. Olivier, le rôle de Michel Rey aurait essentiellement consisté à intervenir auprès de la Semitan. Interrogé sur cette contradiction, un responsable d'Alcatel Alsthom nous avait déclaré, le 16 décembre 1994 : « GEC-Alsthom n'a jamais donné de commission à M. Rey » dans le cadre du marché néerlandais.

VÉRITÉS ET MENSONGES

Qui ment, qui dit la vérité ? C'est pour répondre à cette question que Renaud Van Ruymbeke a perquisitionné, lundi et mardi, d'abord à Nantes, à la mairie, au district et à la Semitan ensuite, chez GEC-Alsthom enfin. A Paris, on se tait. A Nantes, on affiche sa bonne foi. Jean-Marc Ayraut, maire et président du district, avait d'ailleurs pris les devants en rendant public, le 7 février, un rapport administratif concluant à « la légitimité et [à] la sincérité » du marché passé entre la Semitan et GEC-Alsthom. La procédure d'appel d'offres se serait déroulée dans la plus parfaite transparence et dans le respect du code des marchés publics. La direction de la Semitan, qui a « répondu à la demande de la justice en fournissant au magistrat rennais les pièces techniques et administratives relatives à ce marché », se déclarait mardi « tout à fait sereine ».

Une fois de plus, le magistrat se retrouve à Nantes. Une ville dans laquelle il a déjà eu à démêler pas mal d'affaires politico-financières ces dernières années : celles de l'industriel et intermédiaire René Trager ; celle de la commission Pont-à-Mousson, qui l'avait conduit au cœur des finances du PR et de Gérard Longuet ; celle du pont de Cheviré ; d'autres encore. Il revient dans les dossiers nantais, et plus particulièrement dans le dossier de la Sages, en position de force. En effet, malgré l'opposition du parquet général, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, dont il est le bras séculier, lui a une nouvelle fois confié, le 23 février dernier, le dossier Sages-Nantes sur lequel il avait commencé à enquêter en 1992, mais qui avait fait l'objet par la suite d'une instruction séparée. Dans ce dossier, Renaud Van Ruymbeke épinglait déjà la Sages et soulignait les liens d'amitié entre Michel Rey et Jean-Marc Ayraut.

Les dirigeants du groupe craignent de nouveaux conflits sociaux

ALCATEL ALSTHOM n'est guère épargné. Mardi 14 mars, c'était au tour de GEC-Alsthom, la filiale énergie et matériel ferroviaire, une société détenue à 50/50 par le groupe français et son partenaire britannique GEC, d'attirer l'attention de la justice, et plus précisément du conseiller Van Ruymbeke, qui a perquisitionné avenue Kléber dans le cadre de son instruction sur les développements nantais de l'affaire Sages.

Chez GEC-Alsthom, la nouvelle a été accueillie avec calme. « Nous nous sommes mis à la disposition de la justice, en toute transparence », indiquait-on au siège de la filiale. Le fabricant du TGV et des centrales thermiques veut « dédramatiser ».

Ailleurs dans le groupe, la perquisition chez GEC, précédée la veille de l'audition de Françoise Sampermans, PDG de la Générale occidentale, par le SRPJ de Versailles, a été accueillie avec résignation. Certains voient dans le tir groupé des trois derniers jours la preuve que « ils » - les juges ? - ont décidé de « faire un carton » sur le groupe. « C'est comme un match de foot. Le juge d'Evry occupe le milieu du terrain et désormais sur l'aile, il y a Van Ruymbeke », Mardi soir, un cadre se proposait de tenir une chronique des « auditionnés du jour ».

L'entrée en jeu du conseiller rennais avive en tout cas les craintes. « Si l'on pouvait espé-

rer que tout cela se tasse un peu, c'est désormais rapé ». Pour avoir longtemps souligné le manque d'expérience du juge Jean-Marie d'Huy, en l'opposant précisément au juge rennais, le groupe se trouve encore une fois piégé. L'affaire des surfacturations empoisonne - et c'est déjà beaucoup - tout le pôle télécommunications d'Alcatel et la maison mère Alcatel Alsthom. Si GEC-Alsthom, jusque-là relativement préservée, devait, à son tour être la vedette d'un nouveau feuilleton judiciaire, la situation risquerait bien vite de devenir intenable.

LA CRAINTE D'UNE DÉRIVE

Là où le pôle télécommunications emploie surtout des cadres (ingénieurs et commerciaux), GEC-Alsthom exerce encore une forte activité industrielle traditionnelle. Toutes branches confondues, cette filiale compte vingt-six usines en France, où la culture, forgée dans la construction navale et la mécanique lourde, est celle du monde des « métaux ». Les rapports sociaux y sont plus tendus qu'à Alcatel-CIT. Outre la grève « dure » autour de revendications salariales à Belfort l'année dernière, GEC-Alsthom a connu une multitude de petits conflits dans le cadre de réorganisation de sites.

Le patron de GEC-Alsthom, Pierre Bilger, est

par ailleurs l'un des candidats pressentis pour régler « en interne » la succession de Pierre Suard, dans l'hypothèse où le remplacement de ce dernier s'avérerait inévitable. Ne faisant pas l'unanimité à l'extérieur du groupe, il est populaire chez les cadres. C'est lui qui a récemment présenté devant l'« audit comité » d'Alcatel un rapport sur la déontologie.

Ces nouveaux développements, ajoutés à la mise sous contrôle judiciaire de Pierre Suard à la veille du week-end dernier, commencent en tout cas à préoccuper au plus haut point les pouvoirs publics qui redoutent des remous sociaux du côté de GEC et craignent aussi une dérive brutale du groupe.

« Va-t-on en quelques semaines mettre à bas toute une politique industrielle ayant permis de faire émerger un champion national dans des domaines stratégiques ? », s'interroge-t-on au ministère de l'Industrie. Des contacts ont été pris en début de semaine avec l'équipe « intermédiaire » chargée de diriger le groupe Alcatel Alsthom durant « l'empêchement » de Pierre Suard. Quant au ministre de l'Économie, Edmond Alphandéry, il estimait mercredi matin dans un entretien à France Inter, que l'affaire Alcatel était « préoccupante ». « Ce n'est pas bon pour l'économie française », a-t-il ajouté.

Caroline Monnot

Roland-Pierre Paringaux

M. Suard « excédé » par les méthodes du juge d'Huy

ENTENDU, mardi 14 mars, sur son patrimoine et sur l'achat de sa maison de Neuilly-sur-Seine, le PDG d'Alcatel-Alsthom, Pierre Suard, a fait savoir qu'il était « excédé et scandalisé » par la tournure d'une instruction qui lui a déjà valu trois mises en examen. Cette déclaration a été faite par son avocat, Mr Guy Danet, à l'issue d'une longue audition conduite au tribunal d'Evry (Essonne) par Jean-Marie d'Huy, le juge d'instruction qui a récemment interdit à M. Suard de gérer son groupe industriel (Le Monde daté 12-13 mars).

Arrivé peu après 14 heures au palais de justice d'Evry, M. Suard, qui a été mis en examen pour « recel d'escroqueries, faux et usage de faux » au détriment de France Télécom dans une affaire de surfacturation, ainsi que pour « abus de biens sociaux et recel », « faux et usage, escroqueries et corruption » pour des travaux réalisés à ses domiciles personnels, en est ressorti, vers 18 h 30 par une porte dérobée. C'est son avocat, Mr Guy Danet, qui a commenté l'audition pour la presse. Selon lui, « Pierre Suard a été entendu pendant une heure sur des travaux effectués à son domicile

de Boulogne, et on a passé une demi-heure sur un contrat d'étude d'une porte de garage d'un montant de 4 200 francs ». L'audition a également porté sur l'acquisition par Pierre Suard d'un hôtel particulier d'une valeur de 50 millions de francs à Neuilly-sur-Seine. D'après Mr Danet, le magistrat instructeur estime que M. Suard « n'avait pas les moyens » de financer seul cet achat et il en aurait fait payer au moins une partie par le groupe Alcatel. « Il était assez clair que les questions du juge avaient pour objet de savoir si M. Suard avait les moyens de payer sa maison de Neuilly », a dit l'avocat avant de préciser que son client avait « fourni différentes pièces et a été à même de démontrer qu'il avait parfaitement les moyens de payer cette maison ».

Pierre Suard a également été interrogé sur « l'argent qui est entré et sorti de ses comptes personnels entre 1989 et 1993 ». « Il s'est expliqué là-dessus de façon détaillée », a souligné Mr Danet. L'avocat s'est indigné que le juge d'Huy n'entende pas son client sur le principal dossier des surfacturations présumées d'Alcatel CIT aux dé-

pens de France Télécom qui lui a valu non seulement une mise en examen mais une interdiction de gérer son groupe. « M. Suard est comme moi, il a tendance à penser que cette instruction devient surréaliste. Il est véritablement excédé et scandalisé de la manière dont les choses se passent », a-t-il ajouté. Pour Mr Danet, « le système qui consiste à étendre les investigations sans une certaine rigueur est préoccupant. Il va être temps pour nous de faire savoir que nous ne sommes pas d'accord avec la façon dont l'instruction est menée ».

Par ailleurs, à la demande du juge d'Huy, M. Françoise Sampermans, PDG de L'Express, a été à nouveau entendue comme témoin, lundi 13 mars, par des enquêteurs du SRPJ de Versailles. Le nom de M. Sampermans est apparu dans l'affaire de la surveillance rapprochée que Pierre Suard est soupçonné d'avoir organisée à l'encontre d'un ancien cadre d'Alcatel-CIT, Denis Gazeau. Elle aurait été interrogée plus précisément sur le système de surfacturation mis en place par Alcatel-CIT aux dépens de France Télécom.

L'absence de Didier Schuller provoque de vives tensions au sein du RPR de Clichy

UNE PARTIE des quatre cents militants RPR de Clichy conviés, mardi 14 mars, à une réunion de section ont cru, jusqu'au dernier moment, que Didier Schuller, qui n'a pas reparu dans la ville depuis plus d'un mois, allait revenir. En arrivant devant la salle Charles-de-Gaulle, apprenant que le conseiller général des Hauts-de-Seine, dont le nom est fréquemment cité dans l'affaire de l'office d'HLM, ne viendrait pas, certains ont préféré tourner discrètement les talons et rentrer chez eux. Finalement deux cents militants, solennellement filtrés à l'entrée par un service d'ordre musclé, ont pénétré dans la salle nantie d'une vingtaine de posters de Didier Schuller, certains déposant même des fleurs sur l'estrade.

Peu avant le début de la réunion, Jacques Bertrand, soixante-quatorze ans, qui figurait en 1983 en seconde place sur la liste conduite par Gaëtan Deodato (RPR) qui avait été battue de 439 voix par Jacques Delors, avait été interdit d'accès malgré ses

protestations. Une déconvenue que connaît également Philippe Paty, directeur de campagne du même Deodato, qui a décidé la semaine dernière de conduire une nouvelle fois une liste aux municipales. Alors que, devant micros et caméras, M. Paty vantait les qualités de son candidat, la garde rapprochée de Didier Schuller criait au traître et lui rappelait qu'il ne fallait pas « cracher dans la soupe quand on a été un temps employé par l'office départemental d'HLM ».

Prévue de longue date, la soirée devait être consacrée à l'organisation matérielle de la campagne pour les élections présidentielle et municipales. Elle se transforma bien vite en règlement de comptes. C'est un colistier de Didier Schuller, conseiller municipal comme lui, le docteur Demalzières, qui, d'entrée, lut un message du conseiller général, une déclaration de quatre minutes qu'il avait reçue l'après-midi même par télécopie. Dans ce message, Didier Schuller explique les raisons de son absence. Craignant pour sa sé-

curité, voulant échapper aux pressions médiatiques et politiques et ne pas être l'otage de l'élection présidentielle, il demande à ses camarades de poursuivre, avec son bras droit René Muzau et le docteur Demalzières, le travail entrepris pour conquérir la mairie.

Comme sonné par cette annonce, le public applaudit mollement à la fin de l'intervention tandis que les premiers militants quittaient la salle. « On a le droit de douter maintenant », commentait une femme visiblement déçue, alors que son mari, plus direct, affirmait : « On nous balade. Didier Schuller ne reviendra pas ».

A l'intérieur, le débat s'envenimait. René Muzau, numéro deux sur la future liste Schuller et qui risque désormais de se retrouver en tête, fut à plusieurs reprises contesté, alors que d'autres dénonçaient les « candidatures de circonstance ». La réunion s'acheva dans la confusion moins d'une heure après avoir débuté.

Jean-Claude Pierrette

هكذا من راحل

Bernard Tapie multiplie les esquives dans l'affaire VA-OM

L'ancien président du club marseillais a essayé de convaincre le tribunal de Valenciennes qu'il avait tout ignoré, avant le match, de la tentative de corruption dont il est soupçonné, et crie au complot

Au lendemain de l'accusation portée contre Bernard Tapie par Jean-Pierre Bernès, ancien directeur général de l'Olympique de Marseille, qui avait déclaré, lundi 13 mars, que le président du club avait « donné un

ordre de tentative de corruption » avant le match VA-OM, la riposte du député des Bouches-du-Rhône était très attendue, mardi, devant le tribunal correctionnel de Valenciennes. Dans un long plaidoyer de

trois heures émaillé de digressions, Bernard Tapie, qui risque une peine maximale de deux ans de détention, n'a cependant apporté aucune révélation. Au prix de nombreuses contradictions, il s'est efforcé d'ac-

créditer la thèse d'un « complot » contre lui et contre le club marseillais. Il a mis en cause les dirigeants de l'USVA, mais, en revanche, a soigneusement ménagé son accusateur de la veille.

VALENCIENNES
de notre envoyé spécial
Ce devait être l'événement du jour, la réplique au reproche, le deuxième acte d'un procès spectaculaire. En ce mardi 14 mars, Bernard Tapie s'était, en tout cas, engagé à répondre, par point, aux accusations lancées la veille par Jean-Pierre Bernès, son ex-adjoint de l'Olympique de Marseille. Désormais seuls des six prévenus à nier les faits, M. Tapie allait parler, preuves à l'appui, se défendre enfin devant le tribunal et non face aux caméras, dire s'il avait été, oui ou non, l'initiateur d'une manœuvre de corruption à l'encontre de trois nordistes avant le match Valenciennes-OM (0-1) du 20 mai 1993.

L'enjeu était d'importance, pour l'ancien ministre de la ville. Sous la menace d'une peine maximale de deux ans de détention pour corruption active, il s'apprêtait à disputer une partie serrée, contre les aveux de Bernès et les évidences de l'enquête. En une phrase, la première, il donna le ton : « Non, je n'ai rien à dire de nouveau. » De riposte argumentée, il n'y eut donc point. Ou alors elle fut si brève, diffusée dans ses escales de tribunal qu'elle échappa à la vigilance de l'assistance.

Pour un prévenu d'ayant « rien à

dire de nouveau », M. Tapie s'exprima tout de même assez longuement. Trois heures d'une prestation si tonique qu'elle prit parfois des accents de plaidoirie, devant un avocat, M. Debacker, visiblement dépassé par les talents d'orateur de son client. Le député des Bouches-du-Rhône revint d'abord sur la soirée du 20 mai au stade Nungesser. Il affirma avoir pris connaissance de l'affaire ce jour-là, à la suite des révélations de Jacques Glassmann, à ses dirigeants. « Personne de mon camp ne me l'a confirmé », indiqua M. Tapie à la barre, je n'y ai pas cru. »

« **DIABLE DU FOOT FRANÇAIS** »
Et l'ancien ministre de développer la thèse d'un « complot », déjà avancée à maintes reprises : « Je ne comprends rien à cette salade. Je sais qu'une opération a été montée pour débarrasser le foot français de son diable, celui par qui tous les maux sont arrivés. »

Bernard Tapie était lancé. Dès lors, comme la veille, il était trop tard pour l'intercepter. Il ferrailait à sa façon, toisait les avocats trop pugnaces, regardait les journalistes trop sceptiques, puis se retournait, grimaçant, vers les magistrats. Le président Bernard Langlade se risqua à poser des questions, tenta de revenir au dossier, rien qu'au dossier, mais il avait face à lui un bachelier hors pair, apte à jouer les fureurs sur le fil de sa défense. D'un côté, les aveux de Bernès ; de l'autre, l'enquête : M. Tapie avan-

çait à tâtons, d'esquives en pirouettes, sans trop se soucier de ses contradictions d'une phrase à l'autre puisque personne n'osait vraiment les relever.

Fidèle à une tactique éprouvée devant un tribunal peu au fait des coulisses du football, il évoqua ce milieu, ses méthodes, son argent (« 250 000 francs, c'est zéro à côté du budget de l'OM, qui est de 350 millions de francs ! »). Un brin paternaliste, il parla aussi des joueurs, si « fragiles » parce qu'ils exercent « l'un des métiers les plus durs du monde ». Le procureur de Montgolfier intervint au nom de la région et de la décence : « Nous sommes dans un pays de mineurs, Monsieur Tapie... »

L'affaire en elle-même, avec ces dossiers ventrux alignés sur le bureau du président, ne s'enrichissait d'aucune information. M. Bertrand, défenseur de Boro Primorac (ancien entraîneur de l'USVA, le club nordiste) et de Jorge Burruchaga (l'un des trois joueurs Valenciennes impliqués), finit par s'en inquiéter. Ce fut ensuite au tour de l'avocat marseillais Gilbert Collard, jamais à court d'une tirade préméditée, d'admonester M. Tapie : « Ne nous faites pas le Tour de France des réponses ! » L'ancien ministre semblait de plus en plus mal à l'aise, enlisé dans sa démonstration sans ordre ni logique, comme s'il avait épuisé tous ses lazzis.

Tandis que le procureur de Montgolfier montrait relativement peu d'entrain à contrer ces diver-

sions, le président Langlade profita d'une interruption d'audience, vers 16 h 30, pour revenir dans la salle plus offensif : « Monsieur Tapie, vous ne donnez aucune explication ! » Contraint de se découvrir, celui-ci exposa alors une thèse à plusieurs entrées.

Les aveux du Marseillais Eydelie, qui a reconnu son rôle d'intermédiaire auprès de ses amis nordistes mais ne l'a jamais mis en cause, lui, Bernard Tapie ? Le joueur aurait agi ainsi dès 1993, pour sortir de prison. Depuis, il n'aurait pas varié, quitte à mentir : « Eydelie ment. Ce n'est pas parce que lui a reconnu que je dois reconnaître. Ce n'est pas parce que l'argent existe qu'il y a un complot ou que le club. Avec les enquêtes qui nous visent depuis trois ans, cela se saurait si l'on avait une cuisse noire ! Rien ne prouve que l'OM y soit pour quelque chose. »

« **JEAN-PIERRE RESTE UN AMI** »

Le rôle des dirigeants valenciennes, le soir du match ? Toujours d'après M. Tapie, ils n'auraient pas proposé une « contre-corruption » (un arrangement pour un match nul), comme l'affirme Jean-Pierre Bernès. Ils auraient en revanche porté l'affaire sur la place publique afin d'obtenir le gain du match sur tapis vert, pour sauver leur place en première division. Au passage, il égratigna Jean-Louis Borloo, le maire de Valenciennes, très influent auprès du club de football local et qui aurait eu un comportement « ambigu ».

Philippe Broussard

Un policier abuse d'un jeune homme au « dépôt » des étrangers de Paris

DIFFICILE d'imaginer faits plus sordides que ceux qui ont été évoqués, mardi 14 mars, devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Le 3 novembre 1994, un gardien de la paix de vingt-quatre ans a tenté de sodomiser un Algérien en situation irrégulière retenu au dépôt des étrangers de la préfecture de police de Paris. Ce scénario glaquant de mauvais polar avait été révélé par M. M., la victime, un travesti de vingt-neuf ans, à l'avocate commis d'office qui assistait devant le juge délégué statuant sur la prolongation de sa rétention. Le magistrat avait saisi le parquet.

L'audience de mardi a tourné court puisque l'avocate de la victime a demandé et obtenu le renvoi. Le policier, prévenu d'« agression sexuelle commise par une personne ayant autorité sur la victime », a pourtant été remis en liberté sous contrôle judiciaire, après quatre mois d'incarcération.

Prosterné et sans papiers, M. M. vivait en France illégalement depuis plus de deux ans. Interpellé en novembre, il était placé en rétention au dépôt des étrangers, situé au sous-sol du palais de justice de Paris, et incarcéré dans une cellule individuelle, comme c'est l'usage pour les travestis.

« **JE NE POUVAIS RIEN DIRE** »

Christophe Droques, le policier qui exerçait les fonctions d'informier au « dépôt », « est venu le chercher sans qu'il l'ait demandé. Il lui a demandé de baisser son pantalon et son slip », a expliqué la présidente du tribunal, avant d'évoquer confusément « un doigt dans l'anus, l'usage d'un préservatif » et une « tentative de sodomisation ». Il n'y aurait eu ni menaces ni violence, selon les déclarations de la victime. « Je ne pouvais rien dire par rapport à ce qu'il me faisait, j'étais au dépôt, je ne savais pas pourquoi il me faisait cela, j'avais très peur. » Placé immédiatement en détention, le jeune gardien de la paix aux allures d'étudiant a été suspendu de ses fonctions avec maintien du traitement.

L'affaire apparaît d'autant plus troublante qu'elle a eu pour cadre le trop fameux « dépôt » de la préfecture de police, où sont retenus les étrangers en situation irrégulière dans l'attente de leur reconduite à la frontière ou de leur expulsion. L'insalubrité de ses locaux et son fonctionnement indignes avaient été dénoncés, en novembre 1993, par des avocats spécialistes du droit des étrangers. Ces derniers voient dans les faits dont a été victime M. M. une nouvelle manifestation de la situation de non-droit et d'opacité qui continue de prévaloir, selon eux, dans ces locaux exigus où des dizaines d'étrangers sont retenus sans réel contrôle des magistrats. « Mon client n'est pas responsable de la politique à l'égard des étrangers en France ni de leur lieu de dépôt », a rétorqué M. Catherine Palliez, avocate de Christophe Droques, qui a plaidé « un moment de dérapage sans violence » pour obtenir sa mise en liberté.

Le jeune policier comparaitra donc libre, le 5 avril, lors de l'audience qui examinera le fond de cette affaire.

Philippe Bernard

Deux ans de prison avec sursis ont été requis contre Henri Emmanuelli et Gérard Monate

Dans le dossier URBA-SAGES-BLE, le procureur a fait appel à une certaine idée de la morale et de la République

SAINT-BRIEUC
de notre envoyé spécial
Citant Catus pour espérer que, « à énergie égale, la vérité l'emporte sur le mensonge », et Malraux pour exalter l'image d'une France « qui s'adresse au monde (...), celle des Croisades et de la Révolution », Yves Boivin, procureur de la République de Saint-Brieuc, a largement fait référence, dans son réquisitoire au procès URBA-SAGES-BLE, à une certaine idée de la morale et de la République. Son discours prononcé mardi 14 mars visait en réalité bien d'autres dérivées des mœurs politiques que celles qui ont été studeusement décortiquées, depuis huit jours, avec une aridité mathématique, par le tribunal de Saint-Brieuc.

Certaines plus graves et à peine révoquées. Mais c'est à un système ou plutôt à « des » systèmes — puisés aussi bien la filière communiste BLE-GIFCO paraît plus structurée et plus puissante que URBA — démasqués sur un département, mais livrant du même coup leur organisation et leur logique nationales, que M. Boivin devait s'en prendre.

Avant de réclamer deux ans de prison avec sursis contre Henri Emmanuelli, premier secrétaire et ancien trésorier du Parti socialiste, et contre Gérard Monate, ex-PDG d'URBA, et trois ans, dont une partie de prison ferme, contre Michel Rey, ex-PDG de la SAGES, soupçonné d'enrichissement personnel,

et des peines de dix à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis contre onze des quatorze autres prévenus, ainsi que trois relaxes, le chef du parquet de Saint-Brieuc évoqua sans filouterie les multiples aléas dont avait été victime le dossier. « On ne peut pas comprendre URBA seulement à travers la Sarthe, et pourtant on a fait tous les efforts possibles pour qu'on se limite à la Sarthe, agissant par la voix du procureur du Mans sur la présidente du tribunal afin d'obtenir un dessaisissement du juge (Thierry Jean-Pierre) sur un prétexte sans fondement », rappela le magistrat pour dénoncer cet empiètement du « politique sur le judiciaire, contraire aux principes de la République ». Sur sa lancée, M. Boivin regretta qu'on n'ait pas « ouvert une information » bien plus tôt sur la base de ce qui avait été « trouvé dans les cahiers Delcroix » et qui, selon lui, « révélait un système organisé des deux côtés et apportait, par exemple, pour Grenoble la clé de la répartition entre le PS, le PCF et le RPR ». Le souci du procureur de « mettre un terme à cette piole de la corruption » l'incita à évoquer implicitement la nécessité d'une plus grande indépendance des parquets : « M. Monate, je sais bien que vous faites le Tour de France des préloires, mais ce n'est pas aux magistrats que vous le devez, c'est à la gestion politique qui a été faite d'une affaire judiciaire. »

Table rase ayant été faite du pas-

sif politico-judiciaire, M. Boivin a placé le dossier dans sa perspective sociologique et évoqué « les années 80 et l'argent littéralement fou qui a tout bouleversé, où la société française a dansé devant le veau d'or et où les élites ont failli comme jadis ou naguère ». Et le procureur de s'interroger sur une possible « perversion des esprits ». « On a dit que ce système avait moralisé les choses en ne tombant directement dans les poches des élus, mais c'était moraliser l'immoralité... »

« **BATELEUR QUI SAIT TOUT VENDRE** »

A propos d'Henri Emmanuelli et de son attitude, Yves Boivin eut des paroles acides : « Lorsque vous vous êtes emporté à propos du fait qu'on puisse poursuivre « le quatrième personnage de l'Etat », vous ressembliez davantage au marquis de Deux-Breuil qu'à M. de Condorcet. » Et il insista sur une évidence : « Vous ovez les moyens de légiférer ! » S'étonnant d'avoir entendu « un trésorier qui ne s'occupe pas de trésorerie », M. Boivin, pour démontrer qu'on avait bien affaire à du trafic d'influence, observa qu'on avait utilisé des « gens sans compétences particulières » qui « vendaient du vent ».

Si le procureur convint que l'activité d'URBA dans la Sarthe « ne portait pas sur des sommes énormes », il n'en va pas de même, à ses dires, pour la SAGES, dont le

patron, Michel Rey, « camelot de la République », « bateleur qui o de l'entrainement et sait tout vendre », s'est constitué un « joli petit péché ». Une distinction fut également faite avec Bretagne-Loire-Equipement. En observant que sur quelque 10 millions de francs de chiffre d'affaires annuel BLE n'avait réalisé que 30 000 francs dans des communes non communistes, le procureur faillit s'emporter contre la « langue de bois » qu'il avait entendue : « Ce n'est un secret pour personne que BLE est le financeur du Parti communiste, qu'il constitue un couloir obligé » et qu'il n'est qu'un « petit morceau du groupe GIFCO », qui a réalisé « en 1988 un chiffre d'affaires global de 766 millions de francs », dont 278 millions pour la seule « promotion d'entreprises ».

Analysant le mode opératoire de BLE à travers trois exemples et les confidences d'un attaché commercial trop bavard, le procureur conclut : « Nous avons là la description d'un système dont URBA n'est qu'un pâle décalque. »

Dans ses réquisitions, le magistrat estima que, « faute d'éléments de preuve », on ne pouvait maintenir dans les liens de la prévention le président de la communauté urbaine du Mans, Jean-Claude Boulard, pas plus que Marc Foulon, secrétaire général du GIFCO, ni Jean-Pierre Barth, l'« homme de paille » de Multiservices. Les parties civiles avaient pres-

senté une défense politique ; elles s'étaient trompées. C'est sur le terrain du droit que se cantonnèrent les trois défenseurs d'Henri Emmanuelli, M. Gérard Welzer s'autorisant juste une brève digression sur les contrastes et les paradoxes d'un dossier où l'on ne retrouve « ni villas à Saint-Tropez ni costumes Smalto ». Pour s'efforcer de faire admettre qu'il n'y avait « aucune démonstration juridique » de l'implication personnelle du premier secrétaire du PS, les trois avocats bataillèrent pendant trois heures pour développer le thème « Nul n'est responsable pénalement que de son propre fait ». M. Lemaire martela face au tribunal : « Pourquoi ne pas croire Gérard Monate lorsqu'il vous dit : j'avais la maîtrise de la gestion, le trésorier n'exerçait pas de contrôle, il n'y avait aucune osmose entre URBA et le PS ? »

Sa tâche ayant ainsi été terriblement compliquée, M. Yves Baudelot, avocat de Gérard Monate et du quartet d'URBA, s'efforça néanmoins avec upérativité de remonter la pente des débats en illustrant la réalité des prestations que fournissait le « bureau d'études » à une époque où sévissait le « règne de la débrouille ». Et M. Baudelot de s'enthousiasmer : « Les gens d'URBA étaient des moines soldats, payés 12 000 à 20 000 francs par mois. Je leur dis bravo ! »

Robert Belleret

Tous les jours*, sans escale.

ST LOUIS BOSTON NEW YORK PARIS

AVEC TWA CORRESPONDANCES VERS 97 DESTINATIONS AMÉRICAINES

*Paris-St. Louis sans escale à partir de 2675 tous les jours sauf le samedi.

POUR EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES, TWA AU 49.19.20.00 OU TAPEZ 3615 TWA (2.19 TTC/min)

TWA
TRANSWORLD AIRLINES

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

FÉDÉRATION NATIONALE
DE L'IMMOBILIER
PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

FNAIM

ENCORE UN EFFORT ?

Après quatre ans de baisse ininterrompue, 1994 a vu le retour à un rythme de construction supérieur à 300 000 logements : 302 200 exactement.

Le logement collectif et la maison individuelle sont à parité égale dans la répartition des nouvelles mises en chantier.

On peut se féliciter de ces chiffres annonciateurs d'un marché de l'immobilier du neuf qui retrouve peu à peu ses équilibres.

C'est aussi une bonne nouvelle pour la reprise du marché en général, car, comme je le dis souvent, le marché de l'immobilier se conjuguait d'abord au singulier... c'est un marché unique ! Le neuf et l'ancien sont indissociables.

Il faut cependant se garder d'un optimisme démesuré. Selon une récente étude du ministère du logement, si nous voulons dans un délai raisonnable rattraper le retard accumulé pour subvenir aux besoins en logements des Français, le nombre moyen de mises en chantier devrait être de 360 000 par an.

Aujourd'hui, tous les acteurs de l'immobilier ont pour mission de contribuer à la réalisation de cet objectif dans les plus brefs délais, et comme le disait le poète latin Catulle : « La victoire aime l'effort ! ».

Jacques LAPORTE,
Président de la chambre
FNAIM Paris-Île-de-France

Appartements Ventes

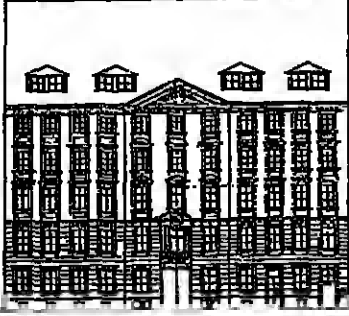
<p>3^e arrondissement</p> <p>MARAI, 125 m² de p. culs, confort bon aménagement, bon état. Tél. : 48-73-87-80</p>	<p>13^e arrondissement</p> <p>ARAGO, récent, 41 m², 2 ch, 3 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>4^e arrondissement</p> <p>NOTRE-DAME</p> <p>3 p, 55 m², tout confort, 41 m², cave de 1 p. Tél. : 550 000 F. PARTENA 42-66-36-53</p>	<p>14^e arrondissement</p> <p>ALBES, 2 p, 41 m², 2 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>5^e arrondissement</p> <p>PORT-ROYAL, 100 m² de p. culs, 2 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>15^e arrondissement</p> <p>EXCEPTIONNEL, BEAU STUDIO, 40 m², 4 p, 4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>6^e arrondissement</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 23 p, 40 m², 2 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>16^e arrondissement</p> <p>SAINT-SULPICE, 17 p, 40 m², 2 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>7^e arrondissement</p> <p>MADELEINE, 2 p, 55 m², tout confort, 41 m², cave de 1 p. Tél. : 550 000 F. PARTENA 42-66-36-53</p>	<p>17^e arrondissement</p> <p>COURCILES, 175 m², 4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>8^e arrondissement</p> <p>TRIANGLE D'OR, 2 p, 55 m², tout confort, 41 m², cave de 1 p. Tél. : 550 000 F. PARTENA 42-66-36-53</p>	<p>18^e arrondissement</p> <p>BEAU 2 PCH, 40 m², 4 p, 4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>9^e arrondissement</p> <p>LAPYRETTE, 4^e ét. de p. culs, 24 m², 2 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>19^e arrondissement</p> <p>BOUTES-CHAMONOT (Boulogne), 100 m², 4 p, 4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>10^e arrondissement</p> <p>MAIRIE, 3 p, 45 m², 2 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>20^e arrondissement</p> <p>GD 2 P, PYRÉNÉES, 40 m², 4 p, 4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>

appartements ventes

<p>4^e arrondissement</p> <p>HENRI IV, 320 m²</p> <p>Exceptionnel, magnifique, appartement de caractère à rénover, 100 m², 4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>12^e arrondissement</p> <p>MR POUSS, ex. St-Mandé, 4/5 p, 2 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>WAGRAM, 3 P.</p> <p>4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>5^e arrondissement</p> <p>CENSIER-DAUBENTON</p> <p>28 m², 440 000 F</p> <p>Petit studio de 2 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>13^e arrondissement</p> <p>GOBELINS, 3 P, parfait état, 4/5 p, 2 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>DUPLEX</p> <p>PCRE D'ASIE, 4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>14^e arrondissement</p> <p>PORT-ROYAL, 7 P.</p> <p>4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>15^e arrondissement</p> <p>AV. D'ITALIE</p> <p>4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>16^e arrondissement</p> <p>ST-GERMAIN SUD</p> <p>4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>17^e arrondissement</p> <p>ST-GERMAIN SUD</p> <p>4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>18^e arrondissement</p> <p>ST-GERMAIN SUD</p> <p>4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>19^e arrondissement</p> <p>ST-GERMAIN SUD</p> <p>4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>
<p>20^e arrondissement</p> <p>ST-GERMAIN SUD</p> <p>4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>21^e arrondissement</p> <p>ST-GERMAIN SUD</p> <p>4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>	<p>22^e arrondissement</p> <p>ST-GERMAIN SUD</p> <p>4 ch, 2 b, 115 m², balcon, vue belle. Tél. : 43-35-18-36</p>

Vienne

Situation unique Centre Ville



1er Arrondissement, Annagasse 5

Important bâtiment historique représentatif env. 5.500m² de surface utile majeure partie sans contrats de location pour bureaux ou appartements

Veillez vous adresser par écrit à
BIG Baurgranges m.b.H., A-1030 Vienne,
Neulingasse 29, fax : 19.43.1.716.04.50
avant le 24.03.1995 afin d'obtenir la documentation pour votre offre d'achat.

BIG
BUNDES IMMOBILIEN GESELLSCHAFT M.B.H.
Tél : 19.43.1.716.04.0

appartements achats

<p>CABINET KESSLER</p> <p>78, Champs-Élysées 8^e recherche de la région, belles opportunités de standing, belles et grandes surfaces. Evénement sur demande. Tél. : 42-51-51-51</p>	<p>IMMO MARCADET</p> <p>recherche appartements Paris toutes surfaces. Tél. : 42-51-51-51</p>	<p>EMBASSY SERVICE</p> <p>15, Avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : (1) 47-20-30-05</p>
<p>local commercial</p> <p>A VOTRE LOCAL COMM.</p> <p>à louer dans le grand centre. Tél. : 42-51-51-51</p>	<p>local commercial</p> <p>ÉTOILE, 425 m²</p> <p>à louer dans le grand centre. Tél. : 42-51-51-51</p>	<p>local commercial</p> <p>MADELEINE</p> <p>à louer dans le grand centre. Tél. : 42-51-51-51</p>
<p>locations offres</p> <p>STUDIO</p> <p>à louer dans le grand centre. Tél. : 42-51-51-51</p>	<p>locations offres</p> <p>STUDIO</p> <p>à louer dans le grand centre. Tél. : 42-51-51-51</p>	<p>locations offres</p> <p>STUDIO</p> <p>à louer dans le grand centre. Tél. : 42-51-51-51</p>

Place financière Suisse

Mandaté par notre client, nous vendons en excellente situation à Bâle

une des places financières les plus importantes de Suisse

un immeuble commercial

pouvant servir de préférence à représentation bancaire

Renseignements auprès de :

TESTINA BASEL AG
Dufourstrasse 21 - 4010 Basel (Schweiz)
Tél : (1941)-061-271.80.40

Les annonces classées du MONDE

Tarif de la ligne H.T. (T.V.A. 18,60 %)

133, av. des Champs-Élysées 75009 PARIS CEDEX 08

Rubriques : Offres d'emploi 200 F
Demandes d'emploi 50 F
Propositions commerciales 400 F
Agenda 125 F
Immobilier 125 F

Passez vos annonces par téléphone au :
44-43-76-03 et 44-43-76-28
Fax : 44-43-77-32

مركز لاداء

HORIZONS

ENQUÊTE



L'infante d'Espagne épouse un cadre de banque, le 18 mars à Séville. L'événement est de taille dans un pays où la monarchie est omniprésente

Elena aime Jaime

POUR les Espagnols, ce sera le mariage de l'année. Il aura lieu le 18 mars à Séville. La cérémonie se déroulera dans la cathédrale, au pied de la Giralda, le minaret de l'ancienne mosquée. Quel événement, ces noces de l'infante Elena, aînée des trois enfants du roi Juan Carlos et de la reine Sofia, avec Jaime de Marichalar Saenz de Tejada !

Il y a presque quatre-vingt-dix ans qu'un mariage royal n'a pas été célébré en Espagne. Le dernier remonte au 31 mai 1906, entre Alphonse XIII et la princesse anglaise Victoria Eugenia de Battenberg. De cette union naquirent six enfants dont Juan de Bourbon, père du roi actuel, qui devint l'héritier naturel. La proclamation, le 14 avril 1931, de la II^e République contrainait la famille royale à s'exiler. Le successeur désigné se maria donc à Rome, le 12 octobre 1935. Son fils Juan Carlos épousa la princesse Sophie de Grèce à Athènes le 14 mai 1962 et retrouva la couronne de la dynastie en 1969, par la grâce du général Franco. Il y a bien eu quelques mariages princiers en Espagne depuis 1906, notamment celui de Don Pedro de Orléans de Braganza, qui, le 18 décembre 1944, épousa, justement à Séville, Esperanza de Bourbon, sœur de la comtesse de Barcelone, mère de Juan Carlos. Mais jamais de vraies noces royales dans une monarchie en exercice.

C'est dire à quel point l'annonce, le 23 novembre 1994, de la « *petition de mano de la infanta Elena* » a suscité l'émotion, d'autant que la surprise avait été complète. Ce jour-là, la reine laissa éclater sa joie. « *En tant que mère, je suis enchantée* », dit Sophie de Grèce, le visage illuminé d'un large sourire. Dona Elena, la petite première du couple royal, avait décidé, à la veille de ses trente ans, d'unir sa vie à celle d'un cadre de banque exerçant ses talents à Paris, quatrième enfant d'Amalio de Marichalar y Bruguera, comte de Ripal-

da, et de Concepcion Saenz de Tejada y Fernandez de Bobadilla.

L'heureux élu se rendit, le 26 novembre, au palais de la Zarzuela, à Madrid, pour demander la main d'Elena à ses parents ravis. L'acte officiel se déroula, comme il se doit, dans l'intimité, mais, ensuite, le couple en devenant descendit l'escalier central pour faire face à une horde de photographes et plusieurs batteries de caméras de télévision. Elena, au bras de son fiancé, montra à la presse sa bague de promesse et Jaime exhiba son cadeau, une nouvelle montre.

« *Quelles sont les qualités que vous appréciez chez votre fiancé ?* » lui demanda un journaliste. « *Je tends à voir...* », répondit Elena l'espégle. Elle ajouta aussitôt, en souriant : « *Sa tendresse et sa ténacité, parce qu'il a persévéré jusqu'à me convaincre.* » Au cours d'une promenade dans la pinède du palais, le couple se prêta de bonne grâce aux questions et aux flashes avant la photo traditionnelle des deux familles rassemblées. La Zarzuela était en fête. La reine était radieuse. A la question de savoir si l'idée de devenir grand-père lui plaisait, le roi répondit en riant : « *Quand je le serai, je vous le dirai.* » La princesse d'est plus tout à fait une jeune fille, avec huit mois de moins que son promis aux trente et un ans révolus ? « *Mieux vaut tard que jamais* », résuma docilement l'infante Margarita, sœur de Juan Carlos.

La presse du cœur paniqua en apprenant la nouvelle. Toutes les éditions de la semaine étaient bouclées. L'idylle s'était nouée à l'abri des regards indiscrets et des reportages tapageurs. Une seule photo avait été publiée, un an plutôt, les montrant ensemble lors d'un concours hippique aux environs de Paris. Depuis, toutes les rumeurs de fiançailles avaient été démenties, aussi bien par la maison royale que par les proches. L'éloignement de Jaime - installé à Paris depuis huit ans, où il travaille pour le Crédit suisse - et d'Elena avait permis d'entourer de discrétion et d'intimité cette relation, qui, au dire des

mieux informés, dure depuis plusieurs années.

Ils se rencontrent pour la première fois à Paris, en 1987, dans un cours de littérature française. Jaime se fait un plaisir de guider les pas de l'héritière en second du trône d'Espagne dans les rues de la capitale. Passionnée d'équitation, elle vient souvent en France et à Chantilly, où ses chevaux ont été confiés à l'ancien cavalier olympique portugais Manuel Malta Da Acosta. Au printemps 1989, un voyage commun à lieu avec des amis en Inde et au Népal. Ensuite, c'est pratiquement le black-out pour les revues du cœur et les paparazzi en chasse du scoop. L'infante, disait-elle, ne pouvait pas se marier avant le prince héritier Felipe. Ainsi le voulaient les règles ancestrales de la dynastie royale des Bourbons.

Dans un entretien exceptionnel accordé à l'agence EFE, Elena dé-

tur gendre, quatrième des six fils d'un commandant d'artillerie décédé en 1979 et de Concepcion Saenz de Tejada, originaire de la Rioja et dont un lointain ancêtre s'est, paraît-il, illustré à la bataille de Clavijo, où Ramiro I^{er}, roi des Asturies, a défait les Arabes en 845, n'appartient pas à une famille autrement fortunée. Sa mère vit actuellement dans les faubourgs résidentiels de Madrid avec trois de ses enfants. « *Nous devons travailler pour vivre* », déclarait son cousin Luis Ignacio, marquis de Ciria, de Zafra et de Montesa et vicomte de Eza. « *Jaime a beaucoup de mérite parce qu'il a commencé dans sa profession au bas de l'échelle, comme apprenti.* » La famille paternelle possède néanmoins un palais à Soria, demeure qui fut honorée par la présence du roi Alphonse XIII en 1919, et une propriété de 800 hectares dans les environs de la cité castillane où sont

« Il a beaucoup de mérite parce qu'il a commencé dans sa profession au bas de l'échelle, comme apprenti »

mentit, il y a plus d'un an, l'existence d'une telle contrainte. Elle pouvait se marier quand bon lui semblait et sans attendre que le prince Felipe ait trouvé l'épouse de son cœur, ce qu'il ne semble pas pressé de faire. Dans la foulée, afin de brouiller les pistes, la prétendante numéro deux de la couronne avait fait remarquer : « *Il ne me paraît pas nécessaire de parler de mariage dès que je suis photographiée en campagne de quelconque. J'ai beaucoup d'amis que je vois souvent et cela ne veut pas dire qu'un tel est mon fiancé parce que je suis sortie deux fois avec lui.* »

La décision aurait été prise seulement un mois avant l'annonce officielle. Elle a manifestement été longuement mûrie entre le géant de plus de 1,90 mètre, descendant de la pure noblesse castillane, et la fervente de sport qui adore les concours hippiques et le ski. Le fu-

situées les ruines de Numance, ville rasée par les Romains après une résistance acharnée. « *La religion, l'institution monarchique et le respect du nom* » font partie des priorités de cette souche aristocratique, selon les termes employés dans le communiqué de la maison royale. C'est largement suffisant pour faire son entrée dans la famille régnante des Bourbons.

Economiste formé d'abord par les franciscains puis par les jésuites à Burgos avant de s'inscrire au collège Saint-Stanislas de Kostka à Madrid et de compléter ses connaissances à Dublin à la Yago school, Jaime a une réputation d'homme discret et peu bavard. « *Un garçon équilibré, bien éduqué, très normal* », se souvient l'un de ses anciens professeurs. Répond-il au portrait idéal qu'avait dressé l'infante de l'homme avec lequel elle aimerait partager sa vie :

« *Qu'il m'aime, qu'il soit honnête, sincère, que son travail lui plaise et qu'il ait le sens de l'humour* ? Le réservé Jaime serait, paraît-il, de très bonne compagnie en privé. Lors des fiançailles, il est en tout cas apparu timide et sérieux aux côtés d'une princesse riant aux éclats, extravertie et plutôt enjouée. « *Je suis spontanée, j'essaie de vivre avec intensité ce que je fais* », a dit un jour Elena, pour qui la famille, les amis et les enfants sont les choses les plus importantes au monde, celles auxquelles il ne faut jamais toucher. Après ses études de professorat, elle s'est intéressée aux enfants déficients et à leur éducation.

POUR les festivités du mariage, on prête aux souverains espagnols la volonté de faire dans la simplicité. Un souci légitime puisqu'au dire des spécialistes le roi devra prélever sur son budget annuel ces frais exceptionnels qui risquent d'obérer amplement les 916 millions de pesetas (35,5 millions de francs) alloués cette année à la maison royale, soit trois milliards du budget de l'Etat. L'argent sortira de la poche du roi, et il est certain que les réjouissances ne seront pas aussi grandioses que celles organisées pour Alphonse XIII. Des centaines de grands de ce monde, couronnés ou pas, avaient été invités. L'événement est resté dans l'histoire en raison d'un attentat visant le couple royal. Il en était sorti indemne, mais l'attentat avait coûté la vie à vingt-trois personnes se trouvant dans la calle Mayor au moment où un anarchiste du nom de Matteo Morral lançait sa bombe, dissimulée dans un bouquet de fleurs, au passage du carrosse. Les noces de Jaime et Elena seront sécuritaires. Ce ne sont plus les anarchistes mais les séparatistes de l'ETA qui préoccupent les services de police.

Le choix de Séville a surpris, même s'il est de notoriété publique que l'infante aime cette ville et adore danser la sévillane. La cérémonie religieuse aura lieu à la cathédrale. Il était difficile de faire moins. L'infante sera la quatrième

épousée princière au cours de ce siècle à franchir la grille dorée qui mène à l'autel principal de cet imposant monument considéré comme le troisième temple religieux du monde et dans lequel peuvent prendre place 28 000 personnes.

La cité andalouse est fière d'avoir été élue de préférence à Madrid, qui se réserve sans doute pour le mariage du prince héritier. Et puis Séville la superbe a toujours su réussir ses fêtes, se parer pour les grands événements. Attention, avertit le maire Alejandro Rojas Marcos, « *ce ne sera pas une débauche, mais un événement populaire* », non élitiste en raison de « *la simplicité et du peu d'ostentation qu'ont toujours montrés les souverains espagnols.* » Et c'est un nationaliste andalou qui parle ! Ce sera en tout cas une occasion pour le peuple espagnol de témoigner son attachement à la couronne et au roi dont la popularité est indéniable. « *La famille royale est la famille de tous, explique Jaime de Salazar, avocat, spécialiste des questions dynastiques. Il est donc logique qu'un événement de cette nature éveille dans le peuple un intérêt légitime, voire de la passion.* »

Juan Carlos n'en est pas moins un personnage comme les autres, que l'on appelle « Monsieur », qui habite dans un palais modeste et participe sans ostentation à la vie de son pays. Le roi et la reine sont omniprésents. Ils s'intègrent à la vie sociale et culturelle du pays, inaugurant, présidant, recevant, distribuant, voyageant sans cesse. Une véritable osmose s'est établie entre le chef d'Etat et les citoyens de cette monarchie parlementaire. Personne n'en conteste vraiment la légitimité. Nul ne critique les faits et gestes de la maison royale. La presse, à de rares exceptions près, s'interdit de publier les rumeurs qui pourraient ternir l'image de la royauté. Celle-ci jouit donc d'un prestige incontesté et représente un exemple de monarchie identifiée à une nation et proche de ses habitants.

Michel Bole-Richard

هكذا من راصل

Le Monde

Le Labour, cap au centre

MOINS d'un an après son élection à la tête du Parti travailliste, Tony Blair vient d'imposer sa marque sur la vie politique britannique en faisant voter par le comité exécutif du parti une révision fondamentale de ses statuts. Le nouveau leader travailliste et son équipe de « quadras » ont obtenu, lundi 13 mars, que soit enfin modernisée la fameuse clause IV, prévoyant la socialisation des moyens de production et d'échanges, fondement idéologique de la gauche britannique depuis soixante-dix ans. Ce texte sera très probablement ratifié par un congrès extraordinaire convoqué pour le 29 avril et figurera sur les nouvelles cartes des militants.

L'initiative de M. Blair témoigne du choc causé au Labour par sa quatrième défaite consécutive, en 1992. Pour se débarrasser de son image d'éternel perdant, le parti se devait de changer, d'abandonner un credo rédigé à l'époque de la révolution d'Octobre et qui ne correspondait plus au monde d'aujourd'hui, dans un pays remodelé par quinze ans de révolution thatcherienne.

Tony Blair l'a compris. Il a su s'en donner les moyens et trouver la méthode pour rallier les indécis. Il y allait pour lui de l'avenir du parti : resterait-il un conservateur d'idéologies surannées ou devait-il partir à la conquête de classes moyennes déçues par les Tories ? Restait à voir si sa force de conviction l'emporterait face à des militants et à des syndicats fortement attachés aux valeurs tradition-

nelles. Après une campagne à la hussarde, il a imposé ses vues. Il est vrai que son programme suscite plus un soutien raisonné que l'enthousiasme des grands soix, qu'il est écrit dans ce jargon de comités qui rebute bien des électeurs, que sa vision de la social-démocratie est plus proche du réformisme que du socialisme. Mais M. Blair a senti que si l'opinion était favorable à la libre entreprise, elle était aussi lasse des excès de l'individualisme forcé des années 80. Elle souhaitait le retour à une démocratie sociale fondée sur des valeurs de solidarité, d'égalité des chances, de droits partagés et de coopération entre l'État et le secteur privé. C'est pourquoi Tony Blair, refusant de céder aux syndicats sur les nationalisations, propose une réglementation des services publics.

On notera aussi l'engagement européen du Labour, en opposition avec l'européisme qui ronge le gouvernement de John Major, et surtout sa référence « à la défense et à la sécurité du peuple britannique ». L'époque où la gauche britannique était en proie aux chimères du désarmement unilatéral est révolue. Il y a, en ce sens, trente-six ans après le congrès de Bad Godesberg qui officialisa l'abandon du marxisme par la social-démocratie allemande, les travaillistes anglais ont à leur tour fait table rase de leur passé idéologique. Il reviendra aux électeurs de dire si le pari de M. Blair était réaliste et si sa confortable majorité dans les sondages se maintiendra jusqu'au scrutin de 1997.

Obscure transparence

EN levant le voile sur l'état de leur patrie, les principaux candidats à l'élection présidentielle - Edouard Balladur, Jacques Chirac, Lionel Jospin, Philippe de Villiers ou encore Jean-Marie Le Pen - ont actionné une machine qui pourrait bien se révéler infernale. La loi ne les y obligeait pas, la rumeur les y a entraînés. Cette loi fait seulement obligation à ceux qui sont en lice de communiquer, sous le sceau du secret, l'évaluation de leurs biens au Conseil constitutionnel, qui publie, après le scrutin, celle du nouveau président de la République.

Mis en cause pour ses liens avec la société GSI, le premier ministre en a décidé autrement et a voulu - après M. de Villiers, dont c'est le fonds de commerce - faire de la transparence un argument électoral, contraignant d'autres candidats à l'imiter. Jusqu'à M. Le Pen, connu pour ses interminables démentis avec le fisc.

Puisque, en quelque sorte, une nouvelle jurisprudence de campagne s'est installée - conséquence paradoxale du silence observé dans un premier temps par M. Balladur -, il faut donc se débarrasser de cette machine à café biaisée, que les candidats ont eux-mêmes acceptée, bon gré, mal gré, et se pencher sur une question : y voit-on plus clair, maintenant que chacun a levé le voile sur sa fortune ? En réalité, derrière la transparence affichée, on découvre une grande hypocrisie. Les candidats ont déclaré ce qu'ils voulaient : M. Le Pen a fait état

d'un premier héritage, celui du cimentier Hubert Lambert, mais pas d'un second, celui du marchand de biens Julien Le Sabazez. C'est également le cas de M. Balladur ou encore de M. Chirac. Comme François Mitterrand en 1988, le premier ministre a indiqué la valeur de ses biens au moment de leur acquisition, mais pas leur valeur actuelle. S'il a révélé le montant de son impôt sur la fortune, il n'a pas fourni d'indication sur ses revenus, bien que, avec l'affaire GSI, ceux-ci aient alimenté de très nombreux rumeurs. M. Chirac a usé des mêmes artifices de présentation. Or la fiscalité est telle qu'un contribuable peut fort bien payer une contribution à l'impôt sur la fortune infime par rapport à sa contribution à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les plus-values. L'écart peut être de 1 à 50, voire plus.

Dans toutes les déclarations, ou presque, il y a donc une face cachée. M. Balladur l'a implicitement admis et a annoncé - « au point où l'on en est... » - qu'il est disposé à rendre public son impôt sur le revenu. M. Chirac, lui, ne s'y est pas encore engagé.

An point où l'on en est... la transparence n'a que peu gagné à l'affaire. En dehors de toute procédure codifiée par la loi, les déclarations successives de patrimoine apparaissent pour ce qu'elles sont : un nouvel épisode des « coups tordus », qui, depuis vingt ans, émaillent toutes les campagnes présidentielles. Comme si c'était une figure imposée de cette consultation.

Le rêve évanoui

DANS les années 60 et 70, il était courant qu'un adolescent affiche dans sa chambre le poster de Che Guevara, de Martin Luther King ou de John Kennedy. Qui songerait aujourd'hui à s'endormir sous le regard d'un dirigeant politique ? Si les idéologies sont mortes, les figures emblématiques ont disparu aussi. L'avenir ne fait plus rêver.

Le livre d'Alain Genestier est tellement actuel qu'il semble être inspiré par la baisse de popularité soudaine d'Edouard Balladur, l'anti-rêve personnel. Mais un livre, même bref, ne s'écrit pas en trois semaines. Le directeur de la rédaction du *Journal du Dimanche* a su anticiper. Et, de toute manière, son essai vise l'ensemble des dirigeants politiques du moment, qu'ils soient français ou étrangers.

« Toute politique qui ne donne pas à rêver est condamnée », disait Charles de Gaulle, expert en la matière. On est passé le souffle d'antan ? Deux événements - l'un positif, l'autre négatif - semblent s'être conjugués pour étendre les voûtes, sinon les ambitions : tandis que la chute du mur de Berlin a laissé croire que tout était réglé, l'échec de la lutte contre le chômage suggère que plus personne n'y pourra rien.

Le langage politique s'est modifié en conséquence. Les grandes envolées d'hier ont cédé la place au « parler vrai ». Dans un souci d'honnêteté, certains dirigeants se font un devoir de ne promettre ni la lune ni même la sortie prochaine du tunnel. Mais le parler vrai est un parler gris et un parler triste, souligne Alain Genestier. On le prend pour du courage, alors qu'il est souvent un refuge. Et même un mensonge, parce qu'il ne va jamais au fond des choses.

Les visionnaires ont quitté la scène depuis longtemps. Les hommes politiques deviennent de plus en plus des gestionnaires, des comptables, des spécialistes de la crise. Ou alors des médecins, qui considèrent la société comme un malade : ils ne lui parlent que de sa maladie et ne lui promettent d'ailleurs qu'une légère amélioration. Le « bon docteur Balladur », champion de la médecine homéopathique et des tisanes, est loin d'être un cas particulier.

Les dirigeants politiques apparaissent, de plus en plus, comme de simples spécialistes de la crise

L'ennui, c'est que la politique a horreur du vide. D'autres s'engouffrent dans la place laissée vacante, remarque Alain Genestier : des fascistes déguisés en démocrates, ou des

bonimenteurs qui ont installé leurs étals dans les palais républicains. Eux savent faire rêver, quitte à mentir effrontément. Ce populisme est d'autant plus dangereux qu'on y voit un pis-aller, et même un allié : une sorte de salle d'attente pour retenir les déçus et les mécontents qui, autrement, basculeraient dans l'extrémisme.

Le rêve serait-il condamné à cohabiter avec la démagogie et le mensonge ? On peut estimer, au contraire, que la politique - la vraie - est l'association du rêve et de la réalité. Cela suppose parfois des gestes spectaculaires : de Gaulle à Londres, Sadate à Jérusalem... Mais dans la vie de tous les jours, il s'agit de trouver l'élan qui transforme un programme politique en ambition collective. Le leader mérite alors de nouveau son nom. Il redevient un précurseur, capable de « rêver l'avenir, pour le deviner, l'envisager, le dessiner à grands traits, et le préparer ».

En intitulant son livre *François, si vous reviez*, Alain Genestier semble vouloir secouer ses compatriotes, alors qu'il admoneste ses anciens condisciples de Sciences-Po, passés aux affaires de l'Etat. Ce titre suggestif appelle peut-être une autre réflexion, tout aussi nécessaire : le devoir de rêver ne serait-il pas celui de chaque citoyen ?

Robert Solé
* *François, si vous reviez*, d'Alain Genestier, Grasset, 190 p., 98 F.

Les égarés de la gauche

Suite de la première page.

Il est même aisé de faire remarquer que, de près, le programme économique de M. Chirac est d'une orthodoxie libérale sans failles où l'on sent surtout la marque d'Alain Madelin et le soul de ne pas décevoir le patronat. Mais ce serait sous-estimer ce qui, pour l'heure, a permis au maire de Paris de renverser la tendance dans une bataille d'image qui est aussi une guerre de symboles. Or ce registre nouveau emprunte à une vieille tradition politique française une forme immuable de recours dont l'essence idéologique peut certes varier mais dont la mécanique est invariable : le bonapartisme. Il s'agit de restaurer l'ordre d'en haut en s'appuyant sur la crise d'en bas. En d'autres termes, d'exploiter la faillite de la gauche gouvernante après de son propre électorat pour mieux garantir le retour et la renaissance de la droite contre elle-même, contre ses querelles intestines, contre sa crise de légitimité.

Le discrédit du mitterrandisme libère un espace où se niche le levier d'une possible remise en ordre conservatrice qui pulvérise l'imposer, grâce à ce machepied, au camp conservateur lui-même. Tel est d'ailleurs le calcul chiraquien, dont l'avenir dira la pertinence. Car on ne saurait sous-estimer la triple crise qui mine le politique en France : crise de légitimité qui, chaque jour, au rythme quotidien des « affaires », discrédite la politique professionnelle, attelle non seulement ses réseaux et ses habitudes, mais aussi son consensus incestueux avec un capitalisme profondément imbriqué à la puissance publique ; crise d'identité dans la mise en cause de l'espace national au travers de l'indéfectible construction européenne, qui ébranle non seulement les repères d'une politique jacobine mais aussi son assise culturelle, son ancrage dans une géographie désormais bousculée par l'histoire ; crise sociale enfin qui ne se mesure pas qu'au ombre de jours de grève et de manifestations syndiquées, mais qui déchire d'ores et déjà le tissu urbain, sa cohérence et sa continuité citoyennes.

Face à ce triple défi, la faiblesse

d'Edouard Balladur est d'apparaître comme l'homme d'une continuité étatique, sacré avant d'avoir été élu par ceux qui, vaillant que vaillent, tiennent les rênes d'un Etat ébranlé. L'habileté des investisseurs du nouveau cours chiraquien est au contraire de poser leur candidat en homme de changement et de rupture, alors qu'il est lui-même le pur produit de ce qui aujourd'hui craque de toutes parts. En ce sens, se demander si M. Chirac serait devenu de gauche - un peu, beaucoup, etc. - n'a guère de sens. Son projet n'est évidemment pas de transformer la société - et cela d'autant moins que la gauche gouvernante y a renoncé -, mais de refonder une domination conservatrice mise à mal. Si, d'ailleurs, certains de ses soutiens croient sincèrement

humbles traces », « amoureux fous de la France et d'une lucidité extrême sur la nature humaine ». Mais on retiendra, au gré d'un plaidoyer pour une candidature destinée à « reprendre le flambeau d'une espérance que Hue et Jospin n'ont plus vocation à incarner », ceci, qui dit l'essentiel des convictions : « Vous avez seulement incarné la France des gens simples qui, depuis deux siècles, n'aiment pas le rouge parce qu'il a trop le goût du sang. » « Si j'étais coureur d'or, ajoute l'écrivain corrézien, je voterais Chirac par crainte que les desperados ne s'émouvent et n'attendent à mon magot. Croissance ou pas, la politique de Balladur otisera la lutte des classes... »

Il s'agit donc bien que tout change en apparence pour que tout puisse continuer comme

L'idéalisation du national a pour compagne la dilution du social, un éloge du « peuple », de ce brassage indistinct des petits contre les élites

à une conversion plus radicale, il serait bon qu'ils se souviennent des méandres des gaullistes de gauche. Décliné à la mode gaullienne, le bonapartisme des débuts de la V^e République réussit à rassembler autour de lui des René Capitant, David Rousset ou Edgar Pisani qui crurent mener le combat contre les conservateurs sous l'aile protectrice du général. Ils durent avouer leur échec, la complexité d'un chef hors du commun ne l'ayant pas empêché, au bout du compte, de faire une politique qui ne déplut pas au grand patronat et de s'enfermer dans un pouvoir personnel isolant du peuple qu'il renveniquait.

Il suffit de lire les opuscules de teoants du nouveau cours chiraquien pour y trouver la vraie nature de son projet : bousculer les élites pour les refonder, les dénoncer pour mieux rétablir l'ordre qui leur fait actuellement défaut. Avec une belle plume, Denis Tillinac, préposé aux nouvelles fréquentations intellectuelles du maire de Paris, a récemment mis en scène cet appel à un chef au-dessus de la mêlée (*Lettre ouverte à Jacques Chirac pour le sauver de ses « omis »*, Albin Michel). On passera rapidement sur l'éloge touchant du héros « foncièrement bon, loyal, chevaleresque et soucieux des plus

avant. Ceux qui y ont intérêt ne l'ayant pas forcément compris, il faut un chef, « un bonapartiste d'avant le socre », un meneur d'hommes capable « de réveiller la conscience des Français avec tambours et trompettes », un président qui oe serait « pas de droite, ni de gauche, encore moins du centre ». Au cœur de cet appel à un nouveau Bonaparte, forcément sommé de réinstaller la grandeur éternelle de la France, ce mélange orgueilleux de particularisme et d'universalisme, gît évidemment la nostalgie d'un nationalisme d'incarnation la plus antique, le terroir. Deois Tillinac n'évite donc pas le refrain contre le « mondialisme » auquel il oppose « les liens qui font d'un homme le sonnetaire des patriotes : la famille, le clocher, la nation ». Mieux encore, soulignant que M. Mitterrand, le monarque républicain que s'offrit la gauche, est « en son for mais éloigné de [Jacques Chirac] qu'il ne le croit peut-être lui-même », l'écrivain inscrit une généalogie de terroir au creux de la stabilité républicaine : « Giscard, Mitterrand, Chirac : vous êtes trois sur les tréteaux de l'Histoire de France contemporaine, les autres sont des comparses (...). Le Charentais va se retirer, l'Auvergnat se replie sur ses terres basaltiques. Reste le Corrèzien granitique. »

Edwy Plenel

PRÉCISIONS

PIERRE LARROUTOUROU

A la suite de l'annonce par Pierre Larrourou de sa candidature à l'élection présidentielle (*Le Monde* du 14 mars), le Mouvement ATD Quart-Monde tient à préciser que le candidat n'exerce actuellement aucune fonction en son sein, même s'il a « offert bénévolement ses services pendant quelques mois, comme des milliers d'autres citoyens ». « Ses propositions et ses

déclarations n'engagent d'aucune façon le Mouvement ATD Quart-Monde », ajoute-t-il.

GILBERT PÉROL

Huguette Pérol nous indique que Gilbert Pérol, décédé le 8 mars (*Le Monde* du 11 mars), avait été élevé à la dignité d'ambassadeur de France alors qu'il était en poste au Japon, en 1987, et qu'il s'était présenté sans succès aux élections cantonales en Creuse, en 1992, dans le canton d'Auzances, sous l'étiquette divers droite.

Le programme européen de Jacques Chirac et un portrait du candidat en campagne

Demain dans les pages « France » et « Horizons »

Le Monde

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombini, président du conseil de surveillance, directeur de la publication ; Directeur : Alain, directeur général ; Noël Jean Bégue, directeur de la rédaction ; Edwige, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué ; Rédacteurs en chef : Thomas Bernart, Edwy Plenel, Robert Solé ; Adjoint au directeur de la rédaction : Bruno de Camille, Laurent Gaudin, David Héroux, Jean-Marie Le Gendre, Luc Ruysschaert ; Manuel Lucrot, directeur du Monde des idées ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernez, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction ; Rédacteur : André Laurens ; Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Billaud, vice-président ; Anciens directeurs : Hubert Berni-Méry (1964-1969), Jacques Ravet (1969-1982), André Laurens (1982-1983), André Rolland (1983-1991), Jacques Lescaze (1991-1994) ; Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 400 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Berni-Méry, Société anonyme des Jacques du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombini, président du conseil de surveillance ; RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL : 15, RUE CALVADOS, 75001 PARIS CEDEX 15 TEL. : (01 46 46 25 25) Télécopieur : (01 46 46 25 29) Tél. : 20 400 ; ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BERNI-MÉRY 92503 VANVY-SUR-SEINE CEDEX TEL. : (01 46 46 25 25) Télécopieur : (01 46 46 30 10) Tél. : 261 3117

Comment sortir de « Tangentopoli »

par Antonio Di Pietro

Parmi les nombreux problèmes qui en cette période accablent l'Italie, il en est indubitablement un certain nombre qui sont directement liés à « Tangentopoli ».

Je me réfère – pour n'en citer que quelques-uns – aux nombreuses incertitudes de la politique intérieure, au faible crédit international dont jouit notre pays, au marasme persistant de l'économie, à la dangereuse faiblesse de notre monnaie sur les marchés extérieurs, au chômage, à l'inégale distribution des ressources sur le territoire, à la « question de la justice » (avec tous ses aspects problématiques, qu'il s'agisse du respect des libertés individuelles ou de la remise en état de la sécurité collective), au blocage des appels d'offres, aux difficultés des entreprises...

Inutile de faire comme si de rien n'était. L'actuelle faible crédibilité internationale de notre pays et le marasme économique de nos entreprises qui en résulte sont nés, du moins indirectement, de la gestion passée des institutions par répartition affirmée. Un dérèglement dont ont été responsables, entre autres, le pouvoir politique imprégné de corruption, les industriels et les syndicalistes qui, pour des motifs de « boutique », ont renoncé à jouer le rôle de protagonistes qui leur incombait.

Une saine démocratie a en revanche besoin, aussi et surtout, d'un ensemble d'entreprises efficaces et compétitives. C'était déjà vrai quand le mur de Berlin tenait lieu d'alibi pour ignorer ces principes.

Il est donc évident que le dépassement de Tangentopoli constitue un pas auquel on ne saurait renoncer pour parvenir à une démocratie plus accomplie ou, pour parler comme les politologues, pour passer du capitalisme de pur bien-être au capitalisme de « responsabilité ».

C'est pourquoi la question n'est pas de savoir si il faut affronter le problème, mais bien comment et quand il faut l'affronter. Se contenter de rester là en spectateur est une attitude digne de Ponce Pilate et irresponsable. Le chef de l'Etat a bien fait de relancer ce problème dans son message de vœux, et ceux qui détiennent les divers pouvoirs feraient mieux de se retrousser les manches et de trouver une solution. La solution pour « sortir de Tangentopoli », précisément, ou bien la voie pour redonner efficacité – mais cette fois dans la transparence – aux institutions et aux entreprises.

Le chaudron de cette vie déréglée qui mêlait politiques, industriels et fonctionnaires

Je n'ai ni le pouvoir ni la volonté d'aller sur les plates-bandes des autres mais je crois pouvoir dire qu'il est possible de « franchir le fleuve » et qu'il est temps de le faire, en passant des paroles aux actes.

Si telle est la nécessité, je voudrais pourtant aussitôt signaler le danger de voir adoptées, au nom des besoins économiques et institutionnels, des mesures qui ne seraient que farces au yeux des citoyens. Au Parlement sont en souffrance sept ou huit projets de loi qui, de façon variée et à des titres divers, tentent d'apporter une solution à ces problèmes. Mais, précisément, ils sont en souffrance. Un peu parce qu'il s'agit là d'une matière « électoralement brillante » (avec l'épouvantail des élections toujours imminentes, il est mieux de ne pas se lancer dans des activités parlementaires qui « ne paient pas ») ; un peu parce que cette matière ne peut trouver que des solutions techniquement difficiles.

Difficiles parce qu'il faut que se conjuguent deux exigences en apparence contradictoires : la certitude du droit (qui implique la certitude de la peine pour les coupables) et la restauration du crédit indispensable aux institutions et aux entreprises. Au contraire, dans les couloirs du Palais, on entend résonner en sous-sol de plus en plus fréquemment un air connu : celui de l'arnaque comme seule arme possible pour (dissent-ils) « (...) sanc-

tionner la réappropriation de sa responsabilité par le Parlement, contre la toute-puissante attitude de substitution qui a été celle de la magistrature ».

Le voilà réservé pour la énième fois, le refrain habituel : « (...) Les magistrats ont tellement dépassé les bornes que maintenant nous ne savons plus jusqu'à quel point il est possible de tirer au clair avec sérénité et sans procès sommaire ou en place publique ce qu'a réellement été le phénomène « Tangentopoli ». » Et encore : « Est-ce que vous voyez qu'il faut aussi déplacer les procès vers d'autres sièges (en particulier les procès de Milan) pour éviter des incompatibilités et rasséréner les esprits ? »

La conclusion prétendument logique est alors de se pacifier l'âme, de placer une pierre dessus, tant il est vrai que ce qui a été a été.

L'amnistie serait une gifle donnée à la décence

Mon ami l'avocat Flick, fin juriste et personne sérieuse, vient de relancer, dans un certain nombre de journaux, l'idée de l'amnistie, en parlant de considérations apparemment plus convaincantes mais à mon avis également sujettes à caution et pour cette raison inacceptables. Selon lui il faudrait veiller rapidement à mettre en place une amnistie car cela permettrait de dresser le bilan d'une double série de questions : la nécessité de « Mani pulite » et de la substitution judiciaire d'un côté et, en sens inverse, l'amnistie rampante à travers la prescription ou les transactions judiciaires.

Cela n'est absolument pas vrai. Le problème n'est pas « Mani pulite » (ou le travail des magistrats qui ont crevé l'abcès, déjà mené à terme certains procès et qui s'apprennent à en conduire de nombreux autres). Le problème, c'est Tangentopoli, c'est-à-dire le chaudron de cette « vie déréglée » qui mêlait politiques, industriels et fonctionnaires et qui a véritablement provoqué une chute de confiance et entraîné le péril de rupture du « pacte social » entre les citoyens et l'Etat.

Le problème n'est pas non plus le risque signalé de prescription des délits, qui bloquerait toutes les enquêtes. De deux choses l'une : ou bien l'auteur du délit est une personne qui a commis une faute seulement une fois, de nombreuses années auparavant (au moins cinq mais plutôt dix). Dans ce cas, que l'on fasse des « ponts d'or » à qui n'a pas persisté dans l'erreur et s'est corrigé. Ou bien la personne concernée a, comme cela arrive souvent, appris à « boiter », et les enquêteurs auront, comme cela s'est de fait produit, de nombreuses occasions de le rencontrer au fil des enquêtes. En somme, il n'est pas de prescription qui tienne dans les cas de récidive (tant il est vrai que, pour ce qui me concerne, au nombre des milliers de cas dont je me suis occupé, il ne m'est jamais arrivé de devoir stopper pour cause de prescription).

Quelle est alors la raison pour laquelle on devrait choisir la voie de l'amnistie pour sortir de « Tangentopoli » ? Mais qu'est-ce que l'amnistie, du reste ? Les constitutionnalistes nous enseignent que cette disposition trouve sa raison d'être dans l'« indulgence de principe » dont elle découle, alors que, pour un juge équitable qui agit pas selon l'opportunité, le législateur prescrit de ne pas appliquer la loi (et la peine) à ceux qui jusqu'à un certain moment ont commis une catégorie particulière de délits.

En d'autres termes, l'amnistie est un acte de magnanimité que l'Etat ne peut s'autoriser que lorsqu'il est sûr d'avoir vaincu.

En toute objectivité, sérénité et réalisme, pouvons-nous vraiment dire que l'Etat a déjà vaincu ? Que la corruption a été terrassée ? Que le « profit transparent et assumé » est l'unique mécanisme qui anime aujourd'hui notre système industriel ? Que tous ceux qui dépendent de la puissance publique sont désormais devenus des fonctionnaires irréprochables ?

Pouvons-nous véritablement dire qu'il n'y a plus rien à découvrir, qu'il n'y a pas d'autres responsables dont la justice aurait à s'assurer ? De fait, l'amnistie ne se ramènerait

qu'à une inacceptable violation du principe d'égalité au détriment de qui a respecté la loi et en faveur de qui ne l'a pas respectée, entre qui a déjà subi la condamnation et qui se risquerait en revanche sans danger. Je vais être plus prosaïque : on courrait le risque de donner une gifle à la décence. Et le chef de l'Etat, à qui incombe, aux termes de la Constitution, le pouvoir d'« accorder » l'amnistie, pourrait-il, dans ce cas, être assuré d'interpréter exactement la pensée des citoyens, lui qui est le garant de leurs droits ? Ou bien à l'inverse l'amnistie serait-elle perçue comme une pure et simple rupture du contrat social ?

Ce sont ces raisons et d'autres (en partie techniques et en partie d'opportunité politique) qui devraient conduire à exclure la possibilité de considérer l'amnistie comme un moyen de surmonter les problèmes économiques et de crédibilité politique qui accablent l'Italie.

Que faire alors ? Comme il est absolument nécessaire de parcourir toute la « voie judiciaire », l'unique solution est de rendre le parcours de cette voie aussi rapide que possible. En d'autres termes, la solution pour sortir de « Tangentopoli » devrait emprunter deux cours :

– Le déroulement rapide des procès pour le passé. Par exemple en favorisant des dispositifs alternatifs, en élargissant les possibilités de transactions judiciaires, en pré-

voyant des circonstances atténuantes spécifiques pour qui collabore avec la justice et même en prévoyant une clause d'impunité pour qui annule complètement ses propres possibilités de chantage par une collaboration absolue et limpide.

– Le fichage informatisé des revenus des fonctionnaires par une autorité administrative appropriée ; une nouvelle formulation des délits contre l'administration publique et une nouvelle législation sur les appels d'offres, pour le futur.

Diverses propositions de ce type sont en attente au Parlement. Il serait opportun de les reprendre, de mieux les évaluer politiquement et techniquement – y compris en identifiant et en regroupant les meilleures hypothèses des diverses propositions – pour les rendre effectives le plus vite possible.

Sortir de « Tangentopoli » demeure donc un pari à gagner. Mais, pour y réussir, il est nécessaire de trouver la thérapie juste et non la plus convenable « en opportunité ».

Antonio Di Pietro, ancien membre du pool de magistrats de l'équipe « Mani pulite », est chargé de mission auprès de la commission d'investigation sur les grands attentats, et membre de l'Observatoire des appels d'offres publics. © La Stampa

Archives de l'édition : quand par Christian Bourgois, Claude Durand et Antoine Gallimard

Il existe deux façons de faire disparaître une institution : l'étranglement brutal ou l'asphyxie douce. Pour l'institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC), les pouvoirs publics ont choisi la seconde solution. Car l'IMEC est coupable, doublement coupable : d'avoir trop bien réussi et de tenir à son indépendance, condition indispensable à cette réussite. Parce que nous avons participé dès le début à la création de l'IMEC et incité d'autres éditeurs à nous rejoindre, nous voulons aujourd'hui exprimer notre inquiétude sans rien cacher de notre colère.

L'IMEC est né en 1989 d'une initiative privée de professionnels du livre et de chercheurs, soucieux de préserver le patrimoine et de garder vivante la mémoire de l'édition contemporaine à partir des archives de ses principaux acteurs (éditeurs, auteurs, libraires, imprimeurs, graphistes...). Autour d'un projet intellectuel fort, l'IMEC a su très vite obtenir la contribution de nombreux détenteurs d'archives (maisons d'édition ou particuliers) séduits par la formule originale qui leur était proposée. De toute évidence, le besoin existait et n'était pas satisfait par les institutions traditionnelles. L'effet le plus négatif et le plus méconnu de cette carence était la fuite des ar-

chives littéraires aux Etats-Unis. C'est ainsi que les universités d'Austin et Yale détiennent aujourd'hui quelques-unes des plus belles collections de manuscrits littéraires français contemporains.

L'IMEC a réuni en peu d'années un ensemble prestigieux d'archives littéraires. Un désengagement de l'Etat serait désastreux

Six ans plus tard à peine, l'IMEC rassemble plus de 120 fonds d'archives et a constitué l'une des toutes premières collections françaises de documents sur la vie littéraire, intellectuelle et éditoriale du XX^e siècle. Un patrimoine prestigieux, et le plus souvent inédit, inexploré : des archives de maisons d'édition (Bordas, Denoël, Dunod, Gauthier-Villars, Hachette, Flammarion, Larousse, La Table ronde...), de revues (*Esprit*, *La Revue des deux mondes*...), de la



مركز الأبحاث

L'Etat sanctionne une réussite

presse (NMPP), à celles d'écrivains (Samuel Beckett, Albert Camus, Louis-Ferdinand Céline, Jean Genet, Pierre Guyotat, Jean Paulhan, Jean Tardieu...), de penseurs (Louis Althusser, Lucien Febvre, Emmanuel Mounier...), ou encore d'hommes de théâtre (Roger Blin, Antoine Vitez), sans oublier des auteurs phares de la francophonie comme Andrée Chérid, Georges Schehadé ou Kateb Yacine.

L'IMEC a amorcé un travail en profondeur pour ouvrir à la recherche et mettre en valeur ce patrimoine : en 1994, il a accueilli 250 chercheurs, dont 20 % venant d'universités étrangères, et a passé des conventions de partenariat avec de grandes institutions comme la Bibliothèque nationale de France, le Centre national de la recherche scientifique ou la Maison des sciences de l'homme. Dès 1992, l'IMEC recevait le prix Diderot Universals pour sa « contribution à l'histoire du livre et de l'édition ».

Mais surtout, l'institut a su gagner et préserver la confiance de ses déposants, sans cesse plus nombreux, et celle de notre profession. Sans cette confiance, rien n'aurait été possible. Tous les protagonistes de cette entreprise, à commencer par le Centre national du livre, qui lui a apporté un soutien financier important dès l'origine, l'avaient bien compris et avaient considéré son indépen-

dance comme essentielle. Ajoutons que les dépôts volontaires des éditeurs et des auteurs représentent aujourd'hui un patrimoine évalué à près de 40 millions de francs, et que l'institut n'a cessé au fil des années d'augmenter la part de ses ressources propres grâce notamment à la participation financière des éditeurs.

Avec un budget global aujourd'hui stabilisé entre 7 et 8 millions de francs, qui n'a donc rien de pharaonique comparé à bien d'autres, l'IMEC permet à la communauté scientifique et nationale d'accéder à ce patrimoine dans un souci d'intérêt général. Mais, au lieu de se féliciter de ce résultat, les pouvoirs publics paraissent soudain s'en désintéresser. Après avoir imposé à l'institut deux « réglementations budgétaires » en 1993 et 1994, ils ont décidé cette fois de réduire leur soutien de 30 % - 3,5 millions de francs prévus pour 1995 contre 5 millions en 1992 - alors que l'institut ne cesse de se développer. Dans ces conditions, celui-ci serait inévitablement contraint de réduire drastiquement ses activités et de licencier près de la moitié de ses collaborateurs.

Nous ne méconnaissons pas les contraintes budgétaires actuelles, mais l'Etat peut-il se contenter de décréter technocratiquement, en cours d'année, une subvention-sanction et de conclure : mainte-

nant, débrouillez-vous ! Quelle entreprise bien gérée résisterait à de telles incohérences ? Est-ce ce la l'Etat moderne ? Les effets de ce désengagement seraient également désastreux tant sur les déposants et les professionnels, qui, eux, ont toujours tenu leurs engagements, que pour la communauté scientifique française et étrangère, qui ne manquera pas de s'en émouvoir. Les uns et les autres attendent des pouvoirs publics non seulement le retour au niveau de financement nécessaire, mais aussi la réaffirmation d'un soutien actif, régulier et durable.

Par un dramatique décalage entre les ambitions et les pratiques de l'Etat, un beau gâchis se prépare. Nous n'en serons ni les complices ni les spectateurs désolés.

Christian Bourgois est éditeur.

Claude Durand est vice-président de l'IMEC et président-directeur général des éditions Fayard et Stock.

Antoine Gallimard est président de l'IMEC et président-directeur général des éditions Gallimard.

Quelle politique étrangère pour la France ?

par Jacques Julliard et Bernard-Henri Lévy

La politique internationale est, à ce jour, la grande absente de la campagne présidentielle. Que pensent les candidats de la guerre en Bosnie ? De la montée de l'islamisme ? De la guerre en Tchétchénie ? De la politique africaine de la France ? Nulle réponse à ces questions. Nulle allusion, à ce jour, dans aucun des grands programmes. Comme si l'élection devait se jouer sur les seuls enjeux nationaux et comme si nos rapports avec le monde se bornaient à la question - au demeurant essentielle - de la monnaie unique et de la construction de l'Union européenne.

Cette carence n'est pas seulement désobligeante pour les électeurs et le pays - elle est également absurde car elle signifierait que les responsables politiques, quels qu'ils soient, auraient consenti, par avance, au déclin et à l'effacement de la France de la scène internationale. Comment accepter que la patrie de Voltaire et des droits de l'homme puisse faire ainsi l'impasse sur les grands problèmes politiques où se joue l'avenir du monde ? Comment accepter que la France ne soit pas au premier plan de la lutte contre la violence et le racisme ? Comment au contraire contribuer à la construction d'un ordre planétaire rompant avec la fatalité de la barbarie intérieure et de la guerre internationale ?

C'est pourquoi les soussignés adressent aux candidats une série de questions précises qui appellent des réponses précises et qu'ils voudraient voir placées au cœur du débat public.

Les candidats à l'élection présidentielle doivent apporter à une série de questions cruciales des réponses précises

1. Le candidat s'engage-t-il à exiger des instances internationales, conformément aux résolutions de l'ONU, la levée immédiate du siège de Sarajevo, symbole du mépris de l'agresseur pour les droits de l'homme et pour les frontières internationalement reconnues ?

2. Le candidat s'engage-t-il à exiger des instances internationales le maintien de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine et l'acceptation par les Serbes de Pale, dans un délai défini, du plan du groupe de contact proposé par la France ? En cas d'échec accepte-t-il, à l'instar du Congrès américain, la levée d'un embargo sur les armes qui ne pénalise plus que les victimes et la redéfinition du mandat des « casques bleus », dans le sens de la mise en application des résolutions internationales et du plan des Cinq ?

3. S'engage-t-il à redéfinir le mandat des « casques bleus » en Croatie, dans le sens du respect des frontières antérieures à la guerre et non, comme actuellement, de la protection du droit de conquête ?

4. S'engage-t-il à subordonner la poursuite de la collaboration politique et économique avec la Russie à l'arrêt des combats en Tchétché-

nie et à l'évacuation des troupes russes de cette république autonome ?

5. S'engage-t-il à obtenir la mise en place immédiate d'une commission d'enquête internationale sur le Rwanda, destinée à faire la lumière sur toutes les responsabilités intérieures et extérieures, y compris françaises, dans le génocide ?

6. S'engage-t-il à redéfinir la politique de la France à l'égard de l'Algérie sur la base du double refus de la terreur islamiste et de la violence militaire de l'actuel gouvernement ? Est-il prêt à favoriser l'affirmation d'un pôle démocratique en Algérie, sans lequel toute solution de compromis signifierait l'acceptation de la violence et de la dictature ?

7. S'engage-t-il enfin à provoquer la coopération entre les grandes nations démocratiques afin d'obtenir, par le biais de sanctions concertées contre l'Iran, la levée de la fatwa envers Salman Rushdie et le respect par l'Iran du droit international ?

De la réponse à ces questions dépend l'idée que les Français et les peuples étrangers se feront de la France : ou bien une nation s'enfonçant, par démissions successives, dans un ordre néo-munichois, ou bien une nation qui donne l'exemple du respect des droits de l'homme et de l'esprit de résistance à l'oppression.

Les soussignés s'engagent à faire connaître les réponses des candidats. Ils appelleront les Français à tenir compte dans leur vote des engagements de ceux-ci sur ces questions fondamentales.

Jacques Julliard est président du Comité de réflexion et d'initiatives (CRI).

Bernard-Henri Lévy est directeur de « La Règle du jeu ».

Ont aussi signé ce texte : Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut, François Giroud, André Glucksmann, Pierre Hassner, Gilles Hertog, Gilles Martinet, Olivier Morin, Daniel Rondeau et Alain Touraine.

AU COURRIER DU MONDE

TEMPS PARTAGÉ, PARTAGE DES AIDES

Une incitation financière de l'Etat pour les salariés acceptant le temps partagé : une idée pour aider à résorber le chômage. Le développement du travail à temps partagé rencontre des oppositions aussi bien de la part des salariés, qui y voient une réduction de pouvoir d'achat, que des entreprises, qui y voient une complication de leur gestion. Pour combattre ces obstacles il convient d'exploiter l'idée de mise en place d'une aide directe au salarié, qui soit basée sur la durée du travail hebdomadaire ou mensuel payé, quels que soient le niveau de salaire, l'âge ou la situation antérieure de chômage de l'intéressé, la participation de l'Etat étant fournie sous forme de réduction des charges salariales.

Exemple : pour tout contrat de travail à temps réduit, moins de 25 heures hebdomadaires de travail, l'entreprise bénéficie d'une réduction de ses charges sociales de 20 % (8 % du salaire) et le salarié d'une réduction de ses prélèvements obligatoires de 80 %, d'où une amélioration importante de son salaire net (16 %). Entreprise et salarié sont incités au travail partagé. En dehors du fait que, politiquement, on met le rôle de l'individu au même niveau que celui de l'entreprise dans la lutte contre le chômage, un tel dispositif d'incitation financière présente de nombreux avantages. Il est :

- équitable. Tout salarié employé ou cadre peut en bénéficier, (fût-ce avec un plafonnement) ;
- incitatif. L'écart de revenu net entre RMI et SMIC étant plus important, il y a une motivation accrue pour accepter de travailler ;
- attractif. Pour un salaire net horaire peu différent du brut on est reconnu et on bénéficie d'une couverture sociale complète. Le travail au noir devient moins attrayant ;
- flexible. Les taux et plafonds peuvent être ajustés en fonction des contraintes économiques ou sociales ; on ne touche ni au SMIC, ni à la durée légale du travail, ni aux prestations, bases de l'équilibre social. Des mesures d'accompagnement sont cependant à prévoir pour rendre le régime des heures supplémentaires cohérent avec l'esprit de la démarche.

L'idée est réalisable : les moyens informatiques facilitent un contrôle plus complexe de la durée du travail et des charges sociales à déduire. Le financement de la mesure peut se situer en partie dans une révision possible des plafonds de calcul des prélèvements et des taux.

Claude Mallard
Paris

LES ADMINISTRATEURS DU CRÉDIT LYONNAIS

La quasi-faillite du Crédit lyonnais est sans doute en France le plus grand scandale financier de ces cinquante dernières années. Le trou, qui n'a jamais été porté avec précision à la connaissance du public, varie selon les estimations entre 50 et 100 milliards de francs. Différents artifices comptables essaient de le minimiser, mais il restera en moyenne à la charge de chaque foyer fiscal français une somme d'environ 2 000 F.

Le Crédit lyonnais avait à sa tête - outre un président mégalo-mane, bardé de titres prestigieux - un conseil d'administration composé de gens « éminents » : inspecteurs des finances, hauts fonctionnaires, industriels... Normalement, les administrateurs sont responsables de leur gestion. Dans le cas du Crédit lyonnais, leur incurie grève lourdement le budget de l'Etat et par là même celui des Français. Pendant leur mandat ils ont bénéficié sûrement de nombreux avantages : tan-têmes, jetons de présence, voitures de fonction, etc. Sans vouloir aller jusqu'à les mettre collectivement en examen, ce qui serait le cas pour beaucoup de gens moins illustres, ne serait-il pas normal qu'ils rendent ce qu'ils ont perçu et versent une contribution symbolique pour avoir manqué à leur tâche. Ce serait de leur part un minimum de décence.

La politique de la camaraderie-énarque et du laisser-faire ne peut que décourager ceux qui dans leur entreprise prennent des risques et dont les moindres erreurs sont sanctionnées lourdement.

Jean Darde
Paris

on, appuie-toi sur France Télécom.
Le départ ils t'aideront à maîtriser les coûts
de jouer !

France Télécom met son expertise au service de la réorganisation de votre système d'information.

Une prise en compte de la dimension réseau
En travaillant très en amont avec vous et vos partenaires, France Télécom vous permet de prendre en compte la dimension réseau étendu dans la conception de vos applications, vous assurant ainsi une parfaite maîtrise des coûts.

Une expertise à votre service
Nous mettons à votre disposition des équipes dédiées, avec des compétences techniques confirmées et une réelle expérience de ce type de projet.

Une gamme complète de solutions
Avec Transrel® par exemple, France Télécom peut apporter une réponse adaptée pour tous types de flux et interconnecter vos réseaux locaux quels qu'en soient les protocoles et l'architecture. De plus, l'évolutivité de ces solutions garantit la montée en charge de vos applications.

Dans bien d'autres situations France Télécom peut vous accompagner. Pour en savoir plus, contactez votre Ingénieur Commercial ou le **01 71 05 23 01 15**



France Telecom

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Sophie et Jacques MILLON.
M^{me} Pierre-Jacques Pénicaud.
annoncent avec joie la naissance de

Martin.
Pierre, Gabriel, Cécile, Henri.
le dimanche 19 février 1995.

26, av. du Général-de-Gaulle.
70300 Alais.

Agathe et Victor BERNIER-MONOD.
Stéphane Michel, Alice Nilsoud.
ont la joie d'annoncer la naissance, le
23 février 1995, de leur cousin

Oscar MONOD.
45, St Sylvain et Nathalie.

Ses grands-parents,
M. et M^{me} Olivier Monod.
Le Château de la Mer,
1, avenue François-Terrier,
96150 Canaries.

Anniversaires de naissances

- Joyeux anniversaire
Annie.

Puisse-t-elle ne rester encore pendant
de nombreuses années.

Maman, Joëlle, Pierre,
Sœur, Pierre, Etienne, Eric.

Décès

- Josy et Pierre-Olivier AIX.
Et toute la famille.
ont la douleur de faire part du décès de

Bernard AIX.
médecin anesthésiste.
survenu en son domicile, le 12 mars 1995,
dans sa cinquante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 16 mars, à 15 heures, en l'église
de Gervey-Chamberin (Côte-d'Or), suite
de l'inhumation au cimetière de Ge-
vey-Chamberin.

1 rue, rue Castella,
92100 Boulogne.

- Le président et le secrétaire perpétuel,
Les membres de l'Académie nationale
de médecine.
ont la tristesse de faire part du décès de
leur très estimé confrère.

le professeur Raymond CAVIER.
officier de la Légion d'honneur,
membre de l'Académie nationale
de médecine.

survenu à Paris, le 13 mars 1995, à l'âge
de quatre-vingt-quatre ans.

THÈSES
Tarif Étudiants
65 F la ligne H.T.

- Les membres du laboratoire d'éth-
nologie et de sociologie comparative
(CNRS - université Paris-X-Nanterre),
ont la tristesse de faire part du décès de
leur collègue.

M^{me} Annie M. D. LEBRUE,
directeur de recherche au CNRS,
ancien directeur du laboratoire.
survenu le 12 mars 1995.

- Ahmed Baba Miske,
son épouse,
Laila Miske-Olivieri,
sa fille,
Meriem Ourida Abdesslam,
sa mère,
François Olivieri,
son père.

Toute la famille et tous ceux qui l'ai-
maient,
ont la douleur de faire part du décès de

Djamila Anne-Marie
OLIVIERI-MISKE.

survenue à Paris, le 11 mars 1995.

L'inhumation aura lieu le jeudi
16 mars, à 10 h 30, au cimetière du Père-
Lachaise à Paris.

46, rue de Verdun,
92120 Proisy.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

- M^{me} Jean Oudin.
Ses enfants.
ont la douleur de faire part du décès de

Jean OUDIN.

survenu le 1^{er} mars 1995.
L'incinération a eu lieu dans l'intimité.
4, rue Rollin,
75005 Paris.

Avis de messe

- Le président et les membres du bu-
reau de l'Association amicale des inspec-
teurs généraux,
ont appris avec tristesse le décès de

Geneviève MELIX,
inspecteur général
de l'éducation nationale,
ancien doyen des Lettres.

survenue le 3 février 1995.

Ses proches, ses amis et ses collègues
se réuniront, en son souvenir, le mardi
21 mars, à 18 h 30, en la chapelle de Sé-
sus-Enfant, 29, rue des Cases, Paris-7^e, où,
selon ses vœux, une messe sera célébrée.

46, rue de Verdun,
92120 Proisy.

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
45-66-77-13
Téléphone :
40-65-29-94
40-65-29-96

Messes anniversaires

- Une messe sera dite le jeudi 23 mars
1995, à 12 h 10, en l'église Saint-François-
de-Sales, rue Brémontier, Paris-17^e (métro
Wagram), à l'intention de

M^{me} Pierre LYS,
née Henriette Malgrat.

décédée le 15 mars 1994,
et du

professeur Pierre LYS.

son épouse,
décédée le 8 juillet 1979.

Anniversaires

- Il y a vingt ans, le 16 mars 1975.

Jacqueline de CROIX

partiel sur son dernier cheval et mourut.

- Le 16 mars 1986,

Florence,
ma fille chérie,

nous quitte.

« Elle n'a offensé personne, si ce
n'est par sa mort. »

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
nous prions de bien vouloir nous com-
muniquer leur numéro de référence.

- Il y a quatre ans, le 15 mars 1991.

Hugo HESSE.

nous quitte.

Que ceux qui l'aimaient se sou-
viennent.

Service religieux

- Les prières à la mémoire du

professeur Jacques SEBAOUN

seront dites le vendredi 17 mars 1995, à
18 heures, à la synagogue Copernic.

Communications diverses

- La Maison de l'habitat : 47-97-30-22.
Stages express individuels (moderne, baro-
que, sur place et à domicile).

Soutenances de thèses

- Comme Bouillier soutiendra sa thèse
sur « La genèse du socialisme en Alle-
mand et l'encadrement des femmes par le
pouvoir (1914-1932) », le samedi 18 mars, à
14 h 30, salle des thèses de l'université
Paris-VII-Denis-Diderot (tour centrale,
7^e étage). Jury composé des professeurs
Rita Thalmann (directrice de thèse), Di-
dier Heister, Marie-Claire Hooek-De-
marie, Michelle Perrot, Jacques Pournet.

AGENDA OFFICIEL

PRÉSIDENT

DE LA RÉPUBLIQUE

Vendredi 17 mars :

- 12 h 30 : le président de la Ré-
publique reçoit les ministres des
affaires étrangères du groupe de
Rio.

- 15 h 30 : le chef de l'Etat reçoit
les médiateurs nationaux, euro-
peens et africains.

PREMIER MINISTRE

Vendredi 17 mars :

Le premier ministre se rend dans
l'Yonne.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 13-
mardi 14 mars sont publiés :

● Sécurité sociale : un décret
précisant que les personnes ne re-
levant a priori d'aucun régime
obligatoire d'assurance maladie
sont affiliées provisoirement, dès
qu'elles en font la demande, au ré-
gime de l'assurance personnelle.

● Médicament : un décret sur
la pharmacovigilance (surveil-
lance des risques d'effets indési-
rables résultant de l'utilisation
d'un médicament) modifiant le
code de la santé publique en ce

qui concerne les médicaments dé-
rivés du sang et les autres médica-
ments d'origine humaine (lire
p. 13).

● Sécurité : un arrêté approu-
vant les modifications du règle-
ment de sécurité contre les risques
d'incendie et de panique dans les
établissements recevant du public.

● Education : un arrêté fixant
le nombre de contrats offerts en
1995 aux concours pour l'accès à
des listes d'aptitude aux fonctions
de maître ou de documentaliste
dans les établissements d'ensei-
gnement privés sous contrat du
second degré.

DISPARITIONS

William Fowler

Le créateur de la physique nucléaire

WILLIAM FOWLER, Nobel
de physique 1938 (avec Subra-
manyan Chandrasekhar) pour
ses travaux sur la structure
des étoiles et les processus
qui, en leur sein, donnent lieu
à la formation des éléments
chimiques, est mort mardi
15 mars à l'âge de quatre-
vingt-trois ans.

Un article intitulé « Synthèse
des éléments dans les
étoiles », publié en 1957,
l'avait rendu célèbre du jour
au lendemain au sein de la
communauté scientifique. En
coopération avec les astrophys-
iciens britanniques Margaret
et Geoffrey Burbidge et Fred
Hoyle, Fowler y posait les fon-
dements de la nucléosynthèse.

Il y décrivait la synthèse des
processus qui permettent la
fusion nucléaire à partir, de la-
quelle tous les éléments
chimiques présents dans les
étoiles peuvent s'y former à
partir de l'hélium et de l'hy-
drogène. Ces travaux, qui per-
mettent d'expliquer « pourquoi
les étoiles brillent et comment
elles cessent de briller » ont
nourri toute l'astrophysique
moderne.

Ao cours de plus de soixante
ans d'une brillante carrière,
William Fowler a eu l'occasion
de former de très nombreux
astrophysiciens venus du
monde entier dans son labora-
toire de Pasadena (Californie).

J.-P. D.

Costas Tsolakakis

Un communiste grec orthodoxe

COSTAS TSOLAKIS, chef de
file de la tendance ultra-ortho-
doxe du Parti communiste grec
(KKE), est décédé dimanche
12 mars à Athènes à l'âge de
soixante et onze ans à la suite
d'une attaque cardiaque, a ju-
diqué un communiqué du comité
central du KKE.

Né le 15 août 1923 à Epamoni,
près de Salonique, Tsolakakis était
le sixième enfant d'une famille
grecque réfugiée d'Asie Mineure.
Il entre au Parti communiste en
décembre 1942 et rejoint un an
plus tard l'ELAS, l'armée de la ré-
sistance grecque, dans laquelle il
combattait les troupes italiennes
et allemandes. Après l'armistice,
il sera « colonel » dans l'armée
démocratique (communiste) et
participera comme commissaire
politique, sous le pseudonyme de
« Yannis », à la lutte contre les
troupes régulières, s'illustrant

notamment dans les batailles de
Grammos et de Vitsis (nord-
ouest), où il sera trois fois blessé.

A la fin de la guerre civile
(1946-1949), il se réfugiera en
URSS et dans d'autres pays du
bloc de l'Est, en Roumanie, Bul-
garie et Hongrie, où il s'occupera
de l'organisation du KKE. Il sera
membre du comité central du
parti de 1961 à 1991, et membre
du bureau politique de 1969 à
1991.

Il reviendra s'établir en Grèce
en 1975, un an après la chute de
la dictature des colonels (1967-
1974) et la légalisation du KKE.
Aligné sur Moscou, il se félicite
de l'entrée des troupes sovié-
tiques à Prague en août 1968.
Communiste « pur et dur », il
condamna les ouvertures de
Mikhaïl Gorbatchev.

D. K.

MAIRIE DE PARIS

La Mairie de Paris et l'Etudiant organisent le

SALON DE L'ETUDIANT

Bien choisir ses études et son métier

PARIS
Grande Halle de la Villette
Porte de Pantin
Les 16/17/18 et 19 mars 1995

15^e Salon du
Livre
17-22 Mars 95
Paris Porte de Versailles

Matinée réservée
aux libraires
lundi 20 mars
9h30 - 12h30

Invité d'honneur :
L'Espagne
EDITION

5^e Salon
de la Revue
Espace
Multimédia
Salon
des Métiers
du Livre

Tous les jours
10h - 19h
Nocturne
mardi 21 mars
jusqu'à 22h

Prix d'entrée
jumelé avec
SAGA et
MUSICORA : 30 F

Renseignements : OIP : 62, rue de Miramont - 75008 Paris
Tel : (1) 49 33 21 00 - Fax : (1) 49 33 21 88 - Minitel 3616 SALONS & LIVRE

Retrouvez tous les jours
les pages « Entreprises »
du nouveau Monde

Pour ne manquer aucun rendez-vous :

ABONNEZ-VOUS !

Par courrier : votre bulletin d'abonnement est dans
la page « Agenda » de ce numéro.

Par téléphone : au (1) 49.60.32.90 de 8 h 30 à 17 heures
du lundi au vendredi.

Par MINTEL : sur 3615 LEMONDE

LE MONDE
diplomatique

Mars 1995

- **CRISE FINANCIÈRE** : Haute panique, par Ignacio Ramonet. - Défense et illustration de la dictature des marchés, par François Chesnais. - Au carnaval des prédateurs, par Christian de Brie. - Spéculation immobilière et crise du logement, par Ibrahim Warde.
- **ALGÉRIE** : Persistante impasse militaire, par Bruno Cellier de Salles. - Le Fonds monétaire au secours du régime, par Lyes Si Zoulik. - Des médias modifiés (L. S. Z.) - Document : le texte intégral de la plate-forme de Rome.
- **TURQUIE** : Ankara piétine aux portes de l'Union européenne, par Michel Verrier. - « Terre brûlée » au Kurdistan, par Jean-François Pérouse.
- **AUTRICHE** : Les fissures d'un « modèle », par Brigitte Patzold.
- **RUSSIE** : Groszy, tombeau de la Fédération de Russie ? par Nina Bachkatov.
- **AMÉRIQUE LATINE** : Misérable conflit entre le Pérou et l'Équateur, par Pablo Paredes.
- **COMMUNICATION** : Main basse sur les médias, par Patrick Pajon. - Litiges électorales par temps de crise, par François Bruze. - Tyranne des sondages, par Emmanuel Souchier et Yves Jeanneret.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

هكذا من راصد

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 16 MARS 1995

SAUVETAGE Schneider décide de fusionner avec sa filiale Spie Batignolles, afin de renflouer cette dernière. Pour des raisons fiscales et juridiques, c'est la filiale qui va ab-

sorber la maison mère. ● **LES RÉSULTATS CATASTROPHIQUES** du groupe de BTP (810 millions de francs de pertes en 1994) sont dus à ses déboires immobiliers dans un

marqué où la reprise se fait toujours attendre et à des litiges sur des grands contrats. En dépit de ces piètres performances, Schneider annonce un résultat net consolidé en

hausse de 70 % ● **LES MINORITAIRES** de Spie Batignolles pourront céder leurs actions à l'occasion d'une OPA préalable lancée par Schneider courant avril, au prix de

227 francs par action. ● **ABOUTISSEMENT** d'une restructuration entamée en 1992, cette opération correspond également, de la part de la direction, à un constat d'échec.

Spie Batignolles, filiale de Schneider, va absorber sa maison mère

Pour ne pas heurter les actionnaires minoritaires de la société de bâtiment et travaux publics, Schneider leur proposera, au préalable, de racheter leurs titres

LES CONSEILS D'ADMINISTRATION de Schneider et de sa filiale de bâtiments et travaux publics Spie Batignolles, réunis le 14 mars 1995, ont décidé de fusionner leurs sociétés. Schneider vole ainsi au secours de sa filiale au bord du gouffre, qui a accumulé 2,25 milliards de francs de pertes entre 1991 et 1994. Schneider aurait dû la recapitaliser dès 1993 si, par un tour de passe-passe, elle n'avait pas révalué cette année ses actifs industriels, notamment ceux de la sous-filiale Spie-Trindol, pour un montant de 550 millions de francs. La manœuvre lui avait évité d'avoir des capitaux propres négatifs. En 1994, il n'est plus possible de reculer, Spie Batignolles affichant une perte colossale de 810 millions de francs.

Conformément aux informations publiées dans *Le Monde* daté du 5-6 mars, c'est Spie Batignolles, filiale à 60 % de Schneider, qui va absorber sa maison mère. Les actionnaires de Schneider recevront deux actions Spie Batignolles pour une action Schneider. Le maintien de l'entité juridique Spie Batignolles permettra de récupérer les déficits fiscaux accumulés par le groupe de BTP et de réaliser une économie d'impôt de l'ordre de 600 millions de francs. Ces déficits auraient été perdus si Schneider avait absorbé sa filiale. Ensuite, le maintien de l'entité juridique Spie Batignolles facilitera la poursuite de nombreux contrats signés par le groupe de BTP et permettra de conserver les droits attachés sur les litiges en cours. Préalablement à la fusion, les activités opérationnelles, hors immobilier, de Spie Batignolles auront été filialisées dans une nouvelle société qui reprendra le nom de Spie Batignolles SA. A

l'issue de la fusion, l'ancienne structure juridique Spie Batignolles prendra le nom de Schneider.

Didier Pineau-Valencienne, président de Schneider, achève ainsi la restructuration financière de son groupe, entamée en 1992 lors de la fusion de Schneider avec sa filiale Merlin-Gérin, puis avec son holding de contrôle, la Spép. L'objectif est de ne détenir plus qu'une seule société cotée, Schneider, qui contrôle à 100 % des filiales opérationnelles, spécialisées par métier. La manœuvre permet au groupe électrique de jouer d'une forte liquidité boursière susceptible d'attirer les investisseurs. Il devient moins opéable car plus coûteux à racheter. Enfin, sa direction peut dégager des synergies industrielles, organisationnelles et financières entre les différentes filiales du groupe sans avoir à se soucier des actionnaires minoritaires.

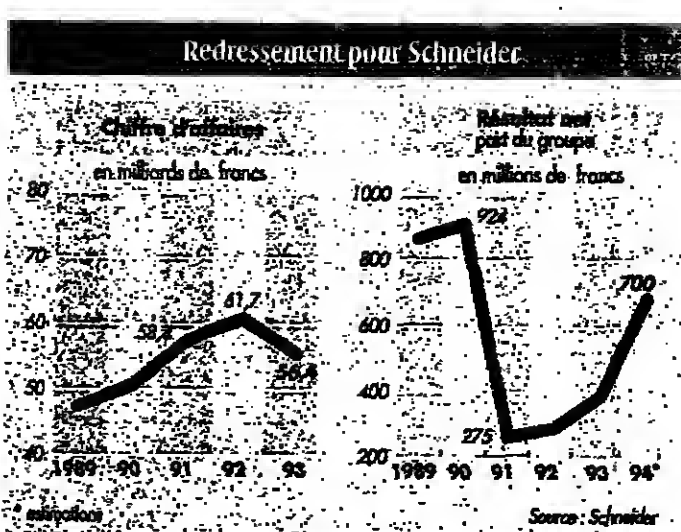
OPA SIMPLIFIÉE

Toutefois, le groupe présidé par Didier Pineau-Valencienne n'a pas voulu prendre le moindre risque de heurter ses actionnaires, qu'ils soient investisseurs dans Schneider ou Spie Batignolles. Les déconvenues avec les minoritaires belges des filiales Cominhes et Cofibel hantent encore les esprits. Préalablement à la fusion, et sur les conseils de la commission des opérations de Bourse, Schneider a donc décidé de laisser aux actionnaires une possibilité de sortir de Spie Batignolles en recevant des liquidités. Schneider va donc lancer, courant avril, une offre publique d'achat (OPA) simplifiée sur Spie Batignolles au prix de 227 francs l'action. Le prix ne peut pas être à la baisse, il est fixé, conformément à la loi sur les OPA, à la moyenne des cours de Bourse (pondérés par le volume des transactions) des soixante dernières séances boursières. Cette précaution est d'autant plus indispensable que le cours de Spie Batignolles, tombé à 135 francs vendredi 10 mars, avait sa suspension de cotation, avait atteint courant 1994 un plus haut à 529 francs.

Surtout, si les deux groupes avaient fusionné directement, il aurait fallu valoriser Spie Batignolles selon le critère de l'actif net réévalué, qui ne dépasse pas 150 francs par action. A un tel prix, les actionnaires de Spie Batignolles se seraient sentis spoliés. « Le mar-

ché ne voulait pas comprendre que l'action Spie Batignolles était surévaluée », explique Jean-Claude Perrin, directeur général de Spie Batignolles. De plus, ce critère d'actif net s'applique difficilement à des sociétés comme Spie Batignolles, dont l'actif net peut dépendre très fortement de la reprise ou non du secteur immobilier ainsi que de l'issue de quelques grands contrats qui font l'objet de litiges.

Schneider n'entend toutefois pas déboursier 450 millions de francs pour racheter les 40 % de Spie Batignolles dans le public. Pour que les actionnaires de Spie Batignolles n'apportent pas leurs titres à l'OPA, Didier Pineau-Valencienne leur garantit un cours de Bourse minimal de 262 francs dans deux ans, soit une progression de 7,5 % par an par rapport aux 227 francs de l'OPA. Si ce cours n'est pas atteint, le groupe Schneider remboursera aux anciens actionnaires de Spie Batignolles la différence



Par rapport à 1993, le résultat de Schneider a progressé de 70 %. Pour la première fois, les pertes de sa filiale Spie Batignolles.

entre le cours de Bourse de l'action et les 262 francs promis. Ce droit sera matérialisé par un « certificat de valeur garantie », qui sera coté. « L'actionnaire a intérêt à ne pas apporter ses titres à l'OPA », précise Jean-Claude Perrin. Si cela était le cas, Schneider ne paierait pas 227 francs des titres d'une société dont la situation nette est négative. Son bilan ne sera pas gonflé par des survalueurs supplémentaires.

Le groupe Spie Batignolles affirme que ses comptes 1994 sont enfin nettoyés. Ainsi, dès 1995, les activités opérationnelles de Spie Batignolles devraient avoir une contribution positive au résultat opérationnel de Schneider. « Les actionnaires de Schneider n'auront plus de mauvaises nouvelles venant de l'immobilier de Spie Batignolles », conclut Jean-Claude Perrin.

Arnaud Leparmentier

Le groupe veut tourner la page de l'immobilier

C'EST LA FIN d'une longue marche, assure le groupe en présentant, sous son meilleur jour, l'absorption de Schneider par sa filiale à 60 %, Spie Batignolles. Mais c'est aussi un constat d'échec.

La longue marche, c'est celle entamée en 1981, lorsque, après une décennie de croissance mal maîtrisée, le baron Edouard-Jean Empain abandonne le contrôle de son groupe à des investisseurs français. Schneider n'est alors qu'un conglomérat disparate - de l'électromécanique à la machine-outil, des mines d'uranium aux skis Dynamic, des vêtements Fusipal à l'horlogerie Jazzi -, dans lequel l'audacieux demandeur du nouveau PDG, Didier Pineau-Valencienne, détecte 80 milliards de francs de pertes potentielles pour 40 milliards de chiffre d'affaires.

TROIS PDG EN TROIS ANS

Débutent alors les cessions d'actifs non stratégiques, les crises violentes dans les chantiers navals et la sidérurgie, et surtout le naufrage de la filiale Creusot-Loire. Le groupe, parallèlement, se reconstruit, investit dans le domaine électrique, avec l'acquisition de Télémécanique en France (1988), de Square O aux États-Unis (1991) et le renforcement de son contrôle dans Merlin Gerin. Un recentrage suivi d'une simplification des structures, dont les dernières étapes sont la fusion de Schneider avec Merlin Gerin et Spép, la constitution de Schneider Electric SA par fusion de Merlin Gerin et Télémécanique.

Voilà pour la longue marche. L'erreur, ce sera celle d'une diversification hasardeuse de

Spie Batignolles. Née en 1968 de la fusion de la Société de construction des Batignolles avec la Société parisienne pour l'industrie électrique, la filiale de bâtiment et de travaux publics découvre la promotion immobilière à la fin des années 80, quand sous l'effet de la spéculation, le marché s'emballe. Spie Batignolles se lance alors dans l'immobilier de loisirs, ouvre des programmes d'appartements à la mer comme à la montagne, crée même une filiale, Spie-Tourisme, spécialisée dans la gestion de lits, qui lui vaut aujourd'hui de se classer au troisième rang du secteur, derrière Pierre & Vacances et Maeva.

Fatale erreur qui vaut à l'entreprise de changer trois fois de PDG en trois ans. Georges de Buffevient démissionne en 1991. Claude Copin, au bord de la retraite, remplace pour trois ans, avant de céder la place, en février, à Daniel Melin, qui dirigeait jusque-là Schneider Electric. La diversification vaut à Spie Batignolles de plonger dans le rouge en 1991, pour la première fois de son histoire. La perte, alourdie encore par les frais induits par les contentieux sur les pipe-lines HB en Inde et du Cayo en Colombie, s'élève à 952 millions de francs.

Elle est encore de 274 millions de francs en 1992 et de 215 millions en 1993, malgré un désengagement de la promotion immobilière et des cessions d'activités qui ramènent le chiffre d'affaires du groupe à 21,6 milliards de francs en 1991 à 18,2 milliards en 1993 et 17 milliards l'an dernier. La décision d'apurer une fois pour toutes les comptes conduit Spie Batignolles à afficher 810 millions de francs de pertes en

1994, dont 440 millions de provisions supplémentaires sur des engagements immobiliers (déjà provisionnés à 42 %) auxquelles sont venues s'ajouter 330 autres millions de provisions sur les contrats litigieux. Impossible donc d'échapper à la recapitalisation. Donc à la fusion, puisque Schneider ne voulait - ne pouvait - pas payer.

MAUVAIS SOUVENIR

Fusion... mais pas disparition, les activités de Spie Batignolles étant au préalable filialisées puis rattachées à une nouvelle société reprenant le nom du groupe actuel. « Spie Batignolles n'éclate pas », précise son PDG, Daniel Melin, qui devrait rester à sa tête. L'image du groupe est solide. Sa réputation aussi. Il ne faut en rien l'amoindrir. Notre projet est bien de donner à nos différentes activités les moyens de leur développement et de leur croissance.

Les moyens ? « Le montage est essentiellement financier », poursuit M. Melin. Après la fusion, le - lourd - fardeau financier ne des grands litiges et des programmes immobiliers sera porté par Schneider. Mais les activités opérationnelles elles-mêmes, installation électrique, construction on génie civil, se retrouveront à l'identique dans la nouvelle entité. « Le périmètre de nos métiers ne change pas. » Le nouveau groupe, en revanche, poursuivra sa politique de recentrage et de désengagement de l'immobilier. Si cette stratégie aboutit, la diversification ne sera alors plus qu'un mauvais souvenir.

Pierre-Angel Gay

Spie, une société lourde à porter

- Chiffre d'affaires 1994 : 17 milliards de francs.
- Résultat 1994 : perte de 810 millions de francs.
- Pertes cumulées sur quatre ans : 2,2 milliards de francs.
- Effectifs : 30 000 salariés.
- Activités : électricité et nucléaire, systèmes automatisés et installations électriques (54 % du chiffre d'affaires) ; génie civil et construction (41 %) ; oléoducs (5 %).

La Compagnie de Suez s'inquiète de l'entrée en force de la BNP dans son capital

LA BANQUE NATIONALE OE PARIS (BNP) devrait annoncer, dans les prochains jours, avoir franchi le seuil des 5 % dans le capital de la Compagnie de Suez. Michel Pébereau, le président de la BNP, et Gérard Worms, celui de Suez, se sont rencontrés, mardi 14 mars en fin de journée. On considère diplomatiquement chez Suez que les intentions de la BNP ne peuvent pas être considérées comme hostiles, au moins jusqu'à cette limite de 5 %. Au-delà, il en irait autrement... Or, selon de nombreuses sources boursières, la banque dirigée par M. Pébereau aurait acquis au cours des dernières semaines, en plus de ses 5 %, des options d'achat portant au moins sur 2 % des actions Suez et exerçables jusqu'à la fin du mois de juin. En levant ses options, la BNP deviendrait le premier actionnaire de Suez devant l'UAP, qui détient un peu moins de 7 % de son capital. C'est seulement en juillet que la position réelle de la BNP sera connue. Le mois idéal pour les grandes manœuvres boursières, les OPA (offres publiques d'achat) et les OPE (offres publiques d'échange).

Officiellement, il ne s'agit pour la BNP que d'un simple placement financier. Même si, pour la plupart des observateurs, la banque, privatisée en septembre 1993, a tout

intérêt à se rapprocher d'Indosuez, la filiale bancaire de Suez. Même rue d'Asstorg à Paris, dans les bureaux de la Compagnie de Suez, on reconnaît « qu'il y a une certaine logique à adosser une banque d'affaires à une grande banque de réseau ». Pour les analystes financiers, il y a des synergies évidentes entre les deux banques. « Indosuez est très présente en Asie et sur les marchés fi-

« Ce n'est pas en montant dans le capital qu'on se donne le droit de prendre un objet dans la vitrine », prévient-on au siège de Suez

nançiers, là où la BNP est faible et va mettre des années à rattraper son retard sur la Société générale », explique l'un d'entre eux. « Ce n'est pas en montant dans le capital qu'on se donne le droit de prendre un objet dans la vitrine », prévient-on pourtant rue d'Asstorg. Un objet dont la valeur est estimée à au moins 12 milliards de francs. Mais Suez est faible.

La fragilité de son tour de table et de la position de son président, Gérard Worms, ne sont pas une chose nouvelle. Les rumeurs de

ramassage en Bourse, de projets d'OPA puis de démantèlement du « conglomérat » Suez se sont succédé au cours des dernières années. Plus particulièrement en 1993, quand l'UAP et Suez étaient en conflit ouvert au sujet de leur filiale commune d'assurances, Victoire. M. Worms a fini par reconnaître à demi-mot qu'il était bien sous la menace d'une attaque boursière, menée conjointement

par la BNP et l'UAP. Les deux maisons, liées par des participations croisées, avaient projeté, une fois privatisées, de mener une OPA sur Suez si l'UAP ne parvenait pas à ses fins, c'est-à-dire à acquérir la filiale allemande de Victoire, Colonia. Cette opération fut finalement réalisée en octobre 1993.

Aujourd'hui, la situation est différente : la BNP et l'UAP sont désormais des établissements privés, et les autres principaux actionnaires de Suez, Elf Aquitaine (3 %) et Saint-Gobain (5,5 %) semblent

sensibles aux thèses de la BNP. De plus, cette dernière a des relations capitalisées avec Elf, dont elle détient 4 % du capital, et Saint-Gobain, dont elle possède 3,6 % des titres. Il ne faut pas négliger non plus les liens de personnes. Michel Pébereau est proche, politiquement et par sa formation d'inspecteur des finances, de Jacques Friedmann, le numéro un de l'UAP et de Philippe Jaffré, le patron d'Elf. Quant à Jean-Louis Beffa, le président de Saint-Gobain, après avoir été un des alliés de M. Worms, il est aujourd'hui très critique à son égard. Les relations dégradées depuis 1993. Tout est motif à contestation pour M. Beffa : les pertes de la compagnie, la gestion du dossier Victoire et celle des participations dans Accor (12,5 %) et dans la Lyonnaise des eaux (20 %).

Si les principaux actionnaires de la Compagnie sont sévères à l'égard de son président, cela ne veut pas dire qu'ils acceptent un démantèlement du groupe, et encore moins qu'une OPA de grand style puisse être lancée demain contre Suez. De fait, une OPA, selon la législation boursière en vigueur, c'est-à-dire portant sur la totalité du capital, ne paraît pas vraisemblable. Son coût, supérieur à 40 milliards de francs, semble

exorbitant. Seul un grand groupe étranger en aurait les moyens, mais se heurterait à l'ensemble des actionnaires français et se trouverait engagé alors dans une surenchère très coûteuse.

L'hypothèse d'une OPE semble plus réaliste. La BNP échangerait ses propres actions contre celles de Suez, mettrait la main sur Indosuez et Sofinco, la filiale très rentable de crédit à la consommation de Suez, et vendrait ensuite l'essentiel des participations industrielles et la Société générale de Belgique (SGB). Un schéma séduisant sur le papier mais difficile à mettre en œuvre. Il faudrait non seulement convaincre les actionnaires de Suez qu'ils ont intérêt à l'opération, mais éviter les turbulences politiques, notamment en Belgique, avec le changement de contrôle de la SGB.

Chez Suez, on ne retient pas cette hypothèse comme le plus plausible, on se prépare pourtant à y faire face. Certains évoquent même l'idée d'une vente rapide d'Indosuez afin de priver l'éventuel assaillant de sa proie désignée. Mais là aussi, il faudrait convaincre les actionnaires présents au conseil d'administration. En tout cas, la stratégie de M. Worms, qui a consisté à « nettoyer » entièrement les comptes de Suez des risques immobiliers,

quitte à afficher une perte historique de 4,7 milliards de francs en 1994 (*Le Monde* du 2 mars), semble aujourd'hui plus claire. Il est certes très affaibli, mais il l'aurait été encore plus, lors de l'assemblée générale de juin, s'il avait dû annoncer des résultats très modestes, sans espoir à court terme d'un redressement de la rentabilité. Cette fois, Gérard Worms peut se placer dans une perspective plus crédible de retour à des bénéfices importants dès 1995. Cela sera-t-il suffisant pour qu'il conserve la présidence de la Compagnie ?

En montant en puissance dans le capital de Suez et à défaut de grandes manœuvres, la BNP met « le pied dans la porte » pour peser sur l'évolution de la stratégie et du périmètre de Suez. C'est en prenant 33 %, en 1989, de l'assureur Victoire, filiale de Suez, que l'UAP s'était donné, au prix fort, le moyen de prendre le contrôle en 1993 de la filiale allemande de Victoire. M. Pébereau peut attendre, prendre date et parier sur le redressement des cours de Suez. Il aura réalisé alors l'opération financière annoncée. Il le peut d'autant plus que la question de l'avenir d'une banque d'affaires moyenne comme Indosuez est aujourd'hui sur la place publique.

Eric Leser

La sidérurgie publique italienne rachetée par le groupe Riva

Cette vente marque la reprise des privatisations

ROME
Correspondance
L'assemblée des actionnaires de l'IRI a formellement donné son feu vert, mardi 14 mars, à la vente de l'Ilva Laminati Piani (ILP), le cœur de la sidérurgie publique, qui emploie 20 000 personnes. Le conseil d'administration du conglomérat d'Etat avait accueilli favorablement, le 1^{er} mars, l'offre avancée par Fire Finanziaria, société du groupe privé italien Riva. L'accord a été conclu sur la base de 2 500 milliards de lires (environ 7,7 milliards de francs) et correspond à une évaluation globale de 4 000 milliards de lires, compte tenu des dettes qui seront assumées par l'acquéreur. Une page est tournée : ce sont les célèbres établissements de Taranto, dans les Pouilles – la plus grande aciérie d'Europe, une des plus importantes au monde –, ceux de Novi Ligure et quelques autres sites de moindre importance qui sont privatisés. A la suite de cette opération, le groupe de l'entrepreneur milanais – réputé pour sa discrétion, Emilio Riva enonce avec modestie son titre de *ragioniere*, c'est-à-dire expert-comptable – devient un colosse de l'acier sur le plan européen. En ajoutant les 8 500 milliards de lires de chiffre d'affaires de l'ILP aux 3 350 milliards qu'il réalisait déjà, le groupe Riva se place pratiquement à égalité avec British Steel, derrière Usinor-Sacilor et devant son concurrent italien Luigi Lucchini, qui s'était porté acquéreur de l'ILP en formant un consortium avec Usinor. Une excellente performance pour un groupe né en 1957.

La décision de l'IRI a un caractère historique puisqu'elle sonne pratiquement la fin de l'acier d'Etat. Il ne restera plus dans ce secteur public que Dalmine, société spécialisée dans la production de tuyaux, pour laquelle deux tentatives de vente ont échoué. L'aventure de la sidérurgie d'Etat – commencée en 1937 avec la création de l'Insider – est donc destinée à se conclure. Elle aura duré près de soixante ans et coûté des sommes fabuleuses au contribuable italien tout en représentant le moteur essentiel de l'industrialisation du pays. En 1988, la restructuration de l'acier public avait donné naissance à Ilva, mais les pertes avaient continué de plus belle et engendré un conflit permanent entre Rome et Bruxelles.

Cette décision de l'IRI, poussée par la Commission européenne qui avait indiqué comme date limite de la privatisation le 31 décembre 1994, marque un point important pour le gouvernement de Lamberto Dini. Le calendrier des privatisations, malgré l'instabilité politique et la précarité de l'actuel exécutif, est relancé après le ralentissement de la période du gouvernement Berlusconi. La semaine dernière, M. Dini avait pu annoncer que des offres avaient été faites pour l'acquisition de la STET, le groupe de télécommunications. Mardi 14 mars, le Sénat approuvait d'ailleurs la constitution de l'autorité appelée à veiller sur les services publics, un instrument indispensable pour poursuivre le programme de privatisations.

Salvatore Alois

Les grandes entreprises multiplient les accords d'aménagement du temps de travail

Les partenaires cherchent à concilier flexibilité et maintien de l'emploi

Le temps de travail est devenu un élément majeur de la négociation d'entreprise. La loi quinquennale sur l'emploi a facilité un mou-

vement commencé dans les années 80. Thème central de ces négociations : l'accroissement de la flexibilité en échange d'une garantie du

maintien de l'emploi. Mais les aménagements sauvages dans certaines PME rendent les salariés méfiants.

CONFIRMATION du passage aux trente-cinq heures dans la métallurgie allemande, publication par le patronat français de la métallurgie de ses propositions visant à supprimer toute durée légale du temps de travail (*Le Monde* du 18 février) et même annonce d'une candidature à l'élection présidentielle sur le seul thème de la semaine de quatre jours : ces trois informations publiées à moins de quarante-huit heures d'intervalle prouvent que le temps de travail est au cœur de l'actualité sociale.

D'ores et déjà, ce thème est un sujet de négociation majeur au sein des entreprises. Sur les 6 122 accords signés en 1993, 2 705 portaient sur la durée et l'aménagement du temps de travail. En facilitant le travail à

temps partiel et l'annualisation du temps de travail, la loi quinquennale sur l'emploi de décembre 1993 a accéléré le mouvement tout en soulignant de nouvelles questions.

Ainsi, pour supprimer 359 emplois en recourant le moins possible aux licenciements, la direction de Vestra (confection) propose de généraliser aux 1 400 salariés le temps partiel individualisé. « Une ouvrière actuellement au SMIC touchera à peine plus que le RMI si elle passe à mi-temps », font observer les syndicats. « Cela nous paraît moins brutal que la destruction d'emplois », rétorque la direction.

La CFDT vient d'analyser 208 accords signés ces dernières années. Selon elle, 50 % d'entre eux concernent la sauvegarde de l'em-

ploi (Biscuiterie nantaise, Bull, Thomsco, de nombreuses banques...), 10 % portent sur des aménagements sans objectif direct sur l'emploi (Peugeot envisage actuellement de modifier les dates de fermeture de ses usines l'été) et 40 % visent à créer des emplois. Parmi les cas les plus spectaculaires : le Crédit agricole (1 200 emplois créés) et Hewlett-Packard (120 emplois). Principal levier de la création d'emplois, la mise en place de prétraitements progressifs, compensés par l'embauche de jeunes, est aujourd'hui largement utilisée : 16 000 personnes sont entrées dans ce dispositif en 1994 contre 8 800 en 1993. Plus originaux, certains accords, comme celui de la Banque directe, prévoient davantage de flexi-

bilité en contrepartie de créations d'emplois. Eusei (restauration collective) vient ainsi de signer une charte pour l'emploi avec trois syndicats (CFDT, CGC, FO) qui optimisent l'organisation du travail, tout en réduisant le temps de travail et en maintenant le volume global de l'emploi grâce à des embauches à temps partiel. Idea, longtemps décrié pour ses ouvertures dominicales sauvages, vient également de signer un accord novateur qui associe réduction du temps de travail et flexibilité. Même le compte d'épargne-temps sort des limbes (quinze accords prévoient sa mise en place).

Les entreprises n'ont pas attendu la loi quinquennale pour adapter les horaires à leurs besoins. Depuis sa promulgation, le ministère du travail ne recense d'ailleurs qu'une trentaine d'entreprises ayant utilisé les possibilités d'annualisation (Jean Lefebvre-Pays de la Loire, Salomon, Kodak...), de travail intermittent ou d'aide à la réduction collective du temps de travail (Brioches Pasquier). Si les employeurs ont besoin de davantage de souplesse, comme le prouve l'essor des contrats dits atypiques (en dix ans le nombre d'intérimaires et salariés à temps partiel a doublé), la loi sur l'emploi n'a donc fait que faciliter un mouvement qui n'en est qu'à ses prémices. Si les syndicats parviennent à peu près à le contrôler là où ils sont implantés, les abus constatés dans certaines entreprises de services ou dans les PME pourraient néanmoins rendre les salariés hostiles à une forme de flexibilité qui, a priori, aurait pu les séduire.

Frédéric Lemaître

F.L.

COMMENTAIRE RADICALE MÉTALLURGIE...

Les récentes propositions du patronat de la métallurgie visant à supprimer toute durée légale du travail (*Le Monde* du 18 février) ont provoqué un tollé syndical. Faire de la durée du travail un simple élément du contrat de travail en dehors de toute contrainte juridique au conventionnelle est à première vue choquant. Ces réflexions entrent dans le droit fil de la pensée libérale, qui tente de réduire le rôle de la loi et des garanties collectives pour leur substituer une relation quasi commerciale entre l'employeur et chaque sala-

rié. On peut néanmoins se demander si ces idées sont opérationnelles. Les employeurs ne se plaignent plus du manque de souplesse, mais de la complexité de la législation. Les entreprises qui gèrent déjà difficilement leurs plannings n'auraient rien à gagner à une individualisation des horaires. Celle-ci semble d'ailleurs moins s'imposer que l'on prône désormais le travail en équipes. Ce n'est pas un hasard si aucun pays occidental n'a abandonné les notions de travail à temps plein et d'heures supplémentaires.

En fait, à l'heure où resurgissent les débats sur la réduction collective du temps de travail, l'Union des Industries métallurgiques et minières (UIMM) a sans doute voulu allumer un contre-

feu en proposant, sans chiffrer les créations d'emplois potentielles, ce qui ressemble fort à une réduction individualisée de ce temps de travail. Ce faisant, elle court un double risque : défendre une politique sociale qui se situe aux antipodes de celle de son homologue allemande et, si l'on pousse sa logique jusqu'au bout, avoir à justifier son existence dans le domaine social. Reste qu'en préconisant une mesure qui met fin au salariat tel que nous le connaissons, nul ne peut exclure que l'UIMM ait pris une longueur d'avance dans l'analyse de l'évolution de la nature du travail. Derrière le salaire différencié se profilerait le travail écarté.

COMMUNICATION

L'AFP toujours à la recherche d'une stratégie

Son chiffre d'affaires progresse, mais l'agence a du mal à se positionner face au développement de nouveaux produits par ses concurrents

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis longtemps l'Agence France-Presse (AFP) a retrouvé l'équilibre. Le conseil d'administration a approuvé le 14 mars les comptes de 1994, qui affichent un léger excédent de 432 000 francs, pour un chiffre d'affaires de 1,138 milliard de francs, en hausse de 6,5 % par rapport à 1993, année où l'agence enregistrait encore une perte de 16,9 millions de francs. Ce résultat est l'aboutissement d'un plan de restructuration quadriennal, mis en place en 1990 par le PDG d'alors, Claude Moisy, et poursuivi par son successeur, Lionel Fleury. Celui-ci souligne que ce « plan de restructuration ne s'est pas accompagné de fermetures de bureaux », de nouveaux ayant été ouverts à Barcelone, Francfort, Milan, Zagreb, Gaza et Shanghai.

Les représentants syndicaux au conseil d'administration remarquent que « ce retour à l'équilibre résulte en grande partie des coupes pratiquées dans les effectifs ». Les syndicats attirent également l'attention sur la gestion des filiales. Enfin, les comptes de l'AFP ont bénéficié du taux de change favorable du dollar.

Dans un communiqué, la direction explique que « la période entamée nécessite maintenant un travail de profondeur : élaboration d'un projet rédactionnel, meilleure gestion des hommes, développements techniques et commerciaux pour adapter produits et services de l'AFP aux médias actuels et émergents ». Le prochain conseil d'administration, au mois de mai, sera consacré « aux réalisations et aux projets ». Pierre Lemoine, directeur général adjoint, travaille à l'élaboration de ce projet rédactionnel. Yvan Chemla, nommé directeur de l'information après le limogeage de Georges Bianchi en décembre 1994 (*Le Monde* du

2 janvier), devrait prendre ses fonctions début avril. La direction vient de nommer récemment Gilbert Grellet comme directeur régional de l'Europe-Afrique. Michel Garin le remplace à la direction commerciale.

MALAISE DE LA RÉDACTION

Cette réorganisation et le mauvais résultat budgétaire interviennent après de récents conflits sociaux. Une grève à la suite du projet de régionalisation du desk Amérique latine en octobre et une grève de trois semaines des employés en janvier et février (*Le Monde* daté 5-6 février) ont affaibli l'image de la direction, tandis que le malaise grandit dans la rédaction. Un récent rapport sur « la gestion des compétences et la mobilité » juge « trop faible l'objectif de recrutement de dix jeunes journalistes par an » prévu par la direction. Il souligne son inquiétude devant la pyramide des âges : seulement 10 journalistes francophones ont moins de trente ans et 229 (47 %) ont entre quarante et cinquante ans.

Un bureau de la Société des journalistes devait se constituer

L'avance de Reuter

En dépit de sa bonne image de marque, l'AFP reste financièrement très faible face à sa principale rivale, la britannique Reuter. Appartenant au groupe de communication financière Reuters Holdings, l'agence a affiché en 1994 un chiffre d'affaires de 2,31 milliards de lires (environ 18,5 milliards de francs), en augmentation de 23 % par rapport à celui de 1993. Reuter a fait le choix de l'information économique et financière sur écran dans les années 70, ce qui lui permet aujourd'hui de contrôler plus de la moitié du marché mondial des informations financières en temps réel.

Alors que l'AFP débute dans la télévision, Reuter y a fait son entrée au début des années 80, grâce à ses fortes capacités d'investissement. L'AFP tire plus du tiers de ses recettes des abonnements souscrits par des médias français ou étrangers (33 %), un secteur très éprouvé par la crise, alors que Reuter ne réalise que 6 % de son chiffre d'affaires avec les journaux, radios et télévisions.

mercredi 15 mars. Une lettre de décembre annonçant la relance de cette organisation dénonçait la politique de la direction : « L'AFP stagne face à la concurrence et tarde à définir sa stratégie dans les domaines essentiels (télévision, multimédias, grands serveurs, etc.) où ses deux grands concurrents (Reuter et AP) se sont déjà investis (...). » La direction ne propose pas « un projet de développement capable d'obtenir l'adhésion des journalistes ». La télévision est l'un des axes de ce développement. Est-elle indispensable à une agence de presse ? « Oui », répond Pierre Lemoine. L'AFP en a-t-elle les moyens ? « Non », répond le directeur général adjoint de l'agence. Difficile pour l'AFP de sortir de ce dilemme. « On ira à petits pas, prudemment, explique-t-il, toute autre démarche serait suicidaire. » « On va annoncer un projet au MIP-TV au début du mois d'avril », précise Lionel Fleury. Une telle diversification ne se fera que par partenariat avec des agences internationales d'images, comme l'agence britannique WTN, par exemple. Il pourrait s'agir dans un premier temps de transmis-

sions de programmes grâce aux réseaux satellites de l'AFP.

Certains membres du conseil d'administration redoutent que cette diversification ne soit un « gouffre financier ». Lionel Fleury veut d'abord « connaître le marché de la télévision ». Les concurrents ont déjà choisi. Présent dans son capital depuis sa création en 1964, Reuter a pris le contrôle à 100 % de l'agence Visnews le 1^{er} janvier 1994, pour en faire Reuter Television, avant de se lancer en juin 1994 dans la télévision financière. L'agence britannique vient de signer un accord avec le réseau américain de Rupert Murdoch, Fox TV. Et plus de la moitié de ses bureaux sont équipés en matériels audiovisuels. Enfin, AP a lancé AP-TV à Londres en novembre 1994. Une équipe est présente dans chaque pays où l'agence américaine possède des bureaux.

A l'heure des autoroutes de l'information, l'AFP semble se retrancher dans le domaine du multimédia, même si l'agence est présente dans des projets récents par le ministère de l'Industrie dans le cadre des plates-formes sur les autoroutes de l'information, comme celui présenté par TF1. « L'AFP est capable d'assurer son équilibre financier sur un marché de l'information en pleine explosion, remarque un chef de service, mais la direction est incapable de relever ce défi. »

« Nous restons dans un fonctionnement archaïque, explique Jacques Thomet, directeur commercial pour l'Amérique. Il y a une absence de perspectives face à une nouvelle révolution de l'information. » Ancien journaliste et rédacteur en chef, Jacques Thomet a annoncé officiellement sa candidature au poste de président de l'AFP. Le mandat de Lionel Fleury se termine en février 1996.

Alain Salles

Etats-Unis : le Congrès prêt à partir en guerre pour Hollywood

Le « speaker » (président républicain) de la Chambre des représentants des Etats-Unis, Newt Gingrich, s'est déclaré prêt, mardi 14 mars, à déclencher une guerre commerciale contre l'Union européenne si l'industrie américaine audiovisuelle était menacée dans sa liberté d'accès aux marchés. « Le Congrès pourrait facilement voter une directive équivalente de celle en vigueur dans l'Union européenne », a-t-il affirmé devant des responsables de l'industrie audiovisuelle, dont Jack Valenti, président du Groupement des producteurs de films de Hollywood. « Nous pourrions choisir cinq exportations européennes parmi les plus sensibles et, en avançant exactement les mêmes arguments que l'Union européenne pour protéger ses industries audiovisuelles, nous pourrions voter une loi qui réduirait l'activité de quelques-unes de leurs activités de haute technologie. » La Commission européenne doit faire, début avril, des propositions pour modifier la directive audiovisuelle en Europe qui prévoit la diffusion d'une « proportion majoritaire » d'œuvres européennes sur les chaînes hertziennes, afin de promouvoir l'industrie de programmes. En 1994, les Etats-Unis ont déposé un excédent commercial de près de 2,7 milliards de dollars (13 milliards de francs) en Europe, dans le secteur du « software » (films, programmes de télévision et logiciels).

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : après deux mois d'absence, le magazine *Les Inrockuptibles* a publié, mercredi 15 mars, une nouvelle formule hebdomadaire, réalisée par Claude Maggiori et son agence Editorial Bimestriel, en 1986, mensuel début 1992 (vendu 22 francs), l'hebdomadaire compte 84 pages, et est vendu 15 francs. La diffusion payée du mensuel était de 35 000 exemplaires, avec la nouvelle formule, le journal, dirigé par Christian Frevet et propriété des Editions Indépendantes, entend atteindre 40 000 exemplaires par semaine. Spécialisé dans la musique rock, il tentera d'être plus généraliste.

■ **LOI EVIN** : la Fédération nationale de la presse française (FNPF) souhaite une « réflexion » entre gouvernement et éditeurs sur les « effets pervers » de la loi interdisant la publicité en faveur du tabac dans les journaux. Après l'attribution d'une aide de 75 millions de francs au sport automobile, Jean Miot, président de la FNPF, fait remarquer, dans une lettre au premier ministre : « la FNPF ne comprendrait pas que le sport automobile soit le seul objet de votre sollicitude quand la presse française est encore plus durement frappée par les effets pervers de cette loi. Cela serait d'ailleurs en contradiction avec les mesures d'aides que votre gouvernement se propose d'adopter. » « Si, poursuit-il, aujourd'hui la presse ne peut continuer d'accueillir la publicité en faveur du tabac, la possibilité pourrait lui être offerte de promouvoir certains produits dérivés, ce que prévoyait l'auteur de la loi lui-même avant que son texte ait été dénaturé par de multiples amendements. »

■ **RADIO** : le directeur général délégué de Radio France Outre-Mer (RFO), François Bonnemain, cessera d'exercer ses fonctions à la fin du mois, a annoncé mardi 14 un communiqué de RFO. M. Bonnemain continuera toutefois de produire et de présenter un « grand magazine politique ». La direction n'a pas donné les raisons de la cessation des fonctions de M. Bonnemain, qui avait été nommé directeur général délégué le 1^{er} juin 1994.

ROUSE DIRECT	3614	COT	PLUS RAPIDE GESTION DE PORTEFEUILLE GRAPHES INTRADAY
	3615		
	0,97" / Min.		
	0,99" / Min.		

مكتبة من زلازل

Le gouvernement veut « sanctionner les responsables des malversations » dans l'affaire du Crédit lyonnais

De nombreuses procédures judiciaires sont déjà en cours

Alors que le second plan de sauvetage consécutif du Crédit lyonnais devrait être annoncé (Le Monde du 14 mars), l'affaire prend une tournure

politique. Le premier ministre réclame des sanctions contre les responsables et le ministre de l'économie évoque la possibilité de malversa-

tions. Depuis plusieurs mois, à l'initiative du Crédit lyonnais et du parquet, de nombreuses procédures judiciaires sont en cours.

DANS UN COMMUNIQUÉ diffusé dans la soirée du mardi 14 mars, le premier ministre a déclaré que « toutes les dispositions seront prises pour sanctionner les responsables qui pourront être identifiés, tirer les leçons de cette situation et éviter que de pareils errements ne puissent se reproduire dans le secteur public ». Au même moment sur France 2, M. Alphonse a évoqué la possibilité de malversations dans cette affaire. « Il semble y avoir eu des malversations (...) S'il y a eu des malversations, celles-ci se sont systématiquement poursuivies et purifiées pénalement », a déclaré M. Alphonse. Interrogé sur le montant du « trou », il a estimé « de l'ordre de 50 milliards » de francs, réaffirmant « contre toute vraisemblance » que l'argent du contribuable ne servirait pas à renflouer la banque. S'exprimant sur France Inter, mercredi 15 mars, M. Alphonse a aussi tenu à rassurer les clients en disant « qu'ils peuvent avoir confiance dans le Crédit lyonnais qui est une banque qui a un avenir ». Le gouvernement réagissait notamment aux propos de François d'Aubert, député UDF de Mayenne et rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur le Crédit lyonnais qui a rendu ses conclusions en juillet,

qui a demandé, mardi, la saisine de la justice et la convocation du Parlement en session extraordinaire, exigeant l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les bilans. M. d'Aubert a estimé que la commission d'enquête parlementaire a été « bernée » et « trompée par M. Haberer », président de la banque de juillet 1988 à novembre 1993.

Port opportunément, ces têtes tant réclamées commencent à tomber et la liste des procédures en cours est longue. Michel de Brem, l'ancien patron d'International Bankers, filiale du Crédit lyonnais, un de ses cadres Pierre Alain Fadhuile et l'un de leurs associés dans l'opération de promotion immobilière du passage du Havre, Marc Berdugo ont été placés, vendredi 10 mars, sous mandat de dépôt. Le juge Eva Joly, saisie en septembre 1994 d'une plainte du Crédit lyonnais, accuse ces trois hommes de s'être entendus sur le prix d'achat d'un immeuble situé rue St Lazare dans le cadre de l'opération de promotion immobilière SNC Le Havre. A cette occasion Monsieur Berdugo a réalisé une plus-value injustifiée de 80 millions de francs.

Déjà, le président de la Société de banque occidentale (SBO), Pierre Despassailles, a été mis en

examen à la suite d'une plainte du Crédit lyonnais pour abus de biens sociaux. Michel Gallot, son directeur général et interlocuteur privilégié de Bernard Tapie est, à la demande du Parquet, mis en examen pour soutien abusif et abus de biens sociaux dans l'affaire Testut. La retentissante faillite du groupe Sasea créé par l'homme d'affaires italien Florio Fiorini a valu à ce dernier deux ans et demi d'incarcération préventive. Le dossier instruit par le Juge Crochet vient d'être transmis au Parquet de Genève. A la suite d'une plainte de la banque, son compère Giancarlo Paretto qui a vendu MGM à la banque a été condamné pour usage de faux par l'Etat du Delaware. Il est également sous le coup d'une plainte pour abus de biens sociaux dans certaines filiales françaises de MGM. Il s'agit encore d'abus de biens sociaux dans le procès qui va s'ouvrir dans les semaines qui viennent aux Etats-Unis contre Kirk Kerkorian, ancien propriétaire de MGM.

Enfin, le président d'Alus, Jean-Yves Haberer et son directeur général d'Alus, Jean-François Hémin, tous deux mandataires sociaux de cette filiale jusqu'en 1993, pourraient devoir rendre des comptes à la justice s'il s'avère que des re-

ports de provisions, notamment sur Disco, ont été enregistrés dans les comptes de 1992 et 1993 pour un montant d'environ 1,5 milliard de francs, fabriquant ainsi de faux bilans. Les quatre associés favoris d'Alus, Gilbert Wahnisch, Gilles Silbermann, Jean-pierre Andrevon et Franch Ullman, devront peut-être justifier les quelque 200 millions de francs de plus-values réalisées sur un ensemble d'opérations.

Personne n'a jusqu'à présent osé remettre en cause les comptes 1992 et 1993 de la banque publique. On peut légitimement s'interroger sur l'insuffisance de provisions passées en 1992. C'est grâce à une intervention de Jean-Yves Haberer auprès de Jacques de Larosière, gouverneur de la banque de France, que la banque a pu reprendre 4 milliards de francs de provisions sur les risques pays, limitant ainsi la perte pour cette année à 1,8 milliard de francs. Quant à 1993, la différence entre le montant des provisions estimées nécessaires et celui qui apparaît aujourd'hui peut justifier des explications tant de la part des anciens dirigeants de la banque que de son actuel président. On peut en tout cas s'interroger sur la motivation du chef du gouvernement et du ministre de l'économie qui s'indignent soudainement d'une affaire dont depuis de longs mois ils ont surtout cherché à minimiser l'ampleur. Ils avaient accepté à contre-cœur la création d'une commission d'enquête parlementaire qui a rendu ses conclusions la veille du 14 juillet après seulement dix semaines de travaux alors qu'elle disposait de six mois.

Babette Stern

Ondes américaines : trois géants emportent les enchères

LA MISE AUX ENCHÈRES des ondes américaines, accordées au plus offrant par les autorités fédérales pour une nouvelle génération de communication sans fil, s'est achevée le 13 mars au soir sur la victoire de trois géants. La FCC (Federal Communications Commission) a accepté des offres totalisant 7 milliards de dollars (35 milliards de francs). Trois consortiums se sont assurés chacun un réseau national. Sprint, opérateur longue distance - allié avec trois grands câblo-opérateurs, TCI, Cost et Comcast -, a acquis vingt-neuf licences d'exploitation, dont New York. ATT a obtenu vingt et une licences qui complètent le réseau de McCaw, le numéro un du téléphone sans fil aux Etats-Unis qui le géant des télécommunications a racheté en 1994. Enfin, le consortium incluant les compagnies régionales Nynex, Bell Atlantic et US West et la société de communication sans fil AirTouch Communications s'est assuré onze gros marchés, dont Chicago, Dallas et Miami.

■ **BULL** : la privatisation du constructeur informatique pourrait se dérouler en deux étapes si le total des offres présentées par les entreprises candidates est inférieur à 51 % du capital. Au ministère de l'Industrie, on précise que le délai d'examen du dossier par les entreprises candidates devrait s'achever dans les tout prochains jours et que les offres définitives seront déposées d'ici à la fin de la semaine. Le gouvernement disposera ensuite d'un maximum de soixante jours pour rendre sa décision. Par ailleurs, le groupe informatique envisage de supprimer 513 emplois supplémentaires dans sa division systèmes ouverts.

■ **BASF** et **Bayer** : les deux groupes chimiques allemands ont annoncé le 14 mars des résultats en hausse pour 1994 et un relèvement des dividendes versés. BASF a dégagé un bénéfice net consolidé de 1,28 milliard de deutschemarks en 1994 (4,2 milliards de francs), en hausse de 49,6 % sur 1993. Son chiffre d'affaires consolidé (hors taxes sur les gaz et produits pétroliers) a augmenté de 7,7 %, à 43,67 milliards de deutschemarks. Bayer a dégagé un bénéfice net de 2 milliards de deutschemarks (7 milliards de francs), en progression de 46,6 %, pour un chiffre d'affaires de 43,42 milliards de deutschemarks en hausse de 5,9 %.

■ **SANOFI** : la filiale santé-beauté d'Elf Aquitaine a annoncé jeudi 15 mars une progression de 13 % de son résultat net avant élément exceptionnel en 1994, qui est passé à 1,328 milliard de francs, tandis que son résultat net a bondi de 83 % à 1,505 milliard en raison de plus-values exceptionnelles. Le secteur santé humaine a connu une progression de 17,7 % de son chiffre d'affaires à 14,8 milliards de francs, compte tenu des ventes de Sterling. Le conseil d'administration a décidé l'attribution d'une action gratuite pour dix anciennes.

■ **SAS** : le groupe aérien scandinave a annoncé, mardi 14 mars, qu'il allait acheter 35 Boeing 737-600 pour un montant de 8,5 milliards de couronnes suédoises (5,86 milliards de francs). Cette commande, qui s'accompagne d'options pour l'achat de trente-cinq appareils supplémentaires, est un coup dur pour le MD-95 de McDonnell Douglas, qui comptait sur ce marché pour lancer son appareil de cent places. SAS a renoué avec les bénéfices avec 1 milliard de francs (avant impôts) en 1994.

■ **GTM ENTREPOSE** : le groupe de BTP de la Lyonnaise des Eaux a annoncé mardi 14 mars qu'il allait détenir 100 % de Dumez-GTM. Il accroît son périmètre de 12 milliards de francs à l'issue d'une reorganisation interne. Avec un chiffre d'affaires voisin de 43 milliards de francs, GTM Entrepose se hisse au quatrième rang du BTP européen, derrière Bouygues, la SGE (groupe Générale des eaux) et le groupe allemand Philipp Holzmann.

Le plan de sauvetage a été présenté à la Commission européenne

STRASBOURG (Union européenne) de notre correspondant

EDMOND ALPHANDÉRY, accompagné du directeur du Trésor, Christian Noyer, a présenté, mardi 14 mars, en marge de la session du Parlement européen, les grandes lignes du nouveau plan de sauvetage du Crédit lyonnais à Karel Van Miert, commissaire chargé des affaires de concurrence. Paris transmettra un dossier complet dans les prochains jours afin que Bruxelles puisse se prononcer dans le courant du mois d'avril.

A l'issue de la rencontre, qui a duré une bonne heure, le ministre de l'économie a considéré que le gouvernement et l'exécutif communautaire avaient des « préoccupations très proches », en ce que le lyonnais devait « assurer l'essentiel, voire la totalité, de son redressement » et que Bruxelles considèrait comme impérieux de ne pas introduire sur le marché

européen des « distorsions de concurrence ». M. Alphandéry a ainsi affirmé que la solution choisie évitait de « demander la participation du contribuable ».

M. Van Miert n'a pas été aussi catégorique en estimant qu'il y avait « présomption d'aide d'Etat » mais que le message de Bruxelles « avait été parfaitement perçu » par les autorités françaises dès l'instant où le plan ne prévoyait pas d'injection d'argent frais par recapitalisation.

C'est un point tout à fait central pour Bruxelles, qui veut maintenant étudier minutieusement les efforts consentis par la banque française. « Il est essentiel, a déclaré le commissaire, que les contreparties fournies par le Crédit lyonnais soient suffisantes par rapport aux engagements de l'Etat et aux concurrents ».

Marcel Scotto

Le taux de base bancaire pourrait être relevé

Cette hausse risque d'accroître le mécontentement des trésoriers d'entreprise

LES BANQUES FRANÇAISES pourraient décider dans les jours qui viennent de relever leur taux de base afin de répercuter le renchérissement du coût de leurs ressources. Leur taux de refinancement auprès de la Banque de France est passé de 6,40 % à 8 %. De leur côté, les taux à trois mois se sont envolés, passant de 5,75 % début février à près de 9 % au cours des derniers jours. En toute logique, le taux de base bancaire (TBB) - indexé sur une gamme de taux d'intérêt à court terme - devrait suivre « mécaniquement » le mouvement et remonter.

Actuellement fixé à 8,25 %, le TBB pourrait selon certains professionnels être relevé d'au moins 40 points de base (0,4 %). Même s'il n'a plus aujourd'hui une importance macroéconomique majeure (15 % seulement des crédits accordés aux entreprises sont indexés sur lui), le TBB sert encore de référence aux prêts accordés à de très nombreuses petites et moyennes

entreprises. Son relèvement, plus spectaculaire que la hausse du taux de primes en pension décidée par la Banque de France, pourrait provoquer un véritable tollé dans les milieux industriels. A quelques semaines de l'élection présidentielle, son coût politique serait loin d'être négligeable. Les banques se seraient bien passées d'interférer ainsi dans la campagne électorale. Mais les spéculateurs et la Banque de France ne leur laissent guère le choix.

Voilà qui devrait irriter encore un peu plus les trésoriers d'entreprise. Ils sont mécontents et tiennent à le faire savoir. Dans un communiqué publié, mardi 14 mars, l'association française des trésoriers d'entreprise (AFTE) a tenu à « attirer l'attention sur les conséquences » pouvant découler des « mesures énergiques » prises par la Banque de France pour « défendre une certaine parité du franc face au deutschemark ». Mercredi 8 mars, le comité de la politique monétaire de la banque

centrale avait choisi de relever à 8 % le taux de ses prises en pension à vingt-quatre heures afin de répondre aux attaques contre le franc. Cette décision a provoqué de vives turbulences sur le marché monétaire.

Le travail des trésoriers d'entreprise s'en est trouvé compliqué, d'autant, souligne l'AFTE, que ces derniers n'ont pas trouvé auprès des banques une qualité de services à la hauteur. Le professionnalisme de nombreux établissements de crédit aurait fait défaut, donnant par là même une piètre image de la place financière de Paris : cotations sur certains produits financiers fantaisistes, voire suspensives, prix et montants affichés sur écran non tenus, fermeture du marché des billets de trésorerie.

« Le maintien de la liquidité et des cotations sur les taux en toute circonstance est une condition indispensable pour permettre à Paris de jouer un rôle », affirme le communiqué de l'AFTE. « Dans un cadre européen où la bagarre fait rage pour prendre les places disponibles il n'est pas imaginable de jouer un rôle de premier plan si le marché est éteint lors d'alertes même sévères », conclut sévèrement l'AFTE. Le directeur de la salle de marchés d'une grande banque française rétorque en jugeant « cette attaque mesquine. Il ne sert à rien de se plaindre. L'argent a un prix et, lorsque les marchés sont désordonnés, ils le sont pour tout le monde ».

P.-A. D.

LE PÔLE UNIVERSITAIRE LÉONARD DE VINCI



DES ÉTUDES POUR UN EMPLOI

Trois filières de formation

- Filière Sciences et Technologie
- Filière Européenne de Gestion et Technologie de Production (filière bi-culturelle)
- Filière Commerce et Gestion

Cinq domaines d'excellence

- Mathématiques et leurs applications
- Informatique et ses applications
- Génie Mécanique et Production
- Commerce et Mercatique
- Gestion et Finances

Cinq principes fondamentaux

- Former des professionnels "opérationnels"
- Promouvoir la transversalité des savoirs
- Développer une culture véritablement internationale
- Permettre l'accompagnement personnalisé de chaque étudiant
- Assurer la complémentarité entre une Faculté, des établissements associés et des instituts (Economie de la Culture, Environnement, Ingénierie de Projet...)

NOUS SOMMES PRÉSENTS AU SALON DE L'ÉTUDIANT DU 16 AU 19 MARS 95. VENIX NOUS VOIR.

Pôle Universitaire Léonard de Vinci

Établissement libre d'enseignement supérieur
Établissement d'enseignement supérieur technique privé
83, AVENUE FRANÇOIS ARAGO, 92017 NANTERRE CEDEX. TÉLÉPHONE : (1) 41 37 70 70

Demande de dossier d'information (1)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

• BAC Préparé en 94-95 : ☐ S ☐ ES ☐ STT ☐ STI ☐ L

• Autre diplôme préparé en 94-95 : _____

• Diplôme(s) obtenu(s) les années antérieures : _____

Souhaite recevoir un dossier d'information sur :

- ☐ La présentation générale du Pôle Universitaire Léonard de Vinci
- ☐ Institut d'Economie de la Culture
- ☐ La filière Commerce et Gestion
- ☐ Institut de l'Environnement
- ☐ La filière Européenne de Gestion et Technologie de Production
- ☐ Institut de Formation à l'Ingénierie de Projet
- ☐ La filière Sciences et Technologie
- ☐ Formation de 3^{ème} cycle (Post-graduates)

(1) Bulletin à découper et adresser au Pôle Universitaire Léonard de Vinci

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Le conseil d'administration de la Société de la Tour Eiffel s'est réuni le 10 mars 1995 pour arrêter les comptes sociaux de l'exercice 1994 se terminant par un bénéfice net de F. 2.498.929 y compris une plus-value de F. 1.409.731 après impôt, contre F. 5.725.764 pour l'exercice 1993 qui comprenait une plus-value de F. 3.984.585 après impôt sur les plus-values à long terme.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale de maintenir le dividende au même niveau que l'année précédente, soit F. 12 par action, auquel s'ajouterait un avoir fiscal de F. 6, soit un dividende global de F. 18.

■ LA BOURSE DE TOKYO a clôturé la séance de mercredi 15 mars sur un gain de 2,59 %. Au terme des échanges, l'indice Nikkei s'est inscrit à 16 666,83 points.

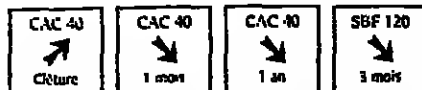
■ WALL STREET a battu un nouveau record à la hausse, mardi 14 mars. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a gagné 23,52 points, à 4 048,75 points.

■ LE DOLLAR a terminé en baisse à 90,45 yens mercredi sur le marché des changes de Tokyo, où la Banque du Japon serait intervenue sans parvenir à avoir un impact réel.

■ LES PAYS ARABES du Golfe seraient tentés de mettre les cours du pétrole à l'abri des fluctuations du dollar, malgré les doutes que suscite cette possibilité plusieurs fois rejetée.

■ LE MINISTRE BRÉSILIEN de l'agriculture a estimé, mardi, à Londres, que la récolte de café atteindrait entre 12,7 et 13,5 millions de sacs pour la saison 1995/1996.

LES PLACES BOURSILIÈRES

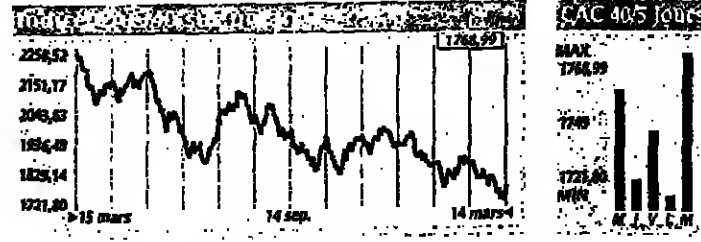


Tendance irrégulière à Paris

LA BOURSE DE PARIS évoluait irrégulièrement, mercredi 15 mars, la forte progression des marchés de taux constituant cependant un puissant facteur haussier.

L'indice CAC 40, qui avait ouvert en baisse de 0,07 %, est immédiatement passé dans le vert pour retomber ensuite dans le rouge. Vers 10 h 40, il affichait un gain de 0,13 %, mais peu avant la mi-journée, il était de nouveau orienté à la baisse. Vers 12 h 30, les valeurs françaises affichaient un repli symbolique de 0,03 % à 1 768,40 points. Les boursiers soulignaient l'absence d'investisseurs finaux, le marché restant dominé par les opérations de trading et d'arbitrage.

Du côté des valeurs, Thomson-CSF gagne 5 %, le plan de sauvetage du Crédit lyonnais devant se traduire dans tous les cas de figure par une baisse ou une disparition de la contribution négative de la banque sur son résultat. Comptoirs Modernes progresse de 3,3 % en réaction à une prévision



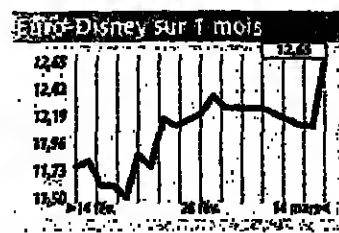
par la société d'une augmentation de son bénéfice net de 12 % à 15 % en 1995. Schneider, dont la cotation avait été différée à 11 heures, après l'annonce mardi soir de son

plan de restructuration, a ouvert en forte hausse, gagnant 4,90 %. Le titre abandonnait par la suite 0,3 % dans un marché de 130 000 titres.

Euro Disney, valeur du jour

LA PERSPECTIVE de renouer avec les bénéfices en 1996 a donné l'occasion au titre Euro Disney de se distinguer, mardi 14 mars, à la Bourse de Paris. L'action a gagné 4,55 % à 12,65 francs dans un marché dénoté de trois millions de titres. Depuis le début de l'année, l'action s'est appréciée de 13,45 %. Les dirigeants du parc à thèmes ont confirmé mardi, devant l'assemblée générale des actionnaires, qu'ils comptent sortir du rouge en 1996, après avoir réduit les pertes à 1,8 milliard de francs en 1994, contre 5,3 milliards de francs en 1993. Après l'augmen-

tation de capital, souscrite à 80 %, le nouveau tour de table se répartit entre la Walt Disney Company (39 %), le prince saoudien Al Waleed (25 %) et le public (36 %).



PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h 30	Cours au 15/03	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h 30	1503	1403	3172
Bois Colbert C2	75,40	+6,80	+29,86
Thomson-CSF 1	135,70	+4,07	+15,08
20000	53	+4,12	+9,81
Cens Eurochem 1	81,50	+1,64	+4,46
CEMEX/CEC L2 2	52	+2,59	+13,19
Comptoir Modern 1	1405	+1,31	+4,85
Clarex 1	399,70	+2,49	+3,31
Degremont 1	343	+2,39	+15,30
SEI 1	129	+2,3	+12,3
Bouygues 1	270	+1,89	+4,25

BAISSES, 12h 30	Cours au 15/03	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h 30	1503	1403	3172
Groupe André S.A. 1	40	-7,65	-22,64
Especk Electra 1	337	-4,88	-17,83
Uap 1	116	-1,35	-15,82
Danaher/Aviation 1	387	-2,25	-10
SGE 1	162,10	-2,93	-17,92
Matra-Hachette 1	104,70	-2,29	-18,85
Radetech 1	352	-2,13	+3,14
Canal+ 1	480	-2,12	-29,83
Renovair 1	1135	-1,08	+10,85
GAT 1	161,80	-2,05	-40,80

VALEURS LES PLUS ACTIVES	1503 Times	Capitalisation en FR
SEANCE, 12h 30	1503	1403
Alcatel Alsthom 1	21000	800856
Sanofi 1	33259	767975,10
Lyonnais Bank 1	17520	729758,50
Elf Aquitaine 1	15911	597496,80
Carrefour 1	25155	596365
Toll 1	10613	496759,40
Rhone-Poulenc A1	42080	4096374
Schneider 1	12400	4300515
Comptoir Modern 1	2636	360565
Denise 1	6140	3182240

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h 30	Cours au 15/03	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h 30	1503	1403	3172
Change Bourse (M)	228	+4,59	+0,68
Sopris 4	4	+3,5	+1,72
Alcatel 1 (M)	120,20	+4,80	+9,85
Gas Quiln 1 (M)	132	+2,88	+12
CECEP 1	166	+3,75	+5,06

BAISSES, 12h 30	Cours au 15/03	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h 30	1503	1403	3172
Ind. gen. SBF 120	12317	-189,74	-1,53
Ind. gen. SBF 250	117548	-119441	-1,83

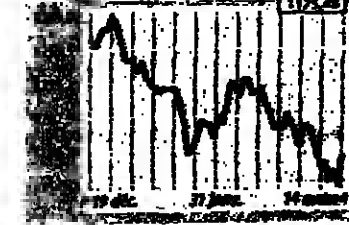
INDICES SBF 120-250 ET SECOND MARCHÉ	1403	1303	Var. %
Ind. gen. SBF 120	12317	118974	-1,53
Ind. gen. SBF 250	117548	115441	-1,83

VALEURS LES PLUS ACTIVES	1503 Times	Capitalisation en FR
SEANCE, 12h 30	1503	1403
Alcatel Alsthom 1	21000	800856
Sanofi 1	33259	767975,10
Lyonnais Bank 1	17520	729758,50
Elf Aquitaine 1	15911	597496,80
Carrefour 1	25155	596365
Toll 1	10613	496759,40
Rhone-Poulenc A1	42080	4096374
Schneider 1	12400	4300515
Comptoir Modern 1	2636	360565
Denise 1	6140	3182240

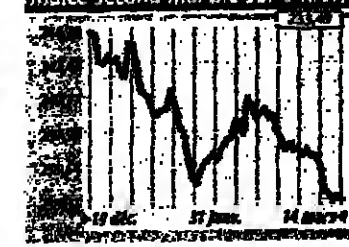
Indice SBF 120 sur 3 mois



Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Vif rebond à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a vivement rebondi, mercredi 15 mars, essentiellement en raison d'achats liés à des arbitrages et motivés par la fermeté des contrats à terme sur l'indice Nikkei. Les valeurs ont gagné 421,01 points à 16 666,83 points. En dépit de cette forte hausse, les boursiers ne sont guère optimistes pour les séances à venir. La veille, Wall Street a battu un nouveau record alors que les taux d'intérêt à long terme ont chuté à leur plus bas niveau depuis juin 1994, à la suite d'une baisse surprise des ventes de détail en février (-0,5 % contre +0,3 % attendu). L'indice Dow Jones des valeurs américaines a gagné 23,52 points, soit 0,58 %, à 4 048,75 points. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a chuté à 7,35 % contre 7,45 % la veille au soir. Ce taux est le plus bas depuis la mi-

juin 1994. La bonne orientation de Wall Street a bénéficié à la Bourse de Londres où les valeurs, déjà bien orientées au cours de la matinée, ont terminé sur un gain de 1,2 % à 3 050,60 points. La Bourse de Francfort a, pour sa part, fini la séance à l'équilibre, gagnant légèrement 0,05 % à 2 000,45 points dans un marché soutenu principalement par le marché européen des obligations.

INDICES MONDIAUX

Cours au 15/03	Cours au 14/03	Var. %
Paris CAC 40	1768,99	+1,27
New York DJ	4048,75	+0,58
Tokyo Nikkei	16666,83	+2,59
Londres FT 100	3050,60	+1,27
Francfort Dax 30	2000,45	+0,05
Bruxelles C20	243,82	+0,30
Frankfurt Dax 30	1489,40	+1,14
Bruxelles C20	1303,04	+1,14
Milan MIB 30	14005	+1,94
Amsterdam C20	268,60	+0,52
Madrid IBEX 35	270,30	+1,08
Sao Paulo Ibovespa	1135,40	+1,25
Londres FT 100	2388,10	+1,27
Hong Kong Hang Seng	8094,58	+0,21
Singapore Straits	2060,38	+0,15

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

1403	1303
Alcoa	37,37
American Express	33,12
Alfred Signal	38,62
AT & T	52,12
Bethlehem	15,25
Borg-Warner	48,87
Caterpillar Inc.	49
Chevron Corp.	46,75
Coca-Cola Co.	56,75
Disney Corp.	54,87
Du Pont Nemours & Co.	56,37
Eastman Kodak Co.	52,57
Exxon Corp.	64,75
Gen. Motors Corp.	40,35
Gen. Electric Co.	59
Goodyear T & Rubber	39,87
IBM	91,62
Ind. Paper	72,50
J.P. Morgan Co.	60,75
Mc Donnell	55,62
Merck & Co. Inc.	42,50
Minnesota Mining & Mfg.	57,62
Philip Morris	63,75
Procter & Gamble Co.	68,62
Sears Roebuck & Co.	51,12
Tesla	55,12
Union Carb.	61,12
Unilever	66,25
Westinghouse Electric	14,50
Woodworth	16,37

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

1403	1303
Aldi Lyons	5,05
Barclays Bank	6
B.L.T. Industries	4,39
British Aerospace	4,50
British Airways	3,12
British Gas	2,87
British Petroleum	4,06
British Telecom	3,70
B.T.R.	3,28
Cadbury Schweppes	4,34
Eurotunnel	2,66
Glaxo	6,97
Grand Metropolitan	3,78
Guinness	4,22
Hanson Plc	2,38
Great I.C.	5,32
H.S.B.C.	6,98
Imperial Chemical	6,79
Lloyds Bank	5,16
Mars and Spencer	3,81
National Westminster	5,01
Penetration Orienta	5,65
Reckitt	4,50
Satchi and Satchi	0,87
Shell Transport	7,24
Smithline Beecham	6,16
Tate and Lyle	4,24
Unilever Ltd	11,81
Wellcome	10,52
Zeneca	8,55

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

1403	1303
Allianz Holding N	2447
Bad AG	297
Bayer AG	340,80
Bay Hypothesenbank	276
Bayer Vereinsbank	416
BMW	710
Commerzbank	329,50
Continental AG	197,20
Daimler-Benz AG	652
Degussa	417
Deutsche Babcock A	169,50
Deutsche Bank AG	653
Dresdner Bank AG FR	393
Henkel VZ	550
Hoechst AG	299
Karstadt AG	576,80
Kaufhof Holding	483
Leibniz AG	367
LTU Lufthansa AG	188
Mann AG	367
Mannesmann AG	390,50
Mettallgesellschaft	119
Preussag AG	413,50
Rue	457
Schering AG	1048
Schweppes AG	655,50
Tyssen	367,80
Veolia AG	510
Viel AG	510,50
Wella AG	1040

New York: Dow Jones sur 3 mois



Londres: FT100 sur 3 mois



Francfort: Dax 30 sur 3 mois



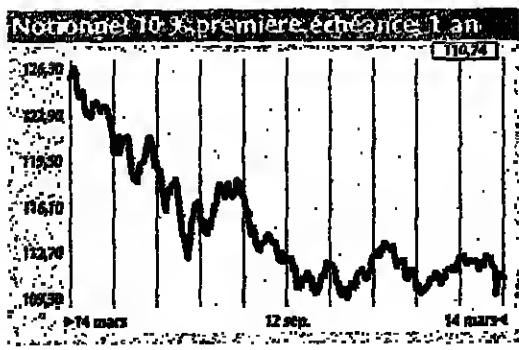
LES TAUX



Prises de bénéfice sur le Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert, mercredi matin 15 mars, en très légère baisse, l'échéance juin cédant 6 centimes lors des premiers échanges. Le taux de rendement de l'OAT à dix ans s'établissait à 8,06 % et l'écart de rendement avec les emprunts d'Etat de même échéance s'inscrivait à 79 points de base (0,79 %). Mardi, le contrat notio-

nel s'était littéralement envolé, gagnant 120 centimes dans le sillage de la hausse du marché obligataire américain, qui a réagi très favorablement au recul inattendu des ventes au détail au mois de février aux Etats-Unis (-0,5 %). La meilleure tenue du franc face au deutschemark a également permis une légère détente des taux d'intérêt à court terme, les taux à trois mois s'inscrivant à 8,25 %.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 1403	Taux	Taux	Indice
France	7,80	8,25	8,50
Allemagne	4,90	7,42	7,78
Grande-Bretagne	6,85	8,75	8,86
Italie	7,67	12,3	12,6
Japon	2,19	4,51	5,78
Etats-Unis	5,93	7,33	7,58

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Indice
TAUX DE RENDEMENT	Taux	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,51	7,49
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,74	7,66
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,95	7,93
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,09	8,01
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,35	8,32
Obligations françaises	8,21	8,17
Fonds d'Etat 1 TME	-0,73	-0,76
Fonds d'Etat 1 TME	-0,48	-0,52
Obligat. franc. à TME	-0,62	-0,49
Obligat. franc. à TME	+0,11	+0,10

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

Achats	Ventes	Achats	Ventes
1403	1403	1303	1303
Jour le jour	7,95	7,85	5,45
1 mois	7,95	7,85	5,45
3 mois	8,25	8,15	5,45
6 mois	8,25	8,15	5,45
1 an	8,25	8,15	5,45

MATIF

Echéances 1403	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
juin 95	20043	110,74	111,80	110,72	111,76
sept. 95	220	110,36	110,68	110,36	111,42
déc. 95	2	110,16	110,16	110,16	111,20

MATIF 3 MOIS

juin 95	sept. 95	oct. 95	nov. 95	dec. 95
juin 95	33770	92,34	92,39	92,06
sept. 95	8964	95,02	95,07	95,08
oct. 95	4348	95,16	95,16	95,11
nov. 95	1889	95,26	95,26	95,22

ECU LONG TERME

juin 95	sept. 95	oct. 95	nov. 95	dec. 95
juin 95	2143	80,74	81,58	81,56
sept. 95				

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Echéances 1403	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
juin 95	28625	1737	1740	1732	1740
sept. 95	247	1730	1730	1730	1730
oct. 95	160	1732	1732	1732	1732
nov. 95	531	1733	1733	1733	1733

LES MONNAIES



Le dollar en légère baisse

LE DOLLAR A OUVERT, mercredi matin 15 mars sur les

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL Les matches retour des quarts de finale des Coupes européennes ont mal débuté pour les clubs français. En Coupe de l'UEFA, Nantes, battu (5-1) au match aller à

Leverkusen, n'a pu refaire son handicap et a été tenu en échec (0-0) sur son terrain, mardi 14 mars. ● **LIGUE DES CHAMPIONS** : après son match nul à Barcelone (1-1), Paris-SG abor-

daît avec confiance son « retour », mercredi au Parc des Princes. ● **COUPE DES COUPES** : Auxerre, qui avait également fait match nul (1-1) sur le terrain d'Arsenal, se trouve

dans la même situation que le Paris-SG. Comme pour tous les grands matches, la ville bourguignonne a mobilisé des forces de sécurité exceptionnelles pour prévenir les

éventuels débordements des supporters anglais. Une seule fois leur vigilance a été prise en défaut avec l'arrivée inattendue de cars de supporters croates.

Auxerre se prépare à recevoir les supporters d'Arsenal

Le quart de finale de la Coupe des coupes entraîne une mobilisation des forces de sécurité exceptionnelle pour la ville bourguignonne



COUPES D'EUROPE

AUXERRE de notre envoyé spécial Plus de dix ans que le rituel s'est installé. Le grand jour, Auxerre se pare de bleu. Celui, léger, des couleurs de l'AJA et celui, plus soutenu, des forces de l'ordre. La ville enfle son uniforme de Coupe d'Europe. Le chef-lieu de l'Yonne est sur le pied de guerre et attend les visiteurs, dont on ne sait jamais s'ils viendront en ordre ou en hordes. La réception, jeudi 16 mars, des Anglais d'Arsenal en quarts de finale de la Coupe des coupes ne dérogera pas. « Nous sommes la plus petite ville ayant une équipe de niveau international. Nous sommes un cas à part en Europe. » La formule pourrait être de Guy Roux, l'entraîneur patelin du club, et dissimuler autant de fausse modestie. Elle appartient au commissaire Laurent Kilm, chef de la sécurité publique de la circonscription d'Auxerre, et masque une légitime préoccupation. Avec quatre-vingts fonctionnaires, sa troupe est taillée à la mesure d'une ville ordinaire de province, pas à celle d'un grand de l'Europe footballistique.

Chaque match mobilise la moitié de l'effectif de police et coûte entre deux cent cinquante et trois cents heures de service. En une saison, l'AJA peut disputer une trentaine de matches à domicile. Au mois de fé-

vrier, le stade Abbé-Deschamps a accueilli trois rencontres en dix jours. De quoi pomper les énergies. « Cela obère forcément notre capacité à répondre à la délinquance », constate M. Kilm. Et si, lors des rencontres, les responsables de la sécurité s'affublent pour communiquer par radio de noms de code tirés des *Trois Mousquetaires* - Dumas, Aramis, Portos, etc. - c'est peut-être qu'ils ont le sentiment de devoir se mesurer à un contre dix. Ce qu'on appelle « événement sportif » partout ailleurs, eux le baptisent plutôt « match à hauts risques ».

UNE SEULE ANIHOCHIE

« En matière d'ordre public, le football est ici le dossier le plus sensible », confirme Charles Warusfel, directeur départemental de la sécurité publique. Ces responsables se livrent à des pronostics et éta-

blissent leur propre classement des clubs, qui évaluent les probabilités de grabe et la « dangerosité des voyous durs ». Le déploiement peut s'échelonner de une (quatre-vingts hommes) à cinq compagnies de CRS, en sus de la police et de la gendarmerie. Au total, jusqu'à cinq cents personnes peuvent être mobilisées. Pour la venue d'Arsenal, le match se jouera à guichets fermés et les effectifs des forces de l'ordre afficheront également complet. Les responsables ont appris qu'au moins deux cents supporters anglais viendront sans billet. L'installation d'un écran géant à l'extérieur du stade avait été demandée à l'AJA. « J'ai fait l'Ajax d'Amsterdam, Dortmund, Galatasaray... » M. Warusfel égrène comme un panthéon personnel les grandes rencontres de Coupes d'Europe dont il a assuré la sécurité. La seule véritable ani-

croche est venue le jour où on ne l'attendait pas, quand deux cents supporters de Zagreb, passablement inebriés, ont déboulé en cars de Croatie sans crier gare. Le dispositif policier était allégé, la dissuasion insuffisante. Les échauffourées ont coûté deux arrêts de travail prolongés, tandis que sept autres policiers étaient sérieusement molestés. Aussi M. Warusfel ne déteste rien tant que d'être surpris. Patiemment, il a tissé une véritable toile d'araignée dans un périmètre élargi, qui va s'épaississant jusqu'aux abords du stade.

POLICE MONTÉE

Tout prévoit. A l'hôtel de police comme sur le terrain d'entraînement, on pense de plus en plus à Arsenal. « Nous y réfléchissons depuis janvier », avoue Jean-Pierre Marquie, le préfet de l'Yonne, qui supervise les opérations. Les échanges se sont multipliés avec la police londonienne. Au match aller, le commissaire Kilm était du voyage et a rencontré ses homologues du district de Highbury : trois ou quatre officiers britanniques observent le match retour.

De son périmètre dans le bureau du football et du hooliganisme, l'émis-saire bourguignon a surtout retenu l'efficacité de la police montée, le cheval ayant un effet « dissuasif et apaisant ». Même s'il se défend d'avoir établi une liste noire des meneurs piochés dans les fichiers anglais, le commissaire Kilm admet que « le renseignement est indispensable pour prévenir la violence ». La

surveillance vidéo des matches n'est également avouée qu'à demi-mot. Une discrétion qui confine à la gêne, due en partie aux carences légales dans le domaine de la sécurité. Les responsables regrettent tout autant l'absence d'harmonisation européenne. « Un supporter interdit de stade en Angleterre peut venir ici sans que rien ne s'y oppose. »

Arsenal, ils y croient, et le dimanche 6 mars avait des airs de répétition générale. Un millier de supporters du Paris-Saint-Germain assistaient à ce choc du championnat de France contre Auxerre. La rencontre fut belle, mais M. Warusfel Ta peu vue, les jumelles rivées sur la tribune de la route de Vaux, où étaient regroupés les affidés du PSG. « Les nôtres sont plutôt calmes. Il n'y a pas de hooligans à Auxerre. City Rota ne le permettrait pas », glisse un responsable de la sécurité.

A la fin du match, les supporters parisiens quittaient la tribune calmement, récupéraient la centaine d'ustensiles confisqués lors de la fouille à l'entrée et reprenaient la route de la capitale. Le dispositif policier était maintenu quelques heures. Les commissaires Kilm et Warusfel durent attendre plus avant dans la nuit avant d'être définitivement rassurés. Auxerre et le Paris-Saint-Germain ont fait match nul. Les deux entraîneurs, Guy Roux et Luis Fernandez, étaient satisfaits. Le commissaire Warusfel encore plus. S'il suit le score et les fautes d'arbitrage, c'est que le comportement des spectateurs en dépend. « Pour nous, un match nul est parfait. » Mais, entre Arsenal et Auxerre, le 16 mars au soir, il y aura forcément un pendant.

Benoît Hopquin

Pas de miracle à Nantes

ILS SONT PARTIS à l'attaque, croyant à une réussite inespérée. Les Nantais espéraient remonter, mardi 14 mars, sur leur terrain, leur handicap face au Bayer Leverkusen, en match retour des quarts de finale de la Coupe de l'UEFA. Batus 5-1 à l'aller, les « canaris » ont cru à leur forme. Aux qui n'avaient jamais marqué moins de deux buts dans les tours précédents ont été sortis de la course européenne sur un match nul (0-0).

Ils s'étaient lancés dans une première mi-temps un peu folle. Claude Makélélé ou Patrice Loko avaient as-

sisté le but allemand, asticotant la défense de Leverkusen bâtie en muraille pour la circonstance. Un but justement refusé et des occasions manquées, les Nantais se sont épuisés en seconde période. « Les Allemands ont laissé passer la tempête, a déclaré Jean-Claude Suanez, l'entraîneur du FC Nantes. J'aurais aimé, à défaut de qualification, que l'on gagne ce match. » Il reste à Nantes de poursuivre en championnat de France, et d'y consolider son record d'invincibilité. Prochain rendez-vous mercredi 22 mars contre Le Havre.

À propos de la non diffusion du match Arsenal / Auxerre

Lettre ouverte aux sportifs et aux gens de bon sens



L'AJA et l'ASPS ont demandé pour la santé, commentez avec modération

J'ai donc déclaré à TF1 que je n'imaginai pas que Monsieur ÉVIN lui-même ait pu faire une discrimination entre produits français et produits étrangers et que, si TF1 acceptait de diffuser des publicités en faveur d'alcools étrangers, elle ne priverait pas de match le téléspectateur sous prétexte que nos vins des Côtes du Rhône se trouvent présents sur un stade anglais, comme sur le marché britannique.

Chacun connaît la suite : la France fut privée d'images. Le lendemain, l'Irlande / France était diffusée avec trois marques de bières étrangères et trois marques de whisky, par ailleurs distribuées en France.

La note de bon sens nous fut apportée le dimanche par GUY ROUX, interviewé par Thierry ROLLAND. Bien loin de s'en prendre aux vigneron français, l'entraîneur d'Auxerre mit en évidence les contradictions de cette affaire, et le préjudice subi à la fois par le club français et ses supporters mais aussi par les entreprises françaises soucieuses de se développer à l'étranger dans le cadre d'une concurrence désormais européenne et même mondiale.

En ce moment, les chaînes françaises retransmettent sans complexes le championnat du monde de patinage artistique et Surya BONALY évolue plein cadre devant une crème de whisky alors qu'un « haut responsable » déclare par ailleurs que des « petits malins » avaient voulu détourner la loi Évin et qu'il fallait mettre un terme à leurs agissements.

Il est donc grand temps de faire savoir au public français que les « petits malins » de l'agro-alimentaire rapportent chaque année à la France un solde positif de 40 milliards, dont 30 milliards pour les vins et spiritueux.

Au moment même où le monde entier découvre ce que les Américains appellent le « paradoxe français », à savoir que notre mode de vie basé sur une consommation régulière et modérée de vin de qualité entraîne une mortalité par accident cardio-vasculaire la plus basse du monde, devons-nous avoir honte de promouvoir nos vins et nos entreprises françaises dans un contexte européen ?

À la veille du match Israël / France, il faudra bien que le gouvernement et les principaux candidats à la Présidence prennent clairement position sur cette question : les vigneron français ont-ils, oui ou non, les mêmes droits sur le sol français que les brasserie et distillateurs étrangers ?

Si la réponse est négative, tous les vigneron de France prendront acte. Le Cellier des Dauphins respectera la loi et retirera ses panneaux.

Si la réponse est oui : la loi est la même pour chacun, l'alternative est la suivante : soit la loi interdit toute diffusion télévisée d'images sportives comportant des publicités en faveur des boissons alcoolisées et, dans ce cas, ne seront diffusées que les manifestations sportives se déroulant sur les stades français (il ne restera plus au téléspectateur qu'à se doter d'une antenne parabolique pour voir enfin ce qui se passe dans le monde), soit l'affichage reste interdit en France sur les stades mais rien ne s'oppose à la diffusion d'images venant de l'étranger et, dans ce cas, le match devra être retransmis, avec les panneaux Cellier des Dauphins.

Il faut noter au passage que la Formule 1 bénéficie d'une dérogation spéciale qui n'est pas accordée aux autres sports : quand il s'agit de gros sous, la morale se fait moins pressante.

Amis sportifs, nous sommes tous en droit de voir jouer nos équipes sur des terrains étrangers, dans une ambiance saine et en dehors de toute intrigue politico-médiatique. Nous sommes tous en droit d'attendre une réponse claire du gouvernement sans être soumis à l'interprétation fumeuse de tel ou tel membre du CSA ou de la direction d'une chaîne télévisée qui, pour rester bien en cour, nous prive de match cinq minutes avant le coup d'envoi.

Nous sommes également en droit d'attendre que le bon sens triomphe.

François BOSCHI
Directeur du CELLIER DES DAUPHINS

Les basketteurs de Limoges jouent avec leur public

Vainqueur de Pesaro (79-66), le Cercle Saint-Pierre devait disputer un match d'appui pour la qualification dans le dernier carré européen

LIMOGES

de notre envoyé spécial

Les soirs de basket, Limoges a toujours la fièvre. Et les soirs de coupe d'Europe, la température monte un peu plus haut encore. Le Limoges CSP joue sa survie européenne, contre Pesaro, club italien qu'il faut battre pour conserver une chance de qualification. Sept mille personnes ont pris place sur les gradins. Ils vont chanter Limoges, siffler Pesaro, le temps qu'il faudra. Tout à leur bonheur d'être là, tout à leur certitude de victoire.

Au Palais des sports de Beaublanc le basket est une vieille habitude dont on ne se défait pas. Le club a remporté son premier trophée européen en 1982. Ils étaient déjà là, les mêmes, ou bien leurs grands frères, leurs pères. « Ici le basket a vingt ans d'âge, affirme Pierre Pastaud, co-président du Cercle Saint-Pierre, le public a toujours un rôle essentiel dans la motivation des joueurs. » Dans les matches décisifs, il sait être encore plus présent. Mardi 14 mars, la salle était pleine. Le club a dû renoncer à vendre huit mille billets supplémentaires.

Bien sûr, il y a les trucs d'une animation à l'américaine que l'on a soigneusement remise au goût local. Que penser du personnage qui parcourt frénétiquement le terrain de long en large au moindre temps mort, coiffé d'un grand masque dont les traits rappellent le fleur-de-lis de l'élevage régional, la vache limousine ? Que dire de la sono aux décibels métalliques qui assure que personne ne va s'endormir ? Le public n'est pas dupe de la mise en scène. Elle ne lui sert qu'à échauffer sa passion. Un joueur de Pesaro a la balle ? Bronca ! Richard Dacoury, ou Michaël Young contre-attaquent ? Délire ! « Je crois que les gens ont vraiment envie que l'on réussisse, explique Frédéric Forte, le meneur de jeu limougeaud, et si nous avons la possibilité de jouer un troisième match ici jeudi, contre Pesaro, nous le leur devons en partie. »

Car mardi soir, Limoges et son public ont gagné. Pesaro s'est incli-

né, comme tous les clubs qui sont venus disputer une rencontre à Beaublanc cette saison. La dernière défaite remonte au 9 décembre 1993, contre Trévise. En vingt-cinq matches de Coupe d'Europe disputés au cours des trois dernières années, Limoges ne s'est incliné que trois fois. Un record. Bozidar Mjalkovic, l'entraîneur qui a conduit l'équipe au titre européen en 1993, est l'un des meilleurs connaisseurs du basket du continent. Il estime que le public limougeaud fait désormais partie du gotha : « Limoges est devenue une ville de basket, dont la tradition n'a rien à envier à tous les grands d'Europe, comme Split ou Belgrade. »

UNE RÉGION GAGNANTE

Le CSP bénéficie dans la région d'une situation de quasi-monopole. Le basket n'a pas à souffrir de la concurrence du football qui n'est pas représenté à l'échelon professionnel. Et le rugby, dont Brive défend les couleurs en première division, n'offre pas de rencontre internationale de club. Les dirigeants de Limoges peuvent se targuer de deux mille cinq cents abonnés pour tous les matches de l'année. Ils se sont fixés pour objectif de transformer leur équipe en vi-

trine du Limousin : « Notre réussite doit permettre de démontrer que cette région peut être gagnante, reprend Pierre Pastaud, qu'elle peut couper avec l'image passiste dont elle souffre dans l'opinion française. »

Ce public, le CSP le veut enthousiaste, mais sage. A la fin du match contre Pesaro, une bagarre a mis aux prises un joueur américain de Limoges et l'un de ses adversaires de l'équipe italienne. Le public s'est contenté d'une manifestation bruyante de désapprobation. Bozidar Mjalkovic y voit le signe d'un fair play et d'une bonne éducation « dont on devrait s'inspirer dans d'autres sports ». Frédéric Forte préfère souligner la qualité de ses supporters. « Ils se sont améliorés en même temps que nous, ils ont atteint notre niveau sur le terrain. Et ils savent faire la distinction entre les actions. Ils peuvent applaudir une défense peu spectaculaire, aussi bien qu'un tir à trois points. » Avant d'affronter Pesaro, jeudi 16 mars, en une troisième rencontre décisive, les joueurs limougeauds sont persuadés que, ici, l'avantage du terrain n'est pas une vaine formule. Ils n'attendent plus que confirmation.

Pascal Ceaux

RÉSULTATS

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES CLUBS CHAM-

Quarts de finale aller
Real Madrid-Cibona Zagreb 93-70
Le Real Madrid est qualifié pour la finale à quatre qu'il a lieu les 11 et 13 avril à Saragosse
Limoges CSP-Pesaro 79-66 (aller : 55-68)
Panathinaïkos Athènes 63-55 (aller : 58-65)
Olympiques Le Pirée-CSKA Moscou 86-77 (aller : 65-95)
Les matches d'appui auront lieu jeudi 16 mars à Limoges. Athènes et au Pirée.
COUPE D'EUROPE DES CLUBS
Finale, à Istanbul
Trévise-Victoria 94-86

FOOTBALL

COUPE DE L'UEFA

Quarts de finale retour
JUVENTUS TURIN-Borussia Dortmund 2-0 (1-0)
BORUSSIA DORTMUND-Lazio Rome 0-0 (0-1)
Oderse-PARME 0-0 (0-1)
Nantes-BAYER LEVERKUSEN 0-0 (1-5)
COUPE DES COUPES
Quarts de finale retour
CHELSEA-FC Bruges 2-0 (0-1)
Les clubs qualifiés sont en majuscules. Entre parenthèses les résultats des matches aller.

SKI NORDIQUE

Championnats du monde à Thunder Bay (18 km poursuite dames (libre))
1. Larissa Landry (Rus.), 2. Nina Gavriluk (Rus.), à 25 s 7 ; 3. Olga Danilova (Rus.), à 37 s 3 ; 4. Mariela de Centa (Ita.), à 1 min 3 s 9 ; 5. Stefania Belmondo (Ita.), à 1 min 12 s ; 1.116. Sophie Villeneuve (Fra.), à 2 min 39 s 2.

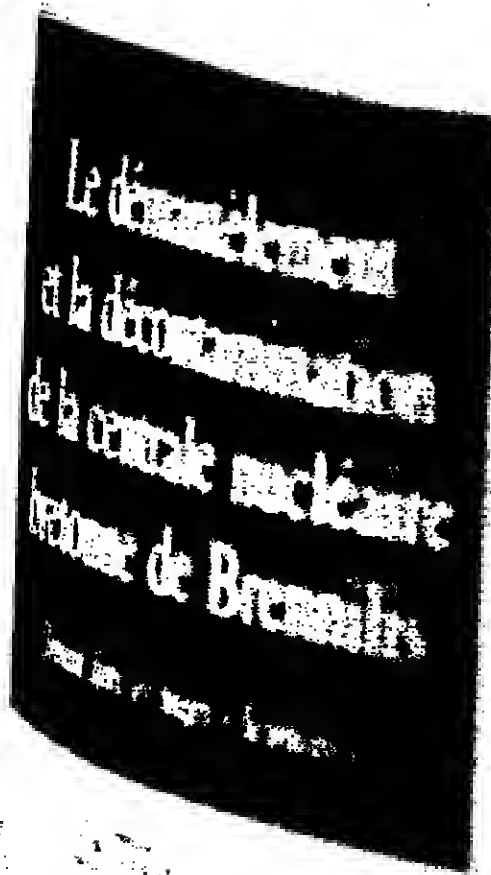
BOXE

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES LOURDS-

LÉGERS

A Levallois

Prince Amadou (Fra.) bat Alexander Gourov (Ukr.) par K.O. à la troisième reprise.



مكتبة من رصاص

Marie Curie sera la première femme à reposer au Panthéon pour ses mérites scientifiques

Les cendres de la célèbre chimiste vont être transférées en même temps que celles de son mari

Regrettant qu'aucune femme n'ait encore trouvé place pour ses mérites dans la crypte du monument dédié aux « Grands hommes

de la nation », M. Mitterrand avait annoncé, en mars 1994, lors de la Journée internationale des femmes, son souhait de voir les

cendres de Marie Curie y reposer. Un décret publié au Journal officiel du 14 mars vient concrétiser cette intention. Après avoir par-

tagé, en 1903, le prix Nobel de physique avec Pierre Curie et Henri Becquerel, Marie Curie a obtenu, en 1911, le prix Nobel de chimie.

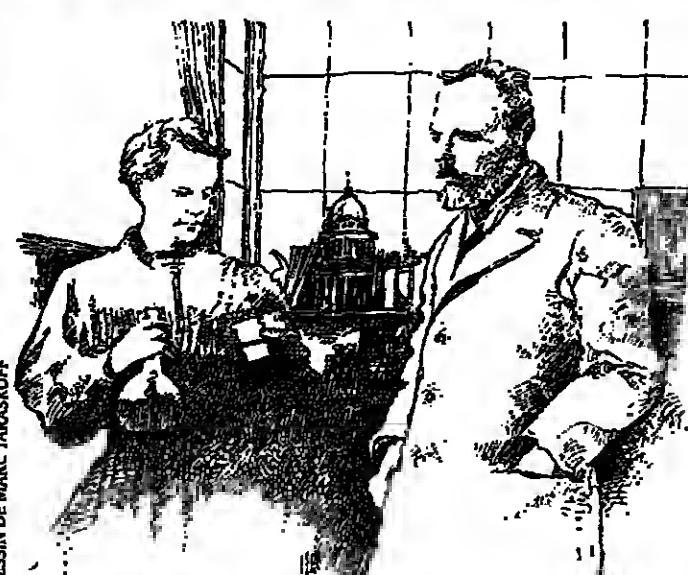
« LAISSEZ ENTRER tout le monde sauf les femmes. » Le président de l'Académie des sciences a tranché. Les académiciens suivront. Malgré l'appui du mathématicien Henri Poincaré et celui du secrétaire permanent de l'Académie, Gaston Darboux, Marie Curie, pourtant couronnée à deux reprises par le Nobel, ne sera pas reçue quai Conti. Au premier tour de scrutin, elle a recueilli vingt-huit voix contre vingt-neuf à Edouard Branly et une à Marcel Brillouin. Mais au second tour, Branly, découvreur de la radioconduction, en a obtenu trente « dans des conditions, rapporte un témoin, à faire rougir un singe ».

Humiliée, Marie Curie ne présentera plus jamais sa candidature. Mais, plus que son échec académique face à un adversaire de vingt ans plus vieux qu'elle, c'est sans doute la nature des arguments employés par ses adversaires qui l'affectera. « Branly, professeur à l'Institut catholique, était le candidat de la droite nationaliste et antisémite » expliquait Françoise Giroud dans Le

refaillir sur elle sa gloire, mais elle était, ô horreur, étrangère. » La petite Polonaise, née le 7 novembre 1867 à Varsovie, ne portait-elle pas d'ailleurs un nom « impossible » : Skłodowska ? « En cherchant bien, n'aurait-on pas pu lui dénicher un grand-père juif ? Non. Mais on pouvait toujours le suggérer, ajoute Françoise Giroud. Et ce fut fait. »

Certes, quand elle entra en sciences, venant de sa Pologne natale, Marie Curie, âgée alors de vingt-quatre ans, savait bien qu'on ne lui ferait pas de cadeau. Mais sa ténacité et son génie eurent vite raison de bien des barrières. Première femme docteur ès sciences, elle fut aussi première femme professeur à la Sorbonne. Une reconnaissance plus que méritée car il est des travaux que la plus grande mauvaise foi ne peut mettre à bas. Ses premières recherches l'ayant conduite vers la chimie, elle s'y épanouira avec une pugnacité rare.

« Sa fermeté dans le dessin lui interdisait tout découragement, disait d'elle le physicien aujourd'hui dispa-



DESSIN DE MARC THAUROUX

re. » Sans doute car son mariage avec Pierre Curie, d'où naîtront deux enfants, ressemble plus, diront certains, à une union mystique avec la science qu'à la conclusion d'une histoire d'amour.

Ce qui semble l'avoir exaltée par dessus tout, c'est son interminable quête pour découvrir des éléments chimiques encore inconnus vers lesquels sa thèse de doctorat l'avait naturellement conduite : l'étude des rayons uraniques, sur lesquels elle va travailler avec un physicien français, déjà reconnu pour ses travaux sur le magnétisme, Pierre Curie, qu'elle a épousé en 1895. En cette fin de siècle, la science est à un tournant. Henri Becquerel a fait, en 1896, la découverte de la radioactivité, cette étonnante propriété qu'ont certains éléments, comme l'uranium ou le thorium, de se briser spontanément en d'autres éléments, différents et moins lourds, en dégageant de l'énergie.

« Avec audace », Marie Curie s'intéresse à ce phénomène de radioactivité qui avait laissé quelques traces sur la peau de Becquerel. « Avec imagination », elle émet l'hypothèse qu'un ou plusieurs éléments inconnus peuvent expliquer ? « activité » de cette peluchette, un minéral radioactif extrait à l'époque de mines autrichiennes. Au terme d'un travail exemplaire, effectué dans des conditions acrobatiques, sans moyens, Pierre et Marie Curie réussissent, en 1898, à mettre en évidence, dans un incommensurable hangar de l'Ecole de physique et de chimie de Paris, deux nouveaux éléments contenus dans une tonne de résidus de ce minéral.

SEIZE GRAMMES DE RADIUM Cette découverte du radium et du polonium vaudra à ses deux auteurs de partager, en 1903, le prix Nobel de physique avec le découvreur de la radioactivité, Henri Becquerel. Une période héroïque s'achève qui va porter le stéréotype du génie travaillant dans la pauvreté au bonheur de l'humanité. Une image peu réaliste « car, après le prix Nobel, les Curie sont sans doute les chercheurs les mieux lotis de France ». Trois ans plus

tard, Pierre est élu à l'Académie des sciences. Un honneur dont il profitera peu, car il meurt en avril de la même année écorché place Dauphine par une voiture alors qu'il se rendait à l'Académie. Ce coup du sort n'abat pas Marie Curie. Veuve à trente-huit ans, elle se ressaisit, refuse la pension qu'on lui offre, prend la chaire de son mari à la Sorbonne et poursuit ses recherches sur le radium.

Au péril de sa santé, elle multiplie les fractionnements, les distillations, les purifications pour isoler quelque 16 grammes de chlorure de radium qui lui vaudront, en 1911, la reconnaissance de la communauté scientifique mondiale et l'attribution de son deuxième prix Nobel, de chimie cette fois.

Ces remarquables travaux auraient pu faire taire les mauvaises langues et laisser en paix celle qui a eu l'insigne honneur de participer avec les plus grands savants de son temps au premier Congrès Solvay, où se côtoyaient Einstein, Planck, Poincaré... Marie Curie. C'est ce moment-là que choisisse ses ennemis pour lui fermer les portes de l'Académie, en janvier 1911, et la traîner dans la boue en révélant, en novembre 1911, dans Le Journal, sa liaison avec son collaborateur Paul Langevin. Mais une nouvelle fois, elle reprend le dessus et forme le projet de créer l'Institut du radium, qui est inauguré en 1918 et qu'elle dirige d'une main de fer.

Noo sans satisfaction, car c'est dans ces locaux que sa fille Irène et son gendre Frédéric Joliot découvriront la radioactivité artificielle, couronnée par le Nobel de chimie en 1935. Une dernière joie pour celle qui, roguée par la radioactivité, meurt d'une leucémie dans un sanatorium des Alpes, le 4 juillet 1934, en ayant été, comme le dit Françoise Giroud, « ni sainte ni martyre. Juste une femme honorable ».

Jean-François Augereau

François Mitterrand et le Panthéon

François Mitterrand, qui avait inauguré son premier mandat présidentiel, le 21 mai 1981, par une visite au Panthéon, sur les tombes de Jean Jaurès, fédérateur du socialisme français, Jean Moulin, chef de la Résistance intérieure, et Victor Schœlcher, libérateur des esclaves de Martinique, y avait transféré les cendres de René Cassin, héros des droits de l'homme, le 5 octobre 1987, et celles de Jean Monnet, « père » de l'Union européenne, le 9 novembre 1988. Il avait évoqué, en mars 1994, la possibilité de faire entrer Marie Curie - et son mari, Pierre - dans ce temple républicain où n'est présente qu'une femme, Sophie Berthelot.

Monde en mars 1979. Marie Curie, « soutenue par les libéraux, les féministes et les anticoloniaux », fut donc « attaquée avec une extraordinaire violence par l'Action française et l'Intransigeant. Non seulement il allait de soi à ses yeux que Marie Curie n'avait rien découvert du tout, sinon un époux de génie assez bon pour faire

ru Pierre Auger. Elle était capable de surmonter les épreuves morales et physiques que guettaient le chercheur scientifique lorsqu'il s'aventure sur des terres totalement inconnues sans autre guide que sa pensée, sans autre soutien que sa volonté de découvrir, seule dans cette entreprise que [son mari] Pierre Curie qualifiait d'antinatu-

Une machine pour créer des climats « in vitro »

La seconde tranche de la soufflerie Jules-Verne de Nantes vient d'entrer en service

COMMANDER à Éole. Dompter le vent. Produire en chambre et à volonté un cyclone tropical ou du crachin breton, un coup de sirocco ou une tempête de neige, un brouillard impénétrable ou un froid de banquise... Ce rêve, que n'aurait pas renié Jules Verne, est devenu réalité.

C'est en effet dans la ville natale de l'écrivain, Nantes, que le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) a implanté, en 1990, sa soufflerie climatique Jules-Verne. Cet équipement, unique, vient de s'enrichir d'une seconde unité, qui lui permet désormais de recréer in vitro quasi-

ment tous les types de climats. Cette nouvelle tranche, dite thermique, complète le circuit dynamique entré en service il y a cinq ans, qui était plus destiné à l'étude de l'écoulement de l'air, de l'effet combiné de la pluie, du vent, du soleil et du sable sur divers types d'équipements, ouvrages d'art, mobilier urbain, automobiles, systèmes militaires, etc. (Le Monde du 27 juillet 1990). L'anneau de la trajectoire dynamique, où le vent peut circuler jusqu'à 300 km/h, écoule désormais un circuit plus petit, où la température peut passer de -25°C à +50°C en quelques

heures, le taux d'humidité varier de 30 à 95 %, la neige et la pluie tomber et le sable se lever en attendant que grêle et givre puissent être produits à la demande.

L'intérêt d'un tel outil ? S'affranchir de notre mère nature, qui est « déprimante » pour l'expérimentateur, ironise Jacques Gandemer, chef du service aérodynamique et environnement climatique au CSTB. Les phénomènes climatiques étant aléatoires, « on peut attendre longtemps la tempête centennale », il est en effet très difficile de contrôler « sur le terrain » les divers paramètres qu'un industriel ou un chercheur peuvent vouloir tester. « Il est donc indispensable de travailler en taille réelle », souligne Jacques Gandemer. Ce que permet la soufflerie Jules-Verne, qui peut aussi bien contenir un bus qu'une maisonnette.

HAUBANS À « HÉLICES » Les industriels l'ont bien compris, qui font de plus en plus appel à ses services. Les haubans du pont de Normandie, par exemple, ont été testés à Nantes. Cette étude a permis de résoudre un problème rencontré sur certains ponts japonais. Par temps de pluie, ceux-ci se mettaient à vibrer même par vent faible. On s'est finalement aperçu que c'est la suie produite par la pollution qui provoquait l'écoulement de la pluie sur les haubans en un filet fluide, alimentant cette désagréable vibration. La solution a consisté à entourer les haubans d'une fine spirale qui désorganise cet effet inopportun.

Les fabricants de toitures, de volets roulants, de façades en verre, d'extracteurs de chaleur ou de fumée, etc., ont pu également soumettre leurs produits à la violence de vents tourbillonnants et

de pluies sournolées. L'expérience montre que les tuiles peuvent s'arracher plus facilement sur la face du toit opposée au vent (par un phénomène de dépression comparable à celui qui permet aux avions de voler), ou que la bruine est plus insidieuse et pénétrante que les grosses gouttes. Elle démontre aussi que les normes actuelles en matière de génie civil ne sont pas forcément les mieux adaptées.

L'AUTOMOBILE INTÉRESSÉE

Mais les industriels du bâtiment et du génie civil, pour lesquels elle avait été conçue, ne sont pas les seuls à recourir aux services de la soufflerie, dans laquelle les équipementiers automobiles soumettent eux aussi leurs véhicules à des conditions extrêmes, sans plus avoir à se rendre en Finlande ou en Afrique du Sud. La dernière « tropicalise » ses systèmes : Ariane teste la stabilité de ses lanceurs ; la SNCF met au point des rideaux d'air pour le cantonnement de fumées d'incendie qui pourraient, à l'avenir, remplacer les portes coupe-feu ; des « voliers » testent des prototypes de parapentes.

Cette activité polymorphe, qui représente un chiffre d'affaires de 24 millions de francs (y compris le secteur « éclairage » du site natal), pour un budget de fonctionnement de 11,4 millions de francs, se partage entre la recherche (45 %) et les études privées (55 %). Le financement de la soufflerie Jules-Verne, qui devait initialement être achevée en 1993, se monte à une centaine de millions de francs. Il a été assuré à 60 % par l'État (le CSTB est un établissement public à caractère industriel et commercial), à 30 % par les collectivités territoriales, le reste relevant de l'auto-financement et d'un partenariat avec l'équipe-

mentier automobile Heuliez. A terme, le personnel de la soufflerie devrait comprendre 18 personnes, et son plan de charge lui permettra dans un premier temps de ne pas dépasser un coût moyen journalier de 70 000 francs hors taxes. Un prix assez attractif, espère Alain Maugard, pour permettre à cet « instrument de taille européenne » d'élargir encore son champ d'activité. Et de continuer à faire la pluie et le beau temps sur un secteur promis à un large développement.

Hervé Morin

Le démantèlement et la décontamination de la centrale nucléaire bretonne de Brennilis

Demain dans les pages « Sciences »

Le Monde

La science en débat

Conférence

Figures de la science

autour de personnalités ayant laissé leur nom à une station de métro

Jeudi 23 mars 1995 à 17h

Ingénieurs et grands projets

Fulgence Bienvenüe, 1852 - 1936,

par Dominique Larroque, Cnam, Paris,

Pierre-Paul Riquet, 1604 - 1680,

par Antoine Picon, Ecole nationale des ponts et chaussées, Paris.

Animation : Bruno Jammes, médiathèque, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie

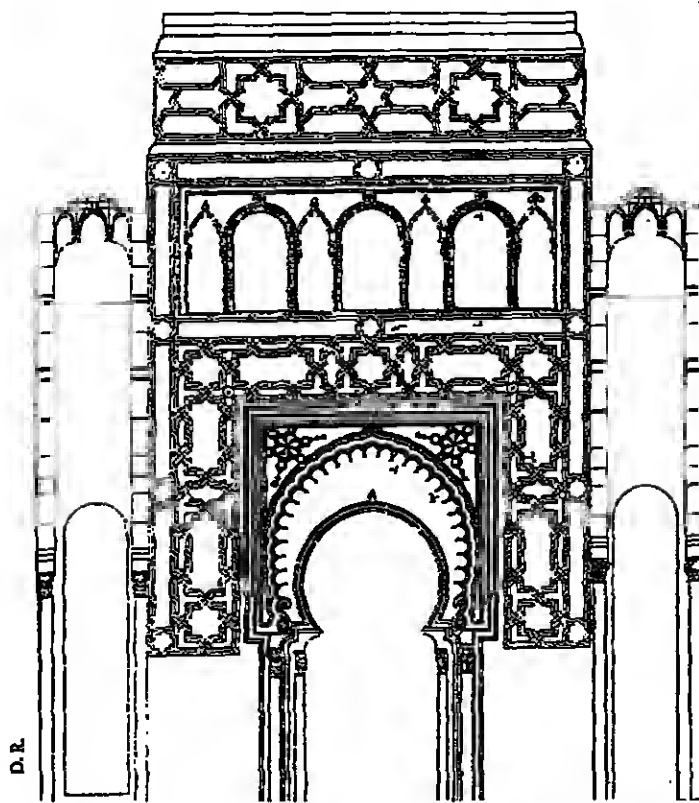
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris

Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

VOYAGES

Tinnel, sanctuaire-forteresse du Haut Atlas

A une centaine de kilomètres au sud-ouest de Marrakech, une mosquée du XII^e siècle vient d'être restaurée



Reconstitution du « mihrab » de la mosquée de Tinnel

TINNEL
de notre envoyé spécial
Comme toutes les nations mahométanes, le royaume chérifien construit actuellement force mosquées, du simple minaret banlieusard au gigantesque complexe marocain de Casablanca (Le Monde du 30 août 1993). C'est bien sûr un signe de ferveur voire de fièvre, religieuse, mais également une preuve d'enrichissement dans un pays où, selon la Banque mondiale, le pourcentage des pauvres dans la population est tombé de 50 % à 17 % entre 1970 et 1993.

La fondation marocaine l'ONA (ancien Oumalun nord-africain) vient ainsi de consacrer près de quatre millions de francs à la remise en état de la mosquée-cathédrale de Tinnel, village berbère en plaine de trente-cinq feux - c'est le cas de le dire car il n'a pas encore l'électricité - au cœur du Grand Atlas, à cent kilomètres au sud-ouest de Marrakech, par la route goudronnée, dans un panorama de grès rouge où s'accrochent oliviers et arandiers. C'est là, au

XII^e siècle, que le réformateur musulman Mohamed Ben (ou Ibn) Tounmet, surnommé El Mahdi, « le Messie », installa son quartier général. Préchant en *tocheit*, l'idiome berbère de ce massif sud-marocain dont il était natif, cet orateur dressa les montagnards chérifs contre la dynastie également berbère au pouvoir à Marrakech, les Almoravides venus

des confins mauro-sénégalais. Ultra-orthodoxe dans son discours - il pestait contre les hommes volés et les femmes à visage dévoilé -, Ibn Tounmet n'en était pas moins atypique : en voyage d'études en Orient, il oégilgea de visiter La Mecque et il ne se maria jamais, bien que dans son univers le mariage soit « le motif de la religion ». Etant allé à Bougie pour y

maudire la licence des moeurs, il y rencontra Abdelmoumen, étudiant berbère d'Oran se rendant au Levant, qu'il persuada de revenir sur ses pas et ramena au monastère-casernes de Tinnel. La nouvelle recrue, après la mort du fondateur, en 1130, se proclama calife, renversa les efféminés émirs marakkhis, unifia le Maghreb par le sabre au nom du Prophète et du Mahdi, gela un moment la Reconquête en Espagne et lança un programme de constructions qui nous vaut la Giralda de Séville, la Koutoubia de Marrakech, la tour Hassan de Rabat et, avant elles, la mosquée de Tinnel, dédiée à Ibn Tounmet.

Abdelmoumen, fulgurant pape-empereur du Maghreb sunnite, sorte de Napoléon islam-berbère, fut plus chanceux que le Corse car sa lignée régna cent ans. Elle eut le tort d'abandonner peu à peu les rudesses galvanisantes du jebel, se livrant aux plaisirs amollissants de la plaine. Lorsque les Almohades regagnèrent Tinnel, sous la poussée des Mérinides, leur montante berberie s'effrita des steppes constatoinoises, il était trop tard. Les restes du Mahdi et du Calife furent dispersés, tandis que leurs ultimes héritiers se faisaient modestement calligraphes. Reta ce sanctuaire carré de quarante-huit mètres de côté, avec son minaret de pierre taillée, ses toits de tuiles roses, ses arches en brique cuite, ses charpentes en cèdre, ses coupes et stalactites annonçant l'Alhambra de Grenade, le stuc blanc de son mihrab, niche indiquant la direction de La Mecque, parvenu presque intact jusqu'à nous, protégé par la pitié des paysans alentour, trop heureux durant des générations de disposer d'une telle basilique.

Les Français du protectorat consolidèrent le monument, mais cela n'empêcha pas des toits, plus

tard, de s'effondrer, les revêtements de terre crue de s'effriter. Encore quelques années, et hiboux et passereaux auraient été les derniers habitants. Cependant le temps travaillait aussi pour Tinnel, avec le retour de l'idée du Maghreb uni - vœu profond que seuls, en mille deux cents ans, comblèrent les Almohades, si ce n'est les quarante-quatre ans de l'unification française -, avec la résurgence de la revendication culturelle berbère, avec l'intérêt national grandissant pour l'archéologie. C'est ainsi que le médiéviste Hamid Triki et quelques autres mirent les mécènes de l'ONA sur la piste du Haut Atlas.

Les non-musulmans pourront pénétrer dans les lieux de prière, comme dans la Grande Mosquée de Casablanca

« Pour la restauration de Tinnel, nous n'avons pas utilisé un gramme de ciment ou de béton, seulement les matériaux du cru, avec les potiers et les maçons du coin. Afin de retrouver certaines chaux grasses indispensables à la consolidation des pierres du mihrab, nous avons dû aller jusqu'en Espagne où un fabricant du pays, converti d'ailleurs à l'islam, nous a permis en quelque sorte, de nous fournir le produit souhaité, de reconstruire le coquillage technique hispano-maghrébin de l'ère almohade... », raconte M'Hamed Moubilji, l'ingénieur de l'entreprise Belkhalil, qui a été l'un des principaux responsables du chantier où durant trois ans ont travaillé cinquante personnes.

Plus de deux millions de briques en fine boue des canaux d'irriga-

tion ont été cuites dans des fours à l'ancienne, dormant de petits rectangles durs comme fer, afin de remplacer une partie de leurs semblables d'il y a huit cent cinquante ans ; les céramiques d'Azrou ont fourni les mêmes poutres odorantes que jadis ; les conduites d'eau, verrouillées seulement à l'intérieur pour empêcher la formation de mousses, ont été tournées à la main. Un vrai travail de reconstitution écologique, sous les yeux impitoyables de deux experts de l'Institut allemand de Madrid, versés en civilisation andalouse. Rien n'a été inventé ou ajouté, sauf peut-être un pavement de brique pour remplacer le sol en chaux damée de l'origine. Inaugurée officiellement en 1994, la Grande Mosquée de Tinnel n'a pas encore été rendue au culte. Cela ne saurait tarder mais il est annoncé qu'une entorse à l'usage chérifien, codifié par l'yautey, de ne pas laisser les non-musulmans pénétrer dans les lieux de prière sera tolérée à Tinnel comme en la toute neuve Grande Mosquée casablancaise, bâtie par Hassan II.

Quoi qu'il en soit, demeureront le travail de restauration historico-artistique respectueux du passé parfois jusqu'à la manie, la réhabilitation des méthodes artisanales locales et l'émulation mécanique (la famille d'un député originaire de Tinnel a donné deux mille mètres carrés dans le hameau pour qu'on y édifie un musée où se verront notamment les fameuses monnaies carrées en argent frappées par les Almohades à Tinnel même). Ces résultats devraient rejoindre une autre fondation, celle jouée par l'agha khan à l'architecture islamique d'hier, d'aujourd'hui et de demain, qui s'efforce depuis quelques lustres de réintroduire aux musulmans l'amour de leurs beaux-arts. Nul doute que cette « prédication » islamique d'un nouveau genre ait joué aussi en faveur de la résurrection de Tinnel.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Patrimoine et diaspora

Le mécénat privé a pris récemment son essor au Maroc, devenant presque une mode. Créée en 1983 et animée par Farid Britel, l'ONA (important groupe financier marocain-international) s'est intéressée en priorité au patrimoine avec l'opération Tinnel (voir Tinnel : l'épopée almohade, ouvrage coordonné par Hamid Triki, diffusé par Bachel-Chastel, 270 pages illustrées 25 x 30, 450 F). Un musée d'art contemporain, un centre marocain de conjoncture et la bienfaisance médicale sont les nouveaux dossiers ouverts par l'ONA. Rabat compte aussi sur les deux millions de Marocains en diaspora - des ouvriers mais aussi des banquiers ou des spécialistes d'Ariane et de la Nasa - pour participer à des actions patrimoniales ou sociales au pays natal. Du 16 au 19 mars, deux mille délégués de cette diaspora se réunissent pour la première fois à Marrakech.

* Fondation ONA, 7, rue Mohamed-Abdou, Casablanca. Tél : 2-20-85-87.

Carnet de route

● Repères. Vaste, peu fréquenté, quadrillé de sentiers muletiers, le Haut Atlas, où se situe Tinnel, est le lieu par excellence de la randonnée pédestre. La population, fière et accueillante, a conservé ses traditions. Les paysages, grandioses et contrastés, concourent au dépaysement. Les sommets, même à 4 000 mètres d'altitude, sont accessibles. Le climat et l'ensoleillement sont exceptionnels, ce qui permet de s'y rendre toute l'année. Période idéale : d'avril à octobre.

● Voyage. Paris-Marrakech : 4 vols hebdomadaires Air France (tél. : 44-08-24-24), à partir de 2 490 F A/R ; Royal Air Maroc (tél. : 44-94-13-10), 3 vols/semaine, même tarif ; Nouvelles Frontières (tél. : 41-41-58-58) le dimanche, 950 F.

● Forfaits. Consulter les

spécialistes : Allibert (tél. : 48-06-16-61), Hommes et Montagnes (tél. : 16-76-55-14-43), Déserts (tél. : 48-28-13-40), Explorator (tél. : 42-66-66-24).

● Sur place. Trois types d'hébergement : auberges de montagne, gîtes d'étape (chez l'habitant) et refuges d'altitude. Leur liste figure dans la brochure *Pratique de la randonnée en montagne* diffusée par l'Office national marocain du tourisme, qui rappelle quelques règles à respecter : une tenue correcte, brûler ses déchets dégradables sur place et redescendre les autres ; ne pas donner de bombes aux enfants.

● Renseignements. Office national marocain du tourisme, 161, rue Saint-Honoré, 75001 Paris (tél. : 42-60-47-24).

● Lectures. Un guide, le Maroc publié par Gallimard.

Evasion

DIRECTOURS
MILLE 87/91 (voir page 2) 1390 F
DUBAI 87/91 (voir page 2) 1390 F
CALIFORNIE 87/91 (voir page 2) 1390 F
NEW YORK 87/91 (voir page 2) 1390 F
LE MAROC 87/91 (voir page 2) 1390 F
MARRAKECH 87/91 (voir page 2) 1390 F
MARRAKECH 87/91 (voir page 2) 1390 F
MARRAKECH 87/91 (voir page 2) 1390 F
DIRECTOURS : Prix et conseils en direct
102, av. des Champs-Élysées - PARIS 8
Brochures sur demande : 45 82 82 82
et 3615 DIRECTOURS (tél. : 45 82 82 82)

3615 SORTEZ
Le jour même, la veille ou l'avant-veille : un choix de spectacles à prix dégriffé (-40%)
Théâtre, musique, danse...
réservez sur minitel :
3615 SORTEZ

WEEK-END PÂQUES
NAPLES 3 nuits 14 au 17/04/95 1.775 F
ROME 4 nuits 13 au 17/04/95 2.590 F
VENISE 3 nuits 14 au 17/04/95 2.495 F
WEEK-END SPECIAL BUDGET
du 22 au 25/04/95
ROME 1.710 F
VENISE 1.915 F
(vols charter A/R, taxes, log., et pot. d'été)
* prix à partir de...
Tél : 44 51 39 27
MINTEL 3615 :
Citizen
(Ligne 14)

ANTIBES JUAN-LES-PINS
DES IDEES DE SEJOURS
POUR UN WEEK-END OU PLUS
Séjours à thème, festivals, musée Picasso, salon des antiquaires, Martineland, Forfaits hôteliers.
Renseignements :
MAISON DU TOURISME
11, Place de Gaulle - 06600 ANTIBES
Tél : 92.90.53.00 - Fax : 92.90.53.01
3, rue du Fig St-Honoré - 75008 PARIS
Tél : 49.24.06.22 - Fax : 49.24.06.09

CADEAU DE RÉOUVERTURE
du 17 mars au 2 avril
2 nuits pour 1
à partir de 745 F au lieu de 1230 F
par pers. en chambre double
1 repas et 2 petits-déjeuners
Château de MONTCAUD
Hôtel *** - Restaurant
Bagnols/Grèce, 30 Km d'Avignon
Tél : 66.89.60.60 - Fax : 66.89.45.04

Bahamas
le bleu en 700 îles
Découvrez nos îles avec
jetset
AVION NON STOP DE PARIS
+ 7 nuits en hôtel 2 étoiles
à partir de
5 920 F
* Prix par personne en chambre double
Taxes aériennes en sus
Pour toute réservation :
Tél : 53 67 13 00
ou votre Agence de Voyages habituelle

CORSE
Golf de Porto Vecchio - mois d'août
Luxe grande et belle villa, confortable, moderne, piscine dans l'eau, grande terrasse avec barbecue, salon jardin, 8 chambres, salle de séjour, cuisine aménagée, vue imprenable, accès direct mer, piscine, tennis. Poss. location longue ou courte durée. Prix : 21.247,25 \$ après 10h.
Photos et possibilité de se rencontrer pour renseignements.

PERIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24350 VILLERANQUE-DU-PERIGORD
Tél : 63.28.95.94 - Fax : 63.28.42.90

LE COMPTEUR BLEU
VOIS RÉGULIERS A/R départ Paris
Bangkok 3850 F
Rio 5150 F
New York 1850 F
SÉJOURS & WEEK-ENDS
Croisière Égypte 3800 F
Vols A/R + Hôtels 5000 F
Égypte 5090 F
Vols A/R + Hôtels 5000 F
Israël 1590 F
Vols A/R + Hôtels 5000 F
Thaïlande 5790 F
Vols A/R + Hôtels 5000 F
Tél : 40.40.44.72.73
AGENCE DE VOYAGES

SABLES D'OLONNE
votre location de vacances estivales à réserver dès maintenant
POOL IMMOBILIER SABLES
(16) 51 95 10 28
2, Place de Strasbourg - B.P. 77
85102 LES SABLES D'OLONNE

RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ "EVASION"
Tél : 44.43.77.36 - Fax : 44.43.77.30

PARTIR

■ CROISIÈRE DU CENTENAIRE DU CINÉMA. A l'anniversaire exceptionnel, croisière exceptionnelle. Des Seychelles au Yémen, du 8 au 21 avril, à bord du *Mermoz*, une « première » proposée par Paquet et Paté en compagnie de vedettes du grand écran (Claudia Cardinale, Brigitte Fossey, Richard Berry, Carole Laure, Vanessa Paradis, Nathalie Baye), de scénaristes, de techniciens, de journalistes, d'écrivains et de conférenciers (Marcel Jullian, François Chalais, Claude-Jean Philippe). Une occasion, également, de revoir quelques-uns des chefs-d'œuvre du 7^e art et de s'initier à l'écriture d'un scénario. Un festival de 13 jours, à partir de 14 740 F par personne en cabine double intérieure et pension complète (15 500 F en cabine extérieure), au départ de Paris. Dans les agences de voyages et au 5, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, tél. : (1) 49-24-41-79.

■ LAPONIE SUÉDOISE. Village proche du cercle polaire, Ammanas a été choisi comme camp de base par le voyageur Alantours, spécialiste de la Scandinavie, qui y propose un cocktail d'activités sportives : traîneaux à chiens, motoneiges, ski de fond et pêche blanche. L'occasion, également, de découvrir la culture laponne centrée sur l'élevage traditionnel et nomade des rennes dans une des plus grandes réserves naturelles d'Europe. Et d'observer, avec

un peu de chance, loup, lynx et élan dans le parc animalier de Lycksele. Sans oublier les aurores boréales, vedettes d'un hiver nordique qui dure jusqu'à la mi-avril. Huit jours à la carte à partir de 8 700 F au départ de Paris. Renseignements au (1) 42-96-59-78 et auprès de l'Office du tourisme suédois au (1) 42-72-58-77.

■ RAID SPORTIF CHEZ LES NAVAJOS. Une découverte insolite et sportive de la civilisation indienne proposée par Authentica en collaboration avec le voyageur Allibert. Du 26 mai au 4 juin, sur le lac Powell (Arizona), à bord de scooters marins biplaces faciles à piloter, en compagnie d'un guide-conférencier. Vingt participants maximum. Inscriptions closes fin mars. Prix : 22 000 F pour le pilote, 16 500 F pour le passager, avec vol Paris-Las Vegas A/R, transferts, location des scooters, matériel de camping, 4 nuits en hôtel et repas. Renseignements auprès d'Authentica, 75, rue Jules-Guesde, 69230 Saint-Genis-Laval, tél. : 72-39-15-96.

■ ALLEMAGNE. L'Allemagne a enregistré une baisse de 2 % du nombre de ses touristes étrangers en 1994 par rapport à l'année précédente. Ce sont surtout les Européens de l'Est (-11 %), les Néerlandais

(-14 %) et les Belges (-18 %) qui ont boudé le pays de Goethe. - (AFP)

■ JOHANNESBURG. La compagnie South African Airways a inauguré samedi 4 mars son premier vol Johannesburg-Bombay. La liaison sera assurée désormais deux fois par semaine, le samedi et le mardi. - (AFP)

■ L'OFFICIEL DES VACANCES. L'édition 1995 (Éditions JEM, diffusion Viljo), entend remplir deux fonctions : celle d'un annuaire, avec ses milliers d'adresses, de téléphones et de fax ; celle d'un conseiller capable d'indiquer les meilleures pistes tout comme les pièges et d'expliquer le fonctionnement des agences de voyages, du transport aérien ou de l'assurance-assistance. Deux cents rubriques classées par ordre alphabétique, un index coloré facilitant les recherches ainsi qu'un système de renvois permettant de passer d'un sujet à un autre, d'explorer et de comparer. A noter, un renforcement des destinations étrangères, la présentation des grandes collections de guides de voyage et les calendriers 1995 et 1996 avec indication des vacances scolaires. 320 pages, 98 F. Dans les librairies, les maisons de la presse et les FNAC.

NOMADE
plus de 100 idées de voyages pour les découvrir
49, rue Montmartre - 75001 Paris - 45 53 21 71

Des nuages et de faibles pluies

JEUDI MATIN, de nombreux nuages resteront accrochés sur les massifs pyrénéens et alpins. Ils donneront de la neige respectivement au-dessus de 800 et de 500 mètres. Des Pays de la Loire à l'île-de-France et aux Ardennes, la couverture nuageuse sera importante, avec de petites pluies de temps à autre. En Bretagne, les éclaircies seront progressivement de retour. Des Charentes au Massif Central et jusqu'aux régions du Nord-Est, les passages

nuageux seront accompagnés d'averses, qui tomberont sous forme de neige à partir de 500 mètres.

De l'Aquitaine à la région toulousaine, les nuages et les éclaircies se partageront le ciel. Le vent d'ouest à sud-ouest sera modéré sur la façade atlantique et en Manche, mais il se renforcera au fil des heures. En Corse, le temps sera également nuageux avec des ondées, alors que le long du pourtour méditerranéen le ciel restera bien dégagé, grâce à la tramontane et au vent d'ouest près des côtes varoises qui souffleront assez forts.

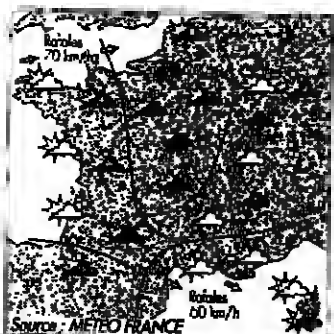
Jeudi après-midi, les éclaircies seront de retour en Corse, alors que le soleil restera bien présent près de la Méditerranée, mais la tramontane et le vent d'ouest atténuent 60 à 70 km/h en points. Sur la chaîne pyrénéenne, le ciel demeurera chargé, mais les précipitations se seront estompées. De la Normandie au Poitou et au Sud-Ouest, de belles éclaircies se développeront avant que le ciel ne se voile par l'ouest.

En Bretagne, le temps se couvrira en cours d'après-midi avec les premières pluies qui tomberont en début de soirée.

Enfin du Nord au Massif Central, aux Alpes et au Nord-Est, les nuages seront nombreux avec quelques ondées ou des pluies faibles. En montagne, il neigera un peu au-dessus de 800 mètres. En Manche, le vent de sud-ouest atteindra 70 km/h en points.

Les températures maximales seront fraîches, comprises entre 0 et 2 degrés des Ardennes au Nord-Est, entre 2 et 4 degrés du Nord au Bassin parisien, au Centre et aux Alpes, et jusqu'à 7 degrés près des côtes. L'après-midi, la remontée du mercure sera timide avec 8 à 15 degrés du nord au sud.

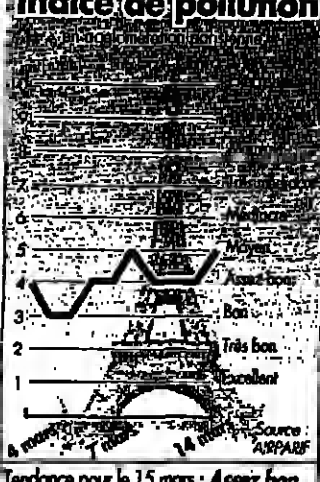
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



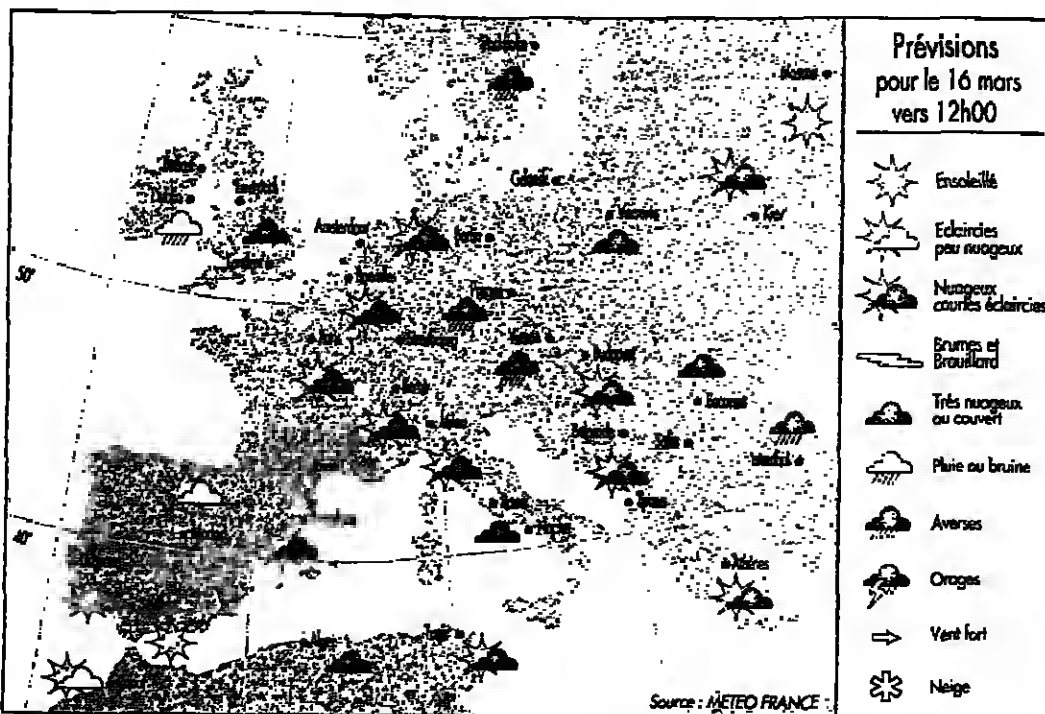
Prévisions pour le 16 mars vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution

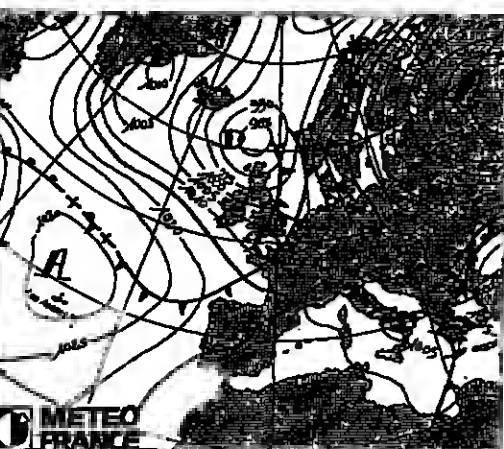


Tendance pour le 15 mars : Assez bon

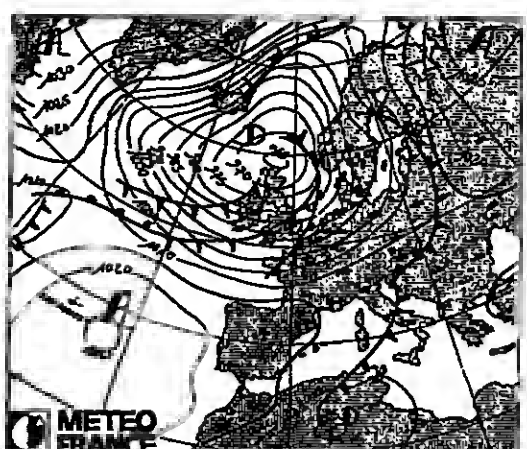


Source : Météo France

TEMPÉRATURES	GRENOBLE	13/0	TOURS	9/5	CARACAS	28/22	LIMA	28/22	PRAGUE	0/-6
du 14 mars 1995	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
maxima/minima	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
FRANCE	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
ALGER	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
AMSTERDAM	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
ATHÈNES	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
BANGKOK	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
BARCELONE	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
BELGRADE	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
BOMBAY	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
BRAÏLIA	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
BRUXELLES	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
BUCAREST	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
BUDAPEST	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
CAEN	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
CHERBOURG	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
CLERMONT-F	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
COCOT	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
FOR-OS-FR	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0
TOLLOUSE	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0	13/0



Situation le 15 mars, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 17 mars, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde Dans les eaux de la Garonne

M. RENÉ MAYER, ministre des travaux publics et des transports, effectue une nouvelle tournée d'inspection ; il s'est dirigé, cette fois, vers le sud-ouest de la France, dont il veut visiter les ports.

La tournée prévue commence par les quais de la Garonne, où le ministre parcourt les installations ferroviaires du port de Bassens : les anciennes bases franco-américaines de la guerre de 1914-1918, demeurées en bon état, et qui ne demandent qu'à être rénovées ; les installations charbonnières de Quercy, prêtes à reprendre les réceptions de combustibles quand les Allemands auront été balayés de la Pointe-de-Grave et de Royan qu'ils occupent encore.

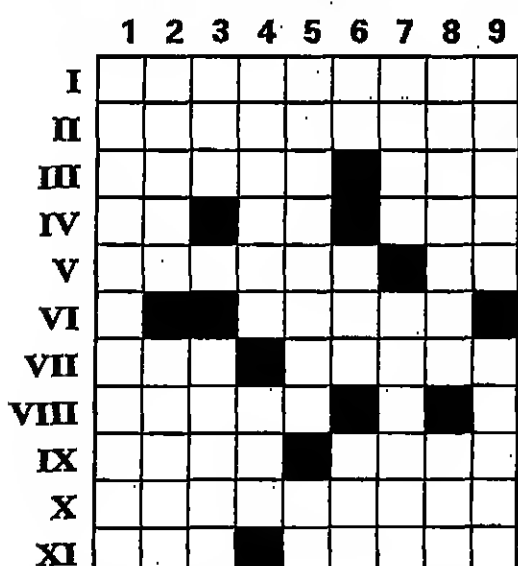
A proximité de Lagrange, à une douzaine de kilomètres du centre de Bordeaux, se trouve le fameux barrage constitué par des bâtiments de tous tonnages coulés en août 1944 par la Wehrmacht. En vue de débloquent ce chenal, les travaux ont commencé dès septembre dernier. Il faut se rendre compte des énormes difficultés que présente le travail. Les Allemands ne se sont pas contentés d'ouvrir des brèches dans les coques. Ils ont préalablement fait sauter toutes les cloisons transversales de ces bâtiments. Ils ont même, pour l'un d'eux, placé dans l'entrepont de grosses pièces d'armement électriques dont chacune pèse de 40 à 60 tonnes. Les scaphandriers doivent plonger dans le cours opaque de la Garonne pour atteindre à l'atmosphère ces énormes pièces que les grues flottantes enlèveront ensuite. Trois cents ouvriers sont occupés ainsi chaque jour au renforcement des épaves, et l'on espère parvenir bientôt à débloquent le chenal. (..)

Pierre-A. Salarnier

(16 mars 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6519



HORIZONTALEMENT
I. Un régime sévère. - II. Incapables de gagner la belle du fait qu'ils ont déjà perdu deux parties. -

III. Est parfois un peu marteau. Te déplace. - IV. Le. Adverbe. Ville des Pays-Bas. - V. En Seine-et-Marne. Quelque chose de risible. - VI. Un compositeur qui évoque saint Thomas. - VII. Vieux pétard. Est dans le code quand il est bon. - VIII. Peut manger des murailles. - IX. Fils preuve d'attachement. Coule en Espagne. - X. Des femmes victimes du sort. - XI. Coule dans le Bocage. Bien ennuyé.

VERTICALEMENT
1. Pas corrects en affaires. - 2. Prit l'air. Parfois dans les prés. - 3. Oans une main où il n'y a pas de poil. Bâtiment abandonné. - 4. Peuple bantou. Ancienne capitale. - 5. A souvent le rouge au front. Vieille ville. - 6. Pronom. Cri hostile. Grecque. - 7. Salade en mer. Pièces satiriques. - 8. En Grande-Bretagne. Crie comme dans un bois. - 9. Ouvertures. Sur l'Oronte.

SOLUTION DU N° 6518

HORIZONTALEMENT
I. Désuétude. - II. Rousselle. - III. Andantino. - IV. Ne; sil. - V. Souche; al. - VI. Isle; prie. - VII. Est; sous. - VIII. Neigeuses. - IX. Nimble; Râ. - X. Enéide; an. - XI. Esse; zig.

VERTICALEMENT
1. Dralsienne. - 2. Eon; osséine. - 3. Sud; ultimes. - 4. Usance; gols. - 5. Esneh; séide. - 6. Têt; épouse. - 7. Ullis; rus. - 8. Dénialserai. - 9. Etoile; sang.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Vendredi 17 mars

LE CEMETÈRE DU MONTPARNAÏSE : de Marcel L'Herbier à Henri Langlois, cent ans de cinéma (50 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Raspail (Vincennes de Langlade).
MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : les objets d'art du Moyen Âge et de la Renaissance, 11 h 30 ; les Filles de Loth, d'un maître de l'école de Leyde, 12 h 30 (Musées nationaux).
MUSÉE D'ART MODERNE : exposition « Derain » (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
LES SALONS DE L'HÔTEL DE LASSAY (50 F), 13 h 20, 33, quai d'Orsay (M= Cazes).
MUSÉE DU LUXEMBOURG : exposition « Peintures italiennes du Musée de Nantes » (40 F + prix d'entrée), 14 heures, 19, rue de Valenciennes (Approche de l'art).
L'HÔTEL-DIEU (50 F), 14 h 30, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autours).
L'HÔTEL DE MERCY-ARGENTEAU, ancienne ambassade d'Autriche (45 F), 14 h 30, 16, boulevard Montmartre (S. Rojón-Kem).
LA MAIRIE DU 4^e ARRONDISSEMENT (37 F), 14 h 30, place Baudoyer (Monuments historiques).
DU QUARTIER GAILLON aux grands boulevards (45 F), 14 h 30, sortie du métro Quatre-Septembre (Paris pittoresque et insolite).
BIBLIOTHÈQUE FORNEY (37 F), 15 heures, 1, rue du Figulier (Monuments historiques).
L'ÉGLISE SAINT-JOSEPH-DES-CARMES (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 70, rue de Valenciennes (Paris et son histoire).
HÔTELS ET JARDINS DU MARAIS, place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
MARAIS : le quartier Saint-Paul (50 F), 15 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville face à la poste (Claude Mart).
MUSÉE DU LOUVRE : exposition « Les effets du Soleil », l'image du règne de Louis XIV dans les almanachs (47 F + prix d'entrée), 15 h 30, sous la pyramide côté auditorium (Monuments historiques).
MUSÉE DU LUXEMBOURG : exposition « Peintures italiennes du Musée de Nantes » (50 F + prix d'entrée), 15 h 30, 19, rue de Valenciennes (Pierre-Yves Jaslet).

LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Une quarantaine de grévistes d'Air Inter ont bloqué l'aéroport de Bordeaux dans la matinée du lundi 13 mars. Aucun avion n'a pu décoller ni atterrir. (AFP, Reuters).
IRAN. L'Afrique du Sud et l'Iran ont conclu un accord permettant l'ouverture de liaisons aériennes directes entre leurs capitales. (AP).
JAPON. Le transporteur aérien japonais All Nippon Airways (ANA) a décidé de mettre fin à sa collaboration avec la compagnie russe Aeroflot avec laquelle il exploitait une liaison Tokyo-Moscou-Vienne. ANA a signé un accord de coopération avec Austrian Airlines pour proposer à ses clients un vol Tokyo-Vienne sans escale. La compagnie japonaise ne desservira plus Moscou qu'une fois par semaine. (AFP).
KENYA. Vendredi 10 mars, une trentaine de touristes italiens et allemands qui voyageaient en minibus sur la route reliant la côte au parc national de Tsavo, dans l'est du Kenya, ont été attaqués et dé-

valisés par des bandits armés. Aucun d'eux n'a été blessé. (AFP, Reuters).

GRÈCE. Andréas Papandréou, premier ministre grec, est intervenu personnellement auprès de Jacques Santer, président de la Commission européenne, pour obtenir le feu vert de Bruxelles à la construction du nouvel aéroport d'Athènes. Le projet est actuellement gelé dans l'attente d'un verdict de la Commission sur la régularité des procédures d'attribution. (AFP).

AUSTRALIE. Le maire d'un district de Sydney a été arrêté samedi 11 mars alors qu'il manifestait avec un millier d'autres personnes contre la troisième piste de l'aéroport. La manifestation a perturbé le trafic pendant trois heures. Un vol international a été annulé et deux vols intérieurs retardés. (AP).

ÉTATS-UNIS. Environ toutes les quatre-vingt-dix minutes, quelqu'un est heurté par un train aux États-Unis. C'est ce qu'a affirmé la semaine dernière le secrétaire d'Etat aux transports en lançant une campagne de sensibilisation pour tenter de réduire le nombre des accidents qui est en moyenne de 5 700 par an. (AP).

ABONNEMENTS

Bon à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. : 33 (0) 49-60-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

LE MONDE (ISSN 0013-274X) est publié tous les jours sauf le dimanche et les jours fériés. Le prix de vente au détail est de 30 F TTC. Le prix de l'abonnement est de 30 F TTC par an. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements sont renouvelés automatiquement à moins avis contraire. Pour les abonnements étrangers, le prix de l'abonnement est en francs suisses (Sfr) ou en francs belges (Ffr). Les abonnements sont payables en espèces ou par chèque bancaire ou postal. Les abonnements sont payables en espèces ou par chèque bancaire ou postal. Les abonnements sont payables en espèces ou par chèque bancaire ou postal.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

Si-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bleue n° _____

Signature et date obligatoires : _____

Changement d'adresse : _____

• par écrit 10 jours avant votre départ. • par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Forages à domicile • Suspension vacances.

• Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (0) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

Documentation 3617 code LMDOC

ou 36-29-04-56

CD-ROM : (0) 43-37-66-11

Index et microfiches : (0) 40-65-29-33

Abonnements Minitel : 3615 LE MONDE

accès ABO

Cours de la Bourse : 3615 LE MONDE

Films à Paris et en province : (0) 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (0,19 F/min)

Le Monde est édité par le SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 37 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gurebourg, 94852 Ivry-sur-Seine.

PRINTED IN FRANCE 1993

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani

Directeur général : Gérard Morin

Membre du conseil de direction : Dominique Alduy, Glébe Peyrou

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (0) 44-43-76-00 ; Fax : (0) 44-43-77-30

CINÉMA

Les films à l'affiche

36 15 LEMONDE

La bourse en direct

36 15 LEMONDE

MUSIQUE Du 7 au 12 mars, près de 90 000 personnes ont visité la Musikmesse de Francfort. La quinzième édition de la plus importante manifestation du genre dans le

monde a connu un nombre record d'entrées, démontrant l'engouement des amateurs et des professionnels pour les instruments de musique en général et pour les da-

vières électroniques en particulier. ● LES SYNTHÉTISEURS et autres équipements de sonorisation occupaient à eux seuls près de la moitié des 50 000 mètres carrés de cette

foire-exposition. En l'espace de dix ans, les luthiers version fin de siècle ont appris à intégrer l'électronique et la micro-informatique musicale au cœur de leurs instruments.

● LES STUDIOS PERSONNELS ont tellement progressé qualitativement et leur prix tellement chuté qu'ils concurrencent aujourd'hui fortement les studios professionnels.

La Musikmesse de Francfort fête dix ans de synthétiseurs grand public

Hier encombrants et coûteux, les synthétiseurs se sont démocratisés. Ils pilotent désormais des stations d'informatique musicale aux multiples possibilités

EN 1985, LES PREMIERS synthétiseurs fabriqués en grande série déferlaient sur le marché, pour la plupart en provenance du Japon. Aujourd'hui, boursés de microprocesseurs, ces fameux synthétiseurs se sont métamorphosés en véritables unités de production sonore s'adressant à un large public. « Les capacités techniques, et musicales, ont été multipliées par cent », souligne Michel Geiss, compositeur, spécialiste de l'informatique musicale et collaborateur de Jean-Michel Jarre. « Dans le même temps, les prix de vente moyen ont été divisés par dix. » La forte concurrence d'industriels coréens comme Samsung amplifie ce phénomène, notamment dans le domaine des équipements de milieu et de bas de gamme, où se situe l'essentiel du marché. Ces derniers ont véritablement démocratisé l'accès à la lutherie électronique, en commercialisant des claviers bon marché et remarquablement équipés compte tenu de leur prix (moins de 6 000 F en moyenne).

Sur un plan technique, l'étape la plus marquante a été la généralisation en 1985 de la norme MIDI (Musical Instrument Data Interface) à l'ensemble des synthétiseurs, norme réservée jusqu'alors aux appareils haut de gamme. « Cette norme reconnue par tous les constructeurs peut être comparée à un mini-réseau informatique local reliant dans un même lieu l'ensemble des instruments de musique numériques », rappelle Michel Geiss.

CURE D'AMALGAMISSEMENT

Il est ainsi possible de contrôler la totalité d'une installation à partir d'un unique instrument, synthétiseur ou boîte à rythmes et de synchroniser le tout. La norme MIDI est également largement utilisée pour la diffusion sur disquettes d'œuvres musicales. Plus d'une centaine d'éditeurs se disputent ce marché fort juteux estimé à plusieurs millions d'exemplaires ven-

ant chaque année dans le monde. On trouve de tout sur ces disquettes, depuis les tubes du Top 50 jusqu'aux grands airs d'opéra retranscrits pour voix synthétique (le résultat est pour le moins décevant).

Avec leurs faces avant bourrées de boutons, câbles, cadrans et curseurs innombrables, leur taille imposante, les synthétiseurs de l'époque des groupes techno-plants comme Tangerine Dream ou Kraftwerk ont aujourd'hui des allures de dinosaures. Profitant largement de la tendance à la miniaturisation de l'électronique, les derniers modèles ont subi une sérieuse cure d'amalgamissement. Ainsi, l'équivalent du fameux modèle 4N, développé à l'ircam, que Pierre Boulez a utilisé pour modifier en temps réel les instruments solistes de *Repons* tient désormais sur un coin de table. Pour Michel Geiss, « la qualité technique et musicale des sons proposés dans les banques

de données intégrées aux équipements, même les plus bas de gamme, est devenue excellente, équivalente à celle des disques compacts. »

Le micro-ordinateur est désormais le « noyau dur » de toute station de création musicale, autour duquel viennent se greffer différents éléments complémentaires : clavier de piano ou « master keyboard », expander contenant en mémoire des centaines de sonorités d'instruments, séquenceurs équivalant à un magnétophone virtuel, saos bande magnétique, boîtes à rythmes bourrées de sons de batteries, percussions et séquences rythmiques, etc. Tout à tour luthier, compositeur ou interprète, le « synthétiste » vient puiser dans cette « boîte à outils » ce dont il a besoin pour ses compositions.

Mais cette installation serait passablement incomplète et en partie inutile sans l'apport quasi obligatoire de logiciels spécialisés cou-

vrant l'ensemble des champs d'expression musicale : composition, traitement et montage du son, interprétation, édition de partitions sur imprimante, etc. Ces logiciels musicaux permettent de manipuler le son comme n'importe quel traitement de texte, les portées et les notes se substituant au papier quadrillé et aux lettres. « La création musicale s'apparente à un jeu vidéo dans lequel la manette de jeu est remplacée par un clavier et une souris, souligne Yann Kruger, jeune videntur beethoven, spectateur assidu des démonstrations organisées à la Musik Messe. Une fois mes éléments programmés, je suis à la fois compositeur, interprète et chef d'orchestre, le tout confortablement installé dans ma chambre à coucher. »

Les héros du clavier des années 90 doivent maîtriser la MAO (musique assistée par ordinateur). En tête des ventes de disques, les claviers musicaux du moment comme la daeco music ou la

techno sont le reflet de cet engouement pour la technologie à haute dose. « Les concepteurs de synthétiseurs ont toujours eu le souci de suivre au plus près les grands courants musicaux », rappelle Michel Geiss. Les constructeurs comme Casio ou Korg l'ont compris, équipant leurs derniers claviers de sonorités et séquences rythmiques agressives, violentes, en accord parfait avec l'air du temps. A l'inverse, Technics privilégie sur ses nouveaux modèles les sons New Age, beaucoup plus calmes, étirés, à base de arpeggios, cloches synthétiques, etc.

PROJETS FASCINANTS

Ces sonorités préfabriquées en usine par les ingénieurs maison font donc l'objet de tests très sérieux, en relation étroite avec les spécialistes du marketing et des musiciens extérieurs. La moindre erreur en la matière peut en effet coûter très cher, tant la concu-

rence est sévère et l'investissement en matière de recherche et de développement élevé (de l'ordre de plusieurs millions de dollars par nouveau produit). Cette somme importante s'explique par la nécessité de toujours surprendre un public en grande partie passionné. Ainsi, de grandes entreprises comme Technics ou Yamaha sont condamnées chaque année à étonner en proposant des nouveautés, toujours plus performantes.

Mais la véritable révolution à venir se situe dans le cadre des applications multimédias. Les cartons des développeurs regorgent de projets fascinants, comme le *music and sound helmet*, casque équipé d'un mini-écran vidéo associé à une paire d'écouteurs, spécialement conçu pour la simulation musicale, encore à l'état de prototype. Son inventeur, un jeune ingénieur allemand, est venu à Francfort chercher des investisseurs. A terme, son appareil permettra de diriger un orchestre symphonique virtuel, à l'aide d'une baguette de chef reliée à l'ordinateur par une fibre optique. Le programme gère également le nombre de musiciens ainsi que le type d'instruments utilisés.

« L'alliance entre le multimédia et la musique assistée par ordinateur ouvre des perspectives inédites en matière d'éducation musicale, souligne Michel Geiss. On se prend à rêver à une méthode rose interactive ou à des master classes réunissant à distance interprètes célèbres et étudiants de conservatoires. En attendant, les impatientes peuvent faire leurs gammes sur Internet. Les musiciens amateurs ou professionnels confiants ont à leur disposition plusieurs boîtes à musiques électroniques qui leur permettent de diffuser, à titre gratuit, leurs œuvres personnelles, paysage sonore, chanson, opéra contemporain ou valise musette. Les informateurs se parcourent d'ores et déjà en musique... »

Denis Fortier

Le professeur électronique

Nouveau venu dans ce secteur, le groupe coréen Goldstar propose le GS 1000, également baptisé *Teaching Workstation*. Cette « station de travail » est équipée d'origine d'un logiciel d'apprentissage du solfège. Le néophyte peut s'entraîner en suivant une dizaine de leçons portant sur la lecture des notes, les enchaînements d'accords main droite et main gauche, l'étude des gammes, des arpegges, etc. Cet appareil est complété par un arrangeur automatique, qui, harmonisant les morceaux joués par l'instrumentiste, leur ajoute une section rythmique, des accords automatiques, etc. Il ne sera pas nécessaire d'ajouter des haut-parleurs à cette station, ces derniers sont intégrés, mais elle peut être branchée sur une chaîne haute-fidélité (environ 11 000 francs).

Imiter le son des instruments

Destiné aux musiciens professionnels, le modèle V11M de Yamaha marque une étape en matière de synthèse sonore. Contrairement à l'écrasante majorité des appareils qui se contentent de banques de sons toutes faites, les chercheurs de Yamaha ont mis au point une méthode de synthèse très puissante qui copie le comportement d'origine des instruments acoustiques. Ce procédé jusqu'à présent réservé aux laboratoires permet de simuler de façon très fidèle les moindres nuances du jeu et d'expressivité de l'interprète. Sur un plan musical, le résultat est particulièrement probant. Les sons de cuivres et de bois frôlent une perfection jamais atteinte jusqu'à présent en matière de synthèse électro-acoustique (environ 19 500 francs).

Jouer de l'orgue sur une guitare

L'entreprise japonaise Roland a choisi de s'attaquer au marché florissant, d'un nouvel instrument hybride, la guitare-synthétiseur. Son système VG 8 comprend un boîtier central relié à un microphone capteur qui se fixe sur la caisse de la guitare. Ce dernier capte les moindres vibrations des cordes qui sont alors traitées par le boîtier central. L'intérêt du VG 8 est qu'il ouvre les portes de la synthèse sonore aux guitaristes, jusqu'ici pen tentés par l'aventure. La sonorité d'origine de la guitare est transformée, modifiée à volonté, à l'aide d'une série d'effets programmables. La liaison MIDI permet aussi de déclencher un autre synthétiseur et de jouer, par exemple, de l'orgue ou du marimba en effectuant les cordes de l'instrument (prix non encore fixé).

Le studio personnel concurrence les structures professionnelles

RESPONSABLE DU SON sur la tournée de Michel Sardou, Bruno Molynas travaille chez lui sur une batterie d'ordinateurs, claviers en tout genre et tables de mixage. Il a transformé l'une des pièces de son pavillon en mini-studio d'enregistrement, suivant en cela l'exemple d'Eric Serra, auteur des musiques de film de Luc Besson, des Rita Mitsouko ou encore de Maxime Leforestier. « C'est ici que j'ai coécrit les arrangements du dernier album de Michel Sardou », raconte Bruno Molynas. En toute quiétude et à son propre rythme. »

Des 1975, certains constructeurs proposaient des équipements faits pour enregistrer à domicile. Leur qualité technique permettait de faire des maquettes, destinées à convaincre un producteur qui réalisait éventuellement le titre définitif en studio. Vingt ans plus tard, le studio professionnel n'est plus une étape obligatoire. Les prix se sont écroulés. « On peut s'offrir un mini-studio complet réellement performant pour environ 100 000 F », affirme Bruno Molynas. Une installation minimale coûte moins de 30 000 F, micros compris. Le micro-ordinateur qui contrôle l'ensemble des équipements et permet d'enregistrer le son directement sur le disque dur est également un modèle standard, à moins de 12 000 F. Il ne suffit cependant pas de disposer des équipements pour se transformer du jour au lendemain en ingénieur du son. Outre l'isolation phonique, le principal obstacle réside dans la maîtrise même de l'installation. Les modes d'emploi d'origine sont si insuffisants qu'il faut se rabattre sur

l'abondante littérature technique abordant les mille secrets et tours de main nécessaires à l'apprenti sorcier du son. Ou suivre des stages d'initiation, beaucoup plus efficaces et plus coûteux.

Les studios personnels ont précipité la chute des studios professionnels. En France, en l'espace de dix ans, près de la moitié d'entre eux ont dû fermer leurs portes. Aux Etats-Unis, certains gérants de studios militent pour l'instauration d'une taxe sur les installations personnelles, destinée à compenser une partie de leur manque à gagner.

La plupart des disques sont aujourd'hui réalisés à 50 % voire à 80 % par des structures personnelles. « Je suis arrivé au studio pour le mixage final avec mon mi-

cro-ordinateur sous le bras et une série de disquettes dans la poche », précise Bruno Molynas. Ce dernier a même préparé la plupart des séquences de batteries sur séquenceur et les mesures de cordes à l'aide de claviers électroniques. L'origine synthétique de ces instruments est pratiquement indétectable pour une paire d'oreilles « ordinaires ». Le « grand studio » reste cependant indispensable pour la prise de son des instruments acoustiques et des voix et le mixage final. Pour l'instant, les progrès récents dans le domaine du traitement du signal et de l'acoustique virtuelle pourraient provoquer quelques surprises et grincements de dents.

D. F.

DU 16 AU 26 MARS 1995
FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE
ILE DE CHATOU
 PRES DE PARIS. ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU
 TOUS LES JOURS DE 10 H A 18 H
 ORGANISEE PAR LE SYNDICAT NATIONAL DE CHAUVINISME
 DE LA FORTIFICATION DE L'ANCIEN. TEL : 01 67 08 55 78

MUSIQUE
THEATRE VILM DE LA VILLE DE PARIS
SAM. 18 MARS A 18 H
GIL SHAHAM
 Akira Eguchi piano
 PROKOFEV - BEETHOVEN
 KORNGOLD - PAGANINI
 un des archers actuels
 les plus éminents
 80
 2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

"ESPACE JACQUES PREVERT" THEATRE D'AULNAY
 131, RUE ANATOLE FRANCE 93600 AULNAY
DU 2 AU 30 MARS
le barbier de Séville
 Beaumarchais
 mise en scène Jean-Marc Montel
TEL : 48 68 00 22
ECOUTEZ VARI

مركزا من راحيل

« Une femme française » à la dérive dans les remous de l'Histoire et du mélo

Régis Wargnier cherche à renouer avec le succès d'« Indochine »

Les aventures d'une femme dans les tourments d'une époque est un canevas qui a réussi à ce réalisateur. Privé de souffle, le procédé ne pro-

fit cette fois ni à l'histoire ni à celle qui est supposée en être l'héroïne. Dans le même registre, celui du mélodrame, Arturo Ripstein démontre

avec « Principio y fin » les ressources d'une mise en scène à la fois respectueuse du genre et capable de toutes les audaces.

UNE FEMME FRANÇAISE, film français de Régis Wargnier. Avec Emmanuelle Béart, Daniel Auteuil, Gabriel Byrne, Jean-Claude Brialy, Geneviève Casile. (1 h 40.)

Jeanne et Louis auraient dû vivre longtemps, heureux, en donnant à la France une flopée de petits citoyens. Jeunes et beaux, fille et fils de bonne famille (d'officiers), ils s'aiment. Ils se sont mariés en robe blanche et grand uniforme, il y avait du soleil.

Mais c'était l'été 1939, Louis est parti faire son devoir, et s'est retrouvé prisonnier pour quatre ans. Après, les forces d'occupation en Allemagne, l'Indochine, l'Algérie, l'armée française n'était pas une sinécure dans les années 40-50. Et Jeanne n'avait pas la vertu des femmes de marin, ou de militaire, Jeanne voulait vivre et aimer, elle n'a pas attendu.

A force de ne pas attendre, un autre lui plut, auquel elle plaisait

aussi, un Allemand, ça n'arrangeait rien. Louis aimait toujours Jeanne, il revenait de loin en loin, ou emmenait Jeanne avec lui, peine perdue. La famille jugulaire recollait de force les morceaux, Jeanne en devenait folle. Tempête des pulsions contre règles de vie, c'est la base de tout mélo. Régis Wargnier a écrit et filmé un mélo.

On le comprend, après le succès d'« Indochine ». On retrouve aussi la reconstitution historique, et des costumes soignés et des mobiliers choisis. Mais pas la base d'Alors ni les plantations d'hévéas, juste un Berlin en ruines de carton-pâte à faire se retourner Rossellini dans sa tombe, et une Syrie de carte postale délavée.

Pas de lutte de libération, non plus, les événements guerriers sont au loin, très loin. Même pas dans cet espace qu'on appelle cinéma on nomme le hors-champ et dont on perçoit la présence sans voir. Nulle part en fait ; ils n'existent pas. Pas grand-chose n'existe, d'ailleurs, dans « Une femme française ». Et surtout pas les

sentiments torrides que sont supposés éprouver les protagonistes, Jeanne en premier lieu, épouse, amante et mère. Impardonnable et représentative, la première scène de retrouvailles entre Jeanne et Louis (« Je suis un lâche, tu es une putain ! ») devrait être toute de sécheresse douloureuse, mais elle est anéantie par les cadrages télé et le champ-contrechamp laborieux.

LASSITUDE Jeanne, c'est Emmanuelle Béart. Est-ce bien elle ? Elle semble comme enfiévrée d'un bout du film à l'autre, paraissant sortir d'un éternel sanglot et prête à un autre, affublé de vêtements qui sont autant de panneaux indicateurs insistant sur sa situation sociale et psychique.

Contrainte à une succession d'ébats et de crises sans chaleur ni justesse, on ne lui retrouve ni le charme ni le talent de la belle interprète de « La Belle Noiseuse » ou d'« Un cœur en hiver ». Le film est censé lui être tout entier consacré, à elle et à son personnage, il les vitrifie en-

semble. Une sorte de lassitude englobe la caméra et le montage, au point de vider d'émotion les rares scènes qui paraissent pouvoir échapper à la convention. Ce n'est plus de l'application, ni même de l'académisme, c'est du sabotage.

Ainsi, ce qui se voudrait chant à la sensualité et à la liberté face à une société contrainte et contraignante, hymne à l'individu broyé par l'histoire et toujours survivant, produit les effets inverses. En diplomate épistémologique et roué, Brialy se pastiche sans entrain ; en époux digne dans la souffrance, Daniel Auteuil exécute sa prestation comme son personnage obtempère aux ordres : consciencieux et absent.

Le symbolisme dégouline : Emmanuelle Béart, fille de 14-18 en ceinture de Maastricht, il fallait y songer. Surtout, pour l'avoir aussi mal filmé, ce portrait dédolé à une femme tourne, au corps défendant de l'actrice et du réalisateur, à la pure misogynie.

Jean-Michel Frodon

Les rouages de la machine à perdre la raison

« Principio y Fin » est le « film-somme » du plus grand cinéaste mexicain contemporain

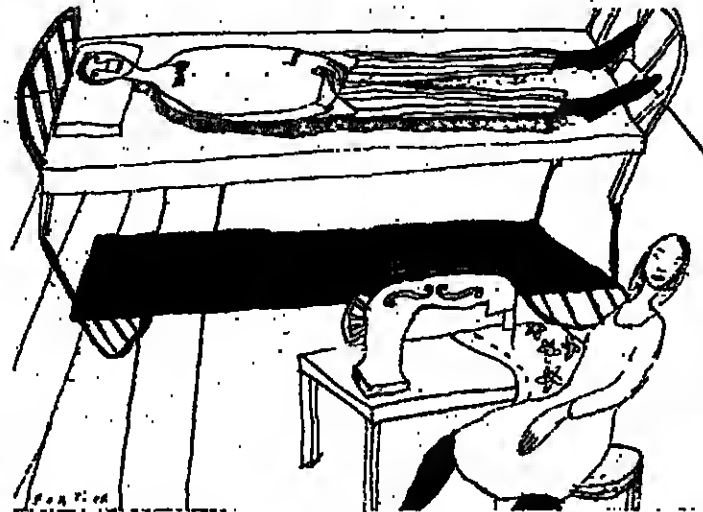
PRINCIPIO Y FIN, film mexicain d'Arturo Ripstein avec Ernesto Lagnardía, Julieta Egurrua, Bruno Bichir, Lucia Muñoz. (2 h 44.)

Il était temps de découvrir en France l'œuvre d'Arturo Ripstein. Longtemps réservée aux festivals de cinéma, celle-ci arrive, depuis l'année dernière, jusqu'aux salles dans un certain désordre. Né en 1943, ce cinéaste mexicain est l'auteur à ce jour d'une trentaine de courts et de longs métrages, réalisés après quelques années d'assistantat (notamment avec Buñuel). « Principio y Fin (Début et fin) nous parvient après « La Reine de la nuit », pourtant postérieur, mais présenté en compétition au dernier Festival de Cannes.

Il s'agit d'un film-somme, qui synthétise l'ensemble des thèmes et des obsessions de l'auteur du « Château de la pureté ».

Après la mort du père, et la fin de sa prospérité, une famille (la mère et ses quatre enfants, trois garçons et une fille) va peu à peu se disloquer et perdre chacun de ses membres, emportés par le mécanisme implacable de leurs perversions. L'un des fils, maquereau et trafiquant, finira battu puis traqué par ses complices pour avoir perdu un paquet de drogue. Un autre est un modeste employé, condamné par les autres à se sacrifier en abandonnant ses ambitions pour payer les études du troisième, dont il épouse également la fiancée enceinte. Le troisième, enfin, dévoré par l'ambition, est prêt à toutes les compromissions pour échapper à sa condition sociale.

Ses projets seront réduits à néant par sa sœur, dont on découvre qu'elle est devenue prostituée, activité qu'elle a choisie



comme exutoire à sa nymphomanie.

« Principio y Fin » ne prend pas de gants et pousse à leur extrême logique les ficelles du mélodrame (genre très populaire au Mexique). Il ne s'agit pas pour Ripstein de démythifier ce genre mais plutôt d'en

dévoiler tout un arrière-plan idéologique et psychologique.

Le film est une lente progression vers une autodestruction familiale engendrée par un catalogue de névroses. Celles-ci trouvent, bico sûr, leur origine dans les fonctionnements patriarcaux de la société

bourgeoise mexicaine, obsédée par la réussite sociale, la charité comme bien entre les classes, la virginité des femmes. Mais Ripstein installe une dialectique bien plus subtile qu'un simple déterminisme entre les structures de la société et les travers individuels.

Son film échappe, en effet, à un naturalisme rassurant parce que ses personnages, poussés par leurs pulsions au-delà d'un principe de réalité, se perdent dans des actes absurdes, gratuits, irréductibles. Le cinéma d'Arturo Ripstein doit beaucoup à celui de Buñuel, pour cette volonté de dévoiler une part opaque et inexplicable des individus et pour cette évidence un peu plate et méticuleuse de la mise en scène.

Mais le réalisateur du « Lieu sans limite » n'a pas la retenue de l'auteur de « Tristana ». Il se plaît dans une outrance qui dégage de toute dimension tragique le destin de ses personnages sans qualités, écrasés par une fatalité dérisoire.

Jean-François Rauger

Moi, mon film, ma fille, ma Russie

Mikhalkov voit grandir Anna pendant que son pays tombe en ruine

ANNA, film russe de Nikita Mikhalkov. Avec Anna Mikhalkova, Nikita Mikhalkov, Mikhail Gorbachev, Leonid Brejnev, Anatoli Tchernenko. (1 h 40.)

Nikita Mikhalkov avait conçu un projet absolument passionnant. Un projet fondé sur la combinaison de trois éléments, mêlant l'intime, le document et la fiction. Comme pourrait le faire

importe quel père de famille, mais avec plus d'habileté que les vidéastes amateurs, Mikhalkov a décidé de filmer chaque année, le jour de son anniversaire, sa fille Anna, de 1980 à 1991. La demoiselle passe donc de l'âge de six ans à celui de dix-huit ans, tandis que l'Union soviétique tombe en morceaux.

Le projet du cinéaste n'est en effet pas strictement familial, l'enjeu du film est de montrer les immenses bouleversements de son pays à travers le regard, les sensations et la compréhension d'une enfant qui devient peu à peu une jeune fille. Aux scènes domestiques se mêlent donc des extraits d'images d'actualités, directement ou vues à la télévision par le cinéaste et sa famille. Et encore le récit des événements par Mikhalkov lui-même, et les considérations qu'ils lui inspirent. Soit un modèle de dispositif cinématographique destiné à faire percevoir et à faire comprendre une situation historique et la manière dont elle est vécue.

Mais, c'est tout l'intérêt et toute l'ambiguïté de la puissance d'enregistrement du cinéma, celui-ci n'est jamais une pure machine — ça, ce serait plutôt la vidéo-surveillance et ses avatars policiers. Le cinéma, outil impur où se mêlent la machine et l'homme, dépend du regard de celui qui le met en œuvre. Et le moins qu'on

puisse dire est que le regard de Mikhalkov est sujet à caution.

Après avoir mis en place la construction complexe qu'on vient de décrire, il semble s'écarter de l'extérieur son point de vue à lui, son empreinte subjective, dût-elle contredire la réalité des faits. Se mettant en scène avec une suspecte complaisance, en hobereau cumulant les signes de richesse du passé (la terre) et du présent (la Mercedes et la Rolex), ou, si l'on préfère, de l'Est et de l'Ouest, il démolit l'appareil à comprendre qu'il avait inventé.

En lieu et place, celui qui fut le conseiller du général Routsikoï jusqu'à la tentative de coup d'Etat de 1992 délivre des messages ambigus sur la vocation de la Russie à perpétuer et à étendre son empire, vocation qu'elle pourra à nouveau remplir en retrouvant le sens de la hiérarchie et la crainte de Dieu.

C'est un discours d'aristocrate charmeur — Mikhalkov a énormément de charme, il le sait, en use et en abuse, comme il se sert de son indéniable savoir-faire de réalisateur et de monteur. Seul maître en son film, il finit ainsi par manipuler sa fille et l'histoire de son pays, instruments d'un exercice de propagande d'un goût douteux.

J.-M. F.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

EMMÈNE-MOI

Film français de Michel Spinoza. Avec Karin Viard, Antoine Basler, Ines de Medeiros, Didier Benureau, Eric Savin, Bruno Putzulu (1 h 26). La nuit, dans les buffets de gare, il y a toujours des militaires en vadrouille. Ils sont deux dans le film de Michel Spinoza. Deux qui vont venir à eux leur bonne fortune, sous les traits de la brune Sophie (Karin Viard). Elle fait tout à leur place, la conversation, la drague, la proposition de jeu bête et méchant, avant de les entraîner vers un hôtel. Le réalisateur joue habilement de l'insolite comportement de Sophie, qui n'a pas choisi cet hôtel au hasard. C'est là, en effet, que travaille Vincent (Antoine Basler), qu'elle aime et avec lequel elle a noué une relation à éclipses, difficile et mouvementée. Tant que cette relation conserve un peu de son mystère, tant que le personnage de Sophie demeure imprévisible, le film emmène le spectateur dans ses embardées aux tonalités contrastées. Mais, peu à peu, Emmène-moi perd sa raison d'être. Et les acteurs, jusque-là excellents, se répètent fâcheusement. Leur talent n'est pas en cause, mais la capacité du réalisateur à tenir, pour cette première tentative, la distance imposée du long métrage. P.M.

UNE FEMME FRANÇAISE

Film français de Régis Wargnier. Lire la critique ci-contre.

PRINCIPIO Y FIN

Film mexicain d'Arturo Ripstein. Lire la critique ci-contre.

CASA DE LAVA

Film portugais de Pedro Costa. Avec Ines de Medeiros, Isaach de Bankolé, Edith Scob, Pedro Hestnès (1 h 50). C'est un paysage comme une lune de cauchemar, un désert noir où éruptent des volcans furieux. Et puis c'est un chantier au Portugal, avec des ouvriers africains qui sourient, sauf un. Il est très grand, très beau, très silencieux. Il tombe, de l'immeuble, dans le coma. Une infirmière le ramène chez lui, aux îles du Cap-Vert. Dans le néant hostile du début, dans un village assoupi de dénuement, peuplé d'étranges étrangers, elle arrive avec ce quasi-mort, parmi des presque zombis. Le malaise s'installe. Il n'est pas sans séduction, celle de la beauté des images de Pedro Costa et de sa manière juste de cadrer les corps et les gestes, celle de cette danse irrégulière qui s'impose peu à peu. Une fascination tissée de torpeur et d'excitation gagne à la fois l'infirmière — Ines de Medeiros, belle, vive et forte — et le spectateur. Quelque chose de fort se passe. Pedro Costa semble ne pas se rendre compte combien il réussit ce qu'il travaille. Il se fait insistant quand il était déjà au but. Pour ce film où la durée, saccadée et longues attentes, est essentielle, il donne au temps plus de temps qu'il ne lui faut, quand il avait si bien laissé affleurer à l'écran le songe inquietant et véridique que ses sortilèges invoquent. J.-M. F.

ANNA

Film russe de Nikita Mikhalkov. Lire la critique ci-contre.

RADIO REBELS

Film américain de Michael Lehman. Avec Brendan Fraser, Steve Buscemi, Adam Sandler, Joe Mantegna (1 h 34). Trois jeunes musiciens de hard-rock pas spécialement intelligents s'introduisent dans une station de radio armée de pistolets et de mitraillettes à eau très réalistes, afin d'obtenir que leur chanson soit diffusée sur les ondes. Leur équipée vire à la prise d'otage catastrophique et médiatisée qui assurera, in extremis, leur célébrité. Michael Lehman, le réalisateur de « Radio Rebels », s'est fait connaître en France par « Fatal Games », étrange parodie de thriller, puis par « Hudson Hawk », film d'action si défilant qu'il fut un grave échec commercial. « Radio Rebels » confirme le talent singulier de son auteur. Cette charge réjouissante épingle le cynisme contemporain des industries culturelles (les fabricants de disques) et la bêtise des adolescents, consommateurs de culture rock. Si le film n'emporte pas complètement l'adhésion, c'est qu'il s'achève de façon rassurante (le talent des trois pitoyables héros est reconnu) et donne l'impression qu'il chasse, un peu hypocritement, sur deux terrains, celui de la satire et celui du spectacle qu'il entend dénoncer. J.-F.R.

EN MAI FAIS CE QU'IL TE PLAÎT

Film français de Pierre Grange. Lire la critique page 30.

JUSTE CAUSE

Film américain d'Arne Glimcher. Avec Sean Connery, Laurence Fishburne, Kate Capshaw, Ed Harris (1 h 45). « Juste cause » donne une forte impression de déjà-vu, son scénario organisant une combinaison d'éléments tous issus des dernières modes du cinéma américain. Un avocat à la retraite reprend du service en essayant de prouver l'innocence d'un jeune Noir, condamné à mort pour le meurtre d'une petite fille. Parti du suspense juridique, le récit bifurque vers « Le Silence des agneaux » (Ed Harris en tueur psychopathe distillant quelques indices en citant la Bible) puis s'achève du côté des « Nerfs à vif ». Seule compte l'habileté réelle avec laquelle le scénariste entremêle des situations archi-connuës et des rebondissements divers. Mais le film a les défauts de ces qualités-là et ne tient vraisemblablement que le temps d'une première vision. La piste qui aurait mérité d'être suivie est celle du personnage joué (formidablement) par Laurence Fishburne, en policier qui brutalise les suspects parce qu'il a la conviction qu'ils sont coupables : personnage complexe qui se serait rapproché du Quinlan de « La Soif du mal », si Glimcher et Peter Stone (le scénariste) avaient voulu dépasser la superficialité de leur projet. J.-F.R.

HIGH BOOT BENNY

Film irlandais de Joe Comerford. Avec France Tomelty, Alan Devlin, Marc O'Shea (1 h 18). A la frontière de l'Irlande du Nord et de la République irlandaise, un adolescent en marge est confronté à la violence de la guerre civile, entre la brutalité des loyalistes et les humiliations des républicains passés dans la clandestinité qui lui reprochent son indifférence. Logé dans une école rurale, il partage son quotidien avec la directrice de celle-ci et un prêtre détraqué. L'explosion d'une violence débridée (les massacres perpétrés par les loyalistes avec la complicité de l'armée anglaise) lui fera choisir son camp. « High Boot Benny » entend démontrer l'impossibilité de rester neutre dans un contexte de guerre civile, on peut toutefois regretter que le film marie un naturalisme souvent appliqué avec un symbolisme trop évident. J.-F.R.

BISHOP'S STORY

Film franco-irlando-anglais de Bob Quinn. Avec Donald McCann, Maggie Fegan, Ray McBride (1 h 22). Un évêque irlandais, retiré dans un monastère à des fins de méditation, rencontre un prêtre auquel il se confie : jeune curé nommé dans une petite paroisse du bord de mer, il avait eu une liaison avec une jeune femme qu'il hébergeait. Son récit est découpé en flash-back et restitué comme une parodie de film muet (couleur sépia, intertitres), sans que l'on comprenne bien la nécessité du parti pris. Ce remake de « La Femme du prêtre », de Dino Risì, ressasse les différents états d'âme de l'ecclésiastique succombant à la tentation. Il ne passionnera que les habitués du débat sur le célibat des prêtres. J.-F.R.

TEP
loc. 43 64 80 80
du 7 mars au 9 avril

LE LEGS et L'ÉPREUVE Marivaux

Mise en scène
ALAIN MILHANT
un spectacle du VOICAN - La Haine

ÉCOUTEZ VOUS

biennale
du 16 au 18 mars

16, 17, 18 mars
Christine Bastin
Siloe (création)
Chisley-le-Roi
Théâtre Paul Eluard

17, 18, 19 mars
Jean-Christophe Paré
avec les Solistes de l'Ensemble Alternance
Les deux Limites
et Tout est lié (créations)
Arcueil Espace Jean Vilar

46 86 70 70

TEP Agnès

Texte et mise en scène : Catherine Anne

42 43 17 17 du 1er mars au 1er avril 95

LES ENTRÉES
A PARIS

■ Semaine contrastée, avec une baisse globale (-200 000) des entrées par rapport à la semaine correspondante de 1994 (pas d'équivalent aux scores de *La Cité de la peur*, de *Philadelphie*, de *La Liste de Schindler* ni de *Madame Doubouf*), mais pourtant des résultats plutôt satisfaisants pour la plupart des titres phares à l'affiche.

■ Joli succès pour *L'Appât* dont la sortie, très bien relayée par les médias, attire 83 000 spectateurs dans une large combinaison de 35 salles. A 36 000 sur 17 écrans, *Ludwig van B.* débute sans fausse note. Et, dans seulement sept cinémas, *L'Emigré* gagne son droit d'asile avec 9 200 supporters.

■ Quant à *IL GEL*, on dirait, au choix, que c'est un triomphe (5 800 entrées dans l'unique salle de La Pagode représentant un taux de remplissage exceptionnel) ou une misère, pour l'un des plus beaux films de l'un des plus grands cinéastes du monde.

■ Trois films se maintiennent au-dessus de 50 000 entrées. En deuxième semaine, *Prêt-à-porter* fait bien, mais un peu vite, pendant 44 % de son public pour totaliser 180 000 en quinze jours. *Nell* intrigue encore 54 000 curieux en troisième semaine.

■ *Gazon maudit* poursuit son impeccable carrière avec 58 000 amateurs (620 000 en cinq semaines). De son côté, *Les Rois secrets* continue d'engranger les fruits des osars, pour dépasser les 175 000.

■ J.-M. F. * Source des chiffres : Le Film français.

L'audacieux pari du premier long métrage de Pierre Grange

Avec une once de politique-fiction en guise de détonateur, « En mai fais ce qu'il te plaît » tente une description complexe du quotidien, fondée sur plusieurs histoires simultanées

EN MAI FAIS CE QU'IL TE PLAÎT, film français de Pierre Grange. Avec Kristin Scott-Thomas, Benoît Régent, Jean-Claude Dreyfus, Eric Chaffier, Valérie Gabriel, Nathalie Ortega, Fred Saurel. (1 h 22)

L'espace, les gens, le temps. La conjugaison de ces trois données donne au premier film de Pierre Grange sa raison d'être. L'espace est formé par une unité de logements conçue par Le Corbusier. On y pénétré à la suite d'un couple, elle est encastrée, il est rionchon, il n'est pas voté parce qu'ils ont égaré leurs cartes d'identité. Il faut que la trame s'esquisse et que l'oreille s'habitue pour que les premières pièces du puzzle se mettent en place et que le film trouve son rythme et sa couleur.

Le moment choisi est important : il précède de quelques minutes l'annonce des premiers résultats de l'élection présidentielle de mai 1995. Un film d'anticipation, donc ? Non, un film d'aujourd'hui et de maintenant. D'ailleurs, on ne connaîtra pas, à la fin, le nom du nouveau pré-

sident de la République. Normal, puisque tout cela a duré seulement une dizaine de minutes. Sept mises en situation, dans sept appartements, de personnages qui vivent en parallèle des actions dont certaines finissent par se rejoindre et se confondre. *En mai fais ce qu'il te plaît* met en scène la simultanéité des histoires, quotidiennes ou extraordinaires, que vivent les gens sans histoires.

La découverte de cette simultanéité est progressive et s'opère d'abord grâce aux sons : aux bruits entendus, depuis l'appartement d'à côté, correspond et répond la scène suivante, qui elle-même donne à percevoir l'écho de la situation précédente. Compliqué ? Justement, non, car le film déroule sa logique avec une tranquille assurance, que contrarie à peine les soubresauts de l'intrigue patiemment mise en branle. C'est à la fois sa force et sa limite.

Sa force, car cette mise en perspective de destins individuels fondus dans le creuset du collectif aboutit à un portrait en coupe de la société française de cette fin de

siècle. Sa limite, parce que la caractérisation forcément hâtive des personnages et le déroulé accéléré de chacun des épisodes accentuent l'artificialité du dispositif - à la différence, par exemple, de *Petits Arrangements avec les morts*, qui, lui aussi, était construit sur plusieurs actions se déroulant en même temps. Du ton de comédie de la première séquence, le film passe à l'acidité d'une scène de ménage qui vire au conventionnel, puis un père de famille comparant devant le tribunal formé par ses enfants et leurs copains, avant que le moins filé en apparence de tous les personnages, un cadre au chômage incarné par Benoît Régent, ne fasse basculer ce début de soirée dans l'horreur.

Le sourire se fait alors grimace, sans que le réalisateur remette en cause les principes qu'il s'est imposés au départ et qui l'ont conduit à adopter un style heurté, auquel la caméra communique sa frénésie, en contrepoint de la distante ironie avec laquelle il considère ses personnages.

Pascal Mérieau

Des menaces pèsent sur la gare d'Austerlitz

La SNCF se propose de remplacer par des constructions contemporaines l'ensemble de bâtiments construits dans les années 1860

JACQUES TOUBON est bien embarrassé. En tant que ministre de la culture, il se doit de défendre le patrimoine architectural, dont la gare d'Austerlitz est un beau fleuron. Et tant que maire du 13^e arrondissement de Paris et président de la Semapa, la société mixte d'aménagement du nouveau quartier de Seine-Rive-gauche, il souscrit au mauvais coup qui se prépare du côté de la gare - dont, contrairement à celles de l'Est, du Nord ou Saint-Lazare, aucun des éléments n'est classé.

Pourtant, cet ensemble de bâtiments construits entre 1862 et 1869 par l'architecte Louis Renault et l'ingénieur Charles Sévère témoigne excellemment de l'architecture du Second Empire. En particulier, sa grande halle à couverture métallique (280 mètres de longueur, 27 mètres de hauteur et 51 mètres de portée), dont le volume a été en partie brisé par le passage d'une ligne de métro, au début du siècle, et l'aménagement d'un parking en 1970. L'architecture métallique n'est pas seule digne d'intérêt : les constructions maçonnées qui encadrent les cours du départ et de l'arrivée, comme les immeubles de bureaux de l'ancienne compagnie, sont elles aussi à observer avec attention.

Or aujourd'hui, la SNCF envisage de détruire les bâtiments en pierre de taille pour les remplacer par des constructions contemporaines. Le dossier de protection de la gare, établi pour être soumis à la Corephae (commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique), a été, à deux reprises, à la demande du préfet, retiré de l'ordre du jour, alors que son examen était souhaité par les membres de cette commission en vue d'une inscription à l'inventaire des monuments historiques ou d'une demande de classement. Décision qui aurait encore compliqué la tâche des aménageurs du 13^e qui, on le reconnaît, n'est pas simple.

Comment, en effet, relier le pont Charles-de-Gaulle (en coconstruction), qui double celui d'Austerlitz, aux voies existantes, notamment au boulevard Saint-Marcel et au quai d'Austerlitz ? La solution choisie ressuscite fâcheusement, dans Paris même, un de ces « autports » qui ont défiguré tant de banlieues. Le tablier de

l'ouvrage qui franchit la Seine arrive en effet sur le quai à 4 mètres au-dessus du sol. Une voie routière traversera donc la halle à cette hauteur et passera devant l'arc d'entrée de la Salpêtrière avant de retrouver le boulevard Saint-Marcel. Et sera vraisemblablement flanquée de deux rampes d'accès d'une centaine de mètres chacune. Un carrefour aérien devrait donc exister au-dessus de la cour du départ.

ARCHITECTURE INDUSTRIELLE

Comment faire passer les voies ferrées à travers le nouveau quartier sans le couper en deux ? Les enterrer ? Très cher et impossible techniquement, dit-on, le sous-sol étant déjà très encombré. Reste la solution, aussi onéreuse qu'urbanistiquement déplorable, de la « dalle ». Les voies ferrées qui arriveront gare d'Austerlitz seront placées dans une sorte de tunnel de 7 à 8 mètres de hauteur. La SNCF envisage d'enterrer à demi la nouvelle gare pour pallier ces inconvénients, qui ne seront pas résolus pour autant. Les Entreprises frigorifiques, autre bel exemple d'architecture industrielle, qui abritent tout à fait officiellement une cinquantaine d'artistes, devraient eux aussi disparaître du fait de la « dalle ». C'est, du moins, ce qu'a laissé entendre le maire du 13^e, Jacques Toubon, devant les représentants d'un certain nombre d'associations venues lui poser quelques questions sur le patrimoine.

L'idée de reculer le terminus des lignes du Sud-Ouest en direction du boulevard Masséna a été évoquée à plusieurs reprises. Cela aurait pour effet de supprimer ou de raccourcir la fangeuse dalle. Donc de résoudre des problèmes d'urbanisme, et en particulier d'ouvrir largement sur la Seine la chapelle de la Salpêtrière - un monument majeur, signé par Libéral Bruant (l'un des architectes des Invalides), méconnu parce que totalement enclavé. La SNCF n'a jamais voulu envisager sérieusement cette solution, et il est sans doute trop tard pour vaincre son obstination. Mais peut-être pourra-t-on éviter qu'une belle réalisation industrielle du XIX^e siècle passe à la trappe. Comme les halles de Bâtard.

Emmanuel de Roux

Olivier Guillemain, Bertrand Maréchal prêt-à-porter en rouge et en noir

Une présentation toute rouge pour le Parisien Olivier Guillemain, une autre tout en noir pour le Suisse Bertrand Maréchal. Au deuxième jour des défilés, ces deux créateurs ont réveillé un public un peu assoupi par tous les gris moineau de l'hiver 1995-1996. Le premier, en re-



nouant avec les *happenings* chers aux années 60-70 : des combinaisons smoking en voile changeant, des imperméables « crispés », et autres fourreaux, le tout, dans un décor forcément rouge, avec sièges en plexi et consoles miroirs en inox signés Olivier Guillemain. Perruques rousses et *hat lips*, aussi pailletées que leurs sandales, Madame Satan, Princess Ruby et la « Madame des barricades », s'immobilisaient comme des mannequins de cire au-dessus des invités. D'une manière bien plus libre et plus moderne, Bertrand Maréchal a créé, lui, l'émotion, avec ses vingt-huit modèles d'un noir brillant, transparent, sensuel, à fleur de désir. Entre inventeurs et architectes, il montre le chemin tracé par les maîtres : il ne fait pas référence à une époque précise, et tout est chez lui mémoire. C'est Paris comme un rêve d'Argentine, avec ces robes de cinéphilas qui semblent faire réapparaître

l'ombre de Lucia Bose, de Jeanne Moreau dans *Eva*, Crépe, jersey, satin... elles glissent sur la peau, comme des gants du soir.

Né à Genève en 1957, Bertrand Maréchal a été l'assistant d'Hubert de Givenchy, avant de lancer sa griffe en 1993. A la maîtrise de la coupe, il ajoute une fascination pour le corps des femmes, et cette manière si amoureuse de les réinventer. Ce faisant, il dépossède le numéro de la femme fatale, célébré par de divines inconnues, Pauline, Camilliana, Jessica et les autres. Un coup de chic et de style alors que cette saison, ici et là, le rêve de Paris semble se réduire trop souvent à une maquette sur le bureau d'un décorateur. Paris suscite des coups de foudre qui n'ont pas eu le temps de s'épanouir. Comme si la peur de rater le rendez-vous avec la mode condamnait les uns et les autres à renoncer à leurs racines, alors que la beauté surgit là, dans le luxe d'une différence : longs manteaux peignoirs de soie damassés rouge laque, redingotes ourlées aux couleurs d'épices et de temples (Lae Young Hie). A trop dépecer des tailleurs des années 50 des Puces, certains semblent oublier que Paris se donne et ne se prend pas : « La forme est le squelette des œuvres. C'est le reste qui compte. Et le reste ne se raconte pas », disait Jacques Fath.

Laurence Benaïm

Avant de courir à l'exposition Carthage au Petit Palais ou avant de partir pour la Tunisie, lisez le hors-série Ulysse-Télérama.

Carthage, fondée huit cents ans avant Jésus Christ a été pendant des siècles l'une des villes les plus puissantes de l'antiquité et est devenue un véritable mythe que les peintres et écrivains n'ont cessé d'explorer et d'illustrer.

Le hors-série Ulysse-Télérama raconte son histoire et ses légendes. La Tunisie d'aujourd'hui ce n'est pas seulement le soleil mais aussi des villes et des sites évoqués par des poètes, des musiciens, des hommes de cinéma et de théâtre.

Le hors-série Ulysse-Télérama vous ouvre le chemin de nouvelles découvertes.

Tunisie
Kairouan
Hamam
le désert...

cinéma
musique
littérature...

l'exposition
au Petit Palais
histoire et
légendes

Carthage

En vente chez votre marchand de journaux, 48 francs.

Télérama Ulysse

هكذا من رلام

**« La Bonne Âme
du Se-tchouan »
est reprise
au Théâtre de la Ville
dans une mise en scène
de Gildas Bourdet**

A PARIS S'INSTALLE le beau spectacle qui a marqué l'arrivée, en janvier, du metteur en scène et directeur Gildas Bourdet à la tête du Théâtre national de la Criée de Marseille. Là, il a revisité le chef-d'œuvre de Brecht avec ses armes propres : une manière ironique, grinçante, d'expliquer les récits, le goût du texte et celui du lui-même (superbement remis en lumière *La Bonne Aïe* avec Roman Weingarten - une prédilection pour des scénographies spectrales - qu'il cossine ici avec Edouard Laug - et enfin une ferme direction d'acteurs. Ils sont vingt et un sur scène, et tous excellents, troupe soudée dont Gildas Bourdet était servé depuis

Pickpocket, de Robert Bresson

Pickpocket, de Robert Bresson (1959)

Le jour même où reviennent sur les écrans *Un hasard*, *Balthazar* et *Mouchette*, la Vidéotheque de Paris présente, dans le cadre d'un cycle consacré à l'argent, un autre chef-d'œuvre de Robert Bresson : *Journal intime d'un voleur* qui offre en partage sa vie, son plaisir trouble, sa solitude et sa peur au spectateur. *Pickpocket* (1959) demeure une des œuvres majeures du cinéma français.

Videothèque de la Région Saint-Eustache, Forum des Halles Saint-Eustache, 2^e grande galerie, 7^e arr. Les Halles. 18 h 30, le 15 mars, 20 h 30, le 19 mars. Tél. : 47-66-62-00.

Signes du temps

Colloque Danse, mémoire et transmission, mené autour des compagnies d'Angelin Preljocaj, d'Instantants d'Europe, du Quatuor Kunst, de

Jean-Christophe Bœlle, du Junior
Ballet du conservatoire. Le soir,
toutes ces compagnies donneront
des extraits de leur répertoire.
Créteil, Maison des arts, le 15, col-
loque ouvert au public de 13 heures à
19 heures, au studio Viva. Spectacles,
du 20 h 30. Tél. : 45-13-19-19. 55 F
El Nino Joeelle
En attendant la force brune du chant
d'El Cabero (le 20 mars, à 21 heu-
res), le Passage du Nord-Ouest
accueille Juan Jose Heredia Heredia,
el Nino Joeelle, guitariste flamenco
à l'écoute de sa langue et de sa lan-
gue de musicien gitan. La nou-
velle génération qui pousse vers
plus d'éclectisme.
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du
Raubourg-Montmarie, Paris-9, M
Rue-Montmarie. 21 heures, le 16.
Tél. : 48-99-95-46. Location Franc, Vir-
gin. 100 F.

Une sélection de concerts
de jazz, rock, chanson
et musiques du monde
à Paris et en Ile-de-France

Paris

Drago Regg
Cène culturelle suisse, 38, rue des
Cours-Bourgeois, Paris 6. 1^{er} Août-Saint-
Paul. 20 h 30, les 15 et 16. Tél. : 42-57-38-
30. 30 F

Michel Legrand Big Band
Jazz, 10, rue Montparnasse, 13, rue du
Commandant-Bend-Mouchotte, Paris
14^e. 1^{er} Août, Montparnasse-Bienvenue.
21 heures, le 15. Tél. : 43-21-56-70.

Vincent Herring Quartet
The Villa, 23, rue Jacob, Paris 6^e. 1^{er} Août-
Saint-Charles-des-Près. 21 heures, les 15, 16, 17,
18 et 19. Tél. : 43-26-60-00. De
120 F à 150 F

Mario Canonge Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandiers-
des-Saints-Opportuns, Paris 1^{er}. 1^{er}
Août-Saint-Charles. 21 heures, le 15. Tél. : 42-36-01-
76. 75 F

Tony Vincent Concerts
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Fau-
bourg-Montmartre, Paris 9^e. 1^{er} Août-
Montmartre. A partir de 19 heures, le
16. Tél. : 48-00-94-24. 80 F

Musio Kar Ourlou, Bouquet
Division de Radio-France, 116, avenue
du Général-Kennedy, Paris 16^e. 1^{er}
Août, le 16. Tél. : 42-30-15-16.
30 F

Antoine Brasse, 27, avenue Jean-Jaurès, Paris
H 08 Brass, 21 h à 22 h. L. 20 h 30, le 16.
Tél.: 42-00-14-14. Location Frac. 110 F.

Johnny Griffitt Quintet
Les Petites-Ecuries, Paris 10^e, M^o Châteaud'eau.
L. 20 h 30, le 16; 42-53-51-41. Loc. Di 10 F.

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}.
M^o Châtelet, 22 heures, les 17 et 18.
Tél.: 40-25-46-60. 78 F.

Steve Lucy
American Centes 51, rue de Bercy, Paris
12^e. M^o Arsény, 20 h 30, le 18; 16 heures,
le 19. Tél.: 42-73-72-00. De 50 F à 100 F.

Emmanuel Bonghi Trio
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{re}.
M^o Châtelet, 22 heures, le 20. Tél.: 40-25-46-60. 78 F.

Adelley Quintet
Les Petites-Ecuries, Paris 10^e, M^o Châteaud'eau.
L. 20 h 30, le 16; 42-53-51-41. Location Frac. De 110 F à 130 F.

Marc Harel Quintet
Ant Brass, 21, avenue Jean-Jaurès, Paris
10^e. M^o Porte-de-Pantin, 20 h 30, le 21.
Et, le 22. 42-00-14-14. Location Frac. 100 F.

Le Club de France
Les Petites-Ecuries, Paris 10^e, M^o Châteaud'eau.
L. 20 h 30, le 16; 42-53-51-41. Location Frac. De 110 F à 130 F.

Trio Contemporain
Le Blanc-Mesnil (93). Grande salle du Forum, 1, place de la Libération. 20 h 30, le 16. Tél.: 48-14-22-22. De 70 F à 80 F.

Tablars
Université (95). Centre Saint-Martin, 2, rue Adolphe-Chaumin. 20 h 30, le 21. Tél.: 44-94-28-50. De 40 F à 60 F.

Jean-Loup Longson Septet
Chessy (77). Manhattan Jazz Club, Hotel New-York Euro Disney. M. AER. Mame et Chessy. 21 h 30, le 21, 22 et 23. 22 heures, les 24 et 25. Tél.: 60-45-75-16, 50 F.

Bruno Chevillon
London Jazz Composers Orchestra
Epainay-sur-Seine (93). MJC d'Ormeaux, 1, rue de la Tête-Saint-Médard. 20 h 30, le 16. Tél.: 48-41-41-44. Location Fric. De 70 F à 90 F.

Wolfgang Pusching
Rick Iannacore
Noël Akchote
Montreuil (93). Instantes chavirés, 7, rue de la République. 20 h 30, le 15. Tél.: 42-87-25-91. De 35 F à 60 F.

Alex Grillo
Montreuil (93). Instantes chavirés, 7, rue de la République. 20 h 30, le 15 et 21. 22. Tél.: 42-87-25-91. De 35 F à 60 F.

Josy Baron = Baron Douce
Carol Fredette=Steve Kuhn
Saint-Denis (93). Bource du travail, 1, rue Génin. M. Saint-Denis-porte-de-Pa- ruse. 21 h 30, le 17. Location Fric. Virgin. De 70 F à 90 F.

Caroline Casadesu
Difter Lockwood
Saint-Louis (93). Espace Vega, 25, boulevard de la République. 21 heures, le 17, 18 et 19. 22 heures, le 17. Location Fric. Virgin. 250 F.

Paris

The Hoax
New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris 10^e, MP Châteaud'Esplanade, le 16, Tél.: 45-29-51-41. Location France: De 110 F à 130 F.

Welcome to Julian
 Alapachou, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13^e, MP Place d'Italie, le 16, Tél.: 45-79-00-11. Location France: De 80 F à 100 F.

Forêt
 Cernigoi, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 9^e, MP Porte-de-Pantin, 20 heures, le 16, Tél.: 42-08-60-00. Location France: 99 F.

John Martyn Band
 John Martyn Band, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris 10^e, MP Châteaud'Esplanade, le 16, Tél.: 45-23-51-41. Location France: De 110 F à 130 F.

Alapachou
 Alapachou, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13^e, MP Place d'Italie, le 16, Tél.: 45-79-00-11. Location France: 99 F.

Myke-Montmartre
 Myke-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e, MP Anvers, le 16, Tél.: 42-31-31-31. Location

Don Paris 135 F.
Skid Row
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochecouart, Paris 18^e. M° Anvers. 18 h 30 à 21 h. Tél. : 42-31-37-31. Location : Paris 135 F.

CHANSON

Paris
 Francis Cabrel
Zénith, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 13^e. M° Jean-Picquart. 20 heures à 11 h. Tél. : 42-08-80-00. Location : Paris 203 F.

Cabaret
 Mogador, 25, rue de Mogador, Paris-9^e. M° Trinité, Chausée-d'Antin. Havre-Mogador. 20 h 30, 15 h, 16 h, 17 et 18 et 21 h. M° Le Havre. 2 mai. Tél. : 46-78-04-04. De 120 F à 260 F.

Casino
 Richard de Paris, 15, rue de Cligny, Paris-9^e. M° Trinité. 20 h 30, 15 h, 16 et 17 et 18 h. M° Trinité. 95-99. Location : Paris De 110 F à 150 F.

Théâtre
 Jules Boucaume
L'Européen, 5, rue Biot, Paris 17^e. M° Place Cligny. 20 h 30, du 17 mars au 2 avril. Relâche dimanche et lundi. Tél. : 42-63-07-13. 100 F et 130 F.

Dominique A
Théâtre de la ville, 2 place du Châtelet, Paris 4^e. M° Châtelet. 20 h 30, le 20. Tél. : 42-74-22-77. Location : Paris 80 F.

Casino
 Casino de Paris, 16, rue de Cligny, Paris-9^e. M° Trinité. 20 h 30, les 21, 22, 23, 24 et 25 ; 16 heures, le 26. Tél. : 43-95-99-99. Location : Paris De 100 F à 170 F.

Festival Chorus
 des Hauts-de-Seine

Alain Bashing
Colombes (92). Salle des fêtes et des
spectacles, 98, rue Saint-Denis, 20 h 30, le 17. TL : 47-81-69-02. Location FNC
150 F.

Brigitte Ritolino
Catherine Ribault
Clichy (93). Théâtre Rubemovir, 15-18, av.
de la République, 98, rue Saint-Denis, 20 h 30, le 17. TL : 47-81-69-02. Location FNC
21 heures, le 21. TL : 47-39-28-52.

CMC Solar
Incises les Moulinoises (92). Palais des arts
et congrès, 25, avenue Victor-Cresson,
20 h 30, le 21, 7 h, 42-42-71-91. De 100 F
à 120 F.

Les Artistes bonheurs
Peter Krüner
Colombes (92). MJC Théâtre, 96, rue
Saint-Denis, 20 h 30, le 18. TL : 47-82-
02-70. De 60 F à 75 F.

Quai 70
Les Evénements (92). Salle des fêtes, 177,
rue de la Vallée, 20 h 30, le 17. TL :
80-85-64-55. Location FNC, 140 F.

Petit Salvador
Hauts de Seine (92). Théâtre des Hauts-de-
Seine, 5, rue Henri-Martin, 20 h 45, le 17,
7 h, 42-72-09-53. De 85 F à 125 F.

Charles Aznavour
Hauts de Seine (92). Théâtre André-
Mallarmé, place des Arts, 20 h 45, le 17,
47-32-24-42. De 190 F à 220 F.

George Lina

Reuil-Malmaison (92). Théâtre André Malraux, place des Arts, 20 h-23, le 18. Tél. 47-32-24-42. Location Fnac. De 140 F à 175 F

Ré-de-France
Khaled
La Courneuve (93). Centre Jean-Houssier, 11, avenue du Général-Leclerc, Aubervilliers-La Courneuve. Tél. 49-92-61-61. De 60 F à 90 F

Pierre Vassilly
Fontenay-sous-Bois (93). Salle Jacques-Brel, 164, avenue Gallieni. M RER Fontenay-sous-Bois puis bus 124, arrêt Bois-de-Ville. 20 h-23, le 17. Tél. 48-75-67-68. Location Fnac. De 110 F à 90 F

Maurane
Franconville (95). Centre de sports et de loisirs, 25, avenue des Maraîs. 21 heures, le 20. Tél. 34-54-56-140 F Jacques Makhias

Les Sœurs Saint-Sauveur (94). Théâtre, 1, rue Simon-Denierre, M Mairie-d'Ivry, 20 h-30, les 15, 16, 17, 18, 21, 23, 24 et 25; 16 heures, les 19 et 26. Tél. 46-70-21-55. De 50 F à 110 F

Jo Privat et son orchestre
Tremblay-lès-Lille (94). Le Meris, place des Merisiers, 15 h-30, le 19. Tél. 30-98-51. Location Fnac. De 65 F à 80 F

Juliette Gréco
Tremblay-lès-France (93). Centre culturel, 24 boulevard de l'Hôtel-de-Ville. 21 heures, le 18. Tél. 49-63-70-58. De 120 F à 170 F

MUSIQUES DU MONDE

Paris
Artaño
Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Fau-

**bourg-Montmarre, Paris-9^e, M^o Rue-
Montmarre, 21 heures, le 15, 78 L, 43-
89-36-46. Location Franc. Jean, 100 F.**

**Château de Saint-Paul, Montreuil-Paris-18^e,
Zénith, 21, avenue Jean-Vaquer, Pa-
ris-19^e, M^o Porte-de-Pantin, 20 heures, le
17, 78 L, 43-08-60-00.**

Abdu Dagher et son orchestre
**Institut du monde arabe, 1, rue des Fos-
sés-Saint-Bernard, Paris-5^e, M^o Jussieu,
20 h 30, le 17, 43-51-58-37, Location
Franc. De 70 à 70 F 90 F.**

Ensemble Moosharafa
**Institut du monde arabe, 1, rue des Fos-
sés-Saint-Bernard, Paris-5^e, M^o Jussieu,
20 h 30, les 18 et 19, 78 L, 43-51-38-37,
Location Franc. De 70 F 90 F.**

Malavoi
**New Morning, 7-5, rue des Petites-
Écuries, Paris-10^e, M^o Châteaud'Eau.
18 h 30, le 19, 20 heures, le 20, 78 L, 43-
23-51-41, Location Franc. De 110 F à 130 F.**

**Maison de l'Amérique latine, 217, bou-
levard Saint-Germain, Paris-7^e, M^o Rue-
du-Bac, 20 h 30, le 21, 78 L, 49-54-75-00.
De 60 F à 80 F.**

Baden Powell
**Petit Journal Montparnasse, 13, rue du
Commandant-Rend-Mouchotte, Pa-
ris-14^e, M^o Montparnasse-Bienheim,
22 heures, les 21 et 22, 78 L, 43-21-
56-70.**

Tous les nouveaux films
de la semaine, une sélection
des exclusivités et des reprises

ANNA

Film franco-russe de Nikita Mikhalkov,
avec Anna Mikhalchuk (1 h 40),
réservation : 40-30-20-10 ;
19-09 : réservation : 40-30-20-10 ;
Gautier Ambassade, 83 (43-59-19) ;
08 ; 36-68-75-75 ; réservation : 40-30-
20-20-10.

BISHOP'S STORY
Film irlandais-britannique-français de
John Huston, avec Donald Mac Cann
(1 h 22), 1P L'Entreprise, 14 (45-43-41-63).

CASA DE LAVA
Film portugais-français de Pedro Cos-
ta, avec Inês Medeiros, Isach de Ban-
tole, Edith Scob, Pedro Hestres, San-
tiago Moniz, António Faria, José Du-
Andrade Alves (1 h 50).
19-09 : Europa Pantheon (ex-Riflet Panthe-
on), 5° (45-43-15-04).

EMMÈNE-MOI
Film français de Michel Spinosa, avec
Jean-Claude Carrière, Antoine Bader, Inés
Castaño, Jean-Pierre Piel, Bruno Putzulu,
Didier Benureau (1 h 26).
Racine Odéon, (13-26-19-68) ; Le
Balzac, 43 (45-61-10-60) ; Sept Paroisses,
14, 1402 (40-30-32-20).

EN MAI FAIS CE QU'IL TE PLAIT
Film français de Pierre Grange, avec
Philippe Noiret, Valérie Gabriel, Jean-
Claude Dreyfus, Renaud Le Bas, Na-
thalie Ortega, Fred Saurel (1 h 22).
Interdit - 12 ans.
14-14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 31 (36-68-
69-23) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 69-
69-23 ; 14-Juillet 40-68-68-102 ; 14-Juillet
Jules Verne, 43 (45-58-58-00) ; 36-68-59-
59-02 ; Elysées Lincoln, 11 (43-57-30-14) ;
14-Juillet Bastille, dolby, 11° (43-59-96-90)
11°, 31 ; 36-68-69-27 ; Gaumont Grand
Ecran et Alibi, 13 (36-68-75-13) ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 40-30-20-10 ; 14-Juillet
Beaugrenelle, 40-30-20-10 ; 45-75-75-75-
79 ; 79 ; 68-69-24.

HIGH BOAT BENNY
Film irlandais de Joe Comerford, avec
Marc O'Shea, Frances Tomelty (1 h 18).
L'Entreprise, 14 (45-43-41-63).

MISTRE CAUSE
Film américain d'Anne Giacomini, avec
Sissy Spacek, Glenn Close, Laurence Fishburne,
Car Capshaw, Blair Underwood, Rudy
Dea, Ed Harris (1 h 45).
Interdit-12 ans.
19-09 : Les Halles, dolby, 1°
réservation : 40-30-20-10 ; 40-30-20-10 ; UGC Odéon, dolby, 61 (36-68-37-
02) ; Gaumont Marignan-Concorde,
dolby, 43 (36-68-75-55 ; réservation :
40-30-20-10) ; George-V, dolby, 43 (36-
68-43-43-47) ; Gaumont Gobelins Fav-
eritte, dolby, 13 (36-68-75-75) ; réser-
vation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beau-
grenelle, dolby, 19° (45-75-75-75 ;
réserve

[illegible]

Sandwich

GARY OLDMAN

Le restaurant de la Gare d'Orsay

ÉLECTION

APPÂT

Bertrand Tavernier,
avec Marie Gillain, Olivier Sitruk, Bruno Putzulu, Richard Berry, Philippe Duclos, Marie Ravel.
107 minutes (1 h 55).
Interdit - 12 ans.

Les films : 2° (36-68-70-73) ; 14-Juillet
deaubourg, doily, 3° (36-68-69-73) ;
3-Juillet Odéon, doily, 6° (43-25-59-
36-68-68-72) ; Les Trois Luxem-
bourg, 6° (46-39-57-77 ; 36-65-70-43) ;
GC Montparnasse, doily, 6° (36-65-
40-14 ; 36-68-70-74) ; Blarriz-Majestic,
doily, 8° (36-68-48-58) ; Gaumont Ma-
gnier-Congres, doily, 8° (36-68-75-
75 : réservation ; 40-30-20-10) ; Saint-
Nazaire-Pasquier, doily, 8° (43-67-35-
36 ; 36-65-71-88) ; UGC Opéra, doily,
8° (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille,
doily, 11° (43-67-50-61 ; 36-68-69-72) ;
GC Lyon Bastille, doily, 12° (25-68-
36-68-75 : réservation ; 40-30-20-10) ;
UGC Bobigny, 13° (36-68-68-68-72-
77) ; Mistral, 14° (36-65-70-41 ; réser-
vation ; 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beau-
renelle, doily, 15° (45-75-79-79 ; 36-
68-69-74) ; UGC Convention, doily,
P° (36-68-38-31) ; Majestic Paris, doily,
16° (36-68-44-58) ; UGC Maillot,
doily, 17° (36-68-61-34) ; Pathe We-
der, doily, 18° (36-68-20-22) ; Le
mambetta, doily, 20° (48-36-10-96 ;
36-65-71-44 ; réservation ; 40-30-20-
10).

LES TRAVERS DES OLIVIERS

Ahmed Kiarostami,
avec Hossein Rezai, Mohamad Ali Kes-
ravafar, Farhed Kheradmand, Zarifesh
Tahereh Ladania, Mahbanou
Arabin (1 h 43).
107 minutes (1 h 43).
Salle : Le Centre-Germinal-de-Prés, Salle
de Beauregard, 6° (42-22-87-23) ;

ran *Le*

LE MANS

LE MANS

lyses Lincoln, 8' (43-59-36-14);
EMIGRÉ
Youssef Chahine,
Youssef, Michel Piccoli, Mahe-
med hemida, Khaled el-Nabeoul, Sa-
a el-Emry,
gyptien (2 h 00).
O : Gaumont les Halles, 1^{re} (36-68-75-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Publicis Saint-Germain, 4^e (36-68-75-55) ; La Pagode, 7^e (36-68-75-07) ; réservation : 40-30-20-10 ; Geumont billetterie, 8' (43-59-19-08) ; 36-68-75 ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-15-16-17 Bastille, 11^e (43-57-90-81) ; 36-68-75 ; Gaumont Parnasse, 14^e (36-68-75-55) ; réservation : 40-30-20-10 ; JC, JLC
Jean-Luc Godard,
García Gorrerío Pasquier, Denis Jodot,
Rigitte Bastien, Elisabeth Kaza, An-
ré Lebathier, Louis Séguin.
ançais (1 h 20).
La Pagode, 7^e (36-68-75-07) ; réserva-
tion : 40-30-20-10
ON DE LA MAISON
Philippe Borsos,
avec Jesse Bradford, Dakotah le chien
brador, Bruce Davison, Mimi Rogers,
m Bower, Joel Palmer :
mécinal (1 h 20).
Saint-Lambert, dolby, 15^e (45-32-
-68).
JUDWIG VAN B.
Bernard Rose,
avec Gary Oldman, Jerroen Krabbe, Jo-
anna Page, Steve Sande, Valeria Golino, ha-
lla Rossellini, Marco Hofschneider.
frican (2 h 01).
O : Forum Orient Express, dolby, 1^{re}
-68-65-70-67) ; UGC Danton, dolby, 6^e
-68-34-21) ; UGC Montparnasse, 6^e
-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Publicis
samps-Elysées, dolby, 8' (47-20-76-
-76) ; 36-68-75-35 ; réservation : 40-30-
-10) ; Gaumont Opéra Français, dol-
-68-75-35 ; réservation : 40-
-20-10) ; UGC, Gobelins, 13' (36-68-

[illegible]

UGC Lyon Basseins, 12* (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, doily, 14* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Aléda, doily, 14* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, doily, 2* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Convention, doily, 15* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wespeler, doily, 18* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wespeler, doily, 18* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10);

QUIZ SHOW
de Robert Neuford,
avec Jacques Turrisio, Rob Marrow,
Ralph Hennes, David Faymer, Paul
Schofield.
Gaumont (2 h 10).
VO : Gaumont les Halles, doily, 14*
(36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, doily,
2* (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Odéon, doily, 6*
(36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Élysées, doily, 8* (43-59-04-
76; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, doily, 8* (36-68-43-55);
La Bataille, doily, 11* (43-07-60-00).
Gaumont Parnasse, 14* (36-68-75-55;
réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet
Beaugrenelle, doily, 15* (45-75-79-
36-68-69-24).

GAUMONT ALÉDA, doily, 14* (36-
68-75-55; réservation: 40-30-20-10).
Gaumont Parnasse, 14* (36-68-75-55;
réservation: 40-30-20-10).

**LES PAYS DES LIVRES MA-
GIQUES**
de Joe Johnston,
Maurice Hunt,
Gaumont (1 h 15).
VO : George-V 8* (36-68-43-47). VF :
Forum Orient Express, 11* (36-65-70-
17); Rex, doily, 2* (36-68-70-23);
George-V 8* (36-68-43-47); UGC Go-
belins, 13* (36-68-72-27); Denfert, 14*
(36-68-72-41-01); Grand Pneu, 14*
(36-68-72-41-01); réservation: 40-30-20-10).
Gaumont Lambert, doily, 15* (45-32-91-
08).

REPRISES
OU HAZARD, BALTHAZAR
de Robert Bresson,
avec Anne Wiazemsky, François La-
farge, Walter Green, Philippe Asselin,
Gaumont (1 h 36).
Gaumont, 1966, noir et blanc, copie
nouvelle (1 h 36).
Accatone, 5* (45-33-88-86); Espace
Michel, 5* (44-07-20-49).

MOUCHETTE
de Robert Bresson,
avec Nadine Nortier, Jean-Claude
Guillebert, Jean Vimenet, Marie Suzini,
Marie Cardinal.
Gaumont, 1967, noir et blanc (1 h 22).
Accatone, 5* (45-33-86-68).

LA POIRÉ DU L'ANGOISSE
de Howard Hawks,
avec Humphrey Bogart, Lauren Bacall,
Walter Brennan, Marcel Dalio, Hoagy
Carmichael, Dolores Moran.
Gaumont, 1945, noir et blanc (1 h 40).
Accatone, 5* (45-33-72-07);
36-65-70-64).

LES FILMS INTERDITS AUX MOINS DE 12 ANS
*) Films interdits aux moins de 16

Les marionnettes britanniques s'arrêteront, faute d'audience

PENDANT quelque onze années, qui furent très longues pour elles, la classe politique et la famille royale britannique ont été prises pour cible par les marionnettes satiriques de « Spitting Image » (en français « portrait craché »). Mais les humoristes semblent fatigués, et leurs caricatures s'essouffent, suscitant moins l'ilarité des téléspectateurs. La série, qui avait rencontré un succès immédiat lors de sa création et a servi de modèle dans de nombreux pays européens, n'a attiré que 6,4 millions de téléspectateurs lors de ses derniers passages contre plus de 15 millions au sommet de sa gloire. Conséquence de cette baisse d'audience, les marionnettes vont tirer leur révérence après une dernière série télévisée à l'automne, a annoncé récemment la chaîne privée ITV. Les critiques reprochaient aux marionnettes d'être devenues « ennuyeuses et prévisibles », victimes de la « grisaille » de la vie politique britannique depuis le départ de Margaret Thatcher. La famille royale n'était pas épargnée non plus par les auteurs des sautes télévisuelles. Mais, comme l'a fait remarquer, dimanche 12 mars, l'ancien secrétaire d'Etat Edwin Currie, apparue dans la série, la réalité a fini par dépasser la fiction dans ce domaine.

■ **CONCURRENCE** : comme lors de précédentes retransmissions de championnats du monde ou de jeux olympiques, les compétitions de patinage artistique de Birmingham ont été largement suivies par les téléspectateurs. France 2, avec la présentation du libre danse, a réuni, vendredi 10 mars, 6 200 000 téléspectateurs. Un score similaire à celui enregistré par le libre messieurs, jeudi 9 mars sur France 3. La double diffusion du programme libre dames, samedi 11 mars, a tourné à l'avantage de TF1 (Le Monde dans dimanche 12-13 mars). Avec 3 357 900 téléspectateurs et 46,8 % de parts de marché, la Une a « obtenu plus du double de l'audience de France 2 ». La chaîne du service public a recueilli 23,5 % de parts de marché pour 1 859 760 téléspectateurs.

■ **CONTRAT** : Canal France International (CFI), chaîne française internationale par satellite, a annoncé, mercredi 8 mars, la signature d'un contrat de sept ans avec Satelindo, opérateur de télécommunications indonésien, pour renforcer sa diffusion sur l'Asie. Grâce à cet accord, la chaîne « aggrandira sa zone géographique de diffusion tout en améliorant la qualité de sa réception et la puissance de son signal » et pourra être captée en Inde, en Chine, mais aussi dans le Pacifique sud. Cet accord « préfigure la régionalisation de CFI sur l'Asie », une « priorité dans la stratégie de développement » de la chaîne.

■ **ALLEMAGNE** : Fritz Pleitgen a été nommé, mardi 7 mars, à la tête du Westdeutscher Rundfunk (WDR), la plus importante des onze antennes régionales qui composent la première chaîne de télévision allemande (ARD) et qui sont toutes dotées de plusieurs programmes radio-phoniques. Membre du Parti social-démocrate allemand (SPD), Fritz Pleitgen, âgé de cinquante-six ans, devra faire face à la volonté du chancelier Kohl et du Parti démocrate-chrétien (CDU) de réformer en profondeur l'ARD pour réduire l'influence du WDR, considéré comme trop puissant et trop proche de l'opposition.

L'Etat iranien ne peut se départir de la censure

Une soirée thématique proposée par Arte permet de constater que les héritiers de Khomeiny ne supportent pas les cinéastes libres

ALLEZ DONC COMPRENDRE pourquoi, pendant trois ans, entre 1986 et 1989, les autorités iraniennes ont interdit la distribution de *Bashu, le petit étranger*, de Bahram Beyzai. Ce film, qui est projeté sur Arte à la fin d'une soirée thématique consacrée, jeudi 16 mars, aux « Héritiers de Khomeiny », est tout simplement superbe. Une œuvre achevée dans laquelle l'excellente interprétation de la comédienne Susan Taslimi le dispute à la beauté et à la grâce des images, à la force de l'appel à la paix et à la tolérance.

Dans un fascicule sur les « Limites de la liberté d'expression en Iran », l'organisation de défense des droits de l'homme, Middle East Watch, écrivait en 1993, que les films de Bahram Beyzai sont une cible privilégiée de la censure, parce qu'ils accordent « aux femmes le rôle central et se réfèrent à des thèmes traditionnels persans ». *Bashu, le petit étranger* a été sanctionné parce qu'il était hostile à la guerre, ajoutait Middle East Watch.

Il est vrai que le personnage central de *Bashu, le petit étranger* est une paysanne iranienne, Nahid, mais elle est plus subtile et plus forte que tous les hommes de son village. Il est vrai aussi que, lors de la parution du film, l'Iran était en pleine guerre contre l'Irak. Mais rien, dans le film, n'est de nature à porter atteinte au moral des troupes, ni à la sécurité de l'Etat, ni à la cohésion nationale anti-irakienne. *Bashu, le petit étranger* est l'his-



toire d'un jeune garçon irakien originaire d'un village frontalier de l'Iran, qui, paniqué par les bombardements, se réfugie à l'arrière d'un camion et se retrouve en territoire iranien. Il est recueilli par une jeune paysanne, déjà mère de deux enfants et dont le mari travaille en ville.

LEÇON DE TOLÉRANCE

Malgré sa pauvreté, Nahid s'entête à amadouer l'enfant, malgré l'obstacle énorme de la langue et du traumatisme subi par *Bashu*. Elle s'obstine à le garder et à le protéger, envers et contre

les railleries et les critiques des autres. Entre eux s'établit une relation complice, qui n'est pas tout à fait celle qui lie une femme à son fils, et qui n'est pas non plus faite de pitié et donc d'une certaine indifférence. Le film est une leçon admirable de tolérance.

En 1990, *Bashu, le petit étranger* a été autorisé par la censure en Iran et a par la suite connu un grand succès auprès du public. On aurait voulu croire que la fin de la guerre dictait cette soudaine mansuétude, mais, à l'image d'autres formes de répression des libertés dans ce pays, la censure

est cyclothymique. Comment comprendre autrement le fait que Bahram Beyzai n'ait pas été autorisé, en septembre 1992, à se rendre au Festival international du film de Toronto, où son film était programmé ? Le respect des droits de l'homme et la démocratie sont le leitmotiv de tous les opposants iraniens en exil.

Les longs entretiens réalisés par Hélène Rissacher et Eric Pierrot dans le documentaire intitulé « En exil, lutter ou oublier », qui est projeté en début de cette soirée thématique, témoignent de cette préoccupation.

« ISOLEZ LE RÉGIME »

De l'ancien maire de Téhéran, devenu boulanger à Paris, à l'architecte devenu restaurateur, en passant par la veuve de Chapour Bakhtiar, le dernier premier ministre du chah assassiné, ou Manoucher Ghandji, qui préside l'Organisation pour les droits de l'homme et des libertés fondamentales en Iran, ou l'universitaire Nasser Pakdaman, aucun ne veut oublier, bien au contraire.

Tous n'ont que deux mots à la bouche : liberté et démocratie. Et presque tous n'ont de cesse de demander aux pays occidentaux une seule chose, qui est, en substance, la suivante : isolez le régime iranien, vous contribuerez à sa chute.

Mouna Naïm

★ Arte : soirée thématique, « Les héritiers de Khomeiny », jeudi 16 mars à 20 h 40.

TF 1

13.40 Série : *Bony*.
14.35 Club Dorothée.
17.30 Série :
Les Garçons de la plage.
18.00 Série : *Les Nouvelles Filles* d'à côté.
18.30 Série : *Le Miracle de l'Amour*.
19.00 Magazine : *Coucou 1* (et 1.10).
19.50 Le *Bébé Show* (et 2.00).
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

20.45 Sport : Football.
En direct du Parc des Princes. Quart de finale retour de la Ligue des champions : PSG-Barcelone ; 21.15, coup d'envoi ; 22.00, mi-temps ; à 22.15, 2^e période ; 23.10, résués des autres matches.
0.50 Les Rendez-vous de l'entreprise.
Invité : Jean-Pierre Godard, PDG de Roussel Uclaf.
2.05 Journal et Météo.
2.15 Programmes de nuit.
L'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau ; 3.50, Mémoires ; 4.15, Passions ; 4.45, Musique ; 5.10, Histoire naturelle.

FRANCE 2

13.50 Cinéma : *Prends ta Rolis* et va pointer.
Film français de Richard Balducci (1991).
15.30 Châlou Maureen.
17.15 Série : *Seconde B*.
17.45 Série : *Cooper et nous*.
18.15 Série : *La Fête à la maison*.
18.45 Jeu : *Que le meilleur gagne* (et 3.30).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel.
19.50 Tirage du Loto (et 20.50).
19.55 Journal et Météo.

20.55 Téléfilm : *Rendez-moi maman*.
De John Patterson.
22.40 Magazine : *Bas les masques*.
Je vis avec le cœur d'un autre.
23.55 Journal, Météo, Journal des courses.
0.20 Le Cercle de minuit.
Présenté par Laure Adler. L'évasion par l'esprit en prison.
1.40 Programmes de nuit.
Histoires courtes : *Eaux troubles*, d'Agnès Moreau avec Renato Ramos, Daniel Cing ; 2.00, Studio Gabriel (rediff.) ; 2.30, Emissions religieuses ; 3.55, 24 heures d'info ; 4.45, Outremes (rediff.) ; 5.40, Dessin animé.

FRANCE 3

13.55 Série : *Sherlock Holmes*.
Le Vampire de Lambert.
15.50 Série : *Magnum*.
16.40 Les Minikéums. Denver, le dernier dinosaure ; Lucky Luke.
17.40 Magazine : *Une pêche d'enfer*.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un film, un jeu.
Zig et Puce, Zig et Puce millionnaires, Zig et Puce et Alfred, Zig et Puce à New York, d'Alain Sant-Ogan.
18.55 Le 19-20 de l'information.
Invité : Michel Barrier. A 19.05, Journal de la région.
20.05 Jeu : *Fa si la chance*.
20.35 Tout le sport.
20.40 INC.

20.50 Magazine : *La Marche du siècle*.
Services publics : jusqu'où privatiser ? Invités : Paul Quilès, ancien ministre des P et T, député du Tarn ; Marc Blondel, secrétaire général de l'Union européenne ; Guy Sorman, économiste, auteur de *Capital, suite et fin*.
22.25 Météo et Journal.
23.00 Magazine : *Un siècle d'écritures*.
Valéry Larbaud, d'Olivier Barrot. *Saint-John Perse l'ennemi du doudou* du « sens de l'humour littéraire ». Larbaud reste pourtant un écrivain mal connu du grand public.
23.50 Documentaire : *Les Cinq Continents*.
Aux sources du vodu (rediff.).
0.45 Musique *Graffiti* (15 min).

M 6

13.30 M 6 Kid.
16.05 Magazine : *Méga 6*.
16.20 Série : *L'Étalon noir*.
17.00 Variétés : *Hifi Machine*.
17.30 Série : *Guillaume Tell*.
17.50 Série : *Équarizer*.
18.54 Six minutes première édition.
19.00 Série : *Lois et Clark*, les nouvelles aventures de Superman.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Magazine : *Mode 6* (et 0.35).
Collections de prêt-à-porter automne-hiver 1994-1995 de Christian Dior et Marcel Marongiu.
20.05 Série : *Madame et sa fille*.
20.35 Magazine : *École 6*.
Le Plus École des bébés.

20.45 Téléfilm : *L'Île de la passion*.
De Marvin J. Chomsky.
22.40 Téléfilm : *L'Homme qui ne voulait pas mourir*.
De Lamberto Bava.
0.10 Série : *Émotions*.
2.30 Rediffusions.
You Africa ; 3.25, Harley Davidson ; 4.20, Airfit, rodéo ; 5.15, Culture rock (La saga Stevie Wonder).

CANAL +

13.35 Décade pas Bony.
14.30 Documentaire : *La Grenouille et le Crapaud*.
De Jean-Philippe Macchioni.
15.00 Téléfilm : *Le Terranien ne répond plus*.
De Ron Silver.
16.45 Sport : Baseball américain. Match de la NBA : Orlando-San Antonio.
18.05 Cinéma peluche.
En clair jusqu'à 21.00.
18.30 Jeu : *Pizzarollo*.
18.40 Magazine : *Nulle part ailleurs*.
Présenté par Jérôme Bonaldi puis, à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
19.20 Magazine : *Zérorama*.
19.55 Les Guignols.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
21.00 Cinéma : *Lorenzo*.
Film américain de George Miller (1992).
23.10 Flash d'informations.
23.15 Cinéma : *L'Arrière des témoins*.
Film américain de Sam Raimi (1993, v.o.).
0.45 Cinéma : *Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil*.
Film français de Jean YVES (1972).
2.25 Documentaire : *Les Allumés*.
Ces fauves au foyer, de Richard Lewis.
2.50 Surprises (10 min.).

LA CINQUIÈME

13.30 Cinéma : *Un revenant*.
Film français de Christian-Jaque (1946, N.).
16.00 Les Escapes du savoir.
Au fil des jours, inventer demain : *Allo le Renc*, *Népal*, *l'Image*, *Chaque instant*, *l'Infini*, *l'Infini*, *l'Infini* et *le Sacré Larcin* (v.o.).
17.30 Les Enfants de John.
18.00 A l'assaut des temps.
L'avènement des prédateurs.
18.30 Le Monde des animaux.
Des animaux dans la ville : nouveaux citadins.

ARTE

19.00 Magazine : *Confetti*.
Bloom's le restaurant casher le plus célèbre d'Angleterre.
19.30 Documentaire : *Les Crapauds de la canne à sucre*.
De Mark Lewis.
Dans le Nord-Est de l'Australie.
20.20 Les Dessous des cartes.
De Jean-Christophe Victor.
Nudisme (1/2), les traits.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : *Les Mémoires de l'Histoire*.
Présenté par Alexandre Adler. Négociations au sommet (1/3). La fin de la guerre froide, de Thomas Hausner.
21.40 Documentaire : *Robinson chez Steinway*.
D'Uwe Zimmermann et Lucian Netzel.
22.05 Arthur Rubinstein visite Lodz.
De Krzysztof Rogalski.
22.55 Musique : *Witold Lutoslawski*.
Marche funèbre.
Extrait d'un concert réalisé par Rodney Greenberg. Par la Sinfonietta Cracovia, dir. Jerzy Kaliszewski.
23.10 Witold Lutoslawski en conversation avec Krzysztof Zanussi.
De Krzysztof Zanussi.
0.10 Documentaire : *L'autre génération perdue*.
De Stefan Jarl (rediff.).
1.40 Court métrage : *La Perle*.
D'Emmanuel Sylvestre et Thibault Sali, avec Millaud de Jonckheere, Xavier Thierry (rediff.).
2.15 Rencontre.
Avec Jörg Immendorff et Bliza Bargeld (30 min.).

CÂBLE

TV 519.00 Paris Lumière. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Rediff. de France 3 du 10 mars. Invité : Didier van Cauwelaert. 21.00 Temps présent. Rediff. de la TSR du 2 mars. Prologue : un trou de six cents millions. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Série : *Au nom du père et du fils*. 23.30 Bas les masques. Rediff. de France 2 du 22 février. Je voyage dans le temps. 0.45 Journal de France 3. Édition Soir 3 (30 min.).
PLANÈTE 19.40 Louis Sclavis comme daïnette. D'Yves de Peretti et Philippe Gumpelwicz. 20.35 Lumière, le cinéma à vapeur. D'André S. Labarthe. 21.25 Le Devoir d'enfermer. De Patrick Remacle et Marco Zerk. 22.15 Animaux de toutes les Russies. De Gérard Calderon et Jean-Claude Cottal. 23.40 Sur les rives de la mer Caspienne. 23.10 L'Ouest, le vrai. De Donna E. Lusiana (57/65). Diligence et Pony Express. 23.55 Gosses de rue à Moscou. De Claude Flouret et Frédéric Varot. 0.50 Les Hommes du pétrole. De Peter Bate (5/6). Diplomatie brutale (60 min.).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos (et 0.00). 19.15 Tout Paris (et 20.30). 19.45 Archives. 20.00 Arts et caetera (et 21.55). 21.00 Paris modes. Collections automne-hiver 1995/96. 22.25 Théâtre : *Ged Marlon*. Enregistré au théâtre du Splendid Saint-Martin en 1990. 0.15 Concert : *Dire Straits*. On the Night. Enregistré aux arènes de Nîmes et au stade Feyenoord de Rotterdam (Pays-Bas) (95 min.).
CANAL 17 17.35 Les Triplés. 17.40 Boi. 18.00 Coup de bleudans les étoiles. 18.15 Caju. 19.15 Domino. 19.30 Série : *Zorro* (30 min.).
CANAL JIMMY 20.00 Série : *Au nom de la loi*. 20.30 Série : *Sinatra*. 21.30 Série : *Star Trek*. 22.20 Chronique de mon canapé. 22.50 Série : *Les monstres nouveaux* sont arrivés. 23.15 L'as pas une idée ? 0.45 Documentaire : *Aston Martin DB en course*.
SÉRIE CLUB 19.10 Série : *Super Jimmie*. 20.00 Série : *L'Odyssée imaginaire*. 20.25 Série : *Les deux font la loi*. 20.50 Série : *UFO*. Alerte dans l'espace (et 0.10). 21.40 Série : *Mission impossible*. 22.30 Série : *Code Quantum*. 23.20 Série : *Equalizer*. 1.00 Série : *Le Chevalier de Pardaillan* (50 min.).
MCM 20.10 MCM Mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Radio Mag. 21.30

MCM Rock Legends. Peter Gabriel. 23.00 X Culture. 0.00 Blah-Blah Groove. 0.30 Blah-Blah Metal. 1.00 Videoclips.
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End ? (120 min.).
EUROSPORT 19.30 Eurosportsnews. 20.00 Prime Time Magazine. 22.00 Motors. 23.00 Motocyclisme. Au Palais omnisports de Paris-Bercy. Coupe du monde de trial indoor : masters de Paris. 0.00 Equitation. Coupe du monde : Jumping de Dortmund (Allemagne). 1.00 Eurosportsnews.
CINÉ CINÉFIL 19.10 Le Darseur du desus. ■ ■ ■ Film américain de Mark Sandrich (1935, N.). 20.30 Pispin Parade. ■ Film américain de David Butler (1936, N., v.o.). 22.05 Femmes, femmes. ■ Film français de Paul Vecchiali (1974, N.). 0.00 Coups de feu au matin. ■ Film britannique de Robert Parrish (1953, N., v.o., 90 min.).
CINÉ CINÉMAS 20.30 Stormy Monday (Un lundi trouble). ■ ■ ■ Film britannique de Mike Figgis (1988). 22.00 1900 (2^e partie). ■ ■ ■ Film italien de Bernardo Bertolucci (1976). 0.30 Billy Wilder, artiste. De Annie Innes (55 min.). 3.00 Zardoz Film britannique de John Boorman (1973).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.30 Perspectives scientifiques. Les animaux qui vivent sous terre (3). 20.00 Le Rythme et la Raison. Préface la musique. 3. Quatre livres de pièces de d'écrit de F. Couperin. 20.30 Antipodes. Que reste-t-il de nos colonies ? 21.32 Correspondances. Belgique, Canada et Suisse. Peut-on encore parler de paysans ? 22.00 Communauté des radiopubliques de langue française. Les guerisseurs du Brésil. 22.40 Les Nuits magnétiques. La traversée de la main. 2. Des frissons dans les doigts. 0.05 Du jour au lendemain. André Comte-Sponville (Petit traité des grandes vertus) (2). 0.50 Coda. Simplicité (3).

Les interventions à la radio

RTL 18 h 20 : Pierre Mauroy et Charles Millon (« Question d'actualité »).
Radio Shelon, 94.8 FM, 18 h 30 : Alain Madelin (« Le Grand Débat »).
France-Inter, 19 h 20 : « Présidentielle : ce que veut l'autre gauche » avec Arlette Laguiller (« Objections »).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. 20.00 Concert Donné le 16 juin 1994 en l'église Notre-Dame du Val-de-Gâce à Paris, par l'Agrégation Musica, dir. Enzo Gioz, et la participation du Camerata de Saint-Séverin, dir. Joli Schille : *Salga* de Salazar ; *Plegaria a la Virgen*, de Franco ; *Salve Regina*, de Lobo de Mesquita ; *Ah del día*, de Gregorio y Aparicio ; *Yacaré*, de Mesa ; *Un Juguetico de fuego*, Anonyme ; *Verde, verdades*, de Ronde de Léon ; *Hanac pachac*, Anonyme ; *Victoria*, Victoria, qui n'a vu venir. Si tanta gloria se de, Hoy es día de placer, de Pascual ; *Nuestra senora del topo*, de Cacerate. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano. Liedertreis II op. 39, de Schumann ; *Graham Johnson*, piano. 22.30 Musique pluriel. *Cantos in Memory of Benjamin*. Batten pour orchestre à cordes et cloches, de Part, par l'Orchestre d'État de Stuttgart, dir. Dennis Russell-Davies ; *Symphonie n° 3*, de Part, par l'Orchestre symphonique de Bamberg, dir. Neeme Järvi. 23.07 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes n° 61, de Haydn, par le Quatuor Amadeus ; *Sonate pour violon et piano n° 7*, de Beethoven par Gidon Kremer, violon, et Martha Argerich, piano ; *Ich liebe dich*, de Beethoven par Hubert Giesen, piano et Fritz Wunderlich, ténor. 0.00 Jazz vivant. *Festivals de Marciac*, de Paris et de Juan-les-Pins, Steve Grossman, saxophoniste et le pianiste André Pozza.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-jour. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

هكذا من لاهل

Le paysage audiovisuel français suit l'exemple américain

En l'an 2000, la montée en puissance du câble et du satellite devrait modifier les pratiques télévisuelles des habitants de l'Hexagone

« LES AMÉRICAINS ont un présent qui ressemble à notre futur proche », postule en exergue l'étude de Carat TV, centrale d'achat d'espace. A l'aide d'une « banque de données exhaustive sur 120 chaînes du câble aux États-Unis, reçues par trois millions de foyers », la centrale a tiré de cet exemple des enseignements pour prévoir l'avenir français. Selon Carat TV, le câble comptera, dans les cinq ans à venir, 3,6 millions d'abonnés, soit 17 % du nombre des foyers équipés d'un téléviseur. A peine moins performant, à la même date, le satellite aura fait 3 millions d'adeptes pour un taux de pénétration de 14 %. Beaucoup plus optimiste, l'enquête d'IP règle publicitaire filiale d'Hayas, estime qu'« en l'an 2000, 15 % des foyers équipés de téléviseurs seront câblés et que 30 % recevront des chaînes par satellite ».

Cécile Moulard, directrice des études de Carat TV, a mis en lumière les trois phases du développement américain, chacune représentant une décennie. La première « segmentation » s'est accomplie dans les années 70, avec la création des premières chaînes câblées thématiques. Un premier découpage a porté sur quelques grands thèmes : les enfants, les minorités ethniques, le sport, le cinéma, la religion et l'information. Au cours des années 80, cette répartition initiale s'est prolongée d'une « hyper-segmentation », avec l'arrivée du paiement à la séance, du télé-achat, de divertissements culturels et de chaînes plus ciblées. Enfin, le troisième stade, toujours en cours, ajoute l'interactivité. Poursuivant

« cette logique d'arborescence », de nouveaux programmes, baptisés « Mini Mass », s'adressent à des cibles spécialisées. Aux États-Unis, la pornographie paraît avoir suscité un effet d'entraînement vers le câble et le satellite, similaire à celui créé par le Minuteman en France. Après cette étape, des abonnés ont découvert la diversité des programmes. Trois chaînes *hard-core* ont annoncé leur prochain lancement par satellite sur l'Europe (Le Monde du 14 février).

Service amélioré. Pour le directeur des études de Carat TV, la France a suivi un développement similaire, mais en plus rapide. Les trois phases américaines ont été reproduites, ici, sur « dix ans » en deux étapes : 1985-1990 et 1990-1995. Selon Cécile Moulard, « nous pouvons nous permettre d'accélérer le processus parce que nous ne sommes pas les seuls à diffuser numériquement ». Plus que le développement de l'offre de programmes aux États-Unis, c'est sa corrélation avec le nombre des foyers câblés et « parabolisés », qui, selon les auteurs de l'étude, donne des indications sur le futur du paysage audiovisuel français (PAP) de complément. Depuis 1984, aux États-Unis, la courbe des abonnés au câble épouse celle de l'offre de programmes. Toutes proportions gardées - 61 millions de foyers américains abonnés au câble contre près de 1 200 000, selon l'Association des villes câblées (AVICA) -, le nombre des câblés en France progresse, depuis 1990, au rythme de la multiplication des chaînes proposées.

Gros et petits sous

par Agathe Logeart

A FORCE de caresser le social dans le sens du poil du haut de leurs estrades de campagne, ça leur pendait au nez. A force de promettre des jours meilleurs, croix de bois croix de fer, dès qu'ils seraient élus, il fallait que cela arrive. A force d'additionner les milliards envoyés du Crédit lyonnais, les salaires des PDG mis en examen, les « patates » d'OM-VA, les « biscuits » Schuller-Marchal, les costumes de Michel Noir et ses cours de violoncelle, les patrimonies présidentiels imposés sur la fortune, le petit peuple a fait ses propres comptes. Et le compte n'est pas bon. Fonctionnaires corvées, agents des impôts, aides-soignants, personnel d'Air Inter, et bientôt agents de la SNCF, TF 1 a dressé la liste de ceux qui en ont assez d'attendre les prémisses de l'embellie. La veille, à Creil, ceux de Chausson ont mis à sac l'hôtel des impôts. On avait vu les vitres brisées, les dossiers éparpillés, les ordinateurs fracassés. On n'avait guère retenu ces images fugaces, trop légèrement commentées pour qu'elles soient intelligibles. On avait eu tort d'insister de ne pas savoir lire. Il fallait d'autres signes, plus appuyés, pour comprendre. Cela fait maintenant sept jours déjà que Renault débraie. Et quand Renault tousse... Toutes les chaînes ont secoué leurs reporters des potron-minet pour les envoyer regarder le jour se lever sur Flins. Dans la brume du petit matin, la colère était bien réveillée, une colère dense, carrée, sans appel. Une colère lasse des années éric, des profits non redis-

tribus, des ceintures trop serrées qui ont plus de trou en réserve. Une colère de l'évidence des fins de mois qu'on ne boucle pas, des logements trop chers, trop petits, des vies sans horizon que personne ne jalouse. Sur France 2, scotché à la caméra, un homme criait bien fort pour qu'on entende sa rage : « Nous, on veut 1 500 balles, et s'il le faut on va leur foutre la grève générale partout ! » Un jeune en perfecto disait qu'on lui avait promis « plein de choses », quand on l'avait embauché il y a deux ans. Il s'était « donné à fond », mais rien n'avait suivi. Derrière les vitres de l'usine, des silhouettes indistinctes, la maîtrise et l'encadrement sans doute, regardaient les salopettes jaunes et grises s'agglutiner, toujours plus nombreuses, toujours plus vêtues, loin des ateliers délaissés. Sur son blouson, un homme avait posé un autocollant : « Des voitures à vivre, des salaires à la dérive ».

Pendant ce temps, le patronat recevait Fidel Castro avec tous les applaudissements et les courbettes dus à un chef d'Etat dont le peuple a appris par la force la discipline et le silence... Cuba ? Un pays très « sûr », au gouvernement « tout à fait solide », se réjouissait un vice-président du CNPF, en investisseur potentiel et déjà séduit. Un pays où vous pouvez vous « pramer sans risque ». Sans risque de croiser des grévistes, des manifestants, des hommes qui osent crier leur exaspération devant leur vie trop pauvre, trop mal faite. Le paradis...

Guy Duthell

JEUDI 16 MARS

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>13.40 Feuilleté : Les Foux de l'amour.</p> <p>14.30 Feuilleté : Les oiseaux se cachent pour mourir.</p> <p>16.15 Jeu : Une famille en or.</p> <p>16.45 Club Dorothée.</p> <p>17.30 Série : Les Garçons de la plage.</p> <p>18.00 Série : Premiers baisers.</p> <p>18.30 Série : Le Miracle de l'amour.</p> <p>19.00 Magazine : Causette (1.20).</p> <p>19.50 La Bêtise Show (et 1.10).</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.15 Face à la Une.</p> <p>Invité : Lionel Jospin.</p> <p>20.50 Météo.</p> <p>20.55 Sport : Football. En direct du stade Abbé-Deschamps. Coupe d'Europe des Vainqueurs de Coupe, quart de finale retour : Auxerre-Arsenal. 21.45, Météo, Tiro à l'arc et la Minute hippique ; 22.05, 2^e période.</p> <p>22.55 Magazine : Sans aucun doute. Le Métier de mannequin : miroir aux alouettes ? Est-on totalement protégé contre les pirates des cartes bancaires ? Les Retrouvailles des gagnants du Loto.</p> <p>1.15 Journal et Météo.</p> <p>1.25 Programmes de nuit. Rendez-vous à Budapest : 3.00, Histoires naturelles (et 3.45, 5.10) ; 3.25, Passions ; 4.40, Musique.</p>	<p>13.50 Série : Inspecteur Derrick.</p> <p>14.55 Série : Dans la chaleur de la nuit.</p> <p>15.45 Tiro à l'arc.</p> <p>16.00 Variétés : La Chance. Deux chansons (et 5.08).</p> <p>16.45 Des chiffres et des lettres.</p> <p>17.15 Série : Seconde II.</p> <p>17.45 Série : Code Lisa.</p> <p>18.15 Série : La Fête à la maison.</p> <p>18.45 Jeu : Quel est le meilleur gagnant (et 4.05).</p> <p>19.10 Flash d'informations.</p> <p>19.15 Studio Gabriel (et 2.25).</p> <p>19.59 Journal.</p> <p>20.20 Carnet de campagne. Invité : Robert Hue.</p> <p>20.55 Météo et Point route.</p> <p>21.05 Magazine : Envoyé spécial. Droit de réponse ; La Bête ; Les Hommes-taupes.</p> <p>22.55 Cinéma : Sexe, mensonges et vidéo. Film américain de Steven Soderbergh (1989).</p> <p>0.40 Journal, Météo, Journal des courses.</p> <p>1.05 Le Cercle de minuit. Hommage à Serge Daney.</p> <p>2.55 Programmes de nuit. Bas les masques (rediff.) ; 4.35, 24 heures d'info ; 5.40, Dessin animé.</p>	<p>13.35 Magazine : Vincent à l'honneur. Invité : Riri, Catherine Allegret, Micha Morlec.</p> <p>14.45 Série : La croisière s'amusse.</p> <p>15.35 Série : Magnan.</p> <p>16.30 Les Minikéums.</p> <p>17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour.</p> <p>France sans frontières de Jocelyne François.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information.</p> <p>A 19.00, Journal de la région.</p> <p>20.10 Jeu : Fa si la chance.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.45 Keno.</p> <p>20.55 Cinéma : Le Cardinal. Film américain d'Otto Preminger (1963).</p> <p>23.50 Météo et Journal.</p> <p>0.25 Magazine : L'Heure du golf. La compétition : Open du Maroc.</p> <p>0.55 Documentaire : Mémoires du XIX^e siècle. David Rousset (2/2). La société concentrationnaire, de Dominique Rabourdin.</p> <p>A sa sortie de Buchenwald, David Rousset publie des témoignages essentiels sur les camps nazis. Intellectuel engagé pour la décolonisation et contre tous les totalitarismes, il dénonce l'existence de camps en URSS. Violentement attaqué par la presse communiste, il gagne un procès contre Les Lettres françaises.</p> <p>1.50 Musique Graffiti (15 min).</p>	<p>13.25 Série : L'Homme de fer.</p> <p>14.20 Film : Ben Hur.</p> <p>17.00 Variétés : Hit Machine.</p> <p>17.30 Série : Guillaume Tell.</p> <p>18.00 Série : Équinox.</p> <p>18.54 Six minutes première édition.</p> <p>19.00 Série : Lois et Clark, les nouvelles aventures de Superman.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Magazine : Mode 6 (et 0.35). Collections de prêt-à-porter automne-hiver 1995-1996 de Comme des garçons et Dries Van Noten.</p> <p>20.05 Série : Madame et son fils.</p> <p>20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Marielle Fournier.</p> <p>19.73, Chât : Le putsch du général Pinochet.</p> <p>20.50 Cinéma : Coup de foudre. Film français de Diane Kurys (1982).</p> <p>22.55 Téléfilm : Les Démons du passé. De Tom McLoughlin, avec Tim Matheson.</p> <p>Un professeur revient dans sa ville natale qu'il a quittée, 27 ans plus tôt, après la mort de son père. Il est étonné de constater à trois élèves qui ressemblent trait pour trait aux meurtriers.</p> <p>0.40 Magazine : Culture rock (et 3.20).</p> <p>2.00 Rediffusions. Rock express ; 2.25, Le Monde des hélicoptères (1) ; 4.15, Nature et civilisation (1) ; 5.10, Culture pub ; 5.35, E = M 6.</p>	<p>13.35 Cinéma : Je t'aime, la Pucelle, les batailles. Film français de Jacques Rivette (1993).</p> <p>16.25 Cinéma : Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué. Film français de Jean-Claude Sussfeld (1993).</p> <p>18.00 Canaille peluche. Crocs malins.</p> <p>En clair jusqu'à 20.30</p> <p>18.30 Jeu : Pizzarollo.</p> <p>18.40 Magazine : Nulles part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi puis, à 19.10, par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.</p> <p>19.20 Magazine : Zérofama.</p> <p>19.55 Les Guignols.</p> <p>20.30 Le journal du cinéma.</p> <p>20.35 Cinéma : Innocent Blood. Film américain de John Landis (1992).</p> <p>22.30 Flash d'informations.</p> <p>22.35 Série : Babylon 5. (2/22) Le Chasseur d'âmes.</p> <p>23.20 Cinéma : Boxing Helena. Film américain de Jennifer Chambers Lynch (1992).</p> <p>1.00 Le Journal du hard.</p> <p>1.05 Cinéma : Holly, la scandaleuse d'Hollywood. Film américain, classé X, de John T. Bone (1993).</p> <p>2.30 Surprises (30 min).</p>	<p>13.30 Magazine : D&F. Changement de personnalité (3). Renaissance.</p> <p>14.00 Magazine : L'Esprit du sport. Invité : Yves Berger.</p> <p>15.45 Les Écrans du savoir. Au fil des jours (rediff.) ; Inventer demain : Allô la Terre (rediff.) ; Ma sœur bien-aimée (rediff.) ; L'Œuf de Colomb (rediff.) ; Cinq sur cinq (rediff.) ; Langues : espagnol et anglais.</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Les Grands Châteaux d'Europe. Warwick.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux. Des animaux dans la ville : Hong-kong sauvage.</p> <p>19.00 Magazine : Confetti. Festival des cerf-volants de Dièpe.</p> <p>19.30 Magazine : Premières Vues. Proposé par Catherine Vaut, Mosco et Claire Doubreux. Filmer la réussite.</p> <p>20.30 8 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Soirée thématique : Les Héritiers de Khomoin. Soirée proposée par Bruno Funk.</p> <p>20.41 Documentaire : Procles Baktrias. D'Hélène Rischer et Eric Pierrot.</p> <p>20.50 Documentaire : En exil. D'Hélène Rischer et Eric Pierrot. Les longues années d'exil des démocrates iraniens.</p> <p>21.30 Interview du shah Reza Pahlavi. D'Hélène Rischer et Eric Pierrot.</p> <p>21.40 Le Pouvain des ayatollahs. De Bruno Funk.</p> <p>A la fois rétrospective et analyse, ce documentaire rappelle les bases idéologiques de la révolution de Khomeini en 1979 et la façon dont s'édifie la République islamique.</p> <p>21.50 Documentaire : Une foi à déloger les montagnes. Entretiens avec des iraniens de toutes opinions, y compris les signataires d'une lettre ouverte adressée au gouvernement pour réclamer la liberté d'expression.</p> <p>22.55 Cinéma : Bashu, le petit étranger. Film iranien de Bahram Beyzai (1986, v.o.). Avec Susan Taslimi, Parviz Pourhosseini, Adnan Afravani.</p> <p>1.00 Cinéma : Le Sud. Film argentin de Fernando Solanas (1988, v.o., rediff.). (115 min).</p>

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris Lumières. 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 La moutarde me monte au nez. Film français de Claude Zidi (1974). 21.45 Trombone en coulisse. A l'occasion du centenaire du cinéma. 21.55 Météo internationale. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Géopolis. Rediff. de France 2 du 26 février. Algérie : la guerre intérieure. 0.15 Tell Quel. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir 3 (30 min).

PLANÈTE 20.05 BD : La Case et le Temps. De Christophe Heil. 20.35 Force brute. De Robert Kirk (27/52). Top gun : les as. 21.25 Louis Schavassonne dessinée. D'Yves de Peretti et Philippe Gumpelwicz. 22.15 Lumière, le cinéma à vapeur. D'André S. Labarthe. 23.10 Le Devoir d'exterminer. De Patrick Remacle et Marco Zerfa. 0.00 Animaux de toutes les Russies. De Gérard Calderon et Jean-Claude Cottol (3/4). Sur les rives de la mer Caspienne. 0.50 L'Ouest, le vrai. De Donna E. Lustiana (57/65). Diligence et Pony Express (30 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première infos. 19.15 Paris modes. Les meilleurs moments des défilés automne-hiver 1995/96. 19.45 Archives. 20.00 Ecran total

(et 23.25). Cent ans du cinéma, à l'Institut Louis-Lumière à Lyon. Invité : Claude Louchou. 20.30 Paris modes. En direct. Le défilé Thierry Mugler automne-hiver 1995/96 (et 0.40). 22.00 L'Ultime Razzia. Film américain de Stanley Kubrick (1956, N. v.o.). 22.55 Concert. Enregistré à Bad Kissingen, par l'Orchestre symphonique de Bamberg, dir. Yoichi Ormachi (45 min).

CANAL J 17.35 Les Triplets. 17.40 Bof. 17.55 Série Domino. C'est comme moi ; 18.00, Les Pils Lardons ; 18.20, Tip top clip ; 18.25, Sébastien parmi les hommes ; 18.55, Jeux vidéo ; 19.00, Montre-moi ta ville ; 19.15, Jeux vidéo ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro (30 min).

CANAL JIMMY 20.05 Terrain vague. Film français de Marcel Carné (1960, N.). 21.45 Road Test. 22.05 Chronique du front. 22.10 Susie et les Baker Boys. Film américain de Steve Kloves (1988, v.o.). 0.00 Souvenir : Tilt. Variétés. Présenté par Michel Drucker. Diffusé pour la première fois, le 24 mai 1967 (65 min).

SÉRIE CLUB 20.00 Série : L'Odyssée imaginaire. 20.25 Série : Les deux font la loi. 20.50 Série : Salut champion (et 0.10). 21.40 Série : Mission impossible. 22.30 Série : Code Quantum. Quand Harry rencontre Maggie. 23.20 Série : Équinox. 0.05 Le Club. 1.00 Série : Le Chevalier Pardallan (30 min).

MCM 19.30 Blah-Blah Groove (et 0.00). 20.10 MCM Mag (et 23.30). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Autour du Groove. Le Groovy Bus : Varsovie. 21.30 MCM Rock Legends. 23.00 Radio Mag. 0.30 Blah-Blah Metal (30 min).

MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beats and Butt-Head. 23.00 The Report. 23.15 CineMatic. 23.30 News at Night. 23.45 3 From 1. 0.00 The End ? (120 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportsnews. 20.00 Arts martiaux. 21.00 Catch. 22.00 Football. Résumés. Coupe de l'UEFA. Coupe des Coupes. Ligue des champions. 1.00 Eurosportsnews (30 min).

CINÉ CINÉMA 18.50 Pipin Parade. Film américain de David Butler (1936, N. v.o.). 20.30 Le Docteur des grandes. Film français d'Henri Decoin (1953, N.). 22.10 Tarzan et les Amazones. Film américain de Kurt Neumann (1945, N. v.o.). 23.25 Femmes, femmes. Film français de Paul Vecchiali (1974, N.). 120 min).

CINÉ CINÉMAS 18.55 Orca. Film américain de Michael Anderson (1976). 20.30 L'Homme de la rivière d'argent. Film australien de George Miller (1982). 22.00 Aloha. Film français de Liliane de Kermaecq (1974). 23.55 Un week-end sur deux. Film français de Nicole Garcia (1989, 100 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Pierre Bergouroux (Métis, et Points cardinaux). 19.30 Perspectives scientifiques. Les animaux qui vivent sous terre (4). 20.00 Le Rythme et la Raison. Préface la musique. A. Les préfaces à l'essai sur le doigté du violoncelle et la conduite de l'archet (1813), de Jean-Louis Dupont et à la méthode de violon, (1803), de Pierre Ballot. 20.30 Fiction. Tout ce qui vole, de Marc Jaffieux. 21.32 Profils perdus. Hassan Farhy, architecte et humaniste. 22.40 Les Nuits magiques. La traversée de la main. 3. Les mains dans la tête. 0.05 Du jour au lendemain. Jean-Pierre Faye (Le Piège, et Didja, le tigre). 0.50 Coda. Simplicités (4).

Les interventions à la radio

Europe 1, 8 h 35 : Gérard Carreyrou (« Mon 68 »).

Radio Shalom, 9.45 FM, 18 h 30 : Pierre Lehoucq.

O'FM, 99.9, 19 heures : Simone Veil (« Le Grand O » (« O'FM-La Croix »).

FRANCE-MUSIQUE 19.05 Domaine privé. 20.00 Concert. En direct du Théâtre des Champs-Élysées, par l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey Tate : Symphonie n° 8, La Consécration de la maison, ouverture op. 124, Symphonie n° 6, de Beethoven. 22.00 Soliste. Margaret Price, soprano dans des œuvres de Schubert : An die Untergethede Sonnet D 457 ; Der Gondelführer D 808 ; Winterabend D 938 ; Der Wanderer an den Mond D 870 ; Die junge Nonne D 828. Graham Johnson, piano. 22.30 Musique pluriel. Perpetuum mobile, de Pärt, par l'Orchestre symphonique de Bamberg, dir. Neeme Järvi ; An den Wassen zu Babel sitzen wir und weinen, de Pärt, par l'Ensemble Hilliard ; De profundis, de Pärt, par l'Ensemble Hilliard ; Variationen zur gesungung von Artnuska, de Pärt ; Silouans song, de Pärt, par l'Orchestre de chambre de Tallinn, dir. Tõnu Kaljuste. 23.07 Ainsi la nuit. 0.00 Tapest nocturne.

Jeux de mots

3615 LEMONDE

2,19 F la minute

Un septennat de rêves

par Pierre Georges

LE RÊVE passe ? Eh bien non, il ne passera plus ! Un professeur d'université, psychologue de formation et anglais de nature, vient d'inventer la plus inutile, la plus belle, la plus folle des machines, la machine à remonter le rêve.

Le bon docteur Hearn, à décorer ou à interner d'urgence, est parti d'un constat d'évidence : l'homme est un animal rêveur. Il y consacre même une bonne partie de son existence. A raison de 25 % du temps de sommeil passé à chevaucher ses chimères, un individu à l'espérance de vie normale rêve pendant six à sept ans de son existence. Un septennat de songes, non renouvelable évidemment, mais bien réel, une élection de rêve !

Mais si l'homme rêve, il gâche aussi. Il dilapide avec une belle désinvolture son imaginaire et son inventivité. Il n'oublie pas de rêver. Il oublie ses rêves. Il efface chaque matin, au tableau noir de sa mémoire, tout le beau travail mental de la nuit. Et s'il se souvient parfois d'un songe délicieux ou d'un cauchemar effroyable, c'est pour s'être surpris en flagrant délit de bonheur ou d'angoisse, en plein désarroi de s'être réveillé si tôt ou si tard.

Il fallait donc que cela cesse. Car bienheureux sont les rêveurs dotés naturellement d'une mémoire à puces ! Ne dit-on pas que Mozart et Beethoven composaient en dormant ? Que Robert Louis Stevenson imagina son Docteur Jekyll et Mister Hyde au prix de quelques suees

nocturnes ? On voit bien, par ces seuls exemples, l'ampleur du manque à gagner intellectuel et artistique. Combien de chefs-d'œuvre engloutis au néant de nos mémoires, aux méandres de nos cerveaux frivoles et oublieux ?

L'homme étant ce génie rêveur, le docteur Hearn a donc inventé la machine à remonter le temps de radio-réveil. Elle est d'un radio-réveil. A voir la photo publiée dans l'Observer, l'engin en a très exactement l'allure. C'est une sorte de petite boîte noire informatique, agrémentée de quelques palpeurs que le candidat aux rêves se pose sur la poitrine et qui va monter la garde. Dès que le rêve passe, la machine alerte par quelques signes cliniques - montée de la pression artérielle, accélération du pouls, etc. - fait son office. Stimuli, gratouillis, chatouillis ? Peu importe comment, mais le dormeur est sommé de se mettre en état de vigilance, de rêve lucide, de virage contrôlé sur le verglas de la pensée.

Voilà où nous en sommes de cette histoire à rêver debout. Mais imaginons un instant que le docteur veuille bien confier à la démocratie quelques prototypes de sa diabolique invention. On voit bien quel usage on en ferait. Tout candidat aux honneurs suprêmes serait immédiatement passé par la machine Hearn. Avec retransmission en direct, et en couleurs, à la télévision de ce débat de rêves. Enfin et malgré eux !

SOMMAIRE

INTERNATIONAL
Diplomatie : Washington obtient une remise conditionnelle des négociations entre Israël et la Syrie 2
Népal : un entretien avec le premier ministre, M. Adhikari 3
Croatie : le nombre de casques bleus devant être réduit de moitié 4

France : Fidel Castro à contre-emploi devant les patrons français 5

FRANCE
Présidentielle : Jacques Chirac conserve l'avantage dans l'électorat agricole ; M. Balladur mise sur un effet « 7 sur 7 » 6-7
Régions : les régions maritimes européennes veulent intensifier leur coopération 9

SOCIÉTÉ
Alcatel : le groupe est sous les feux croisés de la justice 10
OM-Valenciennes : Bernard Tapie multiplie les esquives 11
Éducation : le CNP pour un nouveau projet éducatif au collège 13

HORIZONS
Enquête : le mariage de l'infante d'Espagne 14
Débats : Quand l'Etat sanctionne une réussite, par Antoine Gallimard, Christian Bourgas, Claude Durand ; Quelle étrange pour la France 7, par Bernard-Henri Lévy et Jacques Julliard ; Comment sortir de « Tangentopoli », par Antonio Di Pietro 16-17
Éditoriaux : Le Labor, cap au centre ; Obscure transparence 15

BOURSE

Cours relevés le mercredi 15 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	
Tokyo Nikkei	16664,30 +2,59 -15,46
Hong Kong index	8994,58 -0,21 -1,17
Ouvverture des places européennes	
Paris CAC 40	1768,99 +2,74 -5,06
London FT 100	3050,60 +1,29 -0,48
Zurich	1181,34 +0,57 -4,75
Milan MIB 30	949 +0,32 -7,41
Frankfurt Dax 30	2000,45 +0,05 -5,08
Bruxelles	1305,04 +1,16 -6,23
Suisse SMI	963,27 +0,01 -7,21
Madrid Ibor 35	2673,70 +9,00 -6,56
Amsterdam CBS	268,20 +0,53 -3,38

DEMAIN dans « Le Monde »

JACQUES CHIRAC, HEUREUX SOUS SON POMMIER : L'agité des années 70 a découvert les vertus de l'harmonie. Son état-major, réduit mais solide, fonctionne bien, malgré les divergences entre Alain Juppé, Philippe Séguin et Alain Madelin.

Le Monde daté mercredi 15 mars : 505 287 exemplaires

Le Monde

JEUDI 16 MARS 1995

Trois grands footballeurs sont accusés de corruption outre-Manche

Grobelaar aurait truqué des matches en faveur de parieurs asiatiques

LONDRES
de notre correspondant
En janvier, le secrétaire d'Etat britannique aux sports, Ian Sprouat, avait refusé l'ouverture d'une enquête indépendante sur le football. Il avait assuré qu'« on n'aide pas le foot en exagérant ses problèmes ». Mais mardi 14 mars, cinq personnes accusées de corruption et de truchement de matches ont été arrêtées par la police londonienne. Il s'agit de trois joueurs parmi les plus connus dans le pays : le gardien de but de Southampton, Bruce Grobelaar, l'attaquant d'Aston Villa, John Fashanu, et le goal de Wimbledon, Hans Segers. Ces derniers ont rejoint en prison l'amie de Fashanu et un homme d'affaires malaisien vivant à Londres, Heng Suan Lim.

L'affaire a commencé en novembre 1994. The Sun, quotidien populaire, avait alors révélé l'acceptation par Bruce Grobelaar d'une somme d'argent pour truquer des matches quand il jouait pour Liverpool. Le quotidien avait publié le témoignage d'un ancien partenaire du joueur zimbabwéen

et fourni une bande vidéo qui le montrait acceptant une liasse de billets. Grobelaar, immensément populaire en raison de son talent mais surtout de ses pitreries sur le terrain, avait démenti.

CONFIANCE ÉBRANLÉE
Mais on avait déjà parlé, à l'époque, du rôle des syndicats de parieurs asiatiques, en particulier de Malaisie. L'arrestation de Heng Suan Lim pourrait confirmer cette piste. En Malaisie, où le football est pourri par la corruption (Le Monde du 4 mars), les syndicats de parieurs ne s'intéressent pas seulement aux matches locaux, car les rencontres britanniques sont retransmises par la télévision dans de nombreux pays de la région. La tentation d'acheter joueurs et arbitres pour truquer les résultats n'en est que plus grande.

Cette affaire complexe n'en serait qu'à ses débuts. Un représentant de l'Association des footballeurs professionnels a fait part de son « inquiétude de ce que les gens oient de plus en plus l'impression que le jeu est perverti par la corrup-

tion ». La confiance du public dans le sport le plus populaire du pays pourrait ainsi être ébranlée. D'autant plus que cette affaire de corruption se produit après une cascade de scandales : l'attaquant d'Arsenal, Paul Merson, a reconnu en novembre s'être drogué ; Vinny Jones a été écarté de l'équipe de Wimbledon pour avoir mordu le nez d'un journaliste ; l'entraîneur d'Arsenal, George Graham, a été limogé après avoir été accusé du détournement de 425 000 livres lors du transfert de deux joueurs ; enfin le capitaine de Chelsea, Dennis Wise, a été condamné à trois mois de prison ferme pour avoir agressé un chauffeur de taxi. Sans parler de l'affaire Cantona.

Selon la Fédération britannique (FA), qui a obtenu le soutien de la Fédération internationale (FIFA), suggère que le football est gangrené par la corruption n'en serait pas moins « une insinuation malveillante (...). Mais, s'il y a la moindre trace de corruption, elle devra être éradiquée ».

Patrice de Beer

Le gouvernement argentin augmente les impôts

BUENOS-AIRES
de notre correspondante
Comme le Mexique, l'Argentine, touchée par la fuite des capitaux, doit à son tour adopter des mesures d'austérité. Le ministre de l'économie, Domingo Cavallo, a annoncé mardi 14 mars de nouveaux impôts, notamment une hausse de la TVA, dont le taux passera de 18 % à 21 % cette année. Le gouvernement, qui devra obtenir l'approbation du Congrès argentin, espère ainsi recueillir plus de 2 milliards de dollars, environ 10 milliards de francs. Les entreprises seront touchées comme les particuliers : le plan prévoit de réduire les remboursements de taxes sur les exportations et de relever les droits de douane sur les importations de biens d'équipement. Le gouvernement argentin demandera aux autres pays du Mercosur (Brésil, Uruguay et Paraguay) d'augmenter le tarif douanier extérieur commun.

C'est la contrepartie des 7 milliards de dollars de crédits accordés à l'Argentine avec l'aval du Fonds

monétaire international (FMI) pour soutenir la parité de sa monnaie, consolider son système financier, fortement ébranlé depuis la crise médiane, et assurer les échéances de sa dette en 1995 (5,2 milliards de dollars en remboursements et paiement d'intérêts). Le FMI prêtera 2,4 milliards de dollars (dont 400 millions immédiatement disponibles), la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, un total de 2,6 milliards de dollars. De son côté, le gouvernement lancera un emprunt national et international (le « bon argent ») de 2 milliards de dollars pour trois ans : une idée « patriotique » avancée par les grands industriels qui ont apporté leur soutien au président Carlos Menem.

A deux mois de l'élection présidentielle du 14 mai, M. Cavallo a refusé cependant de prendre d'autres mesures impopulaires, notamment une hausse des taxes sur les carburants que suggérerait le FMI. Il table sur une augmentation totale de 8,3 milliards de dollars des recettes

de l'Etat cette année : 5,9 milliards par les nouvelles mesures fiscales, 2,4 milliards de dollars par de nouvelles privatisations (usines pétrochimiques, centrales nucléaires et hydroélectriques) et la vente des actions que l'Etat détient encore dans les entreprises privatisées de gaz et d'électricité. Après paiement de la dette, cela devrait laisser un excédent de 2 milliards pour parer à d'éventuelles turbulences. Les opérateurs de la « City » de Buenos Aires, qui se plaignaient depuis de nombreuses semaines d'être « sur le Titanic », sont redevenus confiants. La Bourse, après une baisse de 38,6 % depuis le 20 décembre, a repris plus de 23 % en une semaine et les taux d'intérêt ont reculé.

M. Cavallo, qui avait admis il y a quelques jours que la situation était « critique » (Le Monde du 9 mars), n'a pas écarté le risque d'une récession ; pour 1995, il prévoit une réduction de 3 points de la croissance économique.

Christine Legrand

DANS LA PRESSE

Conflits sociaux

L'HUMANITÉ
Lois de « perturber la campagne électorale », comme l'écrivait un journal du soir (Le Monde du 15 mars), les salariés posent les seules questions qui comptent. Notre pays est-il voué à la régression, aux dérégllements sociaux édictés par le traité de Maastricht ? L'argent doit-il continuer à être détourné de la consommation et des investissements productifs généraux d'emplois ? Ces questions concernent tous les candidats, sans exception.

Jean-Paul Piérot

LE PROVENÇAL
Nous ne sommes plus dans le scénario de 1981. Les organisations syndicales avaient mis alors la pédale douce pour ne pas effrayer les classes moyennes par des conflits répétés. (...) Le front social qui se dessine et qui pourrait bien s'élargir et se durcir dans les jours à venir est une nouvelle et méchante écharde dans le talon balladurien. Elle n'est pas faite pour conforter une position passablement fissurée. Le social pèsera lourd dans la balance présidentielle.

Jean-René Laplaye

« Le Monde des débats » de mars

Dans son numéro de mars, Le Monde des débats s'interroge : le sondage tues-tu le vote ? Des politologues (Gérard Grunberg, Loïc Blondiaux) analysent les mécanismes de la démocratie d'opinion, que Bernard Manin préfère appeler la « démocratie du public ». L'Allemand Dieter Roth rappelle qu'en démocratie tout court le vote reste roi. On lira aussi dans le même numéro une confrontation entre Louis Schweitzer, PDG de Renault, et Denis Gautier-Sauvagnac, délégué général de l'Union des industries métallurgiques et minières, une table ronde sur l'attitude de la France face à la violence en Algérie, et un dossier sur Toulouse, capitale culturelle.

* En vente chez votre marchand de journaux, 30 F.

EUROPE 1
Dans les six premiers mois de toute présidence, un certain nombre de réformes agréables (...) sont inévitablement distribuées. (...) En ce qui concerne l'intégration sociale, il est bien clair qu'il y aura un « desserrement » général pendant les six premiers mois, qui a priori ne devrait donc pas déboucher sur des conflits insupportables.

Alain Duhamel

LA CHAÎNE INFO (LCI)
C'est un accès de fièvre doublement préoccupant pour le premier ministre-candidat. Préoccupant parce qu'il pollue le discours du candidat à l'Elysée. Parce qu'il est venue trop tôt ou trop tard, la reprise économique a pris Edward Balladur à contre-pied. Il proclame que la France va mieux à des Français qui n'ont aucunement le sentiment d'aller bien.

Pierre-Luc Séguillon

FRANCE-INTER
La chasse aux bulletins de vote et les promesses électorales font pousser les revendications syndicales. Le terrain économique est fertile, certes, la campagne présidentielle légitime la revendication syndicale, mais la déstabilisation de ce climat social expose aussi la campagne.

Jean-Marc Sybestre

La grève des banques en Martinique est suspendue

FORT-DE-FRANCE

Plus de sept semaines après son déclenchement, la grève générale des banques et des établissements financiers de la Martinique a été suspendue dans la matinée du mardi 14 mars. Les huit cent soixante salariés des cinq banques et des trois établissements financiers concernés par le mouvement reprennent le travail après cinquante-six jours d'interruption. Finalement, les salariés ont obtenu un rattrapage en deux temps équivalant à dix points indiciaires, soit deux cents francs brut par mois au 1^{er} janvier et au 1^{er} décembre, au lieu des deux cent quatre-vingts francs réclamés. Les jours de grève ne seront pas payés mais les retenues pour avance sur salaire seront étalées sur trente mois.

Ce long conflit avait pris corps après le refus des employés de discuter sur la base de la convention collective départementale du travail, en vigueur depuis 1958. Pour leur part, les syndicats de salariés se sont appuyés sur l'usage pour réclamer notamment la revalorisation des rémunérations, après trois années de stabilité voire de baisse du pouvoir d'achat.

Malgré les efforts du directeur du travail, la commission régionale de conciliation, convoquée à trois reprises, n'a jamais pu faire accepter un compromis raisonnable par les deux parties. Les employés se disent désormais déterminés à porter ce litige avec les syndicats devant les tribunaux. Plusieurs semaines seront nécessaires pour mesurer les conséquences de cette grève des banques, l'une des plus longues de l'histoire sociale de la Martinique. Mais il y a fort à parier que les petites entreprises traditionnelles vont plaider au ralentissement de l'activité économique durant près de deux mois.

Jean-Marc Parry

Dassault aurait versé une commission à un parti belge

LA HOLDING Dassault Industries aurait versé en Belgique, en 1989, une commission de 60 millions de francs belges (10 millions de francs français) au parti socialiste flamand (SP) dans le cadre du contrat Carapace. C'est ce qu'ont affirmé, mardi 14 mars, les avocats d'Edouard Mangé, l'ancien trésorier du SP, accusé d'autre part de corruption dans l'affaire des hélicoptères Agusta. Selon eux, l'avocat bruxellois, Alfons Puelinckx, dénoncé dans le cadre de la même affaire, aurait reçu personnellement en 1989 de Serge Dassault la commission, dont le montant aurait été versé sur le compte suisse de Luc Walley, ancien secrétaire général adjoint du SP.

Le contrat Carapace, conclu en 1989, de l'ordre de 6,5 milliards de FB (environ 1,2 milliards de francs français) porte sur le montage de matériels de guerre électronique sur des avions Mirage et F-16. Un porte-parole de Dassault Belgique Aviation, filiale belge à 100 % de Dassault Industries, s'est refusé à tout commentaire. - (AFP).

Le Serveur Judiciaire
GROUPE JET LAG
Inventaire intégral des liquidations et saisies judiciaires minitel 3617 VAE
Surveillance des ventes judiciaires par abonnement.
Activité et dépt. de votre choix.
Demandez dossier par fax 78 22 53 46

NOUVEAU
Chaque mois le supplément
« LIVRES DE POCHE »
L'opération : vendredi 17 mars 1995
Le Monde

مكتبة من رايصل